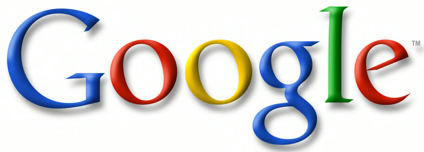


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

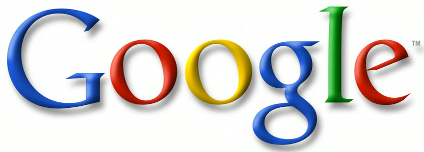
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

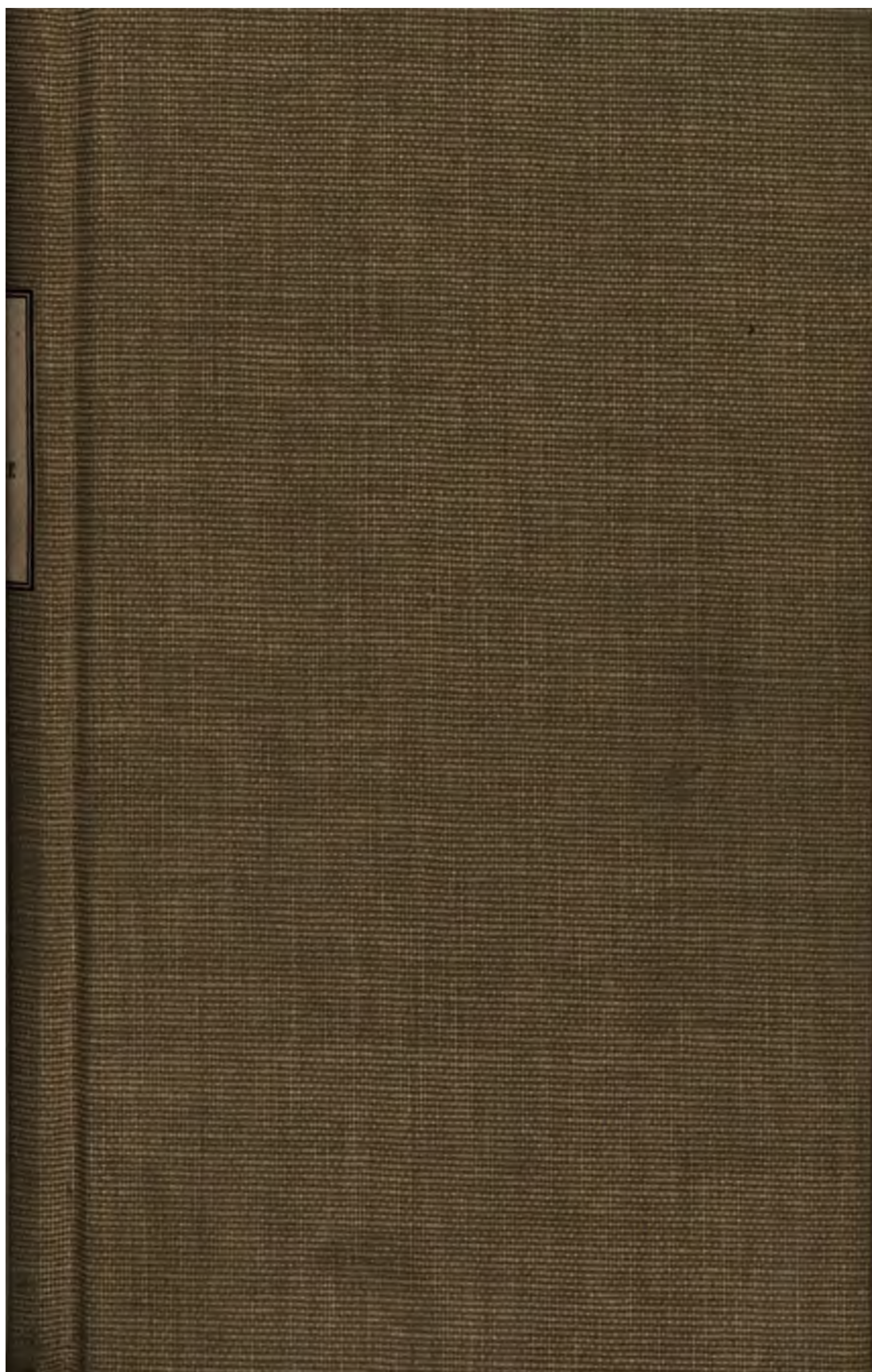
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



Ott. 619.1


SIGILL: COLL: HARVARD: CANTAB: NOV: ANGL: 1650.
CHRISTO ET ECCLESIAE
BOUGHT WITH
THE INCOME FROM
THE BEQUEST OF
CHARLES MINOT,
OF SOMERVILLE,
(Class of 1828,).
29 April, 1878.

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE CRIMÉE

II

PARIS. — IMPRIMERIE DE E. MARTINET, RUE MIGNON, 2.

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE CRIMÉE

PAR

CAMILLE ROUSSET

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

DEUXIÈME ÉDITION

TOME SECOND

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1878

Droits de traduction et de reproduction réservés

~~2,70~~
~~Slav 1242.1~~
Ott. 619.1

1878, April 29.
Minot fund.

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE CRIMÉE

LIVRE SIXIÈME

L'HIVER

I

Entretiens de l'empereur et du maréchal Vaillant avec lord Cowley. — Débats devant le parlement. — Alliance de la Sardaigne avec l'Angleterre et la France. — Démission de lord John Russell. — M. Roëbuck. — Retraite de lord Aberdeen. — Ministère de lord Palmerston. — Enquête parlementaire sur l'état de l'armée anglaise en Crimée. — Réformes. — Activité du nouveau ministère. — Le *mal des tranchées*. — Miss Florence Nightingale. — Réduction effrayante des effectifs anglais.

Le 25 décembre 1854, l'empereur Napoléon III avait longuement entretenu l'ambassadeur de la reine, lord Cowley, au sujet de l'étrange épuisement qui consumait, comme un mal chronique et incurable, l'armée anglaise devant Sébastopol. Le lendemain, avant de partir pour Londres où il allait passer

quelques jours, l'ambassadeur était venu prendre congé du maréchal Vaillant. Comme il déplorait les embarras qui assiégeaient son gouvernement, l'impossibilité de prendre en temps opportun des mesures efficaces, la faute énorme d'avoir, en ce qui touchait aux approvisionnements et aux fournitures, tout abandonné depuis longtemps à l'industrie plus ou moins loyale des spéculateurs : « Mylord, lui dit le maréchal, vous m'aviez demandé pour un certain nombre de *gentlemen*, qui devaient être envoyés par le duc de Newcastle, l'autorisation de venir se renseigner dans mon ministère, d'y étudier nos rouages administratifs, leur fonctionnement, leur effet ; je vous avais promis qu'on leur ferait tout voir, qu'ils recevraient toutes les informations désirables. Il y a près de deux mois, plus de six semaines au moins, que je vous ai fait cette réponse : pourquoi donc ces messieurs ne sont-ils pas venus ? » Là-dessus lord Cowley de se lamenter de nouveau sur les lenteurs de l'administration anglaise, et de revenir à ses anxiétés : comment sortir de là ? comment faire ? « Tenez, mylord, reprit le maréchal, il est évident que si, après deux mois, on n'a pu mener à conclusion une affaire aussi mince que l'envoi de quelques agents de Londres à Paris, on ne pourra jamais opérer en temps utile une réforme aussi radicale que celle dont votre administration militaire a besoin. Eh bien ! je prends un grand parti et vous fais une proposition qui est de nature à vous tirer d'embarras ; je vous la fais en mon propre nom d'abord :

demain, je la soumettrai à l'empereur, qui l'approuvera, je l'espère. L'empereur, vous le savez, fait organiser de grands dépôts à Constantinople : de grands approvisionnements de toute sorte vont y être rassemblés. Je vous offre de les mettre à votre disposition; vous y puiserez comme nous : nous partagerons en frères. » — « Comment ! s'écria l'ambassadeur, lord Raglan pourrait dire au général Canrobert : Nous avons besoin de tels objets, veuillez nous les donner si vous les avez en magasin ? » — « Oui, mylord, le général Canrobert vous les fera donner ; vous en rembourserez la valeur en argent, et nous ferons tous nos efforts pour maintenir nos ressources à la hauteur de vos besoins et des nôtres. » A ces mots, lord Cowley prit les deux mains du maréchal, et les lui serrant avec émotion : « Je pars content, lui dit-il, et bien content aussi va tout à l'heure être le gouvernement de la reine. » Le lendemain, l'empereur ayant approuvé complétement son ministre, l'offre que celui-ci avait faite fut confirmée par un télégramme que lord Cowley reçut immédiatement à Londres. Quinze jours se passèrent; l'ambassadeur était de retour, et la réponse qu'attendait le maréchal Vaillant ne venait point; encore fallait-il cependant un acquiescement clair et net pour que la question du remboursement pût être réglée dans les formes. Quand, enfin, le maréchal demanda l'explication de ce long silence, lord Cowley fut obligé de convenir qu'à Londres le gouvernement était en désarroi, comme frappé de stupeur, et que le

ministère de lord Aberdeen s'en allait en dissolution.

Tel était en effet l'état des choses en Angleterre. Excitée, irritée par les lettres qui, venues de Crimée, remplissaient chaque jour les colonnes des journaux, surtout par la correspondance particulière du *Times*, l'opinion était déchaînée contre le ministère; elle réclamait à grands cris le relèvement de la puissance britannique. Le 27 novembre, une proclamation de la reine avait convoqué d'urgence le parlement pour le 12 décembre. Au jour dit, la question fut nettement posée dès les premiers mots du discours royal : « Je vous ai convoqués à cette époque insolite de l'année, disait la reine, afin de pouvoir, avec votre assistance, adopter des mesures qui me permettent de poursuivre la grande guerre, dans laquelle nous sommes engagés, avec la plus grande vigueur et le plus grand effet. Je sais que cette assistance sera donnée avec empressement, car je ne saurais douter que vous ne soyez comme moi convaincus qu'il est absolument nécessaire de n'épargner aucun effort pour accroître les forces de mon armée qui combat actuellement en Crimée. »

Dans les deux Chambres, les débats furent d'abord très-vifs. Le gouvernement déclarait que, du mois de mars au mois de décembre, il avait envoyé en Orient 53 000 hommes; à peine y en avait-il à l'heure présente 16 000 devant Sébastopol : où étaient les 37 000 autres? Question grave; plus grave cependant était celle-ci : comment les remplacer? La seconde

l'emportant, d'un commun accord, sur la première, les douleurs du passé prirent jour après les nécessités du présent; l'opposition contint ses griefs, le ministère réserva ses défenses, et par une sorte de trêve patriotique, on ne s'occupa plus que de ce que réclamait, non tel ou tel parti, mais universellement l'intérêt national. L'Angleterre avait épuisé son armée régulière; un bill passa tout de suite dans les deux Chambres pour la mobilisation de 15 000 volontaires à prendre dans la milice. Dans un second projet, allant plus loin encore, le ministère demandait l'autorisation d'enrôler des soldats étrangers. Atteinte au vif, frappée dans son orgueil, la vieille Angleterre se récria d'abord; on entendit des protestations indignées comme au temps où lord North soudoyait des Hessois contre les *insurgents* d'Amérique. Ce qui surtout inquiétait ou blessait l'opinion, très-susceptible au sujet des libertés publiques, c'était le danger plus ou moins sérieux, plus ou moins apparent, que pouvait leur faire courir une soldatesque allemande ou suisse, un ramas de mercenaires introduits frauduleusement sur le sol anglais : crainte chimérique assurément, mais dont le gouvernement était obligé de tenir compte. De 15 000 recrues étrangères, il proposa de se réduire à 10 000, et comme il démontrait en même temps qu'à défaut de ce contingent, l'armée, même avec le concours des miliciens, serait hors d'état d'entretenir ses effectifs, la mesure fut adoptée, non sans ressentiment, par les Lords, puis par les Communes. Après ce vote,

le parlement s'ajourna pour les vacances de Noël et fut prorogé au 23 janvier 1855.

Dans l'intervalle, le gouvernement de la reine se hâta d'enlever une négociation poursuivie par lui depuis le mois de novembre et connexe évidemment avec le bill des enrôlements à l'étranger. Il y avait dans un coin de l'Europe un petit peuple actif, remuant, impatient de grandir, un prince habile par tradition de famille, un ministre capable de tout pour satisfaire les ambitions du peuple et du prince. Attentive à pousser la fortune du Piémont et du roi Victor-Emmanuel, rien ne pouvait étonner, semblait-il, la politique du comte de Cavour. L'Angleterre s'y trompa; l'argent à la main, elle crut facile d'acheter l'armée piémontaise. L'armée piémontaise n'était point à vendre ; si elle devait entrer dans la guerre, ce serait à titre d'alliée, non de mercenaire. L'Autriche venait de conclure avec la France et l'Angleterre le traité du 2 décembre; le comte de Cavour voulut traiter comme l'Autriche, et de plain-pied, avec l'Angleterre et la France. Les gens d'opposition, à Turin, ne comprenaient rien à cette politique ; ils fulminaient contre une alliance qui allait mettre en pendant l'armée autrichienne d'un côté, l'armée piémontaise de l'autre, et ils ne voulaient pas voir de combien cette sorte d'égalité avec l'Autriche allait grandir la fortune du Piémont. Pour ces gens de courte vue, l'audacieux ministre était tout près d'être un mauvais patriote ; le ministre laissa dire et passa outre.

Le 12 janvier 1855, un protocole constata d'abord d'une manière générale l'adhésion de la cour de Turin aux principes qui réglaient l'accord des puissances occidentales ; le 26, trois conventions furent signées; les deux premières consacraient l'alliance politique et militaire du Piémont avec l'Angleterre et la France ; un corps de 15 000 hommes devait être, dans le plus bref délai, organisé à Turin, pourvu de tous ses accessoires, et prêt à partir pour le théâtre de la guerre. La troisième convention, purement financière, conclue entre le Piémont et l'Angleterre seulement, stipulait une avance d'un million de livres sterling faite par l'Angleterre au Piémont, au taux de quatre pour cent, intérêts et amortissement compris. Sous cette forme d'avance ou d'emprunt, il n'était pas malaisé de soupçonner une manière de subside ; mais les apparences du moins étaient sauves. Le général Alphonse de La Marmora, qui abandonnait pour le commandement du corps auxiliaire piémontais le ministère de la guerre, se sentait si peu obligé avec les Anglais, que dès le 15 janvier, il écrivait au général Canrobert de façon à se mettre en quelque sorte et par avance sous ses ordres.

Si le ministère Aberdeen avait fondé quelque espoir sur le succès de ses négociations à Turin pour apaiser l'opinion à Londres et désarmer l'opposition dans le parlement, il s'était singulièrement mécompté. A peine les deux Chambres étaient-elles rentrées en session, le 23 janvier 1855, que, dès ce premier jour,

une mine, sourdement préparée par l'un de ses propres membres, éclatait au sein du cabinet même. L'homme d'État qui, sous le titre à peu près honorifique de président du conseil, n'en était pas moins le *leader* du parti gouvernemental dans la Chambre des communes, lord John Russell, se séparait brusquedent de ses collègues, et se hâtait de fournir, contre eux, dans la séance du 24, devant la Chambre confondue, des armes à l'opposition, surprise elle-même de cette évolution soudaine. Une motion d'enquête sur la conduite de la guerre, proposée par le chef des radicaux, M. Roëbuck, en était la cause apparente, du moins la cause avouée par le ministre défectionnaire : c'était parce que sa conscience ne lui permettait pas d'y faire obstacle, que lord John Russell s'était tenu pour obligé de donner sa démission. Pourquoi ne l'avait-il pas donnée plus tôt ? car la motion de M. Roëbuck, depuis longtemps annoncée, n'avait pas dû le prendre à l'improviste. Ce fut celui de ses anciens collègues avec lequel on lui attribuait le plus d'accord, le représentant de la politique belliqueuse dans le ministère, lord Palmerston, qui se chargea d'infliger à son étrange conduite un juste blâme. « Si le noble lord, disait le ministre de l'intérieur, était venu nous dire avant la réouverture du parlement : Je m'attends, comme tout le monde, à ce qu'une motion soit faite touchant la conduite de la guerre ; une telle motion est inévitable et je vous avertis que je serais hors d'état de la combattre, le

gouvernement aurait délibéré sur cette déclaration. La démission du noble lord, la retraite même du cabinet tout entier n'auraient eu alors aucun inconvénient. Il restait assez de temps pour trouver un successeur au président du conseil ou pour organiser un autre ministère. Les choses se seraient ainsi passées selon la pratique des gouvernements constitutionnels. Mais la conduite de mon noble ami, je lui demande pardon de le dire, diffère beaucoup des usages suivis ordinairement par les hommes publics ; on la dirait calculée pour jeter le gouvernement dans l'embarras. C'est hier, hier seulement, que le noble lord a écrit à lord Aberdeen pour lui dire qu'il ne serait pas en état de résister à la motion du représentant de Sheffield, et qu'en conséquence il se retire ! Tant de hâte, tant de précipitation est quelque chose de tellement inusité, que le gouvernement aurait le droit de s'en plaindre et qu'aucun de nous, à coup sûr, ne pouvait s'y attendre. »

Les jours du ministère étaient comptés. Soutenue avec une émouvante énergie par son auteur, appuyée par M. Layard et M. Disraëli, faiblement combattue par un gouvernement en défaillance, la motion Roëbuck, après quatre jours de discussion, passa, le 29 janvier, à la majorité de 157 voix, dans la Chambre des communes. Le lendemain, lord Aberdeen remit la démission collective du cabinet entre les mains de la reine, et lord Palmerston reçut la difficile mission de lui donner des successeurs. Ce fut seulement le

16 février que le nouveau ministère put se présenter devant le parlement, mais si peu homogène, si faible et si fragile, que du premier coup l'impitoyable auteur de la motion triomphante y fit brèche. Opposé à l'enquête parlementaire qu'il avait combattue sous le drapeau de lord Aberdeen, lord Palmerston pouvait-il l'accepter désormais et l'abriter sous ses propres couleurs? Avant de capituler, ne fallait-il pas tenter au moins un nouvel effort? Ce qu'avait évidemment voulu et voté la Chambre, c'était le principe d'une enquête; loin d'y contredire, lord Palmerston s'y ralliait franchement; mais où la divergence apparaissait entre M. Roëbuck et lui, c'était dans la forme de l'enquête : serait-elle parlementaire? serait-elle administrative? « Constatons les causes du mal dans le passé, disait le premier ministre; après quoi, travaillons à y remédier pour l'avenir. Seulement, laissez le ministère procéder lui-même à l'enquête et prescrire les nouvelles mesures qui lui paraîtront les plus propres à atteindre le but vers lequel nous tendons tous avec une égale sincérité. » M. Roëbuck fut intraitable. Pour trancher le différend, lord Palmerston proposa de choisir les enquêteurs, partie dans l'administration, partie dans la Chambre; mais alors ce furent ceux de ses anciens collègues rentrés avec lui dans le nouveau cabinet qui se refusèrent à la transaction. Il fallut, de ce coup, reconstituer le ministère. M. Gladstone, sir James Graham, M. Sidney Herbert se retirèrent décidément; lord Clarendon consentit à

garder la direction de la politique au dehors; un ancien secrétaire à la guerre, M. Fox Maule, qui était entré dans la Chambre haute sous le nom de lord Panmure, tenait la place du duc de Newcastle; sir George Cornwall Lewis prit à l'Échiquier celle de M. Gladstone et sir Charles Wood remplaça sir James Graham à la tête de l'Amirauté. Mais qu'étaient ces changements de personnes, si considérables qu'ils fussent, au prix de ce qu'on voyait au ministère des colonies? un scandale pour les rigoristes, une surprise pour tout le monde: la rentrée de lord John Russell!

Il n'y avait plus à contester ni à se débattre : l'enquête allait être parlementaire. M. Roëbuck, triomphant, se préparait au rôle de grand justicier. Mais tandis que lord Palmerston, la tête basse, avait l'air de céder au vainqueur, il lui dérobait habilement le meilleur de son aubaine: il se hâtait de faire dans l'administration militaire les réformes qu'il avait depuis longtemps arrêtées dans son esprit; il enlevait de la sorte aux enquêteurs la faveur publique et la ramenait d'autant plus aisément à lui qu'il avait toujours mérité, selon le sentiment général, d'être distingué de ses anciens collègues comme le ministre vraiment populaire, vraiment patriote, vraiment anglais. Secondé par lord Panmure, lord Palmerston taillait énergiquement dans le vif; la direction des choses militaires, éparpillée jusqu'alors, se concentrait entre les mains du commandant en chef de l'armée pour la partie technique, et pour la partie adminis-

trative entre les mains du ministre de la guerre. On réformait le commissariat, on organisait un service de transports. Un chemin de fer en construction, depuis Balaklava jusqu'au col d'abord, devait prochainement atteindre les campements de l'armée anglaise; un câble télégraphique, immergé dans la mer Noire, de Varna au monastère Saint-George, allait mettre les cabinets de Paris et Londres en communication directe avec les quartiers généraux devant Sébastopol. Le service médical était reconstitué, pourvu d'un matériel énorme, quadruplé dans son personnel. Non-seulement des baraques étaient expédiées pour l'installation des ambulances, mais il y en avait assez pour improviser une ville entière, logements pour les hommes, écuries pour les chevaux, atelier et magasins de toute espèce. Le constructeur du Palais de cristal, sir Joseph Paxton, se chargeait de raccoler, pour le compte du gouvernement, des ouvriers, des terrassiers, des manœuvres et, comme dans l'ancien temps, des valets d'armée. Enfin, le général James Simpson était envoyé par le cabinet avec des pouvoirs presque illimités pour procéder, sur le théâtre même de la guerre, à l'enquête militaire la plus rigoureuse et la plus complète.

En France, malgré cette vieille, fausse et déplorable croyance qu'à l'État appartient essentiellement le devoir de satisfaire à tous les besoins, à tous les intérêts publics et privés, la sympathie nationale pour les combattants de Crimée s'était produite avec une spontanéité rare par des souscriptions et des

offrandes de toute sorte. En Angleterre, où domine le principe tout contraire de la responsabilité personnelle, où chacun croit et sait qu'il ne doit avant tout faire fond que sur soi-même, où la richesse des particuliers est la récompense de cette activité volontaire et réfléchie, les dons affluèrent avec une telle exubérance, qu'après avoir passé par toutes les souffrances, par tous les dénûments de l'extrême misère, il vint un moment où l'armée anglaise connut toutes les jouissances, toutes les abondances, toutes les séductions et aussi tous les dangers de l'extrême bien-être ; mais au début de l'année 1855 elle était loin encore de cette seconde et plus singulière épreuve. Épuisés, succombant à la peine, à ce point que les moindres travaux de terrassement jetaient dans les ambulances une foule d'hommes atteints du *mal des tranchées*, — car il avait fallu nommer d'un nom nouveau une épidémie sans exemple, — les soldats anglais s'en allaient par milliers remplir les hôpitaux de Scutari. Là, pour les soigner, les assister, les consoler, les servir, une femme jeune, belle, riche, intelligente, d'un mérite infini, d'une distinction rare, miss Florence Nightingale, avait quitté patrie, amis, famille, et sur ses traces entraîné quelques dévouements pareils, spectacle toujours admirable, qu'il soit éclatant, comme le sacrifice inaccoutumé qu'applaudissait justement l'Angleterre émue, qu'il soit modeste et discret, comme l'humble vocation qui, depuis des siècles, essayant de se dérober à la connaissance du monde, amène de tous les rangs de

notre société catholique dans les communautés religieuses tant de recrues volontaires pour le service des malades, des infirmes et des pauvres.

D'après les états de situation officiellement communiqués par lord Raglan au général Canrobert, on a déjà vu que, le 11 janvier 1855, l'infanterie anglaise devant Sébastopol était réduite à moins de 12000 hommes, quoiqu'il lui fût arrivé de 7 à 8000 recrues depuis le mois de novembre. Les huit jours qui suivirent cette affligeante communication en nécessitèrent une seconde plus navrante encore. « Hier, écrivait le général Canrobert au maréchal Vaillant, le 19 janvier, le général Rose m'a annoncé officiellement une réduction nouvelle de 2000 hommes dans l'effectif disponible devant la place, résultat de la mortalité ou des maladies qui désolent les bivouacs de nos alliés. Évidemment cette armée se fond et son effectif actuel sur les plateaux ne dépasse pas de beaucoup celui de ma plus grosse division. Je ne sais où s'arrêtera cette espèce de consomption qui mine progressivement ces vaillantes troupes et dont l'origine remonte, il ne faut pas se le dissimuler, aux premières marches, pourtant très-lentes, qu'elles ont faites dans ce pays. Je ne puis me défendre de m'en préoccuper pour elles, que nous avons appris à estimer si haut sur le champ de bataille. » Le 29 janvier, il ajoutait : « L'armée anglaise s'en va par tous les bouts, et cependant non-seulement je mets tout en commun avec elle, mais je fais trois parts et je lui en donne deux. »

II

État de l'armée française. — Difficulté des transports. — Misères et souffrances. — Nouvelle organisation de l'armée. — Le général Pélissier commandant du 1er corps. — Naufrage de la *Sémillante*. — Les cuirasses pour l'assaut. — Disgrâce du général Forey. — Il est envoyé en Afrique.

S'il n'y avait pas eu, comme terme de comparaison, cette action meurtrière de la misère et du froid sur l'armée anglaise, les Français auraient pu croire, pendant ce terrible mois de janvier, qu'ils avaient atteint eux-mêmes les dernières limites de la souffrance. Aux pluies torrentielles qui avaient signalé les derniers jours de l'année 1854, venaient de succéder la gelée, les bourrasques glaciales, les ouragans du nord. Le 5 janvier, après une nuit très-froide, il y eut un violent chasse-neige qui ne dura pas moins de trente heures, comblant les tranchées, envahissant les tentes, couvrant d'un même linceul les vivants et les morts, les bivouacs et les tombes, Sébastopol et les camps. Le 12, une recrudescence du froid ne fut que le prélude rigoureux d'une crise plus douloureuse encore. « L'armée, disait le général Canrobert, conservera longtemps le souvenir de la journée du 16 janvier. Pendant vingt-quatre heures la nuit n'a pas cessé de régner sur nos bivouacs. D'épais nuages,

inondant l'atmosphère d'une poussière de neige chassée par un vent glacé du nord-est, s'abaissaient jusqu'au sol. Dans les terrains les plus favorisés, la neige avait atteint une hauteur de dix-huit pouces; toute voie avait disparu, toute direction faisait défaut aux mouvements des troupes, à ceux des convois commandés la veille pour assurer la subsistance des divers corps. On ne saurait imaginer de situation plus violente, et nulle part le découragement ni le désordre ne se sont produits. Hier, — ajoutait, le 22 janvier, le général en chef, — j'ai passé l'après-midi dans nos tranchées; j'ai trouvé les 4000 hommes qui les habitent, résignés, calmes, vigilants, ayant le mot pour rire, représentant en un mot cet excellent type du soldat français rendu parfait par les épreuves insolites de cette guerre. »

Cependant les mêmes causes qui menaçaient d'anéantir l'armée anglaise, surtout la difficulté des transports, poursuivaient et pressaient presque aussi désespérément le général en chef et l'intendance de l'armée française. A Constantinople, en dépit du zèle déployé par le général Larchey et l'intendant militaire Angot, en dépit des efforts de nos marins, voués au rôle obscur et pénible de convoyeurs, les approvisionnements se faisaient et s'expédiaient à grand'peine, et lorsque, après avoir lutté contre les tempêtes de la Méditerranée, contre les ouragans de la mer Noire, ils arrivaient enfin à Kamiesch, c'était au tour du général Canrobert et de l'intendant Blanchot de s'ingénier

pour les faire parvenir à la portée des troupes. Pendant tout l'hiver, les magasins du corps d'observation ne purent jamais être approvisionnés pour plus de dix jours d'avance. Sous ce rude climat, les chevaux sans abris mouraient par centaines; la cavalerie était presque démontée; l'artillerie et le train des équipages perdaient la moitié de leurs attelages dans le même temps qu'il fallait les doubler pour effectuer le moindre transport. Il n'y avait que les chevaux d'Afrique et les mulets qui résistaient admirablement au froid, à la fatigue, à la faim. Il y eut des jours où l'administration fut hors d'état de faire une seule distribution de fourrage; venues de France, d'Afrique, de Hollande même, les cargaisons de foin ne duraient guère.

C'était aussi de bien loin qu'arrivaient les moyens de chauffage; on avait distribué des poêles de fonte, mais le combustible était toujours rare. Sauf le taillis du Monastère, que l'artillerie gardait pour ses travaux de fascinage avec une vigilance impitoyable, et le bouquet de chênes qui signalait le quartier général de lord Raglan, il ne restait plus, aux alentours des camps sur le plateau de Chersonèse, ni brin de bois ni touffe d'herbe à la surface du sol, ni souche de vigne ni racine d'arbuste au-dessous; la pioche avait atteint jusqu'aux dernières limites les derniers vestiges de la végétation souterraine. Les hommes qui avaient passé vingt-quatre heures dans les boues glacées et profondes de la tranchée ne trouvaient pas

souvent au retour un maigre feu pour réchauffer leurs membres. Aussi les cas de congélation étaient-ils fréquents et graves; pendant ce mois de janvier, il n'y en eut pas moins de 2500, pour un tiers suivis de mort, pour la plupart de mutilations douloureuses; on compterait le petit nombre de ceux qui ne demeurèrent pas à jamais estropiés. Pour conclure, sur 75 000 hommes que comptait au 31 janvier l'armée française, il y en avait, dans les hôpitaux et les ambulances, plus de 9000, un huitième à peu près de l'effectif général; c'est la proportion la plus tristement considérable qui ait été atteinte, selon les statistiques, jusqu'au désastreux hiver de 1856.

Responsable de la santé comme de la discipline ou de l'action de ses troupes, justement ému de ce que, sauf pour les vivres, toutes les promesses qu'on lui avait faites et prodiguées, pour le campement, pour l'habillement, pour le fourrage, n'eussent pas été tenues ou du moins remplies en temps utile, le général Canrobert en faisait à l'empereur ses doléances, et ses plaintes un peu plus vives au maréchal Vaillant. « Je suis bien assuré, disait-il au ministre le 5 janvier, que d'ici à un mois j'aurai plus de tentes, de sabots, de chaussons et de moyens de toute nature qu'il ne m'en faudra, mais ils viendront trop tard. » — « Vos plaintes sont fondées, lui répondait loyalement le ministre de la guerre, et il est bien fâcheux que nous soyons arrivés à cette période de l'année sans avoir pu satisfaire à tous les besoins de nos pau-

vres soldats. Croyez cependant qu'il a fallu d'immenses efforts pour nous procurer tous les objets qui vous ont été expédiés. En même temps que l'armée de Crimée réclamait des capotes, des houseaux, il fallait habiller les nouveaux soldats; le drap manquait, les ouvriers manquaient; le choléra nous a fait un mal immense à l'intérieur et nous a causé une perte de temps des plus regrettables. Enfin ne récriminons pas; tâchons de vous aider de notre mieux; redoublons d'efforts, nous, et vous, mon cher général, redoublez de courage et de patience. Les souffrances de votre armée me font autant de mal qu'à vous-même. »

L'année nouvelle apportait aux forces françaises une organisation nouvelle, des changements considérables dans les grands commandements. Déjà la marine avait eu les siens : élevé à la dignité d'amiral, le vice-amiral Hamelin venait de rentrer en France, laissant sa succession au vice-amiral Bruat, dans le même temps que, par une coïncidence remarquable, sir Edmund Lyons remplaçait le vice-amiral Dundas, parvenu, d'après les règlements de l'amirauté anglaise, au terme de son service dans la Méditerranée. Pour ce qui est de l'armée de terre, on a vu qu'à la date du 30 décembre 1854, l'empereur songeait à tirer d'Afrique, pour l'envoyer devant Sébastopol, avec une situation égale à celle du général Bosquet, le général Pélissier; quelques jours après, c'était chose faite. Le 6 janvier 1855, le maréchal Vaillant

en avisait officiellement le général Canrobert. A la formation hâtive, arbitraire et provisoire que le commandant en chef, pressé par les événements, avait dû donner d'abord aux troupes rassemblées sous ses ordres, succédait une organisation méditée, régulière, définitive.

L'armée d'Orient était constituée en trois grandes fractions, deux corps et une réserve générale; chaque corps se composait de quatre divisions d'infanterie; la réserve générale, d'une division d'infanterie, d'une division de cavalerie, des réserves et parcs de l'artillerie et du génie, enfin d'une brigade de la garde impériale, en attendant qu'il fût possible de détacher de cette troupe d'élite en Crimée une division entière. Le général Canrobert, commandant en chef de l'armée, avait sous ses ordres directs la réserve. Rien n'était changé dans le personnel du grand quartier général; les généraux de Martimprey, Thiry et Bizot, le colonel Jarras, l'intendant militaire Blanchot étaient confirmés dans leurs emplois respectifs; le général Trochu, désigné d'abord comme chef d'état-major d'un corps d'armée, ne laissa pas en fait de continuer son service auprès du général en chef. Le général Pélissier, commandant du premier corps, avait pour chef d'état-major le général Rivet; le général Lebœuf commandait l'artillerie; le général Tripier, commandant du génie, s'étant peu de jours après cassé une jambe, fut remplacé par le général Dalesme. Les quatre divisions d'infanterie avaient pour

chefs les généraux Forey, Levaillant, Paté, de Salles. Au deuxième corps, sous les ordres du général Bosquet, les fonctions de chef d'état-major, exercées provisoirement d'abord par le colonel de Cissey, lui furent bientôt conférées en titre avec le grade de général de brigade. Le général Beuret avait le commandement de l'artillerie, le colonel Frossard celui du génie. Les divisionnaires étaient les généraux Bouat, Camou, Mayran et Dulac. Dans la réserve générale, le général Brunet commandait la division d'infanterie, le général Morris la division de cavalerie, le général Uhrich la brigade de la garde impériale.

Pour grossir ou même pour entretenir seulement les effectifs d'une armée si considérable, et pour faire place aux 140 000 hommes de la classe de 1854 que le Corps législatif avait mis à la disposition du ministre de la guerre, les dépôts des régiments avaient eu ordre de faire partir tout ce qu'ils retenaient encore de soldats plus ou moins formés. A Toulon comme à Marseille, les appareillages pour la Crimée se suivaient sans relâche. Les traversées étaient souvent longues, fatigantes; mais on n'avait point encore entendu parler, dans la Méditerranée proprement dite au moins, d'accidents graves, lorsqu'une catastrophe d'autant plus terrifiante qu'aucun témoignage n'a jamais pu en éclairer le mystère sinistre, vint tout à coup jeter le deuil dans la flotte, dans l'armée, dans toute la France.

La frégate du premier rang la *Sémillante* avait

quitté Toulon, le 14 février; elle portait, avec son équipage et son armement réglementaire, trois cents hommes appartenant à divers régiments d'infanterie, quarante artilleurs, un lourd matériel de siége, quatre canons de 24, seize mortiers de gros calibre. On la croyait, on devait la croire en cours de navigation lorsque, vers la fin du mois de février, des pêcheurs corses trouvèrent, sur l'îlot de Lavezzi, dans les bouches de Bonifacio, les épaves d'un grand navire. L'aviso à vapeur l'*Averne*, expédié en toute hâte, ne put que constater le désastre : c'était bien la *Sémillante* qui s'était perdue là corps et biens, probablement dans la nuit du 15 au 16 février, pendant une tempête violente qui, depuis la veille, avait fouetté les eaux du détroit. « Le spectacle de cette côte est navrant, disait dans son rapport le commandant de l'*Averne*; il donne une terrible idée de la furie de l'ouragan qui a pu briser en morceaux aussi menus un bâtiment de cette force, porter à des hauteurs considérables quelques tronçons de ses mâts et prendre des quartiers du navire pour les éparpiller, à plusieurs encâblures de distance les uns des autres, dans des criques différentes, en les faisant passer par-dessus des pointes de rochers élevées de plusieurs mètres au-dessus du niveau de la mer. Il faut, je le crains, perdre tout espoir de retrouver jamais quelques-uns des malheureux qui étaient à bord, et même de connaître exactement le moment du sinistre et les circonstances qui l'ont occasionné. » Ce fut dans toute la France un deuil national; un service solennel fut

célébré par l'archevêque de Paris, à Notre-Dame, pour les naufragés de la *Sémillante*, et leurs familles reçurent de toute part les marques de la sympathie publique.

Quant aux pertes matérielles, l'État s'efforça de les réparer au plus vite ; les arsenaux de la guerre et de la marine eurent ordre de redoubler d'activité pour satisfaire aux réclamations pressantes du commandant de l'artillerie devant Sébastopol. Parmi les envois déjà faits par les manufactures d'armes, il y en avait un qui ne manquait pas d'une certaine originalité. Le 3 février, le maréchal Vaillant écrivait au général Canrobert : « L'empereur m'ordonne de vous envoyer *4000 devants de cuirasse* disposés de manière à pouvoir s'adapter à la poitrine de nos fantassins et les couvrir d'autant lorsqu'ils monteront à l'assaut. Je pense que, bien que les cuirasses ne soient destinées, dans la prévision de l'empereur, que pour un assaut, il y aura de grands avantages à en retirer pour les gardes de tranchée. Vous aurez à examiner la question à ce point de vue. » Le jugement plus explicite que la discrétion du maréchal Vaillant ne lui permettait pas de porter sur cette imagination impériale, se retrouve par aventure dans une des dernières lettres adressées par l'empereur Nicolas au prince Menchikof. « Je continue, écrivait le tsar, le 12 février, à recevoir des renseignements sur l'ennemi, à savoir qu'il se prépare à l'assaut. Hier encore on annonçait comme quoi l'on envoyait 4000 cuirasses dont on

affublerait les colonnes d'attaque. Il paraît difficile d'aller à l'assaut accoutré de la sorte. » Les 4000 plastrons arrivèrent en Crimée; 1500 furent assignées au premier corps, 1500 au deuxième, mais ils ne servirent jamais, ni dans l'un ni dans l'autre, et l'on fut généralement d'avis de garder sur ce sujet délicat un silence prudent.

Cinq ou six jours avant que le premier avis de la réorganisation de l'armée d'Orient, telle que l'empereur l'avait faite, ne fût arrivé au général Canrobert, il avait reçu avec plaisir un témoignage d'autant plus honorable et méritoire, pour les troupes employées au siége, qu'il était porté par un chef exigeant, par un juge sévère. « Vous verrez, écrivait au sujet d'une sortie russe vigoureusement repoussée le général Forey, vous verrez que l'élan est donné maintenant, que la plus grande vigilance existe dans nos tranchées, et que chaque corps rivalise de courage, d'énergie, pour repousser ces tentatives. » C'était donc au moment où sa fermeté, sa rigueur, si l'on veut, était justifiée par la meilleure discipline et l'excellente conduite de ses troupes, que le commandant du corps de siége allait se voir déchu, renvoyé à sa division, relégué dans un commandement inférieur. Par un mouvement généreux, n'ayant pu prévenir l'éclat de la disgrâce, le général Canrobert s'efforça du moins d'en atténuer le coup. A peine eut-il connu les ordres de l'empereur, qu'il pressa le maréchal Vaillant de constituer la réserve générale en corps d'armée sous les

ordres du général Forey. Cette sorte de réparation, l'empereur ne l'eût pas accordée sans doute; en tout cas, le général Forey la déclina par avance. « Je désire, écrivit-il au général en chef, que votre demande, dont je vous sais gré, reste sans effet. Dégoûté du service, je rentrerai avec bonheur dans la vie privée, où je me bornerai à faire des vœux pour le succès de nos armées, puisque l'on ne me croit pas capable d'y exercer un commandement de quelque importance. » En même temps il écrivit au maréchal Vaillant : « Descendre au commandement d'une division après avoir exercé celui d'un corps d'armée serait reconnaître mon insuffisance, et, quel que soit le mérite de ceux qui me sont préférés, je ne puis admettre leur supériorité dans une forme blessante pour moi. Je vous prie en conséquence, monsieur le maréchal, de vouloir bien accepter ma démission du commandement qui m'a été confié, et de m'autoriser à rentrer en France, où je désire être placé en disponibilité. Vous ne pouvez douter du regret, du chagrin même avec lequel je quitterai une armée dans laquelle, je le dis avec fierté, j'ai tant de sympathies et où j'ai rendu quelques services; mais c'est un sacrifice qui m'est imposé par mon amour-propre justement froissé. Je n'ai aucune crainte d'ailleurs pour ma réputation de soldat; elle est faite depuis longtemps. Vingt campagnes en Afrique, trois blessures, sept citations à l'ordre de l'armée, mon attitude à l'Alma, devant Sébastopol le 5 novembre, prouvent surabondamment que ce n'est pas

devant le boulet que je recule, mais devant la déconsidération. »

La démission du général Forey ne fut pas acceptée. « Dites-lui, écrivait le maréchal Vaillant au général Canrobert, si vous croyez devoir le lui dire, que cette détermination d'un officier sur lequel Sa Majesté a toujours si complétement compté et comptera toujours a paru impressionner très-péniblement l'empereur. Sa Majesté aime le général Forey et ne manquera pas de le lui prouver ; mais si un officier général croit pouvoir, parce qu'un ordre du souverain blesse sa susceptibilité [1], demander à quitter l'armée, il faut renoncer à faire la guerre. L'empereur a ses projets, ses vues : nous devons tous obéir sans nous plaindre. On n'est soldat ou général qu'à ce prix. »

Le général demeura donc ; mais l'évidente disgrâce avait eu l'effet certain qu'attendaient ceux qui l'avaient provoquée. Estimé, honoré, respecté par les gens de cœur, par les hommes d'élite, le général était déchu dans l'opinion vulgaire, parmi la foule ignorante, médisante, méchamment crédule. Ses ennemis en vinrent à un tel degré de perfidie et d'audace, que les calomnies les plus infâmes, les imputations les plus sottes avaient fini par infester à son sujet, non pas seulement les cantines, mais les cercles d'officiers, les quartiers généraux même : détails misérables et qui seraient in-

[1] « ... sa *juste* susceptibilité, » avait écrit, d'un mouvement spontané, le maréchal ; après réflexion, *juste* a été biffé sur la minute ; mais la trace de ce premier mouvement reste à l'honneur du maréchal Vaillant et du général Forey.

dignes de l'histoire si ce n'était pas un devoir pour l'historien de venger la mémoire d'un brave soldat, d'un honnête homme. Aussi bien ces basses menées avaient-elles failli devenir une affaire d'État. Le 3 mars, le général Larchey écrivait officiellement au général Canrobert : « Les bruits les plus étranges circulent à Constantinople sur le compte de M. le général de division Forey. On dit que cet officier général ayant eu des intelligences avec l'ennemi, a été par votre ordre arrêté, mis à bord du *Montebello* et conduit en France. Ces rumeurs ayant pris consistance depuis plusieurs jours et étant parvenues jusqu'aux ministres ottomans, le chargé d'affaires de France m'a fait prier de les démentir. Le rédacteur du *Journal de Constantinople* m'a demandé aujourd'hui l'autorisation de publier un article à cette fin ; je n'ai pas voulu l'accorder avant d'avoir pris vos ordres au sujet d'une telle affaire. » Il fallut donc que le général Canrobert répondît officiellement au général Larchey : « Il est des bruits qui par leur absurdité même échappent à toute appréciation comme à toute discussion. Ils tombent tout naturellement parce qu'ils n'ont pas le sens commun, et c'est réellement leur faire trop d'honneur que de les démentir publiquement. Où peut être l'origine de ceux qui s'appliquent à M. le général Forey, lequel a commandé, depuis notre arrivée devant Sébastopol, le corps de siége avec beaucoup de distinction et avec une énergie qui associe de la manière la plus honorable son nom à nos efforts et aux épreuves

de cette guerre? Probablement dans l'imagination d'un soldat ivre ou dans les propos grossiers de la cantine. Ces bruits disparaîtront sous le ridicule et le mépris. » Cependant pour le général Forey la mesure était comble, et ce fut en vérité bien tard que l'empereur prit enfin le parti de l'envoyer en Afrique, avec le commandement de la province d'Oran. Le 18 avril, le général Pélissier écrivait au maréchal Vaillant: « Le général Forey s'est embarqué hier. Il a quitté, le cœur serré, cette armée où il a rendu des services réels. Des calomnies aussi injustes qu'absurdes ont empoisonné les derniers mois de son séjour parmi nous. J'espère que la fermeté de son âme dominera l'amertume de son chagrin. »

III

Arrivée du général Niel. — Le général Bizot. — Le général Niel réclame l'investissement de Sébastopol. — Apprêts pour la formation d'une armée de réserve.

En même temps que le général Forey, l'empereur, sans le vouloir tout à fait peut-être, avait presque aussi cruellement frappé au cœur un autre brave soldat, un autre honnête homme. La décision impériale qui donnait à l'armée d'Orient une nouvelle organisation avait été apportée en Crimée par le général Niel; mais il était bien évident qu'en débarquant, le 27 janvier 1855, à Kamiesch, le général Niel n'était point venu chargé seulement d'une mission aussi mince. L'ingénieur éminent, illustré par la prise de Bomarsund, l'aide de camp préféré, le conseiller militaire de l'empereur, l'inspirateur peut-être, le confident au moins de ses conceptions stratégiques, connaissait assurément les griefs du souverain contre la direction donnée aux travaux du siége. Il avait été envoyé pour voir, pour examiner, pour contrôler; rien que sa présence dans la tranchée diminuait nécessairement le général Bizot.

Chacun sentait tout ce qu'une telle situation avait de faux et de pénible. C'était d'abord le général Can-

robert qui s'empressait de réclamer pour le général Bizot la troisième étoile, « pour le général Bizot, disait-il, dont l'incroyable activité, la bravoure pleine de simplicité, l'habileté remarquable, font une des individualités les plus saillantes et les plus utiles de cette campagne laborieuse. » C'était le maréchal Vaillant qui venait d'envoyer au général Bizot la croix de commandeur, et auquel, touché de ses encouragements sympathiques, le chef du génie adressait cette réponse mêlée de reconnaissance et d'amertume : « J'ai été bien heureux, monsieur le maréchal, de trouver dans les quelques lignes que vous m'avez écrites ce nouveau témoignage de satisfaction et d'intérêt qui m'est si précieux, me venant de vous. J'en ai parfois grand besoin pour raffermir, non mon dévouement à la chose publique qui sera toujours aussi absolu, tant qu'il me restera le souffle, mais ma confiance dans la manière dont mes efforts sont interprétés, quand des obstacles de toute nature en annulent ou en ajournent depuis si longtemps les résultats. » C'était le général Niel lui-même, qui écrivait au ministre de la guerre : « Ma position est délicate ici. Le général Bizot est un homme plein de zèle, de bravoure et de dévouement ; il a toute la confiance du général en chef et la mérite bien. Ma présence l'amoindrit. »

L'aide de camp de l'empereur avait visité tous les travaux, parcouru d'un bout à l'autre les tranchées anglaises et françaises ; il avait étudié du plus près possible ce Sébastopol étrange, ce Protée dont l'as-

pect variait avec les heures du jour, avec la distance, avec les accidents du sol, de sorte que de la multiplicité, de la diversité de ces apparences successives et contradictoires, il ne résultait pour l'observateur, en fin de compte, qu'une image flottante, indécise et confuse ; il avait conféré avec sir John Burgoyne, et il s'était mis au courant de la négociation qui, pendant plus d'un mois, vivement mais discrètement conduite, avait abouti à un accord définitif entre les quartiers généraux des deux armées. Il ne faut pas oublier, en effet, que, le 12 janvier, quinze jours avant l'arrivée du général Niel, le général Bizot avait pu adresser au maréchal Vaillant cette lettre décisive : « Mes conférences avec sir John Burgoyne, les échanges de notes entre lord Raglan et le général Canrobert ont abouti enfin à cette convention que, dès que le temps le permettra, on marchera sur la tour Malakof. Nous nous chargerons de cette attaque. » Ainsi, dès le 12 janvier, non point sur une concession gracieuse des Anglais, comme le maréchal Vaillant reprochait au vice-amiral Bruat d'en avoir écrit en France, mais sur une demande formelle, sur une provocation officielle de leur part, c'étaient les Français qui avaient consenti au contraire à se substituer aux Anglais dans la plus considérable des entreprises dévolues depuis le mois d'octobre à l'armée anglaise.

C'était le général Bizot qui avait mené avec autant de netteté que de décision cette délicate affaire ; c'est à lui et au général Canrobert que revient exclusivement

l'honneur d'avoir accepté, au nom de la France, la responsabilité d'une attaque contre la tour Malakof. Comme le général Niel ne semblait être venu que pour quelques jours en Crimée, comme il n'avait parlé lui-même que d'une mission temporaire, il était naturel et légitime qu'il fût mis tout de suite en mesure de connaître à fond les plans et projets du général en chef et des généraux d'armes, afin d'en instruire l'empereur et le ministre de la guerre. Il y eut donc, le 2 février, chez le général Canrobert, une conférence entre les généraux Niel, Thiry et Bizot. On y parla de l'état des approches, de l'assaut tout près d'être donné par les Français au bastion du Mât, moins près de l'être par les Anglais au Grand Redan, de l'engagement pris avec eux pour l'attaque de Malakof et des efforts qu'allait exiger ce nouveau siége. « Le général Niel, qui doit s'embarquer sur le prochain courrier, mandait au maréchal Vaillant, le 8 février, le général Bizot, va vous arriver parfaitement édifié sur nos travaux, sur nos chances de succès comme sur les chances contraires, et sur les difficultés de la position que nous ont faite nos alliés. Il a essayé vainement de galvaniser leur inertie, et il a reconnu que si nous voulions arriver, il fallait marcher pour eux et pour nous. Je suis charmé qu'il puisse reporter ses impressions à l'empereur. Le général a jugé trop aventurée l'attaque de vive force à faire immédiatement sur la tour Malakof, et à la suite d'un conseil tenu en sa présence chez le général Canrobert, il a été décidé

que nous allions entreprendre de ce côté les travaux d'une attaque plus rapprochée. »

Telle fut cette conférence du 2 février, toute de déférence pour l'aide de camp de l'empereur : dans les décisions qui y furent prises, il n'y eut rien de plus, rien de moins que ce qui avait été décidé, le 12 janvier, d'une manière plus solennelle et plus obligatoire, entre lord Raglan et sir John Burgoyne d'un côté, le général Canrobert et le général Bizot de l'autre.

Aussi bien n'était-ce pas le problème de Malakof qui avait amené en Crimée le général Niel et qui, sur les lieux mêmes, devant l'éloquente configuration de ce mamelon dominant, le préoccupait davantage. A ce moment, il ne faisait pas beaucoup plus de cas de la prise de Malakof que de celle du Redan ou du bastion du Mât. « Si on s'emparait aujourd'hui de la Ville et du faubourg, écrivait-il à l'empereur le 14 février, on y serait canonné par les vaisseaux, par les forts et par des batteries que l'ennemi élève tous les jours au nord de la rade. » L'idée qu'il avait développée dans le cabinet impérial et dont il se pénétrait davantage à mesure qu'il voyait mieux la défense et l'attaque, le terrain et les hommes, c'est qu'on ne pouvait se flatter de prendre une ville qui avait ses communications libres avec le dehors, c'est que sans investissement il n'y avait point de succès possible. « Le siége de Sébastopol ne peut donc finir sans que l'armée prenne position entre la Tchernaïa et le Belbek, vers

la ferme Mackenzie, » écrivait-il à l'empereur, « Croyez, monsieur le maréchal, qu'on ne fera rien sans investir, » disait-il plus laconiquement au ministre de la guerre. C'était son *delenda Carthago*. « Monsieur le maréchal, ajoutait-il, des moyens de transport en toute hâte pour qu'un corps de 50 000 hommes et de 5000 chevaux puisse être alimenté à deux jours de marche de Kamiesch. » Il ne fallait, selon lui, ni plus de monde ni beaucoup de temps pour battre en campagne le prince Menchikof, investir Sébastopol, pousser le siége et réduire la place. En attendant, l'assaut lui paraissait une aventure meurtrière et l'attaque même de Malakof un simple accessoire.

Telle était la conviction profonde de l'officier du génie; c'était elle qui l'avait conduit en Crimée, c'était elle qui l'y retenait. Cependant il avait pris, à contre cœur, le 12 février, congé du général Canrobert, des généraux Bizot et Thiry, et il allait s'embarquer à Kamiesch. « Mais voilà, écrivait-il le même jour au maréchal Vaillant, voilà l'amiral Bruat qui insiste beaucoup pour que je reste, et je vais prolonger mon séjour jusqu'à ce que je connaisse les intentions de l'empereur. » Ce fut toutefois à Constantinople qu'il lui parut convenable d'attendre plutôt qu'à Kamiesch. Il n'attendit pas longtemps; comme si le vice-amiral Bruat eût connu par intuition ce qui se décidait à Paris, un télégramme était expédié au général Larchey afin qu'il eût à retenir le général Niel, s'il était temps

encore, et le 17 février le général Niel s'empressait de répondre au maréchal Vaillant : « Je repars demain ou peut-être ce soir pour Kamiesch. Je resterai devant Sébastopol jusqu'à ce que nous y soyons entrés ou que je connaisse les ordres de l'empereur. Je ferai tous mes efforts pour être utile sans trop gêner l'action du général Bizot. »

L'empereur avait en principe adopté les idées de son aide de camp. Dès le 3 février, le maréchal Vaillant avait envoyé au général Larchey des instructions pour se préparer à recevoir, loger et nourrir, dans un avenir prochain, quarante, cinquante et peut être soixante mille hommes. Le secret sur ce grand envoi de troupes devait être absolument gardé; le général Canrobert lui-même n'en devait rien apprendre. Cependant, quelque temps après, le ministre de la guerre lui en fit la confidence, mais sous la forme la plus mesurée, en l'avisant avec mystère que l'empereur avait ordonné la formation d'un camp de 40 000 hommes près de Constantinople, mais que ces forces ne pourraient être appelées par lui que dans un cas désespéré, s'il y allait expressément du salut de l'armée même : « L'empereur veut avoir son armée de réserve sous la main ; je ne puis mieux m'expliquer, » ajoutait le ministre plus mystérieusement encore.

Telle était, au mois de février 1855, la situation matérielle et morale des alliés devant Sébastopol; tels étaient les plans entre lesquels se fatiguait leur

attention et se prolongeait leur attente. Quelle était cependant la situation des assiégés? Les hésitations de l'attaque ne devaient-elles pas enhardir presque audacieusement la défense?

IV

État des Russes dans Sébastopol. — Leurs souffrances. — Travaux défensifs. — Travaux offensifs. — Les *logements*. — Les éclaireurs. — Prescriptions pour la défense des tranchées.

Rien que dans les deux premiers mois du siége, des 18 000 marins attachés à la fortune de Sébastopol, 800 avaient été tués, plus de 3000 blessés; la perte des troupes de terre employées à la défense de la place s'était élevée, dans le même temps, au chiffre de 8500 hommes. En y ajoutant les 10 500 morts ou blessés d'Inkermann, on voit qu'à la fin du mois de novembre 1854 les forces russes étaient diminuées d'environ 23 000 hommes. Il n'y en eut que 1200 mis hors de combat pendant le mois de décembre, 900 pendant le mois de janvier; mais si le feu, moins actif, à certains jours presque éteint, ne faisait plus un aussi grand nombre de victimes, les maladies suppléaient à son défaut par l'énergie de leur action meurtrière. Toutes les misères des Français, des Anglais même, avaient leurs pareilles dans la place assiégée. Les Russes souffraient également du froid, de la pluie, de la neige; les vêtements chauds leur manquaient aussi, et les abris presque autant. Tel était le développement des ouvrages fortifiés, telles étaient les

exigences d'une activité qui ne voulait point se laisser surprendre, que l'effectif quotidien des hommes de service était nécessairement et de beaucoup supérieur à celui des assiégeants dans les tranchées. Comme l'enceinte bastionnée se trouvait assez loin en avant des maisons de la Ville, comme les constructions les plus voisines avaient été détruites ou par le feu de l'ennemi ou par la défense elle-même, les troupes de garde étaient obligées de bivouaquer sur les remparts, et les soutiens tout près de là, dans des terrains vagues, de sorte qu'à l'exception des réserves qui occupaient certains quartiers de la place, une grande partie, la majeure partie peut-être de la garnison, vivait jour et nuit sous la pluie et dans la boue.

Atteinte par le choléra, par la dyssenterie, par la pneumonie, par des fièvres de toute sorte, une foule souffreteuse encombrait chaque matin l'embarcadère des bateaux à vapeur et s'en allait, de l'autre côté de la rade, gagner péniblement Baktchisaraï transformé en hôpital, déjà presque en nécropole. Au commencement de février 1855, le nombre des malades et des blessés, qui, au mois de novembre précédent, était déjà de 16 750, s'élevait à plus de 25 000, alors qu'en réunissant toutes les ressources hospitalières de la Crimée, c'était à peine si le service médical de l'armée russe pouvait donner à la moitié de ces infortunés l'assistance nécessaire. Les autres, ceux qui semblaient pouvoir supporter le voyage, étaient transportés sur les durs arabas tatars hors de la presqu'île, et de

Pérékop à Sébastopol les troupes de renfort, envoyées de tous les points de l'empire au prince Menchikof, ne cessaient pas de rencontrer ces interminables convois, première image de la guerre, première apparition pour les nouveaux venus de ses réalités et de ses douleurs.

Telles étaient, dans Sébastopol, les souffrances intimes des Russes ; passé la crête des parapets, non-seulement il n'en paraissait rien au dehors, mais encore les apparences étaient toutes contraires, car la défense avait pris des allures agressives, et c'était l'assiégeant qui devenait maintenant l'assiégé. Ce renversement des rôles datait en principe des premières journées qui suivirent la bataille d'Inkermann. En voyant le vainqueur se couvrir d'une contrevallation du côté de la place de même qu'il s'était couvert d'une circonvallation contre l'armée de secours, le vaincu avait repris confiance. Puisque l'assiégeant se précautionnait de la sorte, c'était donc qu'il se sentait menacé ; puisqu'il faisait halte, c'était le moment de marcher à lui, de pousser des contre-approches sur ses approches immobiles.

En soumettant au prince Menchikof ses plans d'agression, le colonel de Todleben n'entendait cependant pas laisser chômer les travaux essentiellement défensifs. Non content d'avoir disposé sur l'enceinte même autant d'artillerie qu'il en pouvait raisonnablement tenir, non content d'avoir ajouté à la force des principaux bastions, comme il avait commencé de

faire pour l'ouvrage de Malakof, en les fermant à la gorge, non content d'avoir construit, en arrière, dans la Ville même, des barricades coupant les rues, sur tous les points dominants des batteries flanquées par des maisons crénelées, il voulut donner à la résistance intérieure des appuis plus sérieux que ces obstacles, des réduits solides, de véritables redoutes dont l'ensemble, relié par des communications, devait opposer une seconde ligne de défense à l'ennemi qui serait parvenu à forcer la première. Ce fut ainsi que l'angle nord-ouest de la place, occupé par les grands établissements de l'artillerie, en arrière du bastion n° 7, devint rapidement et sans beaucoup de peine un vaste ouvrage armé de batteries qui pouvaient prendre des revers jusque sur le bastion du Mât. Indépendamment de ce principal réduit qui commandait d'une manière générale tout le terrain situé entre l'enceinte et la Ville, trois redoutes furent entreprises pendant le mois de décembre, la première à mi-distance du bastion de la Quarantaine au bastion Central, derrière le mur crénelé qui formait courtine entre les deux; la deuxième en arrière du bastion Central; la troisième en arrière du bastion du Mât. Construites et armées par les soins de la marine, les redoutes *Rostislav*, *Tchesmé*, *Jason*, reçurent le nom des navires dont les équipages avaient travaillé à leur établissement.

Voilà pour la défense : voici pour l'agression. Depuis le commencement du siége, volontaires de l'assiégé, francs-tireurs de l'assiégeant, s'embus-

quaient comme il leur convenait, chacun suivant son caprice, à sa guise. Un trou plus ou moins profond, un tas de pierres en façon de parapet, c'était assez; l'embuscade était prête. Cependant, un jour, l'idée vint au colonel de Todleben que ces postes pris au hasard, grossièrement établis, et qui ne laissaient pas néanmoins de rendre des services, en rendraient bien plus et de bien plus grands si, au lieu de s'en fier seulement à l'instinct du soldat, l'ingénieur y apportait le concours de son expérience et de son art. Un officier s'en allait donc, à la brune, étudiant le terrain, choisissant des places, et sous ses yeux des travailleurs ouvraient sur les points désignés, à la sape volante, des portions de tranchées, couvertes d'une rangée de gabions ou de barriques avec un couronnement en sacs à terre, assez longues pour recevoir vingt hommes au moins, assez espacées pour qu'une seconde ligne pût être établie en échiquier, derrière les intervalles de la première. Une nuit suffisait en général pour ce travail, et voilà l'embuscade primitive transformée en *logement*.

Comme il s'agissait, non plus seulement de surveiller l'assiégeant, mais d'empêcher ses travaux et de l'attaquer sur son terrain, le colonel de Todleben poussait hardiment ses logements près des sapes de l'ennemi, à distance de l'enceinte, non pas si loin toutefois que les obus et la mitraille ne pussent leur prêter une assistance efficace. Installés dans ces postes, les tirailleurs devaient inquiéter l'adversaire par

un feu soutenu, et la nuit surtout épier ses moindres mouvements. En communication réglée avec les sections les plus voisines de la ligne de défense, dès qu'ils entendaient dans les tranchées le cliquetis des armes ou le grincement des outils, au signal donné par eux, la canonnade éclatait directement sur la sape, en même temps que de droite et de gauche, elle était prise en écharpe par la fusillade des logements extrêmes. Si l'ennemi sortait en force pour les assaillir, les occupants de la première ligne se repliaient sur ceux de la seconde, les uns et les autres sur le bastion le plus proche, tiraillant toujours en retraite, laissant d'ailleurs à la mitraille le soin d'empêcher aucun intrus de s'installer à leur place.

Les premiers logements furent établis au commencement de décembre, sur le bord du ravin de la Ville, en avant de la redoute Schwartz, trois en première ligne, quatre à soixante-dix ou quatre-vingts mètres en arrière, les uns et les autres capables de contenir ensemble 250 tireurs. Leur feu incessant incommodait tellement les tranchées françaises devant le bastion du Mât, que le général Bizot fut obligé de diriger contre eux un cheminement spécial tracé de telle sorte que, sur le terrain comme sur le plan, il était facile de le reconnaître à sa forme, qui était celle d'un T[1]. Ce fut le nom que lui donnèrent les Russes de même que les Français, celui auquel il a droit dans l'histoire,

[1] Ce T n'a de commun que le nom avec le T classique employé dans l'attaque méthodique des places régulièrement fortifiées et régulièrement attaquables.

car le T a été le théâtre de bien des luttes de nuit, plus tumultueuses d'ailleurs que sanglantes, lorsque les Russes s'efforçaient de l'envahir ou que les Français en sortaient contre les logements russes.

Aux anciennes compagnies de francs-tireurs qui dataient du premier bombardement, le général Canrobert résolut alors d'ajouter une troupe vigilante et mobile qui aurait pour mission d'inquiéter l'ennemi dans ses logements mêmes, de signaler ses tentatives d'attaque et de guider les reconnaissances françaises. Il y eut ainsi trois compagnies d'*éclaireurs volontaires*, composées chacune de cent cinquante hommes, et dont le service commença dans la nuit du 18 au 19 décembre 1854. Dès lors entre eux et les volontaires de l'ennemi s'engagea une incessante petite guerre de ruses, de surprises et de hardis coups de main. Presque chaque nuit on entendait çà et là le pétillement de la fusillade; mais ces tentatives, que multipliaient particulièrement les Russes, ne pouvaient pas avoir de résultats sérieux, étant faites par trois ou quatre cents hommes au plus, souvent par moins d'une centaine. Un boyau de sape envahi pour un moment, un pan de gabionnade abattu, quelques armes et des outils enlevés, c'était tout le succès que se pouvait promettre, en le payant souvent bien cher par des blessures et par des morts, l'assaillant le plus favorisé par la fortune. Il y avait sans doute l'effet moral que ne manquait pas de produire dans la garnison de Sébastopol le récit naïvement exagéré de ces expéditions

nocturnes, mais il y avait aussi pour l'assiégeant un effet également salutaire, une leçon de courage et de prudence à la fois, un rappel à la vigilance calme et sûre d'elle-même.

C'était le sang-froid qui manquait le plus aux troupes encore novices dans la guerre de siége. Après avoir expulsé l'ennemi des tranchées, elles se jetaient à sa suite en terrain découvert, jouant son jeu sans y prendre garde, car le plus souvent ses provocations n'avaient pas d'autre objet que de les attirer de la sorte sous la mitraille d'une artillerie pointée sûrement par avance. Vauban interdisait toute poursuite hasardeuse sur une sortie en retraite; les gardes de tranchée ne devaient point franchir le parapet, d'après lui. Le maréchal Vaillant ne cessait de rappeler les principes de ce grand maître. « Faites des recommandations dans ce sens à vos officiers du génie, à tous vos généraux et colonels, écrivait-il au général Canrobert; le mérite n'est pas d'attraper des coups et d'en faire attraper aux autres. Un siége est une longue suite d'actions d'industrie et d'adresse. Le meilleur ingénieur est celui qui épargne le plus le sang des soldats et qui ne les expose que dans de grandes et solennelles occasions, comme un assaut, une attaque brusquée. » L'expérience étant venue confirmer ces judicieux conseils, les sorties furent dès lors repoussées plus sûrement et avec moins de pertes. Des prescriptions très-simples avaient été portées à la connaissance des troupes. A peine l'ennemi était-il signalé,

que le *Garde à vous !* sonné par les clairons de proche en proche, depuis la parallèle avancée jusqu'au Clocheton, mettait toute la tranchée en défense; si l'attaque se prononçait, une fusée d'une certaine espèce indiquait tout de suite aux bataillons de réserve sur quels points, à droite, à gauche ou au centre, les gardes ordinaires de tranchée pouvaient avoir besoin de leur aide. En se voyant découvert par la vigilance des sentinelles avancées ou des éclaireurs, il arrivait souvent que l'ennemi se repliait sans coup férir.

En résumé, ces sorties multipliées des Russes, avec des effectifs restreints, étaient moins dangereuses qu'irritantes; il n'en était pas de même de leurs logements, dont l'action également irritante et dangereuse rendait tout travail de sape sinon impossible, très-difficile au moins et toujours sanglant. Aussi le colonel de Todleben, satisfait d'un résultat qu'il avait habilement prévu, les avait-il multipliés partout où la place était déjà ou craignait d'être serrée de plus près par l'assiégeant. A la fin du mois de janvier, il n'y en avait pas moins de quinze entre le ravin Zagorodnaïa et le vallon du Cimetière, en avant du bastion Central; on en comptait sept au-dessus de la baie de la Quarantaine, sept devant la redoute Schwartz, neuf sur les berges du ravin de la Ville, quatre à droite et à gauche du bastion du Màt. Sur le front de Karabelnaïa, il n'y en avait que deux aux abords du Grand Redan, les attaques anglaises étant

trop éloignées et trop peu menaçantes encore pour qu'il fût nécessaire de marcher sur elles.

Non content de la fusillade fournie par les logements, le colonel de Todleben ne tarda pas d'y placer quelques obusiers de montagne et des mortiers à la Coëhorn; c'était en attendant que les parapets suffisamment épaissis et transformés en épaulements de bonne dimension fussent en état de couvrir des pièces de campagne, même des pièces de marine; car l'imagination de l'illustre ingénieur, qui ne rêvait que de grosse artillerie, ne se refusait aucun espoir, et ce qui n'eût été que l'illusion d'un autre devenait souvent, par l'effort énergique de sa volonté, une vérité de fait. « Nous assiégeons, écrivait au maréchal Vaillant le général Niel, des ouvrages en terre dont la position et la force changent selon les besoins de la défense. Ici l'ennemi tire des coups de canon comme ailleurs on tire des coups de fusil. Les Russes ont senti que, sous l'action de leur puissante artillerie, ils pouvaient rendre leur enceinte mobile. » Quand ils n'envoyaient sur les assiégeants, sur leurs travaux ralentis, sur leurs batteries silencieuses, qu'un millier de projectiles par jour, ils estimaient que leur propre feu était à peu près nul.

V

Omer-Pacha à Eupatoria. — Le tsar donne l'ordre de l'attaquer. — Ressources défensives de la place. — Le général Khroulef. — L'attaque est repoussée. — Le prince Menchikof remplacé par le prince Michel Gortchakof.

Par cette sorte de défense agressive l'assiégé se proposait de paralyser l'action de l'assiégeant, de miner progressivement ses forces, d'user surtout son énergie morale, de le décourager en un mot jusqu'au point de lui faire lever ce siége désespérant. Quant à l'expulser de vive force, ni le prince Menchikof, ni le général de Todleben n'y pouvaient point songer. Du dehors, le plateau de Chersonèse était inexpugnable; autour de la place, du côté de la Ville étreinte par les tranchées françaises, du côté même de Karabelnaïa, quoique serré de moins près, à peine restait-il encore assez de terrain pour quelque grande sortie : il n'y en avait plus pour une bataille. Une seconde journée d'Inkermann ne devait plus, ne pouvait plus se voir. Cependant s'il était impossible de frapper sur les alliés, devant Sébastopol, un coup d'éclat, immédiat et décisif, il y avait au moins un point sur lequel ils étaient indirectement vulnérables, sur lequel bien des

motifs d'ailleurs excitaient les Russes à chercher la satisfaction d'une revanche, Eupatoria.

Dans les premiers jours de janvier, Omer-Pacha s'était enfin décidé à venir s'entendre avec les généraux en chef des armées de France et d'Angleterre. « Il nous a paru dans de bonnes dispositions, » écrivait le général Canrobert au maréchal Vaillant. En effet, le généralissime turc avait consenti à porter en Crimée 45 000 hommes de son armée du Danube et à les commander en personne; vers le 10 février, on en comptait déjà plus de 20 000 à Eupatoria. De ce poste où chaque jour lui amenait de nouvelles forces, Omer donnait de l'inquiétude aux Russes, soit pour Pérékop, soit pour Simféropol, soit pour quelque autre point de leur ligne de communication. Aussi dès qu'était arrivée à Saint-Pétersbourg la première nouvelle de l'embarquement des Turcs à Varna, l'empereur Nicolas avait-il fait partir le général Wrangel avec l'ordre de resserrer le blocus d'Eupatoria et d'y employer plus de troupes. Il s'y trouvait déjà, sous le commandement du général de Korff, une division de lanciers et deux régiments de cosaques; le général Wrangel y ajouta d'abord une division de dragons, puis vingt-quatre bataillons d'infanterie détachés de l'armée que commandait, sous le nom d'armée du Sud, le prince Michel Gortchakof à Nikolaïef. En même temps que ces gros renforts, arrivaient en Crimée des ordres du tsar de plus en plus impératifs et pressants.

Un blocus ne suffisait plus; c'était l'attaque d'Eupatoria qui était enjointe; c'était sur cette place où le sol russe avait été, pour la première fois dans cette guerre, foulé par les envahisseurs, sur les Turcs qui osaient s'y aventurer, sur Omer-Pacha qui venait y compromettre sa fortune et son orgueil, qu'il fallait venger tout à la fois les griefs du Danube et les griefs de Crimée, l'échec de Silistrie au printemps et l'échec d'Eupatoria même au 14 novembre. Ainsi du même coup se trouverait lavée l'injure des armes russes, rétablie la sûreté des communications entre la presqu'île et l'empire, ruiné enfin le prestige, déjà bien amoindri, des assiégeants de Sébastopol, lorsque leurs alliés, Omer-Pacha et ses Turcs, auraient été forcés dans leur repaire et jetés à la mer. Non moins impatient que le tsar, le prince Menchikof fit dresser en trois jours un plan d'attaque dont les dispositions insuffisantes et les prévisions optimistes inquiétèrent le général Wrangel qui était chargé de l'exécution. Il obtint, non sans peine, un sursis pour reconnaître plus sérieusement la place.

Elle avait beaucoup changé depuis le 14 novembre; grâce à l'activité du commandant Osmont et du capitaine du génie Fervel, ses remparts avaient pris un relief solide et respectable. Trente-quatre bouches à feu de gros calibre et cinq chevalets pour fusées de guerre étaient en batterie derrière les parapets; au sud-est, la coque échouée du *Henri IV*, encore armée d'une partie de son artillerie, flanquait, d'un peu

loin il est vrai, les défenses de la ville que protégeaient plus efficacement de part et d'autre, comme autant de redoutes mobiles, des navires à vapeur, le *Véloce*, de la marine française et, sous pavillon anglais, le *Furious*, le *Valorous*, le *Viper*. Enfin Omer-Pacha avait sous la main deux divisions turques et une division égyptienne, d'un effectif total de 21 600 hommes, auxquels il faut ajouter un petit contingent français, formé, sous les ordres du commandant Osmont, de 185 hommes du 3e régiment d'infanterie de marine, de 68 matelots canonniers commandés par le lieutenant de vaisseau de Las Cases, et de 23 sapeurs du génie détachés avec le capitaine Fervel.

Ses observations faites et ses informations prises, le général Wrangel adressa, le 8 février, au prince Menchikof un rapport développé dont la conclusion était que, l'attaque d'Eupatoria lui paraissant plus que jamais une entreprise hasardeuse, il n'accepterait pas la responsabilité d'un assaut malheureux, mais que, si le commandant en chef lui donnait un ordre écrit et formel, il s'y conformerait avec tout le zèle possible. Déjà, malgré son chagrin et son dépit, le prince Menchikof s'était rendu aux objections du général Wrangel, lorsque survint un audacieux qui se déclarait prêt à prendre la charge de l'affaire, et, certain du succès, n'hésitait point à le garantir. C'était le commandant de l'artillerie du corps de blocus, le général Khroulef. Aussitôt le prince lui conféra toute l'autorité nécessaire, aux dépens du général Wrangel qui, réduit au

rôle de spectateur, à la tête d'une réserve de cavalerie, dut remettre à son aventureux contradicteur le commandement de toutes les autres troupes. Le général Khroulef se trouva donc avoir tout à coup sous ses ordres vingt-deux bataillons, vingt-quatre escadrons, cinq sotnias et cent huit bouches à feu, au total un peu plus de 20 000 hommes qu'il distribua en trois parts, une colonne à droite, une colonne au centre, une colonne à gauche, de force à peu près égale, et prêtes à donner également l'assaut. Point de complications ni de combinaisons savantes; à quoi bon s'ingénier? Canonner vivement et marcher aux Turcs, le plan était des plus simples : l'affaire assurément n'en réclamait pas d'autre.

Dans la nuit du 16 au 17 février, tandis que les trois colonnes se formaient à quatre kilomètres environ d'Eupatoria, plusieurs centaines de travailleurs, poussés à cinq cents mètres du front nord-ouest de la place, élevaient à la hâte, de quarante en quarante pas, des épaulements distincts pour abriter, pièce par pièce, l'artillerie d'attaque, ou creusaient, dans les intervalles, des trous destinés au logement des tirailleurs. Au jour naissant, soixante-seize bouches à feu protégées comme on vient de dire, et le surplus des batteries de campagne, à découvert sur les ailes, commencèrent une canonnade réglée à douze cents coups par heure. La place, qui ripostait énergiquement, avait reçu déjà quelques milliers de projectiles, lorsque le général Khroulef, poussant audacieusement

son artillerie en avant jusqu'à réduire de moitié la distance, fit succéder aux boulets la mitraille. Il était dix heures : la colonne de gauche allait donner l'assaut. Il y avait de ce côté deux cimetières clos de murs et des carrières dont les excavations permettaient à l'attaque de dérober ses dispositions à la défense. Déjà un fort détachement de tireurs grecs et cosaques était venu s'embusquer à cent pas du front nord-est de la place ; couverts par ce rideau, deux bataillons du régiment d'Azof, un bataillon formé de volontaires grecs et un autre de dragons à pied, sortirent à la fois des excavations, des clôtures, et s'élancèrent. Un petit nombre seulement parvint jusqu'au fossé ; les autres, arrêtés de front par la fusillade des remparts, enfilés sur leur gauche par les obus des navires à vapeur, se replièrent en désordre. Après les avoir ralliés en arrière des abris sous la protection desquels ils s'étaient formés d'abord, le général Khroulef voulut encore une fois les lancer à la charge ; ils furent repoussés encore une fois. Les Turcs alors sortirent sur leurs débris et il fallut que deux bataillons russes, appelés de la réserve, se formassent en carré contre la cavalerie d'Omer-Pacha. C'en était fait ; l'échec de sa gauche avait déconcerté le général Khroulef ; revenu tout à coup de son présomptueux optimisme, il n'essaya ni à droite, ni au centre, de tenter de nouveau la fortune. Il n'était que onze heures, et sur tous les points il avait ordonné la retraite. Omer-Pacha, toujours prudent, se garda bien de commettre au hasard

d'une poursuite l'heureux succès qu'il avait dû surtout à la témérité de son adversaire. Les Russes avaient perdu près de 800 hommes, les Turcs moins de 400 ; la petite troupe française comptait 4 morts et 9 blessés. Le commandant de la division égyptienne, Sélim-Pacha, était tombé, la tête fracassée par une balle.

L'affaire d'Eupatoria, qui en d'autres temps aurait fait beaucoup d'honneur aux Turcs et à leur général, n'eut pas un grand retentissement dans le public européen, uniquement attentif au drame concentré sur le plateau de Chersonèse. Elle eut cependant une suite grave à Sébastopol. Après la catastrophe d'Inkermann, l'échec d'Eupatoria fut pour le prince Menchikof le coup suprême. Moins désastreux que l'autre, le dernier peut-être était des deux le plus pénible. La retraite du prince Menchikof, qui avait l'une et l'autre fois promis à son souverain, à son pays, la victoire, paraissait devoir être sinon une expiation, du moins une satisfaction nécessaire. Il se retira. Le prince Michel Gortchakof, commandant en chef de l'armée du Sud, frère du général qui avait commandé l'aile droite de l'armée russe à l'Alma, l'aile gauche à Inkermann, reçut du tsar le commandement de toutes ses forces en Crimée.

LIVRE SEPTIÈME

LES CONTRE-APPROCHES

I

Le 2e corps occupe le camp du Moulin, devant Malakof. — État des travaux offensifs et défensifs des Anglais. — Surprise manquée sur Tchorgoune. — Plan d'attaque contre Malakof. — Échange de services entre les alliés. — Contre-approches russes. — Redoute Selenghinsk.

La nouvelle organisation de l'armée française en Crimée, telle que l'avait réglée l'empereur, avait été notifiée officiellement aux troupes par un ordre du 9 février. Débarqué ce jour-là même à Kamiesch, le général Pélissier avait pris, le lendemain, le commandement du premier corps. Le deuxième, renforcé de deux divisions, allait avoir une besogne double et jouer un double rôle ; sans cesser d'être corps d'observation, il devenait pour une part corps de siége ; c'était à lui qu'échéait l'honneur d'occuper la place laissée vaçante par les Anglais devant Malakof. Ceux-ci durent en conséquence resserrer un peu leurs campements et céder une certaine part de terrain aux troupes du général Bosquet ; ils ne le firent pas sans quelque difficulté, non par mauvaise humeur ni par

mauvais vouloir, mais encore une fois par inexpérience de la vie militaire. « Le colonel Cler, écrivait le général Bosquet au général en chef, le colonel Cler a causé avec le colonel anglais Herbert, lequel comprend très-bien que nos alliés doivent nous céder rationnellement au moins la droite de la route ; mais il ajoute que si, dans ce moment, à cause du mauvais temps, les troupes anglaises sont condamnées à changer de bivouac, elles mourront de faim à côté de leur viande, parce qu'elles seront très-longtemps avant d'avoir établi leurs cuisines. » Cependant les uns et les autres finirent par s'installer tant bien que mal, et la deuxième brigade de la division Mayran, rejointe par la division Dulac un peu plus tard, vint étendre le camp du Moulin occupé, depuis la bataille d'Inkermann, par la brigade de Monet.

L'attention du général en chef, les soins des commandants de l'artillerie et du génie avaient à se partager désormais entre l'attaque de la Ville, l'*attaque principale* en style officiel [1], en langage familier le *vieux siége*, et la nouvelle entreprise, l'attaque de Malakof. Il fallut créer un dépôt de tranchée qu'on abrita dans le ravin du Carénage, non loin de son origine ; il fallut distraire des parcs généraux et amener sur ce nouveau terrain les outils, les bouches à feu, les projectiles, les poudres, tout le matériel et le personnel nécessaires au travail des sapes, à la construction et

[1] Le terme officiel d'*attaque principale* fut exclusivement employé jusqu'au 20 juin 1855; depuis lors on y substitua celui d'*attaque de la Ville*.

au service des batteries. L'artillerie eut dès lors sur le plateau de Chersonèse trois établissements principaux : au centre le grand parc sous la main du commandant en chef, à droite le parc du Moulin, à gauche le parc de campagne arrivé, depuis le mois de décembre, de Varna, et installé par le lieutenant-colonel Lefrançois à Kamiesch. Le général Beuret, assisté du lieutenant-colonel de La Boussinière, dirigeait l'artillerie de la nouvelle attaque ; le colonel Frossard, assisté du commandant de Saint-Laurent, dirigeait le génie. Le chef d'escadron d'état-major Besson exerçait les fonctions de major de tranchée.

Pour le succès de l'œuvre à laquelle les troupes de la France et de l'Angleterre allaient contribuer côte à côte devant Karabelnaïa, il importait qu'à droite comme à gauche du ravin des Docks les travaux fussent conduits avec une certaine entente et de façon à se donner un mutuel appui. Au mois de février, voici quel était, en face du Grand Redan, l'état des approches anglaises : à l'extrémité de la montagne Verte, une ancienne ligne d'embuscades russes retournées contre l'ennemi était décorée du nom de troisième parallèle ; limitée, isolée par ses escarpements mêmes, la montagne Verte ne pouvait fournir qu'un service auxiliaire à la véritable attaque qui se développait sur le mont Voronzof, mais dont les cheminements les plus avancés n'étaient guère qu'à 800 mètres du bastion russe. Au ravin des Docks s'arrêtaient les travaux agressifs des Anglais : au delà se

trouvaient les ouvrages défensifs qu'ils avaient entrepris, les uns, de concert avec les Français, aussitôt après la bataille d'Inkermann, les autres un peu plus tard et pour leur propre compte. Parmi les derniers, le plus important était la redoute *Victoria*, au sommet du contre-fort qui s'allongeait entre les ravins du Carénage et des Docks, à 2000 mètres du mamelon Vert, à 2600 de la tour Malakof. Commencée vers la mi-janvier par les Anglais, la redoute fut achevée dans les premiers jours de février par les Français, en même temps qu'ils relevaient, à 600 mètres en avant, les épaulements de la batterie *aux Cinq Yeux*, l'ancienne batterie Lancastre depuis longtemps désarmée. De l'autre côté du ravin du Carénage, le général Bosquet avait également pris possession d'une large tranchée qui portait le nom de *place d'armes anglo-française* et d'une sorte de parallèle plus avancée de 600 mètres environ, mais ébauchée seulement sur quelques points, et pour le surplus indiquée par un faible parapet en pierre sèche. Officiellement notés et inscrits sur le journal du siége à dater du 10 février, mais contrariés par la pluie, les travaux de la nouvelle attaque ne prirent d'importance qu'après un vigoureux coup de vent qui, balayant et asséchant la Chersonèse, fit disparaître en trois jours une boue de trois mois. Encore la saison mauvaise ne céda-t-elle pas sans essayer au moins d'un retour offensif.

Tenté par la situation aventurée des sept ou huit mille hommes que les Russes tenaient à Tchorgoune,

en pointe et en l'air, le général Canrobert avait projeté de les faire surprendre et enlever par un coup de main. La division Bouat, une brigade de la division Camou, deux autres bataillons français, deux bataillons turcs, la cavalerie du général d'Allonville, quatre batteries d'artillerie et une demi-compagnie de sapeurs, avertis subitement le 19 au soir, devaient, sous la direction du général Bosquet, descendre à minuit, par le col de Balaklava, dans la plaine, se porter sur le pont de Traktir, passer la Tchernaïa et tomber sur l'ennemi au point du jour. Pour concourir à l'exécution de ce dessein, la brigade écossaise de sir Colin Campbell était désignée par lord Raglan. Le général Bosquet avait fait toutes ses dispositions, distribué tous ses ordres, réglé tous les détails. A minuit, par l'obscurité la plus profonde, le mouvement commença; soudain fondant du nord sur les têtes de colonne, le plus violent des chasse-neige les arrêta court, et non-seulement il ne leur fut plus possible d'avancer, mais telle était la force de la tourmente qu'elle rejetait les uns sur les autres les rangs en désordre; comme une escadre désemparée sous le coup d'un cyclone, il fallut fuir sous le vent. Heureux les corps qui, n'ayant point encore marché, purent recevoir assez tôt les contre-ordres; les autres eurent toutes les peines du monde à regagner leurs campements, et le jour était venu qu'on voyait çà et là, comme des points noirs sur l'immensité blanche, beaucoup d'officiers envoyés depuis plusieurs heures à la recherche

des égarés. « La tourmente, a dit le général Bosquet, était si violente que c'est miracle qu'il n'y ait pas eu de plus grandes erreurs ; il faut bien reconnaître dans ces résultats la vigueur, le bon cœur, l'intelligence des difficultés et des misères de la guerre chez nos soldats et nos officiers. » La surprise manquée avait donné l'éveil à Tchorgoune ; elle ne fut pas renouvelée.

C'était aussi sur une sorte de surprise qu'était fondée l'attaque projetée contre Malakof. On blâmait le général Bizot et sir John Burgoyne d'avoir ouvert de trop loin la tranchée, celui-ci à 1300 mètres du Grand Redan, l'autre à 900 mètres de la Ville. On les rappelait, comme s'il se fût agi d'un siége normal, à l'observation des vieux principes, à cette mesure de 600 mètres qu'on tenait pour réglementaire; or c'était justement la distance qui séparait le mamelon Vert de la tour Malakof. En cheminant à partir du mamelon Vert, on rentrait, à la satisfaction des puristes, dans la règle ; mais c'était le difficile que de s'y installer. Pour venir au soutien de la faible garde que les Russes s'étaient contentés jusqu'alors d'y placer, il leur fallait trois fois moins de temps qu'aux alliés pour venir à l'attaque, ceux-ci, depuis la redoute Victoria, n'ayant pas moins de deux kilomètres à franchir. Afin de résoudre ce problème, il avait été convenu que l'on construirait de concert, les Anglais sur le mont Voronzof, les Français sur les hauteurs du Carénage, deux batteries dont les feux croisés sur le mamelon

Vert et au delà commenceraient par déloger les Russes d'une position pour eux désormais intenable, désormais inaccessible ; après quoi l'assaillant s'y porterait rapidement à la faveur de la nuit, ouvrirait une parallèle et construirait en même temps une forte batterie au moyen de sacs à terre remplis à l'avance, de sorte qu'au point du jour elle pût être armée, approvisionnée, servie à l'improviste. Le mamelon ainsi couronné, on déboucherait de la parallèle par des cheminements qui seraient poussés sur le front de Malakof, sans interruption ni relâche, jusqu'à l'heure de jour ou de nuit où le commandement en chef aurait décidé de donner l'assaut général à la place.

Le 13 février, le travail commença sur le mont Voronzof; sir John Burgoyne avait déterminé, en arrière de la deuxième parallèle, l'emplacement nécessaire pour une batterie de huit pièces ; mais comme les bras lui manquaient, il ne se fit pas faute de réclamer du général Bosquet un concours qui ne lui fut pas marchandé davantage ; tous les jours jusqu'au complet achèvement de l'ouvrage, deux cents travailleurs français furent employés à la construction de la batterie anglaise. En retour, comme le développement successif du *vieux siége* avait à peu près absorbé les ressources du matériel français, lord Raglan offrit libéralement au général Canrobert de partager avec lui les richesses de son parc ; faite avec générosité, la proposition fut accueillie avec gratitude : la grande batterie tracée dans la parallèle avancée du Carénage

devait recevoir un armement anglais, treize pièces de 32, deux pièces de 68. L'exécution malheureusement en fut lente et difficile; ce n'était point le feu des batteries russes étagées sur la rive nord de la rade qui retardait l'œuvre, c'était la terre qui manquait; il fallut gratter le roc jusqu'à 800 mètres en arrière.

Il y avait six jours que la batterie, commencée le 16 février, s'ébauchait péniblement, lorsque au point du jour, le 22, les officiers qui dirigeaient l'entreprise aperçurent en avant, sur ces mêmes hauteurs du Carénage, un travail de terrassement analogue au leur. Ils n'en pouvaient croire leurs yeux : n'était-ce point une illusion, une sorte de mirage? A mesure que les objets devenaient plus distincts, la surprise augmentait, mais le doute n'était plus possible. Il y avait là, parfaitement visible, à 900 mètres de la ligne française, non pas une tranchée vulgaire, mais une forte gabionnade, non pas une embuscade de hasard pour des enfants perdus, mais l'ébauche raisonnée d'un grand et formidable ouvrage.

Dès la première apparition des Français au-dessus du ravin du Carénage, les Russes, vigilants et sagaces, avaient compris que les travaux purement défensifs des Anglais, sur le champ de bataille d'Inkermann, allaient changer de caractère, et deviné non-seulement l'objet, mais la méthode même de la nouvelle attaque. C'était le mamelon Vert que les Français voulaient surprendre; c'était le mamelon Vert qu'il était urgent d'occuper avant eux. Ne s'y voyant pas

menacée encore, la défense jusque-là s'était contentée d'y envoyer quelques hommes de garde, des vigies; le danger devenu imminent, il importait d'y parer à l'instant même; le service d'observation ne suffisant plus, il fallait assurer la position par l'installation rapide d'un établissement permanent et fort. A six cents mètres, ce n'était point une affaire d'occuper le mamelon; en une heure de nuit l'expédition eût été faite; mais le difficile était de s'y établir solidement, à demeure; et si les Français continuaient d'avancer sur les hauteurs du Carénage, c'était l'impossible. Il fallait à tout prix arrêter leur marche. On y avait réussi au *vieux siége*, devant la redoute Schwartz et le bastion Central : pourquoi n'y réussirait-on pas devant Malakof et le Petit Redan? Dans l'un et l'autre cas cependant, les conditions du succès étaient loin d'être identiques. Là-bas, à quelque deux ou trois cents mètres des remparts, sous la protection efficace de leur feu, l'ingénieuse combinaison des logements avait bien pu suffire; mais ici, pour protéger, flanquer, couvrir le mamelon Vert non fortifié, non armé, c'était à près d'un kilomètre à vol d'oiseau, et si l'on tient compte des difficultés du terrain, à deux kilomètres de la ligne de défense, par delà le fossé largement et profondément creusé par le ravin du Carénage, qu'il s'agissait de porter et de dresser, dans des proportions qui devaient grandir fatalement avec l'accroissement du risque et de la distance, l'obstacle des contre-approches. Parmi les audaces héroïques des défenseurs de

Sébastopol, celle-ci fut certainement la plus étonnante, et nulle de ses conceptions n'a fait plus d'honneur au génie inventif de Todleben.

Le 21 février, à la nuit tombante, des barques chargées de gabions et d'outils quittèrent la rive nord de la grande rade et vinrent accoster la rive sud, au débouché du ravin Troïtzky; puis, leur cargaison mise à terre, elles se dirigèrent aussitôt vers la baie du Carénage où les attendait un détachement de sapeurs, avec le surplus des engins nécessaires pour la construction d'un pont de bateaux. Pendant ce temps le colonel de Todleben traçait sur le plateau, presque à l'origine du ravin Troïtzky, les lignes principales d'une grande redoute. Les troupes commandées, sous la direction du général Khroustchof, pour couvrir ou exécuter le travail, arrivaient silencieusement, les unes par la route des Sapeurs, les autres par le pont jeté sur la baie du Carénage. Porté en avant, le régiment de Volhynie déploya l'un de ses bataillons à la hauteur du ravin Saint-George; les trois autres se formèrent séparément en colonne à droite et à gauche du tracé de la redoute. Trois bataillons du régiment de Selenghinsk avaient fourni les travailleurs. Deux rangs de gabions, parallèles et limitant le terrain où devait être creusé le fossé, marquaient les crêtes du parapet et de la contrescarpe; au jour, quoique aucun incident n'eût depuis le premier coup de pioche interrompu le travail, c'était tout au plus si le sol résistant s'était laissé arracher assez de terre

pour les remplir. Les troupes de garde se replièrent dans le ravin Troïtzky et le quart seulement des terrassiers demeura, pendant toute la journée du 22, mal couvert sous le feu nourri des carabines françaises. Au crépuscule, tous les acteurs réapparurent sur la scène et reprirent leurs rôles.

Un peu plus agitée que la précédente, la seconde nuit fut aussi laborieuse avec plus d'effet. A l'aube, le 23, la gabionnade, sur ses deux lignes, avait doublé de hauteur, de sorte que dans le fossé comme dans l'intérieur de la redoute, tous les travailleurs purent désormais pousser, de jour et de nuit, leur besogne. Le soir venu, le régiment de Volhynie avait, comme d'habitude, pris ses postes d'observation et de défense, trois de ses bataillons en avant, sur la droite et sur la gauche de la redoute, le quatrième plus avancé de deux à trois cents pas, couvert lui-même par une chaîne de tirailleurs et de Tchernomoriens embusqués. Vers une heure du matin, la lune avait disparu derrière Malakof; le ciel était voilé, la nuit profonde; des bruits sourds arrivaient de la tranchée française; une demi-heure plus tard, la fusillade éclatait sur la ligne des tirailleurs.

II

Combat de nuit du 23-24 février. — Redoute Volhynie. — Les Russes préviennent les Français sur le mamelon Vert. — Redoute Kamtchatka

Autorisé par le général Canrobert, le commandant du 2e corps avait résolu de faire enlever et détruire l'ouvrage russe, car il n'était pas possible de songer à s'y établir. Dans la soirée du 23, le général Mayran, chargé de diriger ce coup de main, fit appeler dans sa tente le général de Monet et le colonel Cler qui devaient l'exécuter. Il leur donna ses instructions; 900 hommes du 2e zouaves, 450 de l'infanterie de marine allaient marcher à l'attaque : deux bataillons, l'un du 6e, l'autre du 10e de ligne, se tiendraient dans la tranchée, sous la main du général Mayran, comme réserve. Aux assaillants, défense de brûler une cartouche : c'était à coups de baïonnette et de crosse qu'il fallait mener l'affaire. Point de bruit, point de cliquetis d'armes; ordre aux zouaves de laisser au bivouac les bidons et les fourreaux de sabre.

A minuit, les troupes désignées se rangèrent dans la parallèle : à une heure et demie, elles en sortirent, les zouaves sur deux colonnes à droite et à gauche,

au centre, un peu en arrière, l'infanterie de marine, conduite par le général de Monet. Le colonel Cler, avec la colonne de droite, eut bientôt dépassé les embuscades russes, et sans répondre au feu de l'ennemi, il poursuivit rapidement sa marche dans la direction présumée de la redoute. Elle lui apparut tout à coup, éclairée par des fanaux, par des feux de Bengale; en même temps, des fusées de signal donnaient l'éveil aux batteries de la place, aux batteries du nord, aux navires dans la grande rade. Celles-là, trop éloignées, lançaient au hasard des projectiles dont l'effet, d'ailleurs, pouvait être aussi funeste aux amis qu'aux ennemis; mais pour les canonniers de la flotte il n'en était pas de même. Deux navires surtout, le vaisseau *Tchesmé* et le *Vladimir*, embossés devant le ravin Saint-George, couvraient d'obus le terrain que devaient nécessairement traverser les Français sous le feu roulant des quatre bataillons de Volhynie, tandis que les trois bataillons de Selenghinsk, jetant pioches et pelles pour saisir leurs armes, s'apprêtaient à défendre les terrassements de la redoute. Le colonel Cler se trouvait fortement engagé, lorsque la colonne de gauche, retardée dans sa marche à travers un sol plus accidenté, déboucha sur le champ de bataille; mais la colonne du centre était demeurée en arrière. Accueillie de front par les tirailleurs tchernomoriens et d'abord un peu ébranlée, celle-ci s'était mise à tirailler à son tour. A ce moment, le général de Monet, atteint de trois coups de feu, fit avertir le colonel Cler, lui remit

le commandement, mais ne voulut pas quitter encore le terrain du combat.

La charge sonnait; à coups de crosse, à coups de baïonnette, suivant l'ordre, les zouaves se frayaient un chemin dans la mêlée; un de leurs officiers tenait sous son sabre le général Khroustchof, lorsqu'il tomba lui-même frappé par un soldat russe. Enfin la première gabionnade est atteinte; pendant que les uns commencent à la détruire, les autres, le colonel en tête, s'élancent au delà du fossé, sur la redoute; une salve à bout portant les renverse. Perdus par groupes dans la masse de l'ennemi qui les enserre, les zouaves luttent énergiquement, non pas en désespérés, avec espoir au contraire, s'attendant à voir arriver du renfort. Cependant le clairon sonne au loin, mais ce n'est ni la charge, ni la marche, c'est la retraite. Ils hésitent : au milieu du tumulte, ils ont pu mal entendre. Le clairon sonne encore et de plus près : c'est la retraite. Informé de la grande supériorité du nombre chez les Russes, et de l'hésitation qui s'est produite sur un point de l'attaque, le général Mayran a décidé de mettre un terme à cette lutte héroïque, mais inégale. Pendant qu'il fait sonner la retraite aux assaillants, les deux bataillons de réserve se forment en avant de la tranchée pour protéger leur retour; il fut héroïque aussi, disputé, terrible et sanglant. A la hauteur des embuscades, les Russes cessèrent de les suivre. Le colonel ne revint qu'avec les derniers; on l'avait cru mort.

De vingt-cinq officiers du 2ᵉ zouaves présents au feu, dix-huit avaient été tués ou blessés avec plus de deux cents hommes ; soixante-trois morts et treize blessés étaient demeurés sur le terrain de l'ennemi. Chez les Russes, il n'y eut pas moins de quatre cents hommes hors de combat. « Nos pertes ne pouvaient être minimes, a dit à ce sujet le général de Todleben, car nous avions eu affaire à des troupes d'élite de l'armée française, lesquelles montrèrent dans ce combat une bravoure très-remarquable. » Les Russes s'honorèrent en faisant également aux morts, amis et ennemis, des funérailles solennelles. Les officiers français et leurs soldats eurent des tombes distinctes ; avant que la terre se refermât sur eux, des salves de mousqueterie les saluèrent. Le comte Osten-Sacken écrivit au général Canrobert : « Je m'empresse de vous annoncer que ceux de vos braves soldats morts qui sont restés entre nos mains dans la nuit du 23, ont été inhumés, en présence d'une partie de la garnison, avec tous les honneurs dus à leur intrépidité exemplaire. »

Le 24 février, au point du jour, le colonel Cler, dévorant son chagrin, avait voulu rester seul avec sa douleur et le souvenir de ses compagnons morts ; tout à coup, et malgré ses ordres, la portière de sa tente se souleva : c'était lord Rokeby, commandant des Gardes anglaises depuis le départ du duc de Cambridge, qui venait avec une suite nombreuse complimenter, au nom de sa brigade, le colonel du 2ᵉ zouaves sur son glorieux combat, et déplorer avec lui la perte qu'ils

venaient de faire ensemble de tant de braves camarades et d'amis.

Sauf l'effet moral dont « l'intrépidité exemplaire » des Français remporta certainement la meilleure part, leur entreprise était manquée de sorte à n'y pouvoir point revenir, aussi longtemps du moins que les conditions en demeureraient aussi défavorables. Ils s'empressèrent donc d'étendre leur parallèle et de pousser la construction de leur grande batterie; mais l'audacieuse initiative de Todleben, stimulée par le succès de sa première tentative, ménageait à ses adversaires une nouvelle surprise. Le 1er mars, à l'aube naissante, ils aperçurent vers leur droite la gabionnade d'une seconde redoute, à 250 mètres en avant de la première, à 600 mètres environ de leurs propres travaux. Ces deux ouvrages, reliés par une communication, étaient complétement achevés et armés le 10 mars; vingt-quatre bouches à feu de 24 et de 36 étaient dès lors en état de battre, soit directement les attaques françaises, soit d'écharpe et de flanc le terrain en avant du mamelon Vert. Les Russes appelèrent la première redoute Selenghinsk, la seconde Volhynie, du nom des régiments qui les avaient construites; pour les Français, ce furent les ouvrages du 22 et du 27 février[1], ou dans l'ensemble les *ouvrages blancs*, en

[1] On ne sait par quelle erreur de date le nom d'ouvrage du 27 février fut donné à la redoute Volhynie; car il est absolument certain que les Russes n'en commencèrent la construction que dans la nuit du 28 février au 1er mars.

raison du tuf blanchâtre dont étaient formés leurs parapets.

Ce formidable système de contre-approche déconcertait toutes les combinaisons de l'attaque ; le mamelon Vert, qui naguère faisait saillie hors de la ligne de défense, se trouvait désormais compris dans un rentrant, flanqué par le Grand Redan d'une part, et de l'autre par les redoutes du Carénage. Le 1er mars, les généraux Bizot, Niel, Thiry et Beuret se réunirent chez le général Canrobert ; après une discussion approfondie, on reconnut que, plus difficile de jour en jour, l'occupation du mamelon Vert n'en était pas moins indispensable, les Anglais en ayant fait la condition expresse de leur concours à l'attaque générale de la place. Sir John Burgoyne reçut donc aussitôt une note qui l'invitait à pousser, dès que les Français auraient couronné le mamelon, ses approches sur le Grand Redan, de telle sorte que l'assaut pût y être donné à bref délai, en même temps qu'au bastion du Mât.

Il importe de remarquer qu'à cette date on ne jugeait plus aussi nécessaire de cheminer directement sur Malakof, et que l'occupation du mamelon Vert n'avait pas d'autre objet que d'assurer un bon flanquement aux attaques anglaises. L'idée unique, l'idée fixe semblait être alors d'abréger les délais, de hâter l'action décisive. On faisait donc appel au zèle de l'artillerie ; on ne lui demandait pas moins de cinq nouvelles batteries pour ruiner les ouvrages russes sur

[illegible] elle répon-
[illegible] mais
[illegible] mètres
[illegible] et pour élever
[illegible] au lieu de
[illegible] sous le choc
[illegible] étaient presque
[illegible] et pour les hommes
[illegible] paraissaient re-
[illegible] le général
[illegible] de leurs
[illegible] par les
[illegible] ren-

[illegible] du général
[illegible] et les
[illegible]

mée anglaise, est beaucoup plus actif et plus résolu que le général Burgoyne. Nous nous sommes enfin entendus avec les Anglais; ils vont marcher sur le Redan et leurs travaux ont repris de l'activité. On va donc ouvrir le feu une troisième fois contre ce camp retranché non investi, essayer de cheminer pied à pied et de donner des assauts partiels; malheureusement beaucoup de pièces ne peuvent être contre-battues. Je crains que nous ne soyons entraînés dans une lutte générale et acharnée dont les suites seront bien graves si elle ne réussit pas. Comme la solution définitive n'est que dans l'investissement, je n'hésite pas à penser que, puisqu'on n'a pu commencer par là [ou] par une attaque de vive force, il faut faire tous nos efforts pour arriver pied à pied. »

Le général Niel comptait donc sur le concours immédiat de lord Raglan; le général Canrobert n'y avait point la même confiance. Ce jour-là même, 9 mars, il avait adressé officiellement à son collègue la proposition de fixer au 14 l'ouverture du feu. « Mais, écrivait-il au maréchal Vaillant, le lendemain, j'ai lieu de craindre, d'après certains indices que j'ai recueillis officieusement près de quelques officiers anglais, qu'il ne se croie pas en mesure ou *qu'il n'y soit pas disposé*. Ceci est confidentiel; la moindre révélation à cet égard me mettrait en situation fausse vis-à-vis de lord Raglan, qui est attaqué de tous côtés avec une vivacité et une passion extrêmes. En fait, l'état de l'armée anglaise s'est notablement amélioré; elle n'en

dit rien, mais cela s'aperçoit. » Le général Canrobert avait bien raison de douter. Le 11 mars, lord Raglan répondit officiellement à la proposition d'ouvrir le feu que ses batteries ne seraient certainement pas prêtes pour le 14, et qu'il lui était même impossible de préciser le jour où elles pourraient l'être. Telles étaient les difficultés incessantes que soulevait la division du commandement. « Cette situation, disait le général Canrobert, est dans la force des choses, et je reconnais d'ailleurs que le mieux est de s'en taire. »

Retardé par l'indécision de lord Raglan, le général en chef de l'armée française l'était d'une autre façon, et plus sérieusement encore, par la décision des Russes. Un incident d'une portée considérable s'était produit chez eux dès la nuit précédente, et les premières lueurs du jour en avaient révélé aux alliés l'importance. Comme la première batterie du Carénage promettait d'avoir au moins quelques-unes de ses pièces en état de faire feu le 12, le général Bizot avait noté ce jour-là pour l'exécution du grand coup de main projeté sur le mamelon Vert; mais comme de leur côté les Russes, avec des intentions parfaitement analogues, avaient pu, dès le 10, armer leurs grandes redoutes, ils s'étaient trouvés immédiatement en mesure de mettre à profit leur avance. Pendant qu'il faisait jour encore, toutes les pièces d'artillerie, non-seulement des redoutes Volhynie et Selenghinsk, mais encore de tous les points de l'enceinte compris entre le Grand et le Petit Redan, furent braquées et pointées.

de sorte à pouvoir croiser leurs feux en avant du mamelon Vert. Pendant ce temps, le colonel de Todleben jalonnait lui-même sur le mamelon les alignements d'un ouvrage dont il avait réglé le plan et que, la nuit venue, trois bataillons du régiment de Iakoutsk commencèrent tout de suite à construire. Des carrières à ciel ouvert étaient depuis un certain temps exploitées en cet endroit; heureuse aubaine pour les travailleurs, qui s'empressèrent d'entasser pierres de taille et moellons selon le tracé du parapet et de la contrescarpe; pour ajouter à cette bonne chance, il se trouva justement dans la direction du fossé une veine argileuse, si tendre sous la pioche qu'au jour naissant le travail parfaitement abrité put être poursuivi sans relâche comme sans péril. Les soldats de Iakoutsk ne firent d'ailleurs qu'ébaucher l'ouvrage; ce fut le régiment de Kamtchatka, envoyé à leur place, qui eut l'honneur de l'achever et de lui donner son nom. La lunette Kamtchatka devint rapidement célèbre, et Malakof, qu'elle couvrait audacieusement, sembla perdre un peu de son importance dans les discussions de bivouac.

Lorsqu'elle apparut pour la première fois, à l'aube du 11 mars, comme une provocation, comme un défi à l'adresse du génie français, le général Bizot aurait voulu y répondre par une attaque de vive force, dès la nuit prochaine; mais ni le général Canrobert, ni le général Bosquet ne furent d'avis de hasarder une si grosse affaire. D'après l'auteur de la proposition, trois

colonnes auraient dû concourir à l'attaque, l'une au centre et directement à partir de la batterie Lancastre, une autre à gauche par le ravin de Karabelnaïa, la troisième par le ravin du Carénage. Il est vrai que ces deux-ci auraient cheminé à la dérobée d'abord, mais dans des fonds inconnus, remplis d'obstacles; après quoi, s'élevant péniblement sur les berges, elles seraient tombées sous le feu, l'une du Grand Redan, l'autre des redoutes du Carénage, pendant que la première aurait eu l'énorme distance de 1400 mètres, tout à découvert, à franchir. Ce n'est point tout: même après avoir admis par hypothèse l'heureux accord de cette triple attaque, le succès immédiat de ce hardi coup de main, il fallait en calculer exactement les suites. A supposer le mamelon Vert conquis, à deux kilomètres de la redoute Victoria, comment s'y établir? Comment s'y maintenir avec quelque sûreté sur un sol de roc, sans un pli de terrain, sous le feu de toutes les batteries de Karabelnaïa et de la flotte? Après la sanglante affaire du 24 février, quel serait l'effet d'une seconde tentative, ou manquée tout à fait, ou seulement inutile? Que dirait-on, que penserait-on dans l'armée d'abord, puis et surtout en France? Et cependant on ignorait encore à quel point la première y avait été mal prise.

On ne le sut que plus tard, par une lettre pourtant bienveillante du maréchal Vaillant au général Canrobert. « Faite de trop loin, elle ne pouvait avoir de résultat, disait-il; je ne blâme pas; vous avez cru

avoir les chances de votre côté, vous avez agi en conséquence; mais il est bien rare qu'on les ait en effet, et la retraite *obligée* dans tous les cas est une terrible chance contraire. »

L'attaque de vive force que proposait le général Bizot ayant paru trop hasardeuse, le général Canrobert décida que des cheminements seraient ouverts au-dessous de la batterie Lancastre et poussés le plus rapidement possible dans la direction du mamelon. C'était une inconnue de plus dans le problème déjà si compliqué du siége; mais le problème du siége n'était plus alors l'unique préoccupation du monde.

III

Mort de l'empereur Nicolas. — Ses lettres au prince Menchikof et au prince Gortchakof. — L'empereur Alexandre II. — Manifeste du tsar. — Circulaire de M. de Nesselrode.

De Paris, de Londres, de Vienne, de Berlin, de Constantinople, tous les yeux étaient tournés, tous les esprits tendus, toutes les imaginations emportées vers la capitale de toutes les Russies. Qu'importait la guerre devant Sébastopol lorsque la paix était peut-être décidée à Saint-Pétersbourg? Un tel éclat de foudre venait de frapper sur les bords de la Néva qu'on pouvait s'attendre à toutes les surprises. Le 2 mars, l'empereur Nicolas était mort. Il n'avait pas soixante ans, et la vigueur de son corps athlétique semblait à peine atteinte; mais si ferme que fût son âme, les agitations, les mécomptes des deux dernières années, des six derniers mois surtout, lui avaient donné des ébranlements funestes; la lame avait usé le fourreau.

Que de coups de roulis, que d'émotions contraires, que d'espoirs conçus et déçus, à commencer par la bataille de l'Alma! A dater de ce moment-là, que d'éloquence, que de mouvement dans sa correspondance! Et comme cette demi-année s'y résume en traits ineffaçables! « Toi et tes subordonnés vous

avez rempli votre devoir, avait-il écrit le 24 septembre 1854, au prince Menchikof, dès les premières nouvelles de la bataille; les échecs sont cruels, mais les pertes le sont encore plus. Ne désespérons pas de la bonté suprême, espérons des jours plus sereins. Ma confiance en toi et en l'armée n'est point amoindrie; notre tour viendra peut-être. Je crains beaucoup pour Sébastopol; la garnison y est-elle assez forte contre d'aussi audacieux et entreprenants ennemis? Je t'en prie, écris-moi plus souvent; ma position est des plus cruelles et des plus difficiles. Il me faut de fréquentes nouvelles, afin que je sache à quoi m'en tenir, et afin de me préparer à toute éventualité. Que le Seigneur te bénisse ainsi que l'armée! Mon salut à Kornilof et à nos braves marins; leur position me donne beaucoup de souci. Dieu est clément; il ne faut pas se laisser aller au désespoir. Si Dieu a décidé que Sébastopol ne puisse résister, j'espère du moins que tu ne céderas point sans coup férir notre flotte, que tu l'anéantiras plutôt toi-même. »

Huit jours plus tard, il écrivait au prince Michel Gortchakof, qui commandait l'armée du Sud, à Nikolaïef: « J'espère que tu as donné l'ordre à la 12e division et aux lanciers de réserve de hâter leur marche afin de venir en aide à Menchikof; la seule chance de salut pour Sébastopol, c'est l'espoir qu'il recevra de prompts renforts et qu'il pourra prendre l'offensive. Il faut remercier Dieu de ce que Menchikof a réussi à opérer ce mouvement de flanc en présence de l'en-

nemi. Maintenant advienne que pourra! Le corps de Menchikof a le passage libre, quand même on ne parviendrait pas à sauver Sébastopol. Je t'avoue avoir attendu pis que cela, un désastre complet. »

Cependant les nouvelles arrivaient chaque fois un peu plus rassurantes. « Je remercie encore et toujours la divine Providence, écrivait le tsar au prince Menchikof, le 22 octobre, que rien de mauvais ne soit advenu jusqu'au 16. Tu dois savoir, d'après les informations de Gortchakof, que les deux dernières divisions [10e et 11e] du 4e corps avancent vers toi sans retard. Ainsi tout a été fait comme tu le vois; j'ose même ajouter qu'il a été fait plus qu'on ne pouvait espérer, afin de paralyser les desseins des ennemis. Tout ce qu'il nous reste à demander à Dieu, c'est que le dernier renfort atteigne le lieu de sa destination à temps, pour le salut de Sébastopol. » Le lendemain, c'est un cri de joie : le bombardement du 17 octobre n'a point réussi. « Gloire à Dieu! gloire aux héros, défenseurs de Sébastopol! La première tentative a été repoussée avec succès. Je remercie tous et chacun séparément d'avoir justifié de la sorte ma confiance en eux. Communique-leur l'expression de ma reconnaissance paternelle, oui paternelle, car je les aime comme mes propres enfants. La glorieuse fin de notre cher et respectable Kornilof m'a profondément affligé. Paix à ses cendres! Fais-le ensevelir auprès de notre illustre Lazaref. Si nous vivons jusqu'à une époque tranquille, nous érigerons un monument sur la

place où il est tombé. Le bastion portera son nom. »

Le 26 octobre, c'est au prince Gortchakof que le tsar écrit d'abord : « Menchikof s'attend d'un moment à l'autre à l'assaut. Il croit devoir se tenir sur la défensive avant de prendre l'offensive, ce qui ne sera pas avant l'arrivée des 10e et 11e divisions. Je crains fort qu'elles ne tardent. Que d'angoisses durant cette attente ! Dieu seul peut sauver Sébastopol du danger extrême qui le menace. Je suppose que l'honneur exige que tu envoies *mes recrues*[1] en Crimée auprès de Menchikof, afin qu'ils restent là jusqu'à ce que le danger soit passé ou bien jusqu'à la défaite de l'ennemi. Si le danger existe, ce n'est pas à mes enfants à l'éviter; ils doivent servir d'exemple aux autres. » Le même jour, il écrit au général en chef de ses troupes en Crimée : « J'approuve de tout point ta manière de juger notre position actuelle, mon excellent Menchikof. Il ne faut rien aventurer, mais agir avec décision et prudence. Je ne le cache pas, je crains bien que nous ne soyons pas en mesure, avec nos faibles moyens et nos fortifications hâtives, de repousser un assaut habilement dirigé, de nous défendre contre des forces considérables. » Deux jours après, la confiance prend le dessus : « Quand les 10e et 11e divisions t'auront rejoint, j'espère que tu trouveras moyen de donner une bonne leçon à l'ennemi, pour soutenir la réputation et l'honneur de notre armée. Je

[1] Les deux derniers fils du tsar, les grands-ducs Nicolas et Michel.

remercie chacun et tous pour leur héroïque courage, leur fidèle service; dis-leur combien je regrette de ne pouvoir me trouver au milieu d'eux; mes enfants y sont du moins ! »

Le 31 octobre, une dépêche annonce l'affaire de Balaklava. « Grâces à Dieu, s'écrie le tsar, grâces à toi et à tes compagnons d'exploits, pour l'excellent début de nos opérations offensives! Je te serre contre mon cœur; mon cordial salut à tous. J'embrasse Liprandi pour son victorieux début. » Douze jours se passent; autre nouvelle. Au lieu du triomphe attendu, c'est la sinistre journée d'Inkermann ; coup terrible. L'empereur a reçu le choc, mais il a comprimé son angoisse ; point d'éclat, ni de récrimination, ni de plainte; à peine une remarque en passant, un indice de blâme sous un avis de mieux faire. « Il ne faut pas se laisser abattre, cher Menchikof, étant à la tête des héros de Sébastopol, ayant sous tes ordres un corps de 80 000 hommes de troupes d'élite qui viennent de prouver une fois de plus de quoi ils sont capables quand on les dirige comme il faut et là où il faut. Avec de pareils braves, il serait honteux de penser à la défaite. Quant à abandonner Sébastopol, il serait honteux d'y songer, pendant qu'il y a dans son enceinte et au dehors 80 000 soldats pleins d'énergie. Ce serait oublier son devoir et perdre tout sentiment d'honneur et de patriotisme. Mourir avec gloire, mais ni capituler ni battre en retraite. Je n'écris plus rien, car je ne sais pas ce qu'il y aurait à écrire. Je termine

par les mêmes paroles avec lesquelles j'ai commencé. Que personne ne se décourage, toi, comme chef, moins que les autres, car tous les yeux sont tournés vers toi, et ton exemple doit entraîner chacun à l'accomplissement du devoir jusqu'à la dernière extrémité. Que Dieu vous protége! Je t'embrasse affectueusement. »

On fait les derniers efforts pour envoyer en Crimée des vivres, des munitions, des hommes. La lettre suivante est du 19 novembre : « Je suppose que le prince Gortchakof ne trouvera aucun empêchement à diriger vers toi, de Nikolaïef, les forces dont il pourra disposer. Note bien que, celles-là arrivées, *il n'y aura plus rien à envoyer.* » Après ces mots qu'il a soulignés, le tsar ajoute : « Ce serait fâcheux d'épuiser cette dernière réserve; ce n'est qu'elle seule qui aurait pu servir à compléter les autres corps, car Dieu seul sait ce qui nous attend. »

Les semaines se suivent avec les mêmes émotions, les mêmes incertitudes, les mêmes retours d'espérance ou de crainte. C'est ce qui fait de cette correspondance du tsar, pour l'historien et pour le moraliste, un document d'une valeur infinie. « Je vois avec plaisir que ton espoir de sauver Sébastopol ne s'évanouit pas, écrit-il le 23 novembre, que l'esprit d'héroïsme et d'audace qui anime nos soldats semble croître avec l'intensité du danger. Ce serait un crime que d'en douter, et cependant mon cœur, en lisant ces récits, bat bien fort. Que je voudrais voler vers vous

et partager votre sort, au lieu de me tourmenter ici par des craintes incessantes ! Je ne puis m'empêcher de pleurer en lisant ce que m'écrivent mes enfants et ce que me raconte Stürler des matelots. En voilà des héros ! » Et quatre jours après : « Je t'adresse mes remercîments, cher Menchikof, pour l'empressement que tu as mis à me tranquilliser ; le manque de poudre m'inspirait de vives anxiétés. D'après ce que tu m'as dit, nous pourrons ne le céder en rien au feu ennemi, s'il recommence avec la même force, ce à quoi je m'attends. »

L'hiver, plus fort que les hommes, leur a fait presque tomber les armes des mains : mais voici qu'ils les ont reprises ; tout annonce le renouveau de la guerre. « Je ne m'attends pas à la paix, écrit le tsar au prince Menchikof, le 7 février 1855. Il est indispensable de réunir tous nos efforts pour terrasser l'ennemi en Crimée. Tout ce que l'on pourrait t'envoyer comme renfort est déjà sur place ou en marche. Le tout réuni, tu disposeras d'un nombre de soldats suffisant pour tenir tête à l'ennemi. La valeur des troupes et des chefs m'en est garante. Tout le passé témoigne que mon attente n'a pas été vaine. Que Dieu fasse le reste ! »

D'après les ordres du tsar, le prince Menchikof faisait tout disposer pour l'attaque d'Eupatoria ; et cependant le tsar ne laissait pas d'avoir quelque doute. « Il semblerait en effet, écrivait-il le 22 février, qu'Eupatoria possède d'assez grands moyens de dé-

fense. Je crains seulement que Khroulef, avec son habituelle ardeur, ne se lance dans quelque entreprise hasardée, dont l'issue, tout en coûtant beaucoup, ne nous profitera en rien, car je continue à supposer que la ville ne pourra résister au feu toujours croissant du côté de la mer; il est certain que les pertes seraient considérables et le profit nul. Il serait plus sûr d'attendre qu'Omer-Pacha paraisse et de l'attaquer alors de flanc ou de dos. On peut accomplir ce mouvement avec plus de facilité et bien plus de sécurité surtout. Si l'on y met de l'adresse, on pourra, avec l'aide des forces de cavalerie et d'artillerie dont nous disposons, l'anéantir complétement, et cela sans de trop grands sacrifices. » Il y avait cinq jours que l'affaire dont se préoccupait si fort le tsar avait eu lieu, et il eut bientôt la nouvelle d'un grand échec ; le 17 février, l'ardeur imprudente du général Khroulef s'était, comme on a vu, heurtée vainement aux remparts improvisés d'Eupatoria. Omer-Pacha triomphait. Pour l'empereur Nicolas, ce fut un coup mortel.

Atteint depuis quelques jours d'un refroidissement, mais refoulant dans sa poitrine altérée déjà profondément la souffrance, et résolu à faire jusqu'au bout son métier de tsar, l'empereur avait voulu, par une journée humide et froide, passer, comme d'habitude, la revue de sa garde. Lorsqu'il revint au palais, aspirant l'air avec effort, les médecins furent consternés : la paralysie du poumon commençait. C'était le 27 février; le même jour, à Sébastopol, un courrier ap-

portait aux grands-ducs Nicolas et Michel les premières nouvelles, peu graves encore, du mal déjà devenu, au moment où la dépêche leur arrivait, sans remède. Le secret leur était recommandé, car il fallait éviter de jeter aucun découragement dans les troupes. En même temps que les grands-ducs, l'ami, le familier, le confident du tsar, le principal instigateur de la guerre, le premier général en chef de l'armée de Crimée, le prince Menchikof, quitta Sébastopol le 2 mars; le 2 mars, à midi, l'empereur Nicolas cessa de régner et de vivre, comme il avait vécu et régné, avec une grandeur calme et simple. Son fils aîné, proclamé aussitôt, reçut dans la même journée le serment des troupes.

Le tsar Alexandre II était dans la force de l'âge; il avait trente-sept ans. On savait ou plutôt on croyait savoir qu'il n'approuvait ni les idées ambitieuses ni la politique aventurée d'où la guerre était sortie, et c'est pourquoi dans le grand public européen beaucoup voyaient déjà la paix faite ; ils s'étonnaient même que le télégraphe n'en eût pas tout de suite apporté la nouvelle. Les gouvernements, les hommes d'État, les esprits sérieux et sensés n'attendaient point de ces coups de théâtre; si pacifiques que pussent être les inclinations personnelles du nouveau souverain, on sentait bien qu'il avait à ménager l'ardeur de ses soldats, la foi de ses peuples, la dignité de sa couronne et l'honneur de ses armes. « Voilà l'empereur Nicolas mort, écrivait le maréchal Vaillant au général Bizot, le

3 mars; nos préparatifs ici et vos efforts là-bas ne doivent pas se ralentir ou être diminués par ce grave événement. »

Dans la soirée du 6, la grande nouvelle parvint en Crimée aux généraux en chef : à Sébastopol, on l'ignorait encore. Le 7, un parlementaire français la fit connaître au général Osten-Sacken; il la tint secrète jusqu'à ce qu'elle eût été confirmée de Saint-Pétersbourg. Alors, pour réagir contre les impressions fâcheuses, pour relever le moral des soldats, il mit à l'ordre le rescrit suivant, envoyé par le nouveau tsar à leur chef : « Dans le deuil profond et général causé par la mort de notre bienfaiteur, que le courage vraiment russe, avec lequel les troupes que vous avez sous vos ordres ont fait face à l'ennemi et s'opposent toujours à ses entreprises, nous serve de soulagement ! Remerciez en mon nom tous les héroïques défenseurs de Sébastopol pour les glorieux exploits dont ils ont illustré les pages de nos annales militaires. Passé dans la vie éternelle, le chef suprême des guerriers orthodoxes bénit d'en haut leur fermeté et leur intrépidité sans égales. »

Dans un manifeste adressé par Alexandre II à ses peuples et daté du jour même de son avénement, on remarquait surtout un passage mal satisfaisant pour les amis de la paix et dont les défenseurs de l'équilibre européen ne pouvaient accepter la menace. « Fasse la Providence, disait le tsar, que, guidé et protégé par elle, nous puissions affermir la Russie dans le plus

haut degré de puissance et de gloire, que par nous s'accomplissent les vues et les désirs de nos illustres prédécesseurs Pierre, Catherine, Alexandre le bien-aimé et notre auguste père d'impérissable mémoire ! » Dans ses fameux épanchements avec sir Hamilton Seymour, l'empereur Nicolas n'avait jamais avoué si fièrement ses ambitions dévorantes. Il est vrai que, peu de jours après, le chancelier de Russie, M. de Nesselrode, venant en aide au fils comme il avait fait au père, entreprenait d'atténuer par les habiletés diplomatiques de sa circulaire du 10 mars l'effet regrettable de l'audacieux manifeste. « Notre auguste souverain, disait le prudent chancelier, recueille avec une piété filiale, dans la succession de son bien-aimé père, deux obligations qui lui sont également sacrées. La première exige de Sa Majesté le développement de toute la puissance que Dieu a mise dans ses mains pour la défense de l'intégrité et de l'honneur de la Russie. La seconde impose à Sa Majesté le devoir de consacrer avec persévérance ses soins à l'achèvement de l'œuvre de paix dont l'empereur Nicolas avait déjà sanctionné les bases. Fidèle à la pensée qui se manifestait dans les dispositions de son auguste père, l'empereur a renouvelé les pouvoirs et confirmé les instructions dont avaient été munis les plénipotentiaires russes depuis le mois de décembre, à l'époque où les négociations de Vienne devaient être ouvertes. De cette manière, les intentions de l'empereur Nicolas seront remplies consciencieusement. Leur but était de ren-

dre à la Russie et à l'Europe les bienfaits de la paix, de consolider la liberté du culte et le bien-être des populations chrétiennes en Orient, sans distinction du rite qu'elles professent, de placer les immunités des Principautés sous une garantie collective, d'assurer la libre navigation du Danube au profit du commerce de toutes les nations, de mettre fin aux rivalités des grandes puissances dans l'Orient, afin de prévenir le retour de nouvelles complications, enfin de s'entendre avec elles sur la révision du traité par lequel elles ont reconnu le principe de la fermeture des détroits des Dardanelles et du Bosphore, et d'arriver par là à une transaction honorable pour toutes les parties. Une pacification fondée sur ces bases appellerait, en mettant fin aux calamités de la guerre, les bénédictions de toutes les nations sur le nouveau gouvernement. Cependant la Russie le sent profondément et l'Europe devra le reconnaître, l'espérance de la conclusion de la paix resterait infructueuse si les conditions de la transaction à conclure devaient dépasser la juste limite que le sentiment de la dignité de la couronne trace irrévocablement aux résolutions de notre auguste souverain. L'empereur attendra tranquillement la manifestation des vues qui guident la politique des cabinets appelés à résoudre, de concert avec la Russie, cette question qui est d'un intérêt général pour toute la chrétienté. Notre auguste souverain portera dans cette délibération un sincère esprit de concorde. »

IV

Contre-approches diplomatiques. — Le prince Alexandre Gortchakof. La Russie accepte les quatre garanties. — Pourparlers préliminaires.

Ce n'était point seulement dans les péripéties d'un siége que les Russes employaient admirablement l'art des contre-approches ; ils y étaient d'une pareille habileté sur le terrain diplomatique, et de même qu'en dépit des Français ils s'étaient approprié le mamelon Vert, ils manœuvraient de façon à tourner l'Autriche et à la séparer tout à fait de ses prétendus alliés d'Occident. C'était en effet dans le mois de décembre que M. de Nesselrode avait fait commencer, du côté de Vienne, ses premiers travaux de contre-approche. La Russie n'y était plus représentée par le baron de Meyendorf; à la place de ce diplomate, beau-frère du comte Buol, mais dont l'autorité autrefois considérable avait visiblement perdu de son crédit sur le premier ministre de François-Joseph, était venu de Stuttgart, avec le simple titre d'envoyé extraordinaire, un des élèves favoris du comte de Nesselrode, le prince Alexandre Gortchakof. Cousin des deux généraux du même nom, que les précédents récits des événements militaires ont déjà fait connaître,

le nouvel envoyé appartenait comme eux au parti des vieux Russes; ferme de caractère et souple d'esprit, attentif et entreprenant, discuteur habile et toujours de sang-froid, il avait acquis dans la cour de Wurtemberg une influence, et dans toute l'Allemagne une réputation de beaucoup supérieure aux fonctions relativement modestes qu'il occupait dans la hiérarchie diplomatique.

Dès son arrivée à Vienne, il avait suivi heure par heure et signalé sans relâche à Saint-Pétersbourg le mouvement lent, mais régulier, qui rapprochait de plus en plus l'Autriche de l'Angleterre et de la France; une entente plus sérieuse entre elles était imminente; si on voulait la prévenir, il n'y avait pas un jour à perdre. Le 28 novembre, le comte Buol recevait de l'envoyé de Russie la déclaration écrite que « l'empereur, son auguste maître, acceptait les quatre propositions du cabinet de Vienne pour servir de point de départ à des négociations de paix. » C'étaient les quatre articles, ou, comme on les nommait plus ordinairement, les quatre garanties énoncées dans la note du 8 août, portées en ce temps-là par le comte Esterhazy à la connaissance de la cour de Russie et repoussées ou plutôt écartées alors par elle avec une hauteur dédaigneuse. Si habile que fût la manœuvre, il parut d'abord qu'elle arrivait trop tard; le traité du 2 décembre n'en fut pas moins conclu, avec cette clause menaçante que, si le rétablissement de la paix générale sur les bases posées par les hautes parties

contractantes n'était pas assuré avant la fin de cette année même, l'empereur des Français, l'empereur d'Autriche et la reine d'Angleterre « délibéreraient sans retard sur les moyens efficaces pour obtenir l'objet de leur alliance. » Vingt-neuf jours! tel était donc pour l'Autriche le dernier, le court délai entre l'action diplomatique et l'action militaire. Les armées de l'Autriche allaient donc entrer décidément en campagne : peut-être, non pas cependant à coup sûr ; et en effet le prince Gortchakof n'avait point fait une aussi vaine démarche qu'on l'avait cru d'abord.

Comme les bases posées par les alliés du 2 décembre n'étaient point autre chose que les quatre propositions du 8 août, acceptées par l'envoyé de Russie le 28 novembre, l'Autriche pouvait continuer, comme elle avait fait jusqu'alors, de donner le pas aux négociations sur la guerre. Informés par le comte Buol, surpris d'abord et mis en défiance, mais obligés après tout de prendre en considération la déclaration du prince Gortchakof, les gouvernements de France et d'Angleterre avaient permis que leurs représentants à Vienne entrassent en pourparlers avec l'envoyé russe, pourvu qu'il prît l'initiative de la rencontre et qu'il en fît lui-même expressément la demande. Une première entrevue, officieuse et privée, eut lieu le 16 décembre; comme il y avait une évidente divergence entre l'opinion du prince Gortchakof et celle des alliés au sujet des quatre garanties, ceux-ci jugèrent non-seulement utile, mais indispensable d'arrêter dans un texte écrit

l'interprétation qu'ils y donnaient ensemble, et ils rédigèrent un mémorandum qu'ils présentèrent, dans une réunion tenue officiellement le 28 décembre, à l'envoyé russe.

Sur les points relatifs aux Principautés, à la navigation du Danube et même aux sujets chrétiens du Sultan, il pouvait y avoir matière à discussion sans doute, mais non point difficulté absolue de s'entendre; en ce qui touchait à l'indépendance et à la sécurité de l'empire ottoman, il n'en allait pas tout à fait de même, et de ce côté-là de gros embarras étaient à prévoir. « La révision du traité du 13 juillet 1841, disait sur ce troisième point le mémorandum, doit avoir pour objet de rattacher plus complétement l'existence de l'empire ottoman à l'équilibre européen et de mettre fin à la prépondérance de la Russie dans la mer Noire. Quant aux arrangements à prendre à cet égard, ils dépendent trop directement des événements de la guerre pour qu'il soit possible aujourd'hui d'en déterminer les bases. Il suffit de déterminer le principe. » Sur ce passage du mémorandum, le prince Gortchakof ne manqua pas de se récrier : il se retranchait derrière la note du 8 août qui ne contenait, selon lui, rien de pareil, puisqu'elle se bornait à réclamer la révision du traité du 13 juillet 1841 « dans l'intérêt de l'équilibre des pouvoirs en Europe. » Or c'était à la note du 8 août, à son texte formel, qu'il avait eu l'ordre d'annoncer expressément l'adhésion de son maître. A ses protestations les alliés répondaient

que le mémorandum du 28 décembre n'annonçait rien qui ne fût virtuellement contenu dans la note du 8 août et qu'en principe comme en fait la prépondérance de la Russie dans la mer Noire était évidemment incompatible avec l'équilibre des pouvoirs en Europe.

Si le prince Gortchakof persistait à repousser cette interprétation, il n'y avait plus de négociation possible, les pourparlers cessaient à l'instant même, et sous trois jours l'Autriche allait être mise en demeure de joindre ses armes à celles de la France et de l'Angleterre. Entre l'acceptation qui répugnait à sa conscience et le refus qui lui faisait une responsabilité terrible, l'habile diplomate sut trouver une échappatoire; il ne refusa rien, n'accepta rien, se contenta de déclarer que ses pouvoirs n'étaient pas suffisants pour l'autoriser à faire aux alliés une réponse formelle, réclama d'eux un délai de quinze jours afin de prendre les ordres de son gouvernement, et bon gré mal gré, finit par l'obtenir.

Ainsi se trouva paisiblement franchi le terme fatal du 1er janvier 1855; l'Autriche glissa d'une année à l'autre sans encourir l'engagement décisif qui semblait l'attendre au passage. Quoiqu'elle n'eût donc pas à s'obliger encore en tant que puissance belligérante, elle ne laissait pas de se prêter avec ses alliés à l'examen des mesures que pourrait exiger quelque jour son concours plus actif, et, pour régler ce concert éventuel, l'empereur François-Joseph accréditait à Paris un général autrichien, le comte

de Crenneville, de même que l'empereur Napoléon avait accrédité à Vienne le général Létang; mais, s'il en faut juger au moins par la correspondance de l'envoyé militaire français, la mission de l'un et de l'autre, en dépit de leur bon vouloir, se réduisait en fait à bien peu de chose.

A Saint-Pétersbourg, l'attitude et la conduite du prince Gortchakof avaient eu l'approbation du tsar; on lui savait gré d'avoir soutenu avec cette fermeté, au risque même de tout rompre, l'honneur et la dignité de son maître; mais, comme il importait à la politique russe à l'égard des neutres que la rupture ne parût pas venir de son fait, le comte de Nesselrode enjoignit au prince d'adhérer purement et simplement au mémorandum du 28 décembre. Les quinze jours de délai n'étaient point écoulés lorsque les plénipotentiaires se rassemblèrent de nouveau, le 7 janvier 1855, chez le comte Buol, afin d'entendre la déclaration de l'envoyé russe. Tout en acceptant, comme il en avait l'ordre, les quatre propositions, il ne laissa pas d'essayer encore une fois de substituer à la version des alliés une interprétation qui en était sensiblement différente; mais, après ce dernier effort et devant la résolution inébranlable de ses adversaires, il dut abandonner ses réserves, subir le texte précis du mémorandum et finalement y souscrire, ce qui n'empêcha pas les journaux allemands dévoués à la Russie de publier et de paraphraser le commentaire particulier du prince, comme s'il eût dû donner le ton

et servir de règle aux négociations qui allaient commencer à Vienne.

Ni la Russie ni les alliés ne paraissaient cependant bien pressés de les ouvrir ; d'un côté comme de l'autre on s'en référait plus volontiers aux soldats qu'aux diplomates ; on prêtait l'oreille aux bruits de la Crimée et l'on continuait d'attendre, comme on faisait depuis six mois, le succès ou la levée du siége, de toute façon le grand dénoûment militaire. Vers le milieu du mois de janvier, M. Drouyn de Lhuys écrivait à M. Benedetti à Constantinople : « La Russie va très-probablement profiter des circonstances actuelles pour renforcer l'armée du prince Menchikof et tenter, pendant qu'elle se croira sûre de l'inaction de l'Autriche par suite d'un simulacre de négociation, un effort suprême qui la délivre des engagements qu'elle prend peut-être avec le secret espoir de les rompre. J'écris à Vienne pour parer ce danger et réclamer l'exécution immédiate de l'article secret du traité du 2 décembre ; mais je vous invite à appeler l'attention de M. le général Canrobert sur la possibilité d'un accroissement nouveau des forces de l'ennemi. L'acceptation des quatre garanties par le cabinet de Saint-Pétersbourg, lors même qu'elle serait sincère et devrait servir de point de départ à des pourparlers pacifiques, ne saurait en aucune façon suspendre nos opérations militaires. En un mot, la paix ne peut être signée à Vienne que si elle est glorieusement préparée devant Sébastopol »

En attendant ou en retardant la réunion de la conférence, la Russie et les petits États d'Allemagne faisaient à Vienne les plus grands efforts afin d'obtenir que la Prusse y fût appelée. L'Autriche, qui avait l'air de s'intéresser à ces sollicitations, n'y était pas plus favorable au fond que la France ni que l'Angleterre. Parmi les ambiguïtés, les hésitations, les réticences, il n'était pas malaisé de démêler les sympathies de la cour de Berlin pour celle de Saint-Pétersbourg. Néanmoins les alliés du 2 décembre s'étaient déclarés tout prêts à traiter avec la Prusse et à l'inviter aux délibérations de la prochaine conférence, si elle consentait à contracter l'engagement de prendre part à la guerre contre la Russie, dans le cas où les négociations resteraient infructueuses. Un parti si décidé n'était pas assurément pour être volontiers pris à Berlin, lorsque la mort soudaine de l'empereur Nicolas vint mettre inopinément un terme aux perplexités du roi son beau-frère; tout à sa douleur, tout à ses regrets, il fit répondre aux alliés qu'il était hors d'état de songer aux grandes affaires et notamment au traité qu'on lui avait proposé de souscrire.

La conférence de Vienne n'allait donc réunir que les négociateurs de la France, de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Turquie et de la Russie. Au prince Gortchakof, qui était naturellement désigné comme principal délégué de son gouvernement, le comte de Nesselrode avait fait adjoindre un diplomate éprouvé dans les affaires d'Orient, M. Titof, ancien ministre

de Russie à Constantinople. Les ambassadeurs de France, d'Angleterre et de Turquie, le baron de Bourqueney, lord Westmoreland, Arif-Effendi, faisaient comme de droit partie de la conférence; mais, afin d'en relever l'éclat par la solennité d'un choix exceptionnel, c'étaient le ministre des affaires étrangères de France, M. Drouyn de Lhuys, le reïs-effendi Aali-Pacha et lord John Russell, ministre des colonies de la couronne britannique, qui devaient y figurer comme premiers plénipotentiaires ; c'était enfin le premier ministre d'Autriche, le comte Buol, assisté du baron Prokesch, qui allait exercer la présidence et diriger ces mémorables débats. Ils s'ouvrirent le 15 mars; M. Drouyn de Lhuys, retenu par les obligations de son ministère, n'assista pas aux premières séances, non plus qu'Aali-Pacha; quant à lord John Russell, il était arrivé depuis plus de dix jours à Vienne, après avoir touché d'abord à Paris et à Berlin.

V

Conférence de Vienne. — Désaccord sur le troisième point. — Rupture des négociations. — Proposition de l'Autriche. — Démission de M. Drouyn de Lhuys. — Le comte Walewski. — Démission de lord John Russell. — L'Autriche réduit son armée.

D'accord avec les plénipotentiaires alliés, le comte Buol avait préparé un discours d'inauguration qui résumait et présentait avec une rigoureuse exactitude ce qu'on pourrait nommer le bilan de la diplomatie au 15 mars. « Les bases de paix qui ont été jugées indispensables, afin de donner des garanties pour la sécurité de l'avenir et de mettre fin à un état de choses qui a placé la Russie en hostilité avec la plus grande partie de l'Europe, sont désignées, disait-il. Ces bases ont déjà été préalablement communiquées à l'envoyé russe; il en a pris note et a déclaré qu'il était autorisé à adhérer à tous les principes posés et qu'il était prêt à les adopter comme point de départ des négociations. En conséquence : 1° le protectorat exercé par la Russie sur la Moldavie et la Valachie cessera, et les priviléges conférés par le sultan à ces principautés ainsi qu'à la Serbie seront placés désormais sous la garantie collective des puissances contractantes; 2° la liberté de la navigation du Danube sera complétement assurée par

des moyens efficaces et sous le contrôle d'une autorité syndicale permanente; 3° le traité du 13 juillet 1841 sera revisé dans le double but de rattacher plus complétement l'existence de l'Empire Ottoman à l'équilibre européen et de mettre fin à la prépondérance de la Russie dans la mer Noire; 4° la Russie abandonne le principe de couvrir d'un protectorat officiel les sujets chrétiens du sultan du rite oriental; mais les puissances chrétiennes se prêteront mutuellement aide à l'effet d'obtenir de l'initiative du gouvernement ottoman la confirmation de l'observation des droits religieux des communautés chrétiennes soumises à la Porte, sans distinction de rite. »

Après cet exposé, auquel le baron de Bourqueney, lord John Russell et lord Westmoreland ne manquèrent pas d'applaudir, le prince Gortchakof qui avait bien compris la harangue, faite proprement à son adresse, remercia, non sans quelque ironie, le comte Buol du soin qu'il avait pris de lui rafraîchir la mémoire, et saisit, non sans fierté, l'occasion d'indiquer par son attitude le personnage qu'il était décidé à soutenir. « Je suis, dit-il, reconnaissant au ministre des affaires étrangères d'Autriche de ce qu'il a, au début des conférences, rappelé l'arrangement convenu entre nous par les explications verbales de la séance du 7 janvier; pour ma part, et le suivant sur ce terrain, je m'en tiens à la déclaration d'un objet commun. Nous sommes des hommes sérieux, réunis pour un objet sérieux, le plus ardu qui se soit produit à notre

époque : nous devons tous cordialement chercher à arriver à l'application pratique des principes que nous avons adoptés, et par conséquent nous occuper, sans plus de retard, du développement des détails de chaque question. Nous avons un point de départ commun; j'espère que nous avons aussi un but commun, celui d'arriver à une paix générale, à une paix qui ne peut être durable et pratique que si elle est honorable pour les deux parties. Si, de quelque côté qu'elles vinssent, les conditions de paix que l'on voudrait imposer à la Russie étaient incompatibles avec son honneur, la Russie n'y consentirait jamais, quelque sérieuses que dussent être les conséquences de son refus. » En ajoutant à cette déclaration une ou deux tentatives de protestation mesurée contre l'absence de la Prusse, on aura, du rôle tenu par le premier plénipotentiaire de Russie, une idée suffisante. Il ne souleva pas de grosses difficultés sur la question relative aux Principautés, non plus qu'au sujet de la navigation du Danube; ces deux points furent réglés à l'amiable en cinq séances. C'était sur la troisième garantie que devait se livrer la bataille; elle s'engagea par une escarmouche.

Au moment d'examiner les moyens de mettre un terme à la prépondérance de la Russie dans la mer Noire, le comte Buol avait été d'avis qu'il conviendrait de laisser à la Russie elle-même l'initiative des propositions à faire sur un sujet d'une si grande importance; à quoi le prince Gortchakof, sans écarter

cette offre courtoise, avait répondu qu'il ne pouvait qu'en référer à sa cour, ses instructions étant muettes à cet égard, et qu'il lui faudrait attendre de nouveaux ordres. Pour occuper la conférence pendant le délai qu'allait exiger cette consultation, il sembla au comte Buol que le quatrième point pourrait être mis en discussion sans plus attendre; mais, tandis que le prince Gortchakof applaudissait à cet avis avec un empressement qui ne pouvait manquer de donner l'éveil à ses adversaires, ce fut à leur tour de déclarer qu'ils avaient besoin de prendre les ordres de leurs gouvernements. A Paris comme à Londres, on jugea qu'il était non-seulement inutile, mais dangereux de changer l'ordre des questions à résoudre; si en effet le quatrième point, relatif à la condition des sujets chrétiens du sultan, était réglé préalablement et sans trop de peine, comme il paraissait devoir l'être, il y avait à craindre que sur les quatre garanties, trois étant décidées à la satisfaction de l'Autriche, elle ne se relâchât trop facilement au sujet de la dernière, qui pour les belligérants était de beaucoup la plus considérable. Les représentants de la France et de l'Angleterre reçurent donc l'ordre formel et réitéré de se refuser à toute discussion, même préliminaire, sur le quatrième point avant le règlement complet et définitif du troisième. Sur ces entrefaites d'ailleurs, M. Drouyn de Lhuys et, quelques jours après lui, Aali-Pacha étaient arrivés à Vienne.

Le 17 avril, la conférence au complet put se réunir

et recevoir communication de la réponse qui était enfin venue de Saint-Pétersbourg au prince Gortchakof. Pour s'être fait si longtemps attendre, elle n'en était pas plus satisfaisante, car elle était négative : la Russie déclinait l'initiative que lui avait offerte le comte Buol ; elle écouterait les propositions qui viendraient d'ailleurs et discuterait les conditions qui lui seraient faites, « pourvu qu'elles fussent de nature à ne pas léser les droits de souveraineté de l'empereur sur son propre territoire. » Quelle était au juste la portée de cette réserve? La Russie considérerait-elle ses droits de souveraineté comme lésés, par exemple, si elle ne conservait plus la liberté de construire un nombre illimité de navires de guerre dans la mer Noire? A cette question posée nettement par M. Drouyn de Lhuys, le prince Gortchakof répondit nettement, que la réduction de la marine russe à un maximum déterminé, soit par un traité, soit de toute autre façon, n'aurait jamais lieu du consentement de la Russie. Après une telle déclaration qui valait à très-peu de chose près une rupture, la conférence, bien malade évidemment, n'avait plus longtemps à vivre ; cependant les plénipotentiaires des puissances alliées se réunirent afin d'arrêter le texte des conditions qu'ils ne laissaient pas de vouloir exposer même au refus de la Russie.

De concert avec lord Palmerston et lord Clarendon qu'il était allé visiter à Londres, M. Drouyn de Lhuys avait apporté à Vienne un projet de neutralisation de

la mer Noire, d'où toute marine de guerre aurait été désormais exclue; mais le comte Buol ayant déclaré ce projet excessif au point de lui refuser péremptoirement son adhésion, les plénipotentiaires de France et d'Angleterre n'eurent plus à se concerter avec lui que sur une restriction nettement définie des forces maritimes de la Russie dans cette mer. Là-dessus le premier ministre d'Autriche ne fit aucune difficulté; il s'engagea même à soutenir la proposition dans la conférence, mais point au delà : c'est-à-dire que si elle échouait, ce qui était facile à prévoir, il n'entendait nullement faire de cet échec un cas de guerre. Ce fut dans ces conditions très-peu favorables que les alliés du 2 décembre, étroitement unis en apparence, se retrouvèrent, le 19 avril, en face des plénipotentiaires russes.

M. Drouyn de Lhuys proposa de limiter exactement à quatre vaisseaux et quatre frégates, avec un nombre proportionné de bâtiments légers, le maximum des forces navales que l'empereur de Russie, de même que le sultan, pourrait entretenir dans la mer Noire; lord John Russell appuya la proposition, le comte Buol y applaudit, et le prince Gortchakof, au lieu de la repousser tout de suite, demanda, contre l'attente générale, quarante-huit heures pour y répondre. C'est que la Russie, ne voulant point porter seule devant l'opinion publique la responsabilité d'une rupture, s'était ravisée, de sorte qu'après avoir déclaré qu'elle n'avait point de propositions à faire, elle avait imaginé

tout à coup d'en produire de telles que ses adversaires fussent absolument obligés de les décliner à leur tour. En effet, le 21 avril, le prince Gortchakof développa gravement devant la conférence étonnée un contre-projet qui, en déclarant ouverts à toutes les marines du monde le Bosphore et les Dardanelles, assurait à la Russie l'un des plus grands objets de son ambition, un avantage presque égal à la possession même de Constantinople, un libre accès dans la Méditerranée, une communication facile et constante avec l'Europe méridionale. A cette audacieuse riposte, M. Drouyn de Lhuys et lord John Russell répondirent, comme s'y attendait bien le prince Gortchakof, par une fin de non-recevoir; ils n'acceptèrent même pas la discussion sur le projet de leur adversaire, et comme il avait commencé par repousser en quelques mots la proposition des alliés, lord John Russell crut devoir exprimer, en manière de conclusion, le regret « qu'il eût été impossible à la conférence de s'entendre sur une solution pacifique, et que l'Angleterre et la France fussent réduites à la nécessité de chercher des garanties indispensables dans l'occupation de la mer Noire et de la Baltique. »

Il semblait donc que la conférence n'eût plus qu'à se dissoudre, ayant manqué son œuvre, lorsque le prince Gortchakof provoqua lui-même, le 26 avril, une nouvelle réunion des plénipotentiaires, à l'exception de lord John Russell qui avait déjà quitté Vienne. Le prince s'était aperçu qu'il était allé trop loin sans

doute et que l'Autriche était au moins mécontente; sur quoi, par un rapide changement de front, mieux encore, par une volte-face complète, le même diplomate qui venait de proposer l'ouverture de la mer Noire n'hésita pas à en recommander avec un égal sang-froid la clôture, en laissant au sultan la faculté d'ouvrir à quelque marine que ce fût les détroits, dans les cas graves où il jugerait cette dérogation nécessaire. M. Drouyn de Lhuys, le baron de Bourqueney, lord Westmoreland, se bornèrent à rappeler la déclaration qui, dans la précédente séance, avait été faite au nom de l'Angleterre et de la France, à savoir que la Russie ayant repoussé le principe de la limitation, sous quelque forme que ce fût, les instructions de leurs plénipotentiaires étaient épuisées. Le comte Buol au contraire n'était point aussi insensible à la dernière proposition du prince Gortchakof; tout en regrettant le projet développé par le premier plènipotentiaire de France, parce qu'il contenait un système complet et efficace, tandis qu'on n'en pouvait pas dire autant du contre-projet présenté en dernier lieu par le premier plénipotentiaire de Russie, il lui semblait toutefois que la faculté réservée au sultan d'appeler à son aide les flottes étrangères et d'ouvrir par exception les détroits était susceptible d'une application pratique. La proposition tout au moins contenait des éléments dont l'Autriche chercherait à se prévaloir pour amener une entente. Le prince Gortchakof ne demandait pas davantage,

et afin de constater cette espèce de succès, il réclama la parole pour déclarer qu'en proposant plusieurs modes de solution, les plénipotentiaires russes avaient amplement rempli l'engagement qu'ils n'avaient pas craint de prendre. Ce fut sur cette manière de *satisfecit* que la séance fut levée et la conférence virtuellement close. Il y eut bien encore une réunion le 4 juin, mais seulement pour donner à la clôture de cette assemblée diplomatique les formes exigées par l'étiquette, reconnues nécessaires par les érudits, sacramentelles par les puristes.

M. Drouyn de Lhuys était revenu à Paris dès le 30 avril. Pendant son séjour à Vienne, il avait eu avec lord John Russell et le comte Buol de longs et fréquents entretiens. Entre les exigences des alliés et les résistances de la Russie, le premier ministre d'Autriche s'était ingénié à trouver un arrangement moyen, une transaction qui, s'il réussissait à la faire admettre, assurerait à son gouvernement le bénéfice d'un grand triomphe diplomatique. Il avait donc imaginé la combinaison suivante : Étant donné l'état actuel de la marine russe à flot dans la mer Noire, l'Angleterre, l'Autriche et la France pourraient y entretenir chacune deux frégates ; dans le cas où la Russie viendrait à augmenter l'effectif de ses forces navales, les alliés augmenteraient proportionnellement les leurs ; quant à la Turquie, dont la marine n'était soumise à aucune limitation d'ailleurs, elle demeurait toujours libre d'ouvrir, en cas de danger, les détroits aux

flottes amies. Enfin l'Angleterre, l'Autriche et la France s'engageraient mutuellement par un traité dont les stipulations deviendraient exécutoires du jour où la Russie, par des armements menaçants pour la paix de l'Europe, aurait rétabli dans la mer Noire l'effectif qu'elle y entretenait avant la guerre. En principe et pour l'avenir, c'était un mécanisme très-compliqué de contre-poids substitué au système très-simple de la limitation ; en fait et pour le moment, ce que les premiers plénipotentiaires de l'Angleterre et de la France y voyaient surtout, c'était un moyen de resserrer l'alliance fort relâchée de l'Autriche avec les puissances occidentales. Ils accueillirent donc tel quel ce projet d'arrangement, avec la promesse de l'appuyer auprès de leurs gouvernements respectifs. Ils ne réussirent à le faire agréer ni l'un ni l'autre, et, qui plus est, ils succombèrent sous cette tentative l'un et l'autre. Le dissentiment entre l'empereur Napoléon III et son ministre des affaires étrangères éclata soudain et sommairement par la démission de M. Drouyn de Lhuys, le 4 mai; il eut pour successeur le comte Walewski, ambassadeur à Londres. La chute de lord John Russell se fit un peu plus attendre; mais elle fut précédée d'un débat public, très-vif et très-désagréable pour lui, dans la Chambre des communes.

Il est certain que le projet du comte Buol avait souverainement déplu à Paris et à Londres. « La paix, telle qu'on veut nous la faire comprendre à Vienne,

serait une honte, écrivait au général Larchey, commandant à Constantinople, le maréchal Vaillant, le 19 mai. Personne ne peut dire qu'il sera vainqueur, mais tout homme d'énergie et de conviction peut dire qu'il ne se déshonorera pas. Les flottes, les armées, l'argent, tout se répare, se refait, se reproduit avec le temps : l'honneur d'une nation, c'est comme celui[1] d'une fille; une fois perdu, c'est pour toujours. » Pendant ce temps, le prince Gortchakof recevait, avec les félicitations de son gouvernement, les lettres qui l'accréditaient définitivement à Vienne; n'y avait-il pas fait merveille? N'avait-il pas très-habilement conduit ses lignes de contre-approche?

L'alliance du 2 décembre n'existait plus guère que pour la montre : militairement, l'Autriche était neutralisée. On en eut bientôt un témoignage public : 60000 hommes de la réserve qui étaient sous les drapeaux furent congédiés. Il est vrai que le comte Buol faisait dire à cette occasion par le plus important des journaux de Vienne : « La réduction de l'armée n'est pour l'Autriche qu'une halte, ce n'est pas un changement; » et qu'il s'exprimait lui-même ainsi dans une circulaire diplomatique : « Il y a eu divergence entre l'Autriche et les cours de Paris et de Londres sur une question d'application, mais les principes établis en commun n'ont rien perdu de leur force. Les liens de l'alliance continuent à subsister, et, aux yeux du ca-

[1] Il y a dans le texte une expression plus physique.

binet impérial, rien n'est changé dans les rapports des puissances alliées entre elles. La cour de Vienne n'a pas cru devoir s'associer à la guerre, pour une interprétation que la France et l'Angleterre donnent au troisième point et qu'elle n'approuve pas. Les puissances belligérantes usent de leur droit. Quant à l'Autriche, elle maintiendra d'une manière invariable les bases reconnues de la paix ; elle les soutiendra de toute son influence et de toutes ses forces dans la mesure des obligations qu'elle a contractées. Une paix qui n'assurerait pas l'exécution des quatre conditions telles qu'elles ont été posées dans la conférence, n'offrirait pas à l'Autriche des garanties suffisantes pour la tranquillité de l'Europe. » Singulière politique ! Par sa conduite et par son langage, le comte Buol arrivait tout juste à ce résultat de mécontenter à peu près également la France et l'Angleterre d'un côté, la Russie de l'autre ; et cependant, tandis que l'Autriche congédiait ses réserves, l'armée sarde prenait terre en Crimée, devant Sébastopol.

LIVRE HUITIÈME

LES CONTRADICTIONS

I

Ouverture de la tranchée devant le mamelon Vert. — Le général Frossard. Grande sortie dans la nuit du 22 au 23 mars.

Tandis que les fortes têtes de la diplomatie s'évertuaient pour donner au conflit soulevé par l'empereur Nicolas une solution convenable, les combattants en Crimée s'efforçaient de le décider militairement. L'ouverture des conférences à Vienne avait à peu près coïncidé avec l'ouverture de la tranchée devant le mamelon Vert. Le 11 mars, dans l'après-midi, la nouvelle batterie anglaise du mont Voronzof avait lancé sur l'ouvrage russe, signalé le matin même, ses premiers projectiles, et, quelques heures après, la grande batterie du Carénage, bien qu'elle ne fût pas encore tout à fait achevée, y avait joint le feu de ses six pièces de gauche. Comme l'armement de cette batterie avait été emprunté au parc de l'artillerie anglaise, ce furent des canonniers anglais qui, par exception et pour cette

seule fois, y firent le service, afin d'initier leurs camarades français à la manœuvre, au chargement et au tir des canons de 32 et de 68. L'exemple bien donné fut, dès le lendemain, excellemment suivi; il importait qu'un feu soutenu donnât aux Russes assez de souci pour qu'ils n'eussent pas le loisir d'exercer ailleurs une surveillance inopportune. En effet, le 12, à dix heures du soir, l'attaque directe sur le mamelon Vert, l'attaque Victoria, comme on la nomma généralement, fut inaugurée par l'ouverture d'une parallèle à mi-distance de la batterie Lancastre au mamelon, c'est-à-dire à 700 mètres environ de son objectif; la communication en arrière, entreprise dans la même nuit, ne devait pas avoir moins de 800 mètres de développement.

Tout comme l'apparition soudaine des Ouvrages blancs d'abord, puis de la lunette Kamtchatka, avait été pour les ingénieurs français un sujet de surprise admirative, la révélation soudaine de la parallèle Victoria fut accueillie avec un sentiment pareil chez les Russes. « Si l'ennemi, a dit le général de Todleben, eût réussi à pousser ses cheminements ultérieurs avec la même vigueur dont il avait usé pour l'établissement de sa première parallèle, ses tranchées eussent en quelques jours atteint la lunette Kamtchatka, avant même qu'il nous eût été possible de l'armer. » C'est au colonel Frossard que doit revenir particulièrement l'honneur de ce témoignage. Un peu plus tard, comme le colonel venait d'être compris dans

, une promotion d'officiers généraux : « Voilà Frossard général, disait le maréchal Vaillant, il faut qu'il se calme avec son nouveau grade et qu'il conserve ses bonnes qualités en se débarrassant d'un peu de raideur et de fougue. » Raideur, fougue, emportement, violence de caractère, il y avait sans doute de tout cela chez l'homme ; mais il y avait aussi chez l'officier du génie les qualités de ces défauts, un feu, une énergie, une puissance de travail infatigable. Tout marchait, tout prenait, sous sa rude impulsion, une activité prodigieuse. « Les travaux de l'attaque Victoria furent conduits par le colonel Frossard avec une vigueur des plus remarquables, a dit le général Auger dans son beau rapport sur le service de l'artillerie au siége de Sébastopol ; l'établissement de nos tranchées dans les excavations des carrières et les anfractuosités multipliées des ravins a donné à cette partie de nos attaques un caractère singulier, une physionomie fantastique et tout à fait extraordinaire qui n'a peut-être jamais eu de précédent dans la guerre de siége[1]. »

Pour arrêter cette marche, dès le premier jour si menaçante, le colonel de Todleben résolut aussitôt d'aller au-devant et de lui couper la route. Dès la nuit du 13 au 14 mars, il fit établir deux logements à 150 mètres de la parallèle française ; la nuit suivante, trois autres ; le 17, il y en avait douze. Du 14 au 21, il n'y eut pas moins de quatre rencontres nocturnes entre

[1] C'est ce que, dans leur langue imagée, les soldats nommaient familièrement *la dentelle Frossard*.

les Français et les Russes sur ce terrain disputé; plusieurs fois les mêmes logements furent pris et repris, rasés et relevés; mais comme les Français ne pouvaient pas encore s'y établir à demeure, les Russes avec une persévérance opiniâtre y revenaient toujours, de sorte qu'on résolut d'attendre, pour les leur enlever définitivement, que les cheminements de la sape eussent gagné plus d'avance. « Le général Brunet me seconde avec toute son activité et son bon cœur de soldat, » écrivait à l'occasion de cette lutte incessante le général Bosquet.

Le 19 mars, la garnison de Sébastopol et la flotte russe firent une perte cruelle. Le contre-amiral Istomine, qui commandait la section de Karabelnaïa, fut frappé d'un boulet à la tête; il tomba sur le terre-plein du mamelon Vert comme Kornilof était tombé sur le terre-plein de Malakof. Il fut déposé dans l'église cathédrale de Saint-Vladimir, tout près de Kornilof, à la place que Nakhimof avait d'abord choisie pour lui-même et non loin de celle qu'il devait occuper bientôt, côte à côte avec ses deux frères d'armes. Le lendemain, 20 mars, le prince Michel Gortchakof vint prendre, à Sébastopol, le commandement en chef, exercé provisoirement, depuis le départ du prince Menchikof, par le général Osten-Sacken.

Les sapes françaises, débouchant de la parallèle Victoria, s'avançaient péniblement dans le terrain le plus difficile qu'on eût peut-être rencontré encore, lorsqu'elles eurent la chance de tomber au centre sur

une veine argileuse qui, sans les logements russes, les eût menées rapidement au mamelon Vert. En trois nuits, le cheminement favorisé avait gagné 220 mètres; mais plus on approchait des logements, plus leur opposition devenait irritante. Assis, pour ainsi dire, sur les épaules de l'assiégeant, selon l'image expressive du général de Todleben, l'assiégé, par un feu soutenu, lui interdisait tout travail de jour et gênait fortement son travail de nuit. Il fallait en finir. Le 22 mars, au lever du soleil, une soixantaine de zouaves, du 3e régiment, réussirent à enlever trois des logements les plus proches, et, contre leur habitude, les Russes n'y revinrent pas, au moins de la journée. Loin de les décourager toutefois, le succès de l'adversaire ne fit que les exciter davantage, de sorte que, pour inaugurer plus dignement le nouveau commandement en chef, ils résolurent de donner à la revanche qu'ils voulaient prendre une importance tout à fait extraordinaire.

La lunette Kamtchatka venait d'être armée, précisément dans la journée précédente, de dix canons de 24, trois sur la face de droite du côté des tranchées anglaises, trois sur la face de gauche opposée au Carénage, quatre sur le front même, vis-à-vis de l'attaque Victoria. Toute la journée du 22 fut employée, dans Sébastopol, à des préparatifs comme pour une bataille. Les quatre bataillons de Kamtchatka, trois du Dniepr, deux de Volhynie, un bataillon d'Ouglitch, un autre formé de matelots, en somme onze batail-

lons furent mis sous les ordres du général Khroulef qui s'était chargé de conduire la principale attaque ; en outre et pour faire diversion, deux détachements, comptant ensemble de douze à treize cents hommes, devaient se jeter sur les travaux anglais du mont Voronzof et de la montagne Verte. Il y avait dans les tranchées françaises 500 travailleurs d'infanterie avec la garde ordinaire, qui était de quatre bataillons, placés ce jour-là sous les ordres du général d'Autemarre. La parallèle se trouvait occupée de cette sorte : à droite, un bataillon du 82e de ligne; au centre, un demi-bataillon du 4e chasseurs, l'autre ayant été laissé en réserve au camp; à gauche, le 2e bataillon du 3e zouaves; enfin dans le fond du ravin de Karabelnaïa, en arrière, se tenait un bataillon du 86e.

A la faveur de la nuit, le génie était occupé dans les logements conquis le matin même à les retourner contre l'ennemi et à les relier par une gabionnade au cheminement le plus voisin, quand, vers dix heures, la lunette Kamtchatka ouvrit sur les travailleurs un feu violent à mitraille. Pendant ce temps, le général Khroulef formait ses troupes en arrière du mamelon. Tout à coup le canon se tut; mais alors, débouchant de droite et de gauche, deux colonnes se précipitèrent en hurlant sur les logements qu'elles envahirent, puis sur les têtes de sape des approches françaises. Attaqué par deux bataillons du Dniepr, mais bien défendu, le cheminement central n'eut pas beaucoup à souffrir ;

il n'en fut pas de même au cheminement de gauche, le plus rapproché du ravin des Docks. Deux compagnies de zouaves qui s'y trouvaient de garde eurent tout de suite affaire à quatre bataillons russes; après une résistance énergique, mais trop inégale, les zouaves se replièrent dans la parallèle, d'où, soutenus par leurs camarades et par le bataillon du 86e qui du fond du ravin était accouru au combat, ils dirigèrent sur l'ennemi et particulièrement sur les marins employés à la destruction du cheminement, un feu meurtrier. Renforcés d'un cinquième bataillon, les Russes se portèrent alors contre la parallèle même, qui devint le théâtre d'une lutte acharnée, à l'arme blanche, corps à corps; malgré la supériorité du nombre, ils ne purent la forcer cependant. Le général Khroulef avait fait sonner la retraite et appeler, pour la couvrir, deux bataillons de la réserve. Les Français, reprenant l'offensive, suivaient et pressaient l'arrière-garde, lorsqu'une vive fusillade, partie de l'autre côté du ravin, les prit tout à coup de flanc, d'écharpe et de revers. C'était le plus gros des détachements russes qui venait d'envahir les tranchées du mont Voronzof, et comme la parallèle anglaise sur la berge gauche du ravin des Docks était de beaucoup en retraite par rapport aux travaux français sur la berge droite, les Russes avaient habilement profité de leur position pour faire aux nôtres cette surprise. La surprise, fâcheuse en effet, changea de nouveau la face du combat. Atteints de trois côtés à la fois, les Français recu-

lèrent en deçà de leur parallèle, qu'un retour offensif du général Khroulef mit en sa possession pour un temps, non pas pour un long temps.

Impassible et d'un grand sang-froid dans cette obscurité tumultueuse, le général d'Autemarre avait, dès la première attaque, fait avertir au camp le demi-bataillon du 4e chasseurs. Tandis qu'ils accouraient, sonnant tous leurs clairons, le général appelait sur le point menacé l'autre demi-bataillon et les compagnies du 82e; alors tous ensemble, marchant à la charge, refoulant l'ennemi, en culbutèrent une partie dans le ravin des Docks, tandis que le reste poursuivi par leur feu s'éloignait rapidement vers le mamelon, dans l'ombre. Pendant ce temps, les Anglais, que l'insouciance habituelle de leurs gardes, sur le mont Voronzof comme sur la montagne Verte, avait d'abord laissé surprendre, s'étaient reconnus assez vite et battus avec leur vaillance habituelle, de sorte que le dommage dans leurs tranchées et leurs batteries n'était pas considérable. Ils avaient eu dans cette nuit 86 hommes hors de combat. De ce côté, les Russes n'en avaient perdu que 76; mais sur l'autre berge du ravin ils avouèrent une perte énorme, d'autant plus énorme qu'ils réduisaient à 6000 combattants l'effectif des onze bataillons commandés par le général Khroulef et qu'ils portaient à plus de 1300 le chiffre total des blessés et des morts. Les pertes françaises étaient de moitié moindres.

Depuis la mémorable sortie du 5 novembre, pen-

dant la bataille d'Inkermann, c'était de beaucoup la plus sérieuse qu'eût tentée la garnison de Sébastopol. Les Russes ne renouvelèrent pas cette attaque en force contre les tranchées françaises, de même que les Français n'avaient pas renouvelé leur attaque contre la redoute Selenghinsk. Quel était le résultat de ces boucheries nocturnes? Beaucoup de sang répandu; très-peu d'effet utile. C'est tout au plus si les Russes avaient réussi à retarder de deux ou trois jours les approches françaises. A peine le combat avait-il cessé, que le cheminement central, peu endommagé, était poussé en avant cette nuit même, et dès le lendemain matin, une troupe de travailleurs commençaient à redresser les gabions dans le cheminement de gauche. Quant à l'effet moral, comme on s'était vaillamment battu des deux côtés, il ne donnait pas plus d'avantage à l'un qu'à l'autre. Les adversaires avaient seulement mieux appris à estimer réciproquement leur valeur.

Le 23 mars, vers trois heures de l'après-midi, un parlementaire apportait au général Canrobert une lettre du général Osten-Sacken demandant une suspension d'armes pour relever les morts et ceux des blessés qui gisaient encore sur le champ de bataille. Cette trêve pieuse fut fixée au lendemain. Le 24, à midi, le drapeau blanc était arboré sur la redoute Victoria et sur le mamelon Vert. Tandis que, sous la direction des infirmiers, des corvées de soldats recon-

naissaient les victimes qui appartenaient à chacune des deux armées et les emportaient de part et d'autre, les officiers français et russes, attirés par une sympathie mutuelle, s'abordaient courtoisement, causaient de bonne grâce, échangeaient des observations sur les combats où ils avaient dû se rencontrer, des réflexions sur les chances de paix, des nouvelles, non militaires, de Paris et de Saint-Pétersbourg, des compliments et des cigares. A trois heures et demie, les brancardiers ayant achevé leur funèbre travail, on se serrait la main avec un dernier salut et un dernier sourire ; on traversait rapidement le sol ensanglanté, sillonné par les boulets, semé de fer, d'éclats d'obus, d'armes brisées, d'outils rompus ; chacun rentrait dans ses lignes ; les visages reprenaient leur expression de guerre, les drapeaux étaient abattus, le canon tonnait, et les balles sifflaient à travers l'espace où tout à l'heure s'entre-croisaient des conversations pacifiques.

Les jours suivants, jusqu'à la fin du mois de mars, furent employés à réunir les cheminements avancés de l'attaque Victoria, de manière à former une deuxième parallèle. Sur le plateau du Carénage, on améliorait les anciens ouvrages, on en commençait de nouveaux pour augmenter la puissance de l'artillerie et obtenir de son feu des effets plus redoutables. Sous la direction du général Harry Jones, le travail des Anglais avait repris une activité de bon augure ; instruits par l'événement du 23, ils s'occupaient de relier, à travers le

ravin des Docks, leur troisième parallèle aux tranchées françaises; ils renforçaient partout leurs parapets, leurs épaulements, et construisaient dans leur double attaque des batteries nouvelles.

II

Le *vieux siége*. — La guerre souterraine. — Mines et contre-mines devant le bastion du Mât. — Projet de bombardement.

Devant l'autre partie de Sébastopol, en face de la Ville, on faisait à peu près exactement la même chose. Depuis le mois de février, depuis que les projets conçus et commencés sur Karabelnaïa avaient attiré de ce côté-là, comme toutes les nouveautés, l'attention générale, le *vieux siége* que cette infidélité de l'opinion révoltait, non sans cause, n'avait cependant rien fait d'assez considérable pour la ramener vers lui. Le nombre des batteries d'attaque s'était accru sans doute, mais il y avait des mois que l'artillerie de la défense immobilisait à peu de chose près les approches. Vers le bastion Central, on avait gagné obliquement quelque avance : devant le bastion du Mât, la marche de front s'était arrêtée court. Cent quarante mètres séparaient toujours du saillant la troisième parallèle. Pour franchir ou diminuer au moins cette distance, le génie s'était décidé à employer la guerre de mines, la guerre souterraine.

La guerre souterraine ! Sous ces deux mots que d'idées émouvantes, que d'images sombres, que de

réalités sinistres ! Certes, le travail des sapes a ses difficultés et ses périls ; mais il se fait publiquement, en quelque sorte, à ciel ouvert. Combien l'œuvre du mineur est autrement pénible et dangereuse ! On fore un puits ; à la profondeur déterminée selon la nature du terrain et les circonstances, on perce une galerie horizontale, on la prolonge nuit et jour, sans relâche, dans la direction des ouvrages occupés par l'ennemi ; il faut qu'on pénètre jusque sous ses pieds. Lorsque par une bonne chance, il est vrai, peu commune, on y est parvenu sans encombre, on creuse la chambre de mine, on établit le fourneau ; on y verse la poudre par centaines de kilogrammes, on y ajuste le cordeau porte-feu ou les fils de platine entre lesquels doit jaillir l'étincelle électrique ; on ferme le rameau de communication, on l'obstrue, on accumule en arrière, sur une épaisseur toujours considérable, une masse de terre pressée, foulée, comprimée par un bourrage énergique que renforcent des madriers, des arcs-boutants, des étançons. La galerie est évacuée ; on se tient aux aguets, à distance. Au commandement, on donne le feu : le fourneau joue. C'est l'éruption d'un volcan : jet de flamme, tourbillons de fumée, débris de toute sorte projetés avec violence. Tout ce qui était au-dessus a disparu : il n'y a plus qu'un trou béant, noir, profond, énorme, un cratère fumant ; c'est l'entonnoir de la mine, que la défense, étonnée d'abord, ne laissera pas toutefois de disputer à l'attaque. Quoi qu'il arrive, l'œuvre du mineur a réussi : il triomphe,

il a oublié ses peines. Il est vrai que ce qu'on vient d'esquisser n'est, à proprement parler, qu'une peinture idéale. Au vrai, le succès n'est jamais aussi facile, et jamais l'ennemi ne met autant de complaisance à se laisser faire. Il a, lui, sous son propre terrain, tout un système de contre-mines; il en débouche au-devant de l'attaque, ou bien il cherche à la tourner, à la prendre en faute; il essaye de crever ses galeries, d'éventer ses fourneaux. De part et d'autre on emploie toutes les ruses, toutes les chicanes du métier. C'est bien alors, avec ses émotions et ses dangers, la guerre souterraine. Des deux côtés on a pratiqué, en avant ou sur le flanc des galeries, des rameaux d'écoute. Le mineur est au fond, à l'étroit, inondé de sueur, haletant, manquant d'air, à peine éclairé par la mèche fumeuse d'un falot qui brûle mal; le sang lui bat dans les tempes, et cependant, l'oreille collée à la paroi, il ne faut pas qu'il se trompe sur les bruits sourds qui se propagent à travers la masse solide dans laquelle il sait qu'on s'enfonce de part et d'autre. Ces coups de barre, ces grincements de pic viennent-ils d'un ami ou d'un ennemi? L'officier de service arrive, examine le travail fait, indique le travail à faire; il écoute à son tour, il compare les sons, reconnaît les directions, apprécie les distances. Il n'y a plus de doute, c'est l'ennemi; si l'on ne veut pas être surpris, il faut surprendre. Nous avons dans notre langue une expression métaphorique : donner, recevoir un camouflet. L'expression est familière,

presque joviale. Ceux qui emploient la métapnore, pour la plupart, ne se doutent pas de ce que vaut la réalité. Dans la guerre souterraine, le camouflet, c'est la mort. Un massif d'épaisseur indéterminée sépare la mine et la contre-mine. L'avantage est au plus expérimenté, au plus judicieux, au plus actif. Il fore aussi rapidement, aussi profondément que possible, selon l'estime, une excavation dans la roche; il y loge une quantité de poudre proportionnée à l'effet qu'il veut produire. La charge d'un grand fourneau de mine qui doit soulever verticalement une masse de plusieurs milliers de kilogrammes est énorme; celle d'un camouflet qui doit agir horizontalement contre un obstacle relativement faible est nécessairement réduite. Le bourrage est fait à la hâte, mais avec soin : il y va de la vie. Un fourneau mal bourré, c'est un canon qui éclate par la culasse. Le feu est mis, la charge détone. La galerie de l'adversaire est bouleversée; de ceux qui l'occupaient, les uns sont tués sur le coup; les autres, asphyxiés par les gaz de la poudre, brûlés, mutilés, ensevelis sous les décombres, n'ont presque aucune chance de survivre. Voilà le camouflet, voilà la guerre souterraine.

Un jour, le général Niel écrivait au maréchal Vaillant : « Hier, à la troisième parallèle, j'ai fait appeler Berrier pour le complimenter sur la décoration qu'il vient de recevoir. Il est sorti de ses mines couvert de terre et ruisselant de sueur. Il y avait là un chef de bataillon et plusieurs officiers d'infanterie. « Voilà,

» se sont-ils écriés, des officiers qui méritent les récom- » penses qu'on leur donne ! Ils sont toujours sous le feu » de l'ennemi. Vous pouvez demander pour eux : on ne » leur accordera jamais assez. » J'ai été, ajoutait le général, très-touché du mouvement généreux qui portait ces officiers à me parler ainsi. »

C'était la défense qui avait commencé la guerre souterraine ; elle s'y était préparée de longue main. Dès les premiers jours de novembre, le colonel de Todleben avait tracé le plan d'un système de contremines en avant du bastion du Mât. Une galerie d'enveloppe devait être pratiquée sous la contrescarpe, au moyen d'une vingtaine de puits ouverts dans le fossé même, et servir de base commune à des rameaux d'écoute assez nombreux pour qu'aucune approche de l'ennemi ne pût échapper à la vigilance du défenseur. Le travail avait aussitôt commencé. Après avoir traversé un banc de calcaire d'environ cinq mètres, le forage des puits avait révélé l'existence d'une couche d'argile d'un mètre et demi en moyenne, reposant sur un second lit de roc. Ce fut dans cette couche moins résistante que le contre-mineur entra en galerie, à six ou sept mètres par conséquent au-dessous du sol. La solidité des deux bancs entre lesquels il travaillait lui permettait de gagner du temps, car elle le dispensait de la lente opération du coffrage. En six ou sept semaines il avait fort avancé son œuvre, lorsque, vers le commencement du mois de janvier, un déserteur de la légion étrangère annonça que les Français avaient

entrepris de cheminer souterrainement vers le bastion du Mât. Presque en même temps, le prince Menchikof communiquait au colonel de Todleben un plan du siége, lithographié à Paris, et sur lequel était indiquée une galerie dirigée suivant la capitale du bastion, avec une chambre de mine sous le terre-plein du saillant. On se hâta, on pressa le travail surtout dans la direction menacée ; on redoubla de vigilance ; les oreilles les plus exercées furent appliquées aux écoutes, et cependant jusqu'au 30 janvier aucun bruit suspect ne se laissa entendre. A cette date, le développement des contre-mines, galerie d'enveloppe et rameaux, dépassait 1400 mètres.

La guerre souterraine n'était sérieusement entreprise, du côté des Français, que depuis six semaines environ ; il n'y avait eu jusque-là que des sondages qui avaient fait connaître la disposition alternée des couches de calcaire et d'argile. Ce fut seulement le 11 décembre que, par deux puits ouverts dans la troisième parallèle, le mineur commença d'entrer en galerie. Il se dirigeait suivant la capitale du bastion, fouillant l'argile avec activité, mais ne prenant point, à mesure qu'il avançait, assez de précaution pour dissimuler sa marche, car il ne s'imaginait pas que l'ennemi pût être sur ses gardes. Ce fut ainsi que son approche fut reconnue le 30 janvier ; il était à 110 mètres de son point de départ, à 30 mètres environ de son but. Pendant trois jours, les Russes le laissèrent approcher encore ; puis, quand ils jugèrent la distance

suffisamment réduite, ils préparèrent un camouflet avec une charge de 197 kilogrammes de poudre ; c'était deux fois plus qu'à l'ordinaire; mais aussi voulaient-ils produire un plus grand effet. Le 3 février, la nuit venue, tout était prêt; dans le bastion, dans les batteries voisines, les hommes de garde étaient avertis, toutes les bouches à feu pointées sur la parallèle française et chargées à mitraille. A neuf heures, le fourneau joue ; la détonation est sourde ; au-dessus de la chambre, la terre se soulève et retombe autour d'un petit entonnoir ; mais plus loin, une lueur vive, avec un jet de fumée, a éclairé un instant la parallèle ; la garde de tranchée, surprise, est à découvert sur le parapet, en rumeur ; aussitôt la canonnade éclate, la mitraille pleut ; l'artillerie française à son tour se déchaîne et répond. En définitive, le triomphe du contre-mineur était complet ; le camouflet avait traversé de bout en bout la galerie française, tué les deux premiers mineurs et blessé la plupart des autres ; effet plus considérable, il avait ruiné les projets de l'attaque. Il fallait combiner de nouveaux plans, essayer d'un changement de tactique.

Le maréchal Vaillant ne pouvait pas être insensible à ce mécompte. « Quoi qu'il en soit, écrivait-il au général Bizot, aujourd'hui que voilà la guerre de mine engagée, il faut la pousser vigoureusement et à l'honneur du corps du génie. Donnez donc à vos travaux une impulsion aussi grande et aussi méthodique que possible. N'abandonnez pas cette grosse question de mines

à vos jeunes gens ; il y va de l'honneur de notre corps du génie français. » Le général Bizot eut bientôt arrêté un plan tout contraire, on pourrait dire absolument perpendiculaire au premier. Au lieu de pousser directement au bastion, puisque la route était évidemment barrée par l'adversaire, il résolut de se déployer en quelque sorte en face de lui, de développer son attaque à droite et à gauche, et d'ouvrir, par une série de fourneaux disposés sur une ligne légèrement concave, une suite de larges entonnoirs dont l'ensemble formerait une quatrième parallèle où la sape n'aurait plus qu'à régulariser l'œuvre de la mine. L'invention était neuve ; elle déconcerta l'ennemi à son tour. Comme il attendait toujours la reprise du cheminement sur la capitale du bastion, il multipliait de ce côté-là des explosions qui ne faisaient guère que du bruit, tandis que le mineur français, plus ménager de sa poudre, ne rendait le camouflet qu'à coup à peu près sûr, lorsque le contre-mineur s'aventurait trop dans son voisinage. Il fallut un certain temps à celui-ci pour reconnaître la direction nouvelle des attaques, et lorsqu'il se mit en mesure d'y parer, le mois de mars touchait à son terme.

Pendant ces opérations mystérieuses de la guerre souterraine, on escarmouchait souvent au-dessus, devant le bastion du Mât, plus souvent vers la redoute Schwartz et le bastion Central, toujours au sujet des logements d'une part, des sapes avancées de l'autre. Dans l'intérêt des approches, le génie réclamait un

feu d'artillerie violent, soutenu, sous la protection duquel il pourrait reprendre son élan, et l'artillerie se déclarait prête. Elle l'était moins sans doute devant Karabelnaïa, mais elle ne doutait point d'y rendre de bons services. Les Anglais eux-mêmes réclamaient l'ouverture du bombardement. Pressé par l'opinion générale qui trouvait des organes respectueux, mais fermes, jusque dans son état-major, lord Raglan s'était décidé enfin à sortir d'une réserve que les premières négociations de Vienne, les chances d'abord entrevues d'une solution pacifique, auraient pu expliquer, du moins en partie. « Les préoccupations de lord Raglan, dont vous m'entreteniez dans une de vos précédentes lettres, écrivait de Constantinople M. Benedetti au général Canrobert, et qui le portaient à retarder l'ouverture du feu, étaient tombées dans le domaine public; j'ai eu occasion de m'en entretenir avec l'ambassadeur d'Angleterre. Lord Stratford n'a pas hésité à me déclarer que si les bruits qui circulaient à cet égard étaient exacts, le commandant en chef de l'armée britannique se méprenait sur les véritables dispositions de son gouvernement. » Quoi qu'il en soit, dans une conférence où se trouvèrent chez lord Raglan, le 2 avril, le général Canrobert, sir Edmund Lyons et le vice-amiral Bruat, il fut arrêté que, le 9, le feu serait ouvert par toutes les batteries d'attaque, devant Karabelnaïa et devant la Ville, et qu'en même temps les escadres feraient contre les ouvrages de mer des démonstrations offensives. Deux

résultats pouvaient être obtenus par ce bombardement général : ou bien, l'artillerie de la défense étant démontée, les remparts bouleversés, il serait possible de donner l'assaut, ou bien, le prince Gortchakof venant par le dehors au secours de la place aux abois, il serait possible de lui livrer bataille et d'en finir, une bonne fois, avec l'armée de secours. Dans l'attente particulièrement de cette seconde chance, les généraux en chef avaient adressé à Omer-Pacha l'invitation de se joindre à eux avec une partie de ses forces, et il vint, en effet, d'Eupatoria devant Sébastopol, amenant un renfort de 18000 hommes et de trente pièces de campagne.

Pour un assaut, pour une bataille, il faut tout régler, penser à tout; il suffit quelquefois d'un petit détail négligé pour compromettre un grand succès. C'est pourquoi le général Canrobert voulait savoir des commandants de corps si les baïonnettes leur paraissaient suffisamment acérées; à quoi le général Pélissier répondait par cette apostille à la note du général en chef : « Il me semble que jusqu'ici elles ont bien piqué. » C'était un mot de soldat, bien de circonstance; quoiqu'il ne fût pas dans le secret des états-majors, le soldat pressentait instinctivement, devinait à certains signes l'action prochaine. Il était joyeux, actif, délibéré. Aux attaques de droite surtout, la perspective d'un beau duel avec les Ouvrages blancs et le mamelon Vert redoublait la bonne humeur des constructeurs de tranchées et de batteries. Un coup

de malheur vint cependant assombrir de ce côté-là les visages. Dans la nuit du 1er au 2 avril, au cheminement central de l'attaque Victoria, le chef de bataillon du génie Masson venait d'être blessé mortellement; appelé pour le remplacer au travail, le commandant de Saint-Laurent tomba presque aussitôt, la tête fracassée par une balle. Quelle que fût l'infériorité de son grade, la mort du commandant de Saint-Laurent fut partout déplorée comme une grande perte. C'était un de ces officiers d'une distinction rare, sur qui toute une armée a les yeux; il eût été des leurs, que les Anglais ne l'auraient pas regretté davantage.

III

La fête de Pâques. — Bombardement du 9 avril. — Blessure et mort du général Bizot. — Ouverture par la mine d'une quatrième parallèle devant le bastion du Mât. — L'assaut encore ajourné. — Lettres du général Niel à l'empereur et au maréchal Vaillant. — Perplexité du général Canrobert.

La célèbre canonnade du 17 octobre ne pouvait plus passer que pour une escarmouche en comparaison du bombardement qui se préparait. L'artillerie française avait en batterie 388 bouches à feu, dont 84 servies par les marins, et réparties : 92 aux attaques de droite, 296 aux attaques de gauche ; l'artillerie anglaise en avait 132 ; au total 520 pièces dans les batteries alliées. L'artillerie russe, dans les ouvrages de terre seulement, n'en comptait pas moins de 998. C'était donc plus de 1500 pièces qui pouvaient tirer à la fois ; cependant, comme beaucoup n'étaient disposées que pour fournir un service temporaire, secondaire ou accessoire, on peut réduire à 910 le nombre déjà formidable de celles qui devaient prendre constamment part à la lutte, avec des approvisionnements de 700 coups en moyenne par pièce. Quarante-huit mille Russes dans Sébastopol, cent trente mille Français, Anglais et Turcs sur le plateau de Chersonèse, étaient prêts pour le drame qui devait suivre.

Le dimanche 8 avril était le grand jour de Pâques, la sainte fête que l'Église grecque a coutume de célébrer avec une solennité particulière. La nuit qui précède est consacrée à la prière, aux actions de grâces, à la joie pieuse qu'inspire aux fidèles la Résurrection du Sauveur. A Sébastopol, on ne pouvait pas manquer à ce devoir. Les cloches sonnaient à toute volée; officiers, soldats, marins, tous ceux qui n'étaient pas rigoureusement de service, se hâtaient vers les églises, un cierge à la main, dans leur plus bel uniforme; les autres, sur les remparts, dans les ouvrages avancés, s'associaient de cœur à l'acte religieux que leurs camarades pouvaient accomplir. La nuit s'écoula belle et calme; à peine quelques rares détonations en troublèrent le solennel silence. Bientôt le soleil se montra dans un ciel splendide. Alors, sur la longue étendue de l'enceinte fortifiée, depuis le fort de l'Artillerie jusqu'à la pointe du Carénage, tous les bastions, toutes les batteries se parèrent pour recevoir dignement la procession qui allait faire le tour des remparts. Le peu de verdure et de fleurs hâtives que la saison pouvait fournir entourait les saintes images et surtout l'*icône* du Sauveur, placée là où était le plus grand péril, au saillant du bastion du Mât. Après que les prêtres furent passés, lentement, au chant des hymnes, on vit les familles des marins canonniers accourir, échanger le baiser de Pâques, les femmes avec leurs maris, les enfants avec leurs pères, et tous partager ensemble, au milieu des engins de guerre,

le mets bénit, le mets pascal qui aurait dû, selon l'usage, décorer la table commune, près du foyer domestique. Puis des groupes joyeux se formèrent ; chansons de matelots, chansons de soldats, refrains populaires, s'entremêlaient, se répondaient, et des rondes tournaient allégrement à côté des chanteurs. Plus loin, dans la Ville, la musique militaire avait un cercle d'auditeurs sous les arbres du petit boulevard. On oubliait la guerre, et le sentiment religieux des assiégeants leur interdisait d'en réveiller trop durement le souvenir. Chez eux comme chez les assiégés, avec moins de pompe, moins de cérémonies, une simplicité plus grave, avec un respect aussi grand des choses saintes, avec une émotion aussi profonde, avec ce recueillement de l'homme de guerre qui se sent plus qu'aucun autre sous la main de Dieu, le dimanche de Pâques avait eu sa célébration solennelle.

Le soir venu, tandis qu'à Sébastopol on comptait sur un second jour de fête, les alliés se préparaient pour un tout autre lendemain. Chaque chef de batterie avait ordre de dégager ses embrasures, de charger ses pièces et de faire feu, sans attendre aucun signal, dès que le jour lui permettrait de distinguer le but assigné à son tir. Pendant la nuit, le temps, qui s'était maintenu beau depuis trois semaines, changea subitement. Le vent s'éleva du sud-ouest jusqu'à souffler en tempête, fouettant la mer et les nuages bas, mêlant les embruns à la pluie, chassant et renouvelant sans cesse une sorte de brouillard à la fois

mobile et constant. Les tranchées étaient inondées, les canons ruisselaient ; cependant, au moment indiqué, à la petite pointe du jour, vers cinq heures, toutes les batteries tonnèrent presque à la fois. Pour Sébastopol, ce fut une vraie surprise; aucun déserteur, aucun espion n'avait, cette fois, ni livré ni découvert le secret des alliés. Aussi pendant quelque vingt minutes la place demeura-t-elle silencieuse; ce fut le bastion de la Quarantaine qui se réveilla le premier; mais bientôt, le vice-amiral Nakhimof ayant donné ses ordres, le feu s'établit régulièrement sur toute la ligne de défense. Dans les forts et batteries de côte, on allumait les fourneaux à rougir les boulets; mais, sauf quelques bâtiments à vapeur commandés pour observer plutôt que pour combattre, l'état violent de la mer ne permit pas aux escadres de faire les démonstrations qu'on avait souhaitées d'elles.

Les heures s'écoulèrent, la journée se passa, toujours sous la pluie, toujours dans un brouillard épaissi par la fumée du canon. Comme on attendait, comme on désirait, du côté des alliés, une attaque extérieure, une diversion de l'armée de secours, des reconnaissances étaient fréquemment poussées dans la vallée de la Tchernaïa. « Une patrouille partie de nos grand'gardes pour descendre au pied des mamelons, écrivait le soir même le général Bosquet au général en chef, a eu toutes les peines du monde à remonter, tant les terres sont glissantes sur les pentes, et un de nos soldats disait en riant : « Mais si les Russes

» viennent, il faudra donc leur donner la main pour » les aider! » Les Russes ne vinrent pas ce jour-là, ni les jours suivants. Il fallut renoncer à l'espoir d'être attaqué par l'armée de secours.

Quant au bombardement, il avait produit des effets sensibles : le bastion Central, la redoute Schwartz, la lunette Bielkine étaient hors d'état, le soir, de continuer leur tir; une brèche de six à sept mètres s'ouvrait dans le mur crénelé entre le bastion Central et le bastion de la Quarantaine. Le bastion du Mât, bouleversé, littéralement enseveli — c'est l'expression même du général de Todleben — sous une masse énorme de projectiles creux, était inondé du sang de ses défenseurs. L'aspect du Grand Redan était presque aussi terrible; mais rien n'égalait le désastre des Ouvrages blancs et du mamelon Vert : ces ouvrages — c'est encore l'expression du général russe — avaient été réduits à un état de ruine complète. Il y avait eu, sur toute la ligne de défense, 536 hommes tués ou blessés. Dans les batteries alliées, au contraire, le dommage était peu considérable : les Français n'avaient eu que 69 hommes atteints, les Anglais 23. Cependant l'assaut ne fut donné ni le soir même, ni dans la nuit, ni le lendemain au point du jour. Il est vrai qu'avec sa persévérance habituelle et sa prodigieuse aptitude, le défenseur avait réparé au moins ses plus grosses avaries; son artillerie était à peu de chose près aussi forte que la veille.

Le feu recommença le 10, mais avec moins

d'intensité; de quatre-vingts coups par pièce et par vingt-quatre heures, il était réduit, du côté de l'attaque, à la moitié, trente coups de jour et dix coups de nuit; du côté de la défense, il était plus réduit encore. L'économie des munitions était, de part et d'autre, une des préoccupations du commandement. Cette deuxième journée du bombardement eut donc moins d'effet que la première; les pertes furent cependant plus importantes : 735 Russes, 113 Français, 22 Anglais. Il est vrai qu'un combat assez vif s'était engagé le soir dans les parages du bastion Central; les logements établis en avant de la redoute Schwartz et sur la hauteur du Cimetière, attaqués, pris et repris tour à tour, avaient fini par demeurer en la possession des Russes. La nuit suivante, les Français revinrent à la charge avec plus de succès, car s'ils abandonnèrent volontairement au point du jour leur conquête, ce ne fut qu'après avoir donné au génie le loisir de pousser ses cheminements vers le Cimetière. Malheureusement la journée du 11 avril avait affligé l'armée française d'un grand deuil.

Dans l'après-midi, vers une heure, le général Bizot et le général Niel étaient allés, sur la berge gauche du ravin de Karabelnaïa, reconnaître, du mont Voronzof, la position des contre-approches en avant du mamelon Vert. Les tranchées anglaises que parcouraient les deux généraux avaient leurs parapets d'un profil trop faible, en mauvais état, de plus en plus écrêtés par les boulets russes. Il s'y était produit des brèches

que surveillaient les plus adroits tireurs de l'ennemi. En passant devant l'une d'elles, le général Niel, qui marchait le premier, entendit le sifflement d'une balle, puis tout de suite un cri. Il se retourna : le général Bizot était au fond de la tranchée, sans mouvement; le sang lui sortait par la bouche et par les narines. On se hâta de l'emporter vers l'ambulance la plus proche. Il n'était pas mort; mais la blessure était grave. La balle, entrée derrière l'oreille droite, avait traversé les fosses nasales et s'était arrêtée dans la joue gauche, au-dessous de la pommette. Elle fut extraite facilement, et le médecin en chef, M. Scrive, exprima d'abord quelque espoir. Le bruit de ce malheur s'était propagé rapidement dans les troupes; la désolation était universelle. « Vous ne pouvez vous figurer, écrivait au maréchal Vaillant le général Dalesme, à quel point ce malheureux accident a ému toute l'armée ni quelle sympathie le brave Bizot avait su s'attirer de la part de tous. » — « C'est notre seul accident aux attaques Victoria, disait le général Bosquet; mais il en représente plus de mille. » De son côté, le général Niel écrivait au maréchal Vaillant: « Ce malheur a vivement impressionné l'armée, qui voyait le général présent à tous les dangers, infatigable, montrant un front serein au milieu des circonstances les plus difficiles, toujours bon, aimable et bienveillant. Je vous dirai avec franchise qu'aux dernières nominations les généraux de brigade promus ont eu à souffrir de ce que le général Bizot n'était pas

nommé ; la comparaison des services n'était pas à leur avantage. » Par une triste rencontre, il venait d'être fait enfin, mais trop tard, général de division ; sa nomination était du 12, du lendemain de la fatale blessure. Dès la première nouvelle, le maréchal Vaillant avait écrit au général Larchey : « Si le général Bizot est à Constantinople, s'il va mieux, ce que nous n'osons espérer, dites-lui combien nous sommes fiers de sa belle conduite, si soutenue, si modeste, et combien nous regrettons qu'une si honorable blessure l'éloigne de Crimée. »

Le général Bizot ne put connaître ni les regrets, ni la satisfaction, trop retardée, qui lui venaient de France : il était mort en Crimée, général de brigade. Le 15 avril, au moment où son médecin le soulevait pour lui faire prendre quelques gouttes de bouillon, il avait passé dans ses bras, sans agonie, tout à coup. L'armée, les trois armées, lui rendirent le lendemain les derniers honneurs ; jamais cérémonie funèbre ne fut plus touchante. Le général Canrobert conduisait le deuil ; à côté de lui marchaient lord Raglan et Omer-Pacha ; après, tous les généraux, tous les états-majors, et à l'exception de ceux qui étaient de service, tous les officiers des trois nations. Quand les prières de l'église eurent recommandé à la divine miséricorde l'âme de ce chrétien humble devant Dieu, modeste devant les hommes, le général Niel, le général Pélissier, le général Canrobert, recommandèrent tour à tour à la reconnaissance publique la mémoire de ce

généreux serviteur de la France, à tous, officiers ou soldats, la bonne leçon de cette vie et le noble exemple de cette mort. Ce que dut dire le général Canrobert, nous pouvons le comprendre par ce qu'il écrivait au général Bosquet d'abord : « La mort du général Bizot m'inflige un des plus amers chagrins que j'aie éprouvés de ma vie ; » puis au maréchal Vaillant : « Cette mort est un véritable malheur public ; elle est un deuil pour l'armée tout entière. Le général Bizot avait au milieu d'elle la popularité la plus dignement acquise. Il poussait l'amour du devoir jusqu'au fanatisme, et pendant six mois nous l'avons vu de jour et de nuit à l'œuvre, montrant, au milieu des difficultés les plus ardues, le calme, la fermeté d'esprit, la ténacité, la sérénité les plus extraordinaires. Nos soldats le connaissaient tous ; ils admiraient son ardeur, sa bravoure de sous-lieutenant, et on s'étonnait chaque jour de le voir revenir de la tranchée, après les périls qu'on l'y voyait affronter avec une insouciance et une gaieté qui donnaient à son courage un caractère particulier. Je ne finirais pas, monsieur le maréchal, si je vous disais ici tout ce qu'a été parmi nous cet excellent homme et tous les regrets qu'il nous laisse. On peut dire qu'il a fait trois fois le siége de Sébastopol, et son esprit plein de ressources et d'initiative s'était constamment montré à la hauteur de cette lourde tâche. Je suis auprès de vous, monsieur le maréchal, l'organe de l'armée de Crimée, en vous suppliant de recommander à l'empereur la famille du général Bizot et de faire que l'avenir

de sa veuve et de ses quatre enfants soit assuré. C'est une dette que Sa Majesté sera, je le sais, empressée et heureuse d'acquitter. C'est encore un devoir pour moi de vous rappeler tout ce que le corps du génie a mérité et mérite chaque jour. Le général Bizot est mort *quatorzième* dans la tranchée; le nombre de leurs blessés est à peu près égal, et je ne saurais trouver dans l'armée de Crimée les moyens de récompenser, dans la proportion qui serait équitable, de si grands efforts et de si grands sacrifices. » Le vœu de l'armée de Crimée, présenté par son général en chef, ne pouvait manquer d'être accueilli par l'empereur, dont le cœur s'apitoyait volontiers aux infortunes particulières: une pension de quatre mille francs fut inscrite sans retard au nom de la veuve du général Bizot, et, l'année suivante, l'empereur la désigna pour être sous-gouvernante du prince impérial.

Le 15 avril, le jour où le commandant en chef du génie français avait cessé de vivre, une des entreprises qu'il suivait avec le plus d'intérêt et d'application, comme son œuvre propre, comme une invention personnelle, avait été conduite à bonne fin par le général Dalesme, le matin même son premier lieutenant, le soir son successeur intérimaire. C'était cette façon neuve d'ouvrir une parallèle avancée devant le bastion du Mât par la substitution de la mine à la sape. On avait donc disposé vingt et un fourneaux chargés ensemble de 26 220 kilogrammes de poudre, et le 15 au soir, à huit heures, on avait donné le feu. Quatre secousses

successives, comme celles d'un tremblement de terre, accompagnées de quatre détonations sourdes, avaient signalé cette explosion gigantesque; des masses énormes de terre et de pierres, de gros fragments de roc, soulevés à une grande hauteur par l'éruption, étaient retombés en gerbes sur le bastion du Mât, sur les batteries voisines; plus de cent hommes, y compris deux mineurs tués dans les contre-mines, avaient été plus ou moins grièvement atteints. Après le premier moment de surprise, l'ennemi n'avait pas tardé à échanger, particulièrement sur ce point, avec les tranchées françaises un feu violent de mousqueterie et de mitraille. Au jour, on vit l'effet de cette mine puissante. Sur une longueur de 170 mètres, une sorte de ravin, large de 15 mètres, profond de 4 ou 5, était ouvert à 60 mètres environ de la contrescarpe russe. Il y avait cependant des lacunes, quelques-uns des cordeaux porte-feu n'ayant point fait leur office, de sorte que, pour faire agir les fourneaux qui n'avaient pas joué d'abord, il fallut plusieurs nuits d'un travail vivement contesté par la défense.

Complète ou non, la quatrième parallèle n'en existait pas moins, et c'était de ce côté-là un grand pas fait par l'attaque. Elle en avait fait un autre, deux jours auparavant, vers le bastion Central. Ces fameux logements, déjà plus d'une fois disputés, avaient été décidément conquis par les Français, dans la nuit du 13 au 14, au moment précis où les Russes travaillaient à les relier par une tranchée continue, en manière de

contre-approche. Ce vigoureux coup de main, ordonné par le général Pélissier, avait été exécuté sur la hauteur du cimetière par dix compagnies sous les ordres du général Breton, de service à la tranchée cette nuit-là, et devant la redoute Schwartz, par six compagnies sous les ordres du général Rivet, chef d'état-major du 1er corps. Les Russes y avaient opposé quatre bataillons. Les logements pris et aussitôt rasés, le génie avait ouvert sur la place même de nouveaux cheminements, d'une part vers la redoute, vers le cimetière de l'autre. Si l'on ajoute à ces succès partiels devant le bastion Central et le bastion du Mât l'élargissement de la brèche ouverte dans le mur crénelé, mais fermée à mesure par des terrassements en arrière, et la destruction de la passerelle du port militaire que l'ennemi rétablit d'ailleurs à cinq ou six cents mètres plus au nord, on aura les seuls résultats un peu remarquables de ce grand bombardement commencé le 9 avril, affaibli peu à peu les jours suivants, et cessé le 19. Pendant ces dix jours, les Russes avaient eu 6130 hommes hors de combat, les Français 1585, les Anglais 265. Les batteries de la place avaient tiré 89000 coups environ, les batteries françaises 130000, les batteries anglaises à peu près 35000. C'était une bien grande consommation de poudre et de fer; c'était surtout un bien grand sacrifice d'hommes, puisqu'il ne devait pas avoir de conséquences plus décisives.

Il en était de l'assaut comme de la canonnade:

à mesure que diminuait l'intensité de l'une, les chances de l'autre s'affaiblissaient. Il y avait eu des conseils de guerre le 8, le 12, le 14, le 16 avril, et chaque fois il en était résulté moins de décision, moins de hâte. L'assaut que tout le monde avait attendu, redouté dans Sébastopol, espéré au dehors, l'assaut reculait toujours. Les Russes étaient surpris et joyeux, les Anglais mécontents, les Français pour le moins étonnés. On ne comprenait plus rien à la conduite de ce siége, à ces démonstrations de force qui finissaient par le contraire, et l'on rentrait tristement dans ce labyrinthe des tranchées comme si l'on n'en devait jamais sortir. Il y avait, non pas du découragement, mais une sorte de résignation fataliste aux ordres comme aux contre-ordres. Les Turcs d'Omer-Pacha n'avaient pas l'obéissance plus morne. Où chercher le mot de cette énigme, le secret de cette situation étrange?

Le général Niel écrivait au maréchal Vaillant, le 16 avril : « Je crois qu'on va marquer le pas, et je ne sais quand on repartira. Je vais tâcher de détourner les généraux en chef d'une tentative aussi dangereuse qu'inutile, qui, j'espère, sera abandonnée. Rien de dangereux comme un siége fait à six ou huit. Omer-Pacha veut aussi avoir un bout de sa façon dans ce qui se fait. Je ne conseillais pas d'engager ce combat d'artillerie, car j'avais et j'ai encore la conviction que, même dans le cas où il eût été plus favorable, on ne se serait pas lancé dans la ville. Je regrette beaucoup,

monsieur le maréchal, que vous ne parliez jamais au général en chef de la conduite du siége. D'après les comptes qui vous sont rendus, vous savez bien à peu près ce que c'est que Sébastopol; de plus, étant auprès de l'empereur, vous savez bien des choses qu'on ne sait pas ici. Je suis convaincu que, si vous aviez écrit dans le sens où je parlais, bien des indécisions auraient été évitées. » Le lendemain, c'était directement à l'empereur que s'adressait le général Niel: « Sire, notre artillerie n'a pas obtenu de grands résultats. Chaque matin la place reprend son feu et chaque embrasure a sa pièce en état de tirer. Les Anglais, peu effrayés d'avoir *six cents mètres* à parcourir pour arriver de leur parallèle au Redan, avaient déclaré qu'ils étaient prêts à donner l'assaut; mais, depuis, les réflexions sont venues, et hier soir les trois généraux en chef ont arrêté qu'on prolongerait le feu en le diminuant sans l'arrêter. Sire, c'est avec un vif regret que je vois se confirmer ce que j'ai toujours pensé : l'assaut est si difficile, si périlleux pour l'armée que, le moment venu, on recule devant lui. La vérité est que, dans ce prétendu siége, on poursuit un but qu'on n'ose pas atteindre quand on s'en rapproche, qu'il n'y a de solution que dans l'investissement, après qu'on aura battu l'ennemi, et qu'il faut par conséquent hâter le plus possible l'arrivée des troupes de l'armée de réserve que Votre Majesté fait former à Constantinople. »

Le général en chef, très-perplexe, oscillait péni-

blement entre les avis contraires. S'il était parfaitement exact que, la veille même du bombardement, il avait eu un sentiment favorable à l'assaut, quarante-huit heures après il s'était évidemment converti aux idées du général du génie, aide de camp de l'empereur. Dès le 10 avril, en effet, il avait écrit à Napoléon III : « Si la supériorité du feu ne nous est pas complétement acquise, ce que nous saurons demain, nous le diminuerons et au besoin l'arrêterons, nous tenant toujours préparés contre l'attaque de l'armée de secours. Si cette attaque, désirée avec tant de raison, ne se produit pas, nous attendrons, en harcelant de notre mieux l'ennemi, l'arrivée de l'armée de réserve de Votre Majesté, convaincus dans ce cas que de l'action de cette armée dépendra le sort de Sébastopol. »

IV

Dessein formé par l'empereur de se rendre en Orient. — Mauvaise humeur de lord Stratford de Redcliffe. — Visite de l'empereur et de l'impératrice à la reine Victoria. — Embarras du ministère anglais. — Résolutions pour la guerre en Crimée. — L'empereur renonce à partir pour l'Orient. — Contradictions en Crimée. — Expédition de Kertch.

On a vu que les premiers ordres au sujet de la formation de cette armée de réserve avaient été envoyés par le maréchal Vaillant au général Larchey, à Constantinople, dès le commencement de février, et que presque en même temps le général Niel était arrivé devant Sébastopol. C'était, dès cette époque, le bruit public, non-seulement à Paris, mais à Londres, à Berlin, à Vienne, dans toute l'Europe, que l'empereur Napoléon III voulait aller de sa personne en Crimée. On s'en préoccupait, on s'en inquiétait partout, en Allemagne et en Autriche, parce qu'on craignait, pendant son absence, quelque trouble en France ou quelque difficulté dans l'Europe occidentale, en Angleterre et à Constantinople, pour d'autres raisons encore. A Constantinople, ce n'était ni du sultan, ni des Turcs que venaient les objections; elles sortaient toutes du palais de l'ambassade britannique. Lord Stratford de Redcliffe voyait avec un chagrin

amer, avec un orgueilleux dépit, cette influence souveraine qui allait rabaisser la sienne propre, et comme il ne l'exerçait assurément pas dans un sens favorable à l'alliance française, il était doublement irrité de ce contre-temps.

Lorsque, l'année précédente, le maréchal de Saint-Arnaud, débarquant à Constantinople et trouvant le général Baraguey d'Hilliers aux prises avec lord Stratford de Redcliffe, avait sacrifié l'ambassadeur de France à l'ambassadeur d'Angleterre, il s'était décidé un peu vite sans doute ; au moins est-il certain que, s'il eût vécu davantage, il n'aurait pas été souvent d'accord avec l'impérieux représentant de la reine. Le 20 janvier 1855, le maréchal Vaillant avait écrit au général Canrobert : « Nous commençons à trouver que nos alliés font bien peu d'efforts et ne se mettent guère en mesure de nous aider comme ils pourraient peut-être le faire. Des plaintes fort nettes sont formulées. A Constantinople, nous ne pouvons faire un pas, prendre une mesure, soumettre une demande au gouvernement ottoman, sans rencontrer sur notre chemin un homme taquin et pointu qui paraît regarder les Français de 1855 comme il pouvait faire de ceux de 1815. C'est trop de douceur de notre côté. J'ai ordonné au général Larchey de prendre ce qu'on ne voudrait pas lui donner. Il faut que tout cela finisse, et quand nous mettons nos approvisionnements, nos ressources de toute nature à la disposition de nos alliés, c'est bien le moins qu'ils ne viennent

pas ou plutôt qu'on ne vienne pas se mettre en travers et contre-carrer nos projets ; c'est bien assez de l'apathie des Turcs. Je ne parle pas des Anglais qui se battent à côté de vous ; je parle des diplomates et du gouvernement qui n'ose pas mettre ceux-ci au pas et à la raison. »

L'arrivée d'un aide de camp de l'empereur, le colonel de Béville, à Constantinople, le 10 mars, l'empressement qu'on mit à lui faire visiter les palais de Balta-Liman et de Beylerbey, désignés par le sultan pour servir de résidence à l'empereur et à l'impératrice, d'autres incidents encore portèrent au comble l'irritation de lord Stratford. « Constantinople est évidemment préoccupé de l'arrivée de Sa Majesté l'empereur, écrivait le général Larchey au maréchal Vaillant, le 2 avril ; le sultan se prépare à fêter son hôte illustre, dont la présence le soulagera de la pression de l'Angleterre. Les Anglais de Constantinople sont généralement mécontents de l'arrivée de l'empereur. On a été jusqu'à dire que si Sa Majesté venait, l'ambassadeur lord Stratford de Redcliffe quitterait la ville. »

S'il était vrai que la colonie anglaise eût jamais partagé à ce point la passion de l'ambassadeur, il faudrait s'empresser d'ajouter qu'il n'y avait rien de pareil à Londres, où c'était même tout le contraire. Lorsque l'empereur et l'impératrice y vinrent faire visite à la reine Victoria, du 16 au 21 avril, le public leur ménagea le plus brillant et le plus chaleureux

accueil. Il n'y avait de préoccupations que dans le gouvernement et parmi les hommes d'État, qui sentaient bien que, l'empereur Napoléon s'en allant en Crimée, il y serait, par la force des choses, généralissime des forces alliées, de sorte que l'armée anglaise n'aurait plus sa complète indépendance. Discrètement contenues dans un cercle étroit, ces préoccupations ne firent aucun éclat d'ailleurs, et l'empereur Napoléon III put se donner l'air de les ignorer absolument. Il apportait à Londres un programme tout fait, comprenant une certaine répartition des forces alliées et un certain plan de campagne. Ce programme examiné, discuté, approuvé en partie du moins, se trouve résumé dans une note faite en double au palais de Buckingham, le 21 avril, signée par les deux ministres de la guerre d'Angleterre et de France, et dont voici le texte exactement :

« A la suite d'une conférence entre l'empereur Napoléon et les ministres de Sa Majesté la reine d'Angleterre, il a été convenu ce qui suit : 1. Que le résultat du feu ouvert depuis le 9 avril contre Sébastopol ait été avantageux ou non, il faut prendre des mesures telles, que, tout en assurant le matériel de siége contre toute chance fâcheuse, on puisse tenir les tranchées ou garder la ville, si elle est prise, sans avoir besoin d'un corps de plus de 60 000 hommes. — 2. Le surplus des forces alliées devra être disponible et pouvoir agir offensivement, dans le but de compléter l'investissement de Sébastopol, après une défaite ou la dis-

persion de l'armée russe qui tient la campagne. — 3. A cet effet, ces forces disponibles seront partagées en deux armées d'opération. — 4. L'armée de siége se composera de 60 000 hommes, dont 30 000 Français et 30 000 Turcs; elle sera sous le commandement du général Canrobert. — 5. La première armée d'opération sera formée par l'armée anglaise, c'est-à-dire de 25 000 Anglais et du contingent sarde de 15 000 hommes, auxquels on ajouterait 5000 Français et 10 000 Turcs, si c'est possible. De toute manière, cette armée, qui sera sous le commandement de lord Raglan, ne devra pas être au-dessous de 45 000 hommes. — 6. La seconde armée d'opération se composera de 45 000 Français déjà devant Sébastopol et des 25 000 hommes de même nation qui se réunissent actuellement comme réserve à Constantinople; en tout 70 000 hommes, sous le commandement direct de l'empereur Napoléon ou de tel général qu'il désignera. — 7. Quant au plan des opérations mêmes et aux combinaisons qui s'y rattachent, il n'est pris aucune décision en ce moment. — 8. En vue de la mise à exécution de ce qui est indiqué ci-dessus, il est convenu que des ordres seront donnés au général Canrobert et à lord Raglan pour qu'ils aient à prendre toutes les dispositions qui mettront leurs troupes à même d'agir comme on vient de dire; que toutes les troupes anglaises et françaises devront être réunies près de Sébastopol en aussi grandes forces et aussitôt que possible, à l'exception des 25 000 Français qui se

rassemblent à Constantinople; que le contingent sarde se rendra tout entier à Balaklava; enfin, que tous les bâtiments de transport qui sont actuellement dans la Méditerranée et la mer Noire, et qui doivent transporter soit les troupes sardes, soit les troupes françaises que des vaisseaux ont reçu l'ordre d'aller prendre à Marseille, devront, ces transports effectués, demeurer dans la mer Noire. — Approuvé par ordre de Sa Majesté, Panmure. — Approuvé par ordre de l'empereur, maréchal Vaillant. »

Dans l'intention de donner le change aux Russes et de dérouter les espions qu'ils entretenaient à Constantinople, le maréchal Vaillant avait fait au général Larchey une fausse confidence, qui était que l'armée de réserve aurait à s'embarquer pour Varna ou pour Kustendjé, afin d'opérer en Bessarabie de concert avec l'armée turque du Danube. Dans le même temps il faisait partir le général Regnaud de Saint-Jean-d'Angély qui devait commander, sous les ordres de l'empereur, cette réserve composée de trois divisions, une de la garde, deux de la ligne.

L'empereur était rentré à Paris le 22 avril; le 28, comme il passait à cheval dans les Champs-Élysées, un Italien, nommé Pianori, tira sur lui deux coups de pistolet sans l'atteindre. Déjà ses conseillers les plus intimes avaient essayé de le dissuader de cette campagne qu'il voulait faire. « L'attentat du 28 avril, disait trois jours après le maréchal Vaillant, nous a fait mieux sentir le danger qu'aurait couru la France

si Sa Majesté était allée en Orient. » Ils revinrent à la charge, l'empereur céda ; ses projets furent rompus, et le gouvernement anglais se trouva du même coup tiré d'inquiétude. Un officier de la maison impériale, le commandant Favé, fut dépêché aussitôt avec le programme et le plan de campagne auquel le général Canrobert avait ordre de se conformer et mission de concilier autrui.

En Crimée, un revirement nouveau s'était produit dans les hautes régions du commandement, et c'étaient les partisans de l'assaut qui avaient repris le dessus. Dans une conférence tenue le 23 avril, entre les généraux du génie et de l'artillerie français et anglais, l'avis unanime avait été pour l'assaut à très-bref délai, à moins qu'une grande opération d'investissement ne fût réalisable dans un intervalle de dix jours; assurément elle ne pouvait pas l'être. Lord Raglan, pour sa part, était fermement résolu à donner l'assaut; le général Canrobert s'y rallia donc. Que pouvait faire le général Niel ? Il s'y rallia aussi, malgré qu'il en eût. « Une grande résolution a été prise par les généraux en chef, écrivait-il le lendemain; j'espère qu'elle sera couronnée de succès. Quand un parti est pris, tout ce qui peut me faire douter qu'il soit bon me paraît hors de saison. » L'assaut devait être donné le 28, après une reprise du bombardement pendant quarante-huit heures : les Anglais devaient se lancer sur le Grand Redan, les Français assaillir à droite les Ouvrages blancs et le

mamelon Vert, à gauche le bastion du Mât, le bastion Central et même le bastion de la Quarantaine.

On en était là, le 25, et pour la dernière fois le général Canrobert était en train de régler avec les généraux Pélissier, Bosquet, Thiry et Dalesme les derniers détails d'exécution, quand tout à coup survint une communication du vice-amiral Bruat : c'était une lettre qu'il venait de recevoir au moment même du ministre de la marine avec l'injonction d'avoir à réunir, pour le 10 mai, à Constantinople tous les navires à vapeur disponibles, attendu qu'à cette date le corps de réserve devait être embarqué d'un bloc et entrer en opération tout de suite. En moins d'une seconde, l'assaut perdit toutes les chances qu'il avait regagnées depuis trois jours. « Était-il possible, fit observer le général en chef, de jouer sur une carte aussi hasardeuse, avec les chances présentes, l'avenir de la guerre, c'est-à-dire les destinées de l'armée et peut-être celles du pays, alors que, dans un avenir très-rapproché, l'appui d'un corps de réserve qui était presque une seconde armée serait acquis aux opérations? Ne serait-ce pas livrer à la fortune, dans des conditions difficiles à justifier, une situation qu'un ajournement limité semblait devoir assurer contre tout hasard ? » L'unanimité des généraux présents fut acquise, d'après le général Canrobert, à cette appréciation nouvelle, inopinée des affaires ; lord Raglan, paraît-il, se laissa lui-même persuader, sinon convaincre. Une sorte de dédommagement, et si l'on peut ainsi dire, un

à-compte, lui fut en même temps concédé par son collègue, disposé à tout, hormis l'assaut.

Il y avait longtemps que, dans les quartiers généraux comme dans les états-majors des flottes, on demandait l'occupation du détroit de Kertch et l'interdiction absolue des communications russes par la mer d'Azof. « Je sais, disait le vice-amiral Bruat au général Canrobert, je sais que, comme moi, vous attachez une extrême importance à cette expédition. » En effet, à peine avait-il recueilli la succession du maréchal de Saint-Arnaud, que le nouveau général en chef s'était empressé d'écrire au vice-amiral Hamelin : « Veuillez me dire si vous avez pu, de concert avec l'amiral Dundas, envoyer des navires à vapeur du côté de Kertch, comme le maréchal vous l'avait demandé. Les masses russes qui peuvent se réunir dans la Crimée ne sauraient vivre que par là, et il est certain qu'elles seraient peu à craindre pour nous qui sommes maîtres de la mer Noire, si le gouvernement vous avait donné les moyens de dominer la mer d'Azof et ses détroits. » Bien souvent il était revenu sur le même sujet avec le vice-amiral Bruat comme avec son prédécesseur. « Soyez assuré, lui écrivait-il une fois entre autres, que la mer d'Azof est l'un des points les plus vulnérables des positions de l'ennemi, et que toute expédition maritime qui serait dirigée de ce côté aurait des résultats très-importants pour l'avenir de nos opérations. J'en ai, d'ancienne date, entretenu le ministre de la guerre, comme vous le ministre de la ma-

rine. » C'étaient les moyens qui avaient fait défaut jusque-là : les moyens ne manquaient plus ; l'intérêt de l'empereur — qu'on attendait toujours — exigeait, pour le succès de la campagne qu'il voulait faire à l'est de Sébastopol, l'occupation préalable de Kertch ; enfin la saison ne pouvait pas être plus favorable.

Le 29 avril, le principe de l'expédition était adopté ; le lendemain lord Raglan écrivait au général Canrobert : « L'importance de cette opération et la nécessité de l'entreprendre sans le moindre retard me paraissent telles, que je considère comme mon devoir de distraire de l'armée sous mes ordres tout ce qu'il sera possible sans compromettre sa sûreté et sans arrêter les progrès des travaux de siége. Votre Excellence sait que mes troupes ne sont pas trop nombreuses : je prends sur moi néanmoins d'affecter à ce service spécial et de courte durée une brigade, celle des *highlanders*, une batterie d'artillerie et quelques sapeurs, et sir Edmund Lyons ajoutera à cette force un bataillon de ses marins, ce qui fera en tout 2500 hommes, sans compter les officiers et les sous-officiers. L'importance d'une expédition à Kertch est si grande, les gouvernements français et anglais y attachent tant de prix, et sa réussite dépend tellement de son exécution immédiate, que j'aime à croire que vous jugerez comme moi qu'il n'y a pas de temps à perdre. Dans cette pensée je prie M. le général sir George Brown de passer chez vous, ainsi que cela avait été convenu hier. » Le général Canrobert hésitait, non sur l'expédition même,

mais sur le plus ou le moins de troupes qui devaient y prendre part : il craignait que l'effectif convenu, 7500 Français, 2500 Anglais, ne fût pas assez fort. Cependant, le 1er mai, il répondait à lord Raglan : « Puisque Votre Seigneurie est d'avis, malgré les observations que j'ai cru devoir lui soumettre, que cette entreprise faite avec les forces indiquées se présente avec des chances favorables de succès, je m'empresse de lui faire connaître que je donne des ordres pour le prochain embarquement du corps français. » C'était la division du général d'Autemarre qui était désignée pour concourir à cette expédition, dont le commandement supérieur était dévolu, par ancienneté de grade, à sir George Brown. Le 3 mai au soir, les troupes étaient embarquées et les escadres prenaient la mer.

V

Le câble sous-marin. — Les télégrammes. — Rappel de l'expédition de Kertch. — Le général Niel nommé au commandement du génie de l'armée. — Irritation des Anglais. — Enlèvement des contre-approches du bastion Central. — Désaccord entre le général Canrobert et lord Raglan. — Opinion du général Pélissier.

Au milieu des problèmes déjà si compliqués dont on vient de poser les termes était apparu subitement un facteur nouveau, d'une puissance indéfinie, d'une valeur incommensurable. Depuis le 25 avril, un câble télégraphique, immergé entre Varna et le monastère Saint-George, mettait la Crimée en communication directe avec Paris et Londres. En vingt-quatre heures on pouvait envoyer une dépêche et recevoir la réponse. C'est merveilleux! s'écriait le maréchal Vaillant. Voyons les merveilles du télégraphe.

Le 4 mai, vers une heure du matin, le général Canrobert recevait l'ordre suivant, télégraphié du cabinet de l'empereur, le 3, à une heure après midi : « Le moment est venu de sortir de la situation où vous êtes. Il faut absolument prendre l'offensive. Dès que le corps de réserve vous aura rejoint, rassemblez toutes vos forces et ne perdez pas un jour. Je déplore bien de ne pouvoir aller moi-même en Crimée. » Une heure

après, c'est-à-dire à deux heures du matin, le 4, le général Canrobert expédiait sur l'aviso *le Dauphin* un de ses officiers à la recherche du vice-amiral Bruat, avec ce billet écrit à la hâte : « Je reçois de Sa Majesté l'empereur des ordres qui sont partis de Paris hier, à une heure de l'après-midi. Ils me mettent dans la nécessité absolue de vous inviter à rentrer à Kamiesch avec l'escadre et les troupes qu'elle porte à Kertch. J'ai prié lord Raglan d'en écrire à M. l'amiral Lyons, sous les yeux duquel je vous prie dans tous les cas de mettre la présente dépêche. Je vous ferai connaître dès votre arrivée les ordres de l'empereur. » A cinq heures du matin, le général en chef répondait au télégramme impérial : « Hier, à la nuit, un corps anglo-français est parti sur la flotte pour aller à Kertch. Comme je vous rendais compte, votre dépêche d'hier 3 mai, à une heure du soir, m'arrive. Elle m'oblige à envoyer, sans perdre un jour, tous les moyens de la flotte à Constantinople. Je fais rentrer l'expédition, contre l'avis de lord Raglan, et vais me conformer à vos ordres. » Ce même jour, 4 mai, à onze heures quarante minutes, par surcroît à la dépêche de la veille, le maréchal Vaillant télégraphiait au général en chef : « L'expédition sur Kertch n'est-elle pas un hors-d'œuvre? Né nous privera-t-elle pas de ressources précieuses en hommes et surtout en navires dont vous avez tant besoin pour les approvisionnements en fourrage de notre cavalerie? Ce détachement au loin ne paralysera-t-il pas vos autres mouvements? Réflé-

chissez-y. Ces questions vous sont posées par l'empereur. »

Le lendemain 5, après avoir reçu ce dernier télégramme, le général Canrobert adressait au maréchal, par la voie de la poste, une dépêche qui résumait tous les incidents qu'on vient de voir. « Ma lettre du 1er mai, disait-il, vous a fait connaître les conditions dans lesquelles je me suis trouvé placé, pour le coup de main à exécuter du côté de Kertch, vis-à-vis de lord Raglan qui, s'appuyant sur l'importance qu'attachait son gouvernement à l'exécution de cette opération à laquelle il entrevoyait de grandes chances de succès, m'a mis dans la nécessité de m'y associer. Depuis, votre dépêche télégraphique du 2 mai, huit heures du soir, qui met le corps de réserve à ma disposition, et celle de l'empereur du 3 mai, une heure du soir, qui me faisait connaître ses intentions, m'ont fait considérer cette opération comme inopportune, et j'ai annoncé à lord Raglan que j'invitais l'amiral Bruat à rentrer immédiatement à Kamiesch, en le priant d'écrire dans le même sens à l'amiral Lyons. Mon instance à ce sujet a vivement préoccupé et contrarié lord Raglan, qui a cru cependant devoir s'y rendre. J'ai envoyé sans perdre de temps un bateau à vapeur auprès de l'amiral Bruat qui était encore à petite distance, et j'attends d'un instant à l'autre le retour des troupes. J'enverrai immédiatement à Constantinople, pour y concourir à l'enlèvement du corps de réserve, tous les bâtiments à vapeur que ce retour remettra à

ma disposition. Aujourd'hui je reçois votre dépêche télégraphique du 4 mai, onze heures quarante minutes. Elle me prouve que l'empereur et vous avez jugé comme moi l'opération sur Kertch. J'en suis heureux, et cette dépêche me rassure au sujet de l'espèce de pression que j'ai dû exercer sur lord Raglan pour l'amener à se rendre à mon vœu sur ce point. Il est certain que, du moment que je puis disposer du corps de réserve, l'ensemble de nos efforts doit tendre à assurer son transport en Crimée. Toute opération latérale, même de courte durée, devant disperser nos navires et nos moyens de toute nature, serait, comme le dit votre dépêche télégraphique, un hors-d'œuvre. »

Le 4 mai, à cinq heures du soir, l'aviso *le Dauphin* avait rallié l'escadre et communiqué avec le vice-amiral Bruat, dont la surprise fut grande. Plus ému de beaucoup, sir Edmund Lyons n'avait pas encore reçu le 5, à neuf heures du matin, la dépêche de lord Raglan. Cependant, à sa demande, et pour lui donner le temps de rejoindre, son collègue avait donné l'ordre de marcher lentement, sous petite vapeur, dans la direction de Kamiesch. En donnant au général Canrobert avis de son retour, le vice-amiral Bruat ajoutait ce simple rapport, qui valait un reproche : « Dès le point du jour, le *Spitfire*, capitaine Spratt, et le *Fulton*, capitaine Le Bris, sont venus des parages de Kertch à la rencontre des deux escadres. Les renseignements apportés par ces officiers étaient des plus favorables

et présageaient un prompt succès à l'expédition. » Le 6, les troupes mises à terre regagnaient, fort désappointées, leurs campements, au milieu de leurs camarades surpris de les revoir sitôt.

Depuis la mort du général Bizot, le général Niel était auprès du général en chef un conseiller très-écouté; mais comme il n'avait ni commandement réglé, ni autorité effective, il avait écrit au maréchal Vaillant : « Je pense que vous avez proposé à l'empereur de nommer sans retard un commandant du génie. Je me tiens prêt pour le cas où ce serait moi; il ne faut pas d'interrègne. » Ce fut lui en effet qui reçut la succession du général Bizot; le général Dalesme, qui avait fait l'intérim, promu général de division, retournait au 1er corps. Le 5 mai, le maréchal Vaillant annonçait, par le télégraphe, ces mutations au général Canrobert, et lui écrivait en même temps par le courrier : « Le général Niel s'est à peu près offert pour commander le génie de votre armée : je ne pouvais laisser échapper une pareille occasion. Il était dans une fausse position : elle se trouve aujourd'hui régularisée et convenable. Vous avez apprécié le général; je ne vous en dis rien, vous le connaissez. Ses conseils sont toujours nets, prudents, décidés, pleins de droiture et de désintéressement. Vous voilà à la tête d'une grande et belle armée; nous attendons de grandes et belles choses. A vous de cœur. » Dans la soirée du même jour, aussitôt après la réception du télégramme expédié de Paris le matin, le général Niel, avisé par

le général en chef, écrivait au maréchal : « Je ferai mes efforts pour justifier la confiance de l'empereur. Les difficultés sont grandes et nos plans bien changeants ! Nous allions nous mettre à l'œuvre pour fortifier Kamiesch[1], l'expédition de Kertch nous a arrêtés. J'ai bien fait ce que j'ai pu pour l'ajourner au moins d'un ou deux jours, prévoyant bien qu'alors elle n'aurait pas lieu ; je ne l'ai pas obtenu. La communication directe par le télégraphe pourra rendre d'immenses services. Les dernières dépêches relatives à l'emploi du corps de réserve lèvent déjà bien des difficultés et tracent la route à suivre. La santé du soldat est bonne, son moral est excellent ; nous avons tout à perdre à attendre, tout à gagner à agir vite et avec résolution. »

Exaltés par le général Niel, les mérites du télégraphe étaient fortement contestés par d'autres, par le général Larchey notamment, qui écrivait de Constantinople au ministre de la guerre : « De la rapidité des communications naîtront quelquefois des inconvénients majeurs. On pourra donner de Paris des ordres et contre-ordres qui saccaderont le commandement. Ainsi tout le monde accuse le télégraphe électrique d'avoir fait manquer l'expédition de Kertch, dont on attendait de très-beaux résultats. Mieux eût valu ne pas la commencer que de rebrousser chemin quand

[1] Le maréchal Vaillant avait recommandé plusieurs fois de fortifier Kamiesch. Dès le 29 mars, il avait écrit au général Canrobert : « Si la paix ne se fait pas immédiatement, il faut nous mettre en mesure de prendre une grande et belle offensive. Comment la prendre, comment ne lais-

on était près d'atteindre le but. A présent les Russes sont avertis ; Kertch et le détroit de la mer d'Azof seront mis dans le meilleur état de défense, et nous ne pourrons y pénétrer qu'au prix de sacrifices beaucoup plus grands. A tort ou à raison il y a un tollé général au sujet du contre-ordre de l'expédition de Kertch. Marins et soldats se sont rongé les poings. » L'émotion n'était guère moins vive en Crimée, chez les Anglais surtout.

Depuis la rupture des projets d'assaut, ils n'avaient pas cessé de réclamer la reprise du feu et tout au moins l'enlèvement des contre-approches, qui de jour en jour devenaient plus menaçantes. De son côté, le général Pélissier ouvrait et soutenait un avis analogue. Plusieurs fois il avait fait attaquer, occuper ou détruire les logements de l'ennemi ; l'ennemi ne s'en opiniâtrait pas moins à en établir de nouveaux, plus nombreux et plus solides. C'était ainsi que, dans la nuit du 23 au 24 avril, le général de Todleben avait barré par quatre grands logements l'espèce d'isthme qui s'allongeait entre le ravin Zagorodnaïa et le ravin de la Ville, et par lequel les sapes françaises cheminaient obliquement vers la redoute Schwartz. La nuit suivante, ces travaux avaient été attaqués, occupés d'abord et même ruinés en partie, mais les Russes, revenus en grande force, avaient fini par y rentrer et

ser qu'une partie de notre armée devant Sébastopol, si nous ne mettons pas en sûreté avant tout cette baie que nos troupes ont si justement appelée baie de la Providence ? Ce projet nous assure la possession de ce coin de terre à jamais, si nous voulons ; c'est un nouveau Gibraltar. »

s'y maintenir. Depuis ils y en avaient ajouté d'autres, de sorte qu'au 1er mai le tout constituait, sur deux lignes reliées entre elles, un ouvrage fermé, important, armé de neuf mortiers de petit calibre, en attendant une artillerie plus puissante. Il n'y avait pas un jour à perdre ; à force d'insistance le général Pélissier finit par emporter le consentement du général en chef. « S'il m'était donné de décider, je n'hésiterais pas, » s'était-il écrié d'un tel accent qu'aucune hésitation n'aurait pu tenir contre cette conviction irrésistible. Aussitôt il avait donné ses ordres; six bataillons étaient commandés pour l'action que devait diriger le général de Salles. Les Russes avaient quatre bataillons dans l'ouvrage, quatre derrière l'enceinte de la place, en réserve.

A dix heures du soir, par un brillant clair de lune, les troupes d'attaque, sorties brusquement des tranchées en trois colonnes, eurent bientôt franchi les défenses de l'ennemi; celui-ci, pris à l'improviste, hors de garde, fut aussi bientôt hors de résistance, expulsé de l'ouvrage, rejeté, poursuivi jusque sous la redoute Schwartz. Quand ses réserves arrivèrent, il était trop tard : le génie, malgré le feu violent de la place, avait déjà retourné les parapets contre elle, et, le jour venu, une communication rattachait sûrement l'ouvrage conquis aux tranchées prochaines. Le 2, dans l'après-midi, vers trois heures, les Russes essayèrent de le reconquérir par surprise, et leur tête de colonne réussit même à y rentrer; mais un demi-bataillon des

voltigeurs de la Garde, venu promptement à la rescousse à travers champs, par le plus court, aida les défenseurs à repousser définitivement l'attaque. Dans ces deux affaires, les troupes françaises eurent 169 morts dont 11 officiers, et 622 blessés ; la perte totale des Russes passa 900 hommes. L'ancienne contre-approche, qui prit dès lors le nom d'Ouvrage du 2 mai, faisait gagner à l'assiégeant plus de 150 mètres tout d'un coup : succès considérable, et dont le général en chef se crut obligé cependant de s'excuser à Paris, comme d'une contradiction avec le système d'attente qui semblait exclure ces actions de vigueur. « C'est l'une des difficultés de la situation, » disait-il, et de fait, les Anglais se prévalaient de l'exemple donné par le *vieux siége* pour qu'il fût suivi sans délai aux attaques de droite. Lord Raglan envoyait au général Canrobert mémorandum sur mémorandum ; mais, de ce côté-là, le général Canrobert était inébranlable.

En revanche, lorsque le général Canrobert parlait d'opérations générales hors du plateau de Chersonèse, il rencontrait une résistance pareille ; de ce côté-là, lord Raglan était inébranlable. Avait-il ou non, sur ce sujet capital, des instructions de son gouvernement ? Il répondait qu'il n'en avait pas, et dans le même temps l'empereur télégraphiait au général Canrobert : « Dites-moi si vous pouvez bientôt entrer en campagne. Lord Raglan doit avoir reçu des ordres positifs. » Le commandant en chef de l'armée française insistait

auprès de son collègue : « Je viens demander à Votre Seigneurie si je dois conclure du mémorandum que renouvelle M. le général Harry Joues et auquel elle a donné son approbation, que dans son opinion l'attaque de vive force contre l'ensemble des ouvrages extérieurs doive être immédiate et précéder les opérations générales qui se préparent. » C'était certainement l'opinion de lord Raglan, et il trouvait, pour la soutenir, un auxiliaire puissant dans l'armée française.

Le général Pélissier, commandant du 1er corps, avait écrit, le 5 mai, au général Canrobert : « Je ne suis pas de ceux qui regardent notre situation actuelle comme une impasse. Je suis au contraire persuadé que, dans la position inexpugnable que nous occupons, une série d'opérations de siége tendant, à droite à la prise du bastion Malakof, à gauche à la possession du réduit du bastion du Mât, nous rendrait maîtres de Sébastopol, quelle que soit la résistance ultérieure de la garnison, quels que soient les efforts de l'armée de secours. C'est difficile, il est vrai, mais c'est possible, et pour tout militaire ayant étudié la place, ayant examiné son assiette et l'installation des assiégeants, installation qui défie toutes les forces de l'empire russe dans ses conditions actuelles, ceci ne peut être sérieusement sujet à discussion. C'est vous dire qu'à moins d'ordres suprêmes, mon plan, mon général, serait de pousser le siége à outrance, sans m'inquiéter trop de l'extérieur. Mais je suppose que la pensée d'une opération extérieure soit adoptée ou

inexorablement commandée par l'empereur, et que l'armée de réserve vienne devant Sébastopol se réunir à nous pour combiner avec le siége un plan de campagne contre l'armée de secours des Russes, voici ce que je crois commandé par la prudence et la volonté d'arriver au succès sans essayer de *va-tout.* » Le général Pélissier proposait d'envoyer une ou deux divisions occuper Alouschta pour inquiéter les Russes sur leur flanc gauche, et puis d'attaquer à fond leur centre sur les hauteurs d'Inkermann; pour cette attaque à fond, il fallait réunir la plus grande force possible et ne laisser que 40 000 hommes au plus devant Sébastopol; mais aussi, pour n'y laisser que si peu de monde, il fallait commencer par resserrer tellement la place qu'il n'y eût plus à craindre de sortie considérable; et voilà comme le donneur de conseils, en ayant l'air d'entrer dans les vues d'autrui, revenait habilement à son premier, on peut dire à son unique thème. « Comment arriver là? Par l'occupation du mamelon Vert et du mont Sapoune[1], disait-il. Pendant que nous sommes forts et nombreux, la conquête de ces ouvrages est possible et, quel qu'en soit le prix, elle payera largement le sang versé, en économisera pour l'avenir. Dût-on perdre 1500 hommes pour obtenir ce résultat, il est la préface obligée de toute entreprise; il donne pour toutes des facilités singulières. Ici je me sens dans les principes

[1] Par le mont Sapoune le général Pélissier entend les hauteurs du Carénage.

de Vauban; personne ne saurait les infirmer, car les embarras secondaires ne sauraient prévaloir contre les conseils de ce grand homme, qui sont indiscutables pour les esprits bien faits. Je me résume donc pour cet article et je déclare que, si l'on doit prendre la campagne, il ne faut le faire qu'après avoir resserré les Russes, les avoir réduits à une ***défensive absolue*** dans leur place et avoir ainsi conquis la tranquillité pour notre base d'opérations. »

VI

Programme de l'empereur. — Conférences des généraux en chef. — Démission du général Canrobert.

Sur ces entrefaites arriva le vrai programme de l'empereur, son plan définitif, apporté par le commandant Favé. Le voici tel que l'a retracé l'homme qui l'a dû le mieux connaître et comprendre; puisqu'il en a été sans aucun doute l'inspirateur. « L'empereur, a dit le général Niel, voulait former trois armées : la première, de 60 000 hommes et de tous les indisponibles évalués à 10 000, était destinée, sous les ordres du général Pélissier, à garder les travaux du siége et les ports; la seconde, de 55 000 hommes sous les ordres de lord Raglan, donnant toujours la main à la première, devait occuper la vallée de Baïdar et pousser ses avant-postes assez loin pour menacer les communications des Russes entre Sébastopol et Simféropol; enfin la troisième, commandée par le général Canrobert et composée de 40 000 hommes pris devant Sébastopol et du corps de réserve de 22 000 hommes formé à Constantinople, devait déboucher d'Alouschta pour se porter vers Simféropol, sur les derrières de l'armée ennemie. Si les Russes, voulant

défendre le centre de leurs approvisionnements, acceptaient la bataille devant Simféropol, lord Raglan, marchant sur Baktchisaraï, menaçait la droite ou les derrières de leur armée. Si au contraire l'ennemi, abandonnant Simféropol, concentrait toutes ses forces sur Sébastopol, le général Canrobert marchait sur lui par Baktchisaraï, lord Raglan suivait les mouvements du général Canrobert et, au moment de l'attaque, il montait les rampes d'Inkermann pour prendre part à la bataille. »

L'armée turque était comprise dans l'ensemble des forces qui devaient concourir à l'exécution de ce programme; cependant Omer-Pacha, inquiet, disait-il, pour Eupatoria, y avait ramené ses troupes, à l'exception d'une division égyptienne, d'un régiment d'infanterie et d'un bataillon de chasseurs turcs. Invité par le général Canrobert à régler avec lord Raglan et lui le concert des opérations, il était revenu de sa personne, le 11 mai, devant Sébastopol. Une première conférence eut lieu, le lendemain, sans résultat. De nouvelles instructions avaient été annoncées à lord Raglan, qui voulait nécessairement les attendre. En faisant connaître ce retard à l'empereur, le général Canrobert ajoutait : « Les Anglais sont mécontents du contre-ordre donné pour l'opération sur Kertch, ce qui rend les relations difficiles. » En effet, les rapports entre les deux généraux en chef étaient devenus raides, aigres, cassants; les liens qui les avaient autrefois rapprochés étaient tendus jusqu'à rupture. Le

14 mai, une seconde réunion parut cependant d'abord un peu moins mauvaise.

« Hier au soir, écrivait, le 15, au maréchal Vaillant le général Canrobert, après une deuxième conférence qui a rempli comme la première presque toute une journée de ses discussions, nous avons enfin abouti à l'adoption d'un programme d'offensive dont, en ce qui me concerne et en ce qui concerne Omer-Pacha, la préparation commence immédiatement. J'ai naturellement insisté pour que ce programme fût conforme à celui que m'a adressé Sa Majesté. Lord Raglan, dans la discussion, a paru constamment pencher pour une grande opération sur Simféropol, dont Eupatoria serait le point de départ. Il a fini cependant par se rendre au projet qui a pour base : 1° un corps d'armée sur les plateaux de Chersonèse tenant les tranchées, les lignes de défense, et continuant enfin l'œuvre actuellement en cours ; 2° un corps d'armée concentré à Baïdar, agissant du sud au nord, menaçant les plateaux de Belbek et la base de Baktchisaraï ; 3° un corps d'armée concentré à Alouschta par voie de terre et de mer, marchant sur Simféropol par la route de Tschatir-dag, et dont les opérations seraient liées avec celles du corps partant de Baïdar. Le corps chargé de l'occupation de la Chersonèse serait français et anglais, car il ne serait pas possible d'appliquer les Turcs, ainsi que le comporte le projet de l'empereur, au service des tranchées. Le corps réuni à Baïdar serait anglais et piémontais. Le corps opé-

rant par Alouschta, le plus considérable de tous, serait français et turc. Mais aujourd'hui, et lorsqu'il s'est agi d'arrêter définitivement les bases de la répartition des troupes, lord Raglan n'a pas paru penser qu'avec la nécessité de tenir ses tranchées, de sauvegarder Balaklava, etc., etc., il lui fût possible de former avec son effectif et les troupes piémontaises le corps à réunir à Baïdar. Ainsi, après tant et de si laborieuses discussions, alors que de la théorie il s'agit de passer à l'exécution, surgissent des difficultés qui, depuis le commencement de cette guerre, sont sans cesse renaissantes, troublent continuellement la situation et éloignent la conclusion. Il faut reconnaître pourtant que toute récrimination serait ici injuste et déplacée; mais la difficulté d'introduire l'harmonie dans des vues, des passions différentes, des instructions qui ne sont pas absolument identiques ou qui donnent lieu à des commentaires sur lesquels on se divise, est l'une des plus grandes que l'on puisse imaginer à la guerre. Il faut y ajouter, dans l'exécution, la difficulté qui résulte des instincts très-différents, des possibilités également très-différentes qui se rencontrent dans des troupes dont la nationalité est distincte et qui sont commandées par des généraux dont les pouvoirs sont égaux. J'aurais cent exemples tirés de cette guerre à mettre à l'appui de ces vérités qui ne sont pas nouvelles. Le plus saisissant est celui du rappel de l'expédition de Kertch dont j'ai pris l'initiative contre le sentiment des Anglais, dans la pensée,

conforme à celle de l'empereur, de gagner du temps aux opérations actives en appliquant tous nos moyens au transport des troupes attendues. Il en est résulté dans l'armée et surtout dans la flotte anglaise des récriminations, de l'irritation, des interprétations passionnées qui rendent les relations plus difficiles. Quoi qu'il en soit, je veux espérer que nous triompherons de tant d'embarras. »

Lorsque lord Raglan avait objecté que les Anglais et les Piémontais réunis ne pourraient pas donner un effectif suffisant au corps de Baïdar, était-ce un moyen d'obtenir qu'il y fût joint un contingent de troupes françaises? Tel n'était certainement pas son dessein, et pour éviter toute équivoque, il ne tarda point à reproduire son opposition sous une forme infiniment plus décisive : pas un seul de ses régiments ne pouvait être détaché pour aucune des opérations extérieures. Ainsi tombait l'article le plus considérable du programme : les Anglais refusant d'occuper Baïdar, il fallait de toute nécessité l'occuper à leur place, et renoncer par conséquent à la ligne d'Alouschta. Pour le général Canrobert, ce fut le dernier coup.

Le 16 mai, à onze heures et demie du soir, le maréchal Vaillant était à la Comédie-Française lorsqu'un de ses officiers d'ordonnance, entrant tout à coup dans sa loge, lui remit un télégramme chiffré du général Niel. L'officier avait apporté le chiffre; malgré cela, le maréchal ne comprit rien d'abord au contenu laconique de la dépêche que voici : « 16 mai,

dix heures du matin. Acceptez sans hésiter la démission du général Canrobert. Il est très-fatigué. Répondez par le télégraphe. Le général Pélissier est prêt à prendre le commandement. »

Que voulait dire ce conseil d'accepter sans retard la démission du général Canrobert et d'instituer le général Pélissier à sa place? Le maréchal courut aux Tuileries; l'empereur rentrait à peine d'un autre théâtre; on lui avait remis une dépêche du général Canrobert, et il venait de l'envoyer au cabinet du ministre de la guerre pour la faire déchiffrer. En attendant, l'empereur et le maréchal, le télégramme du général Niel sous les yeux, étaient dans la dernière surprise : que s'était-il donc passé là-bas? La dépêche du général en chef revint enfin, déchiffrée comme il suit : « Crimée, 16 mai, dix heures du matin. Ma santé et mon esprit fatigués par une tension constante ne me permettent plus de porter le fardeau d'une immense responsabilité. Mon devoir envers mon souverain et mon pays me force à vous demander de remettre au général Pélissier, chef habile et d'une grande expérience, la lettre de commandement que j'ai pour lui [1]. L'armée que je lui laisserai est intacte, aguerrie, ardente et confiante. Je supplie l'empereur de m'y laisser une place de combattant à la tête d'une simple division. »

[1] De même que le général Canrobert avait eu, dès le commencement de la guerre, une lettre de commandement pour remplacer au besoin le maréchal de Saint-Arnaud, de même, pour remplacer au besoin le général Canrobert, devenu commandant en chef, une pareille lettre avait été expédiée

Dans la nuit même, le maréchal Vaillant envoyait ce télégramme au général Canrobert : « L'empereur accepte votre démission, il regrette que votre santé soit altérée. Il vous félicite du sentiment qui vous fait demander de rester à l'armée ; vous y commanderez non pas une division, mais le corps du général Pélissier. Remettez le commandement en chef à ce général. » Répondant au général Niel, le maréchal Vaillant lui écrivait : « Le parti n'a pas été long à prendre : il n'y avait pas moyen de refuser. L'empereur a été fort ému des termes dont s'est servi le général en chef en donnant sa démission. Le général Canrobert est un noble cœur. Il faut qu'il se soit passé quelque chose que j'ignore pour avoir amené une résolution de cette nature. Quoi qu'il en soit, j'espère que nous allons marcher plus résolûment. Il ne faut pas nous le dissimuler, il n'y a d'espoir d'une paix acceptable que quand nous aurons fait quelque chose de grand en Crimée. Je compte beaucoup sur Pélissier et sur vous, mon cher général, pour obtenir un résultat si souhaité. La nomination de Pélissier a été acceptée avec enthousiasme par tout le monde. » De son côté, le général Niel écrivait, le 18 mai, au ministre de la guerre : « Je comprends, monsieur le maréchal, qu'il a dû vous paraître extraordinaire que je vous aie

d'abord au nom du général Bosquet; mais, lorsque le général Pélissier, plus ancien, eut été appelé en Crimée, la lettre précédente fut annulée et refaite au nom de Pélissier. De même encore, celui-ci étant devenu général en chef, le général Bosquet fut de nouveau désigné comme son successeu éventuel.

adressé quelques plaintes au sujet du silence que vous gardiez avec le général en chef sur les questions qui le préoccupaient sans cesse. Maintenant vous en avez l'explication. Il pliait sous le fardeau, et vous devez penser que j'ai passé par bien des embarras avant de me décider à parler et à agir comme je l'ai fait. Certes, je n'hésite pas quand je vois mon devoir bien tracé; mais ici j'ai eu pendant longtemps des doutes sur cette nature singulière qui a si bien l'aspect de la décision quand il ne faut résoudre que de loin, et qui recule toujours quand arrive le moment de l'exécution. C'est d'ailleurs un bien digne homme. »

La résolution du général Canrobert, si soudaine pour l'empereur, pour le maréchal Vaillant, pour le public, pour l'armée, ne l'était pas autant qu'elle paraissait être; ni pour les officiers attachés particulièrement à sa personne, ni pour le général Pélissier, elle ne fut absolument une surprise. Depuis quelques jours, entre mille perplexités, elle n'avait pas cessé de rouler dans sa tête; le dernier conflit avec lord Raglan la décida. Le 19 mai, le général Canrobert écrivit au maréchal Vaillant cette lettre, qui est comme son testament de général en chef : « J'ai remis aujourd'hui au général Pélissier, conformément à l'autorisation qu'a bien voulu m'en donner l'empereur, le commandement en chef de l'armée. Je donne par ce courrier en détail à Sa Majesté les raisons qui m'ont conduit à prendre cette détermination. Devant des difficultés sans cesse renaissantes et qui, *en dehors* de mon

armée, rendaient chaque jour ma tâche plus lourde, il m'a paru que je devais avant tout remplir l'impérieux devoir de remettre la direction suprême à un officier général que son âge, ses antécédents militaires, sa capacité, la fermeté de son attitude et de son esprit recommandaient à la confiance de l'armée, en même temps qu'ils le rendaient plus propre que moi à surmonter les difficultés inhérentes à la juxtaposition d'armées alliées ayant chacune *leur chef indépendant*. L'armée que je lui laisse, monsieur le maréchal, est sortie des plus rudes et périlleuses épreuves plus belle, plus remplie d'ardeur et de confiance; elle honore la France et n'a cessé d'être pour moi une source des plus nobles consolations par le dévouement dont elle m'a entouré jusqu'à ce jour. Elle est prête à accomplir les plus grandes actions que lui demanderont le service et la gloire de l'empereur. Personnellement je vous prie, monsieur le maréchal, d'obtenir de Sa Majesté la confirmation de la disposition par laquelle le général en chef Pélissier m'a rendu le commandement de mon ancienne division (1re du 2e corps). Je suis bien assuré que je n'ai pas à expliquer et à justifier le sentiment qui m'a inspiré cette demande, à la réalisation de laquelle j'attache le plus grand prix. Un général en chef qui a soutenu au milieu des plus dures épreuves le moral de ses soldats, qui abdique et qui reste avec eux, doit en être rapproché le plus possible[1]. » Voici la lettre que le

[1] Cette dernière phrase est tirée d'un télégramme du 17 mai.

général Canrobert avait adressée le même jour à l'empereur : « Le peu d'effet relatif produit contre Sébastopol par les nombreuses et excellentes batteries des alliés, la non-attaque de nos lignes extérieures par l'ennemi, à la réouverture du feu, attaque qui paraissait très-probable et sur laquelle j'avais fondé des espérances d'un succès plus décisif que celui d'Inkermann, les ardues difficultés que je viens d'éprouver pour préparer l'exécution du plan de campagne de Votre Majesté, devenu presque impossible par la non-coopération du chef de l'armée anglaise, la position très-fausse que m'a créée ici, vis-à-vis des Anglais, le rappel subit de l'expédition de Kertch à laquelle, je l'ai su depuis, ils attachaient une importance capitale, les exceptionnelles fatigues morales et physiques auxquelles, depuis neuf mois, je n'ai pas cessé un seul instant d'être soumis, toutes ces raisons, Sire, ont produit dans mon âme une conviction, celle que je ne devais plus désormais diriger en chef une immense armée dont j'avais su conquérir l'estime, l'affection et la confiance. »

Le général Canrobert avait le droit de se rendre légitimement ce dernier témoignage. L'armée lui était sincèrement attachée comme une famille reconnaissante à son chef; au souvenir de ses épreuves, de ses souffrances, de ses misères, elle unissait le souvenir attendri des soins qu'elle avait constamment reçus de lui, des consolations que lui avait prodiguées son âme généreuse. En le voyant descendre avec ce désin-

ιéressement, avec cette dignité tranquille, du pouvoir militaire suprême, accomplir sans regret un si grand sacrifice, et redevenir sans effort un subordonné volontaire, elle lui dévouait, d'un cœur ému, son admiration et, plus que jamais, son respect.

Les devoirs dont l'armée se sentait tenue envers son ancien chef ne l'empêchaient d'ailleurs point de faire au nouveau général l'accueil viril que méritait son caractère énergique. Elle sentait passer dans ses rangs un souffle vivifiant, un frémissement avant-coureur des luttes décisives. De grands espoirs s'attachaient au nom de Pélissier; en Crimée, en France, partout il était salué avec un pareil enthousiasme, avec une égale confiance.

LIVRE NEUVIÈME

LE MAMELON VERT

I

Le général Pélissier prend le commandement de l'armée. — Son programme — Dissentiment entre lui et le général Niel. — Dépêche de l'empereur — Rôle conciliant du maréchal Vaillant.

Le général Pélissier, nanti du commandement, mit aussitôt sa marque, dans une préface courte et un programme net. Adressée au maréchal Vaillant, la préface visait plus haut : « J'ai déjà vu lord Raglan ; sur l'ensemble des choses nous sommes en parfait accord. Comme toute l'armée, j'ai foi entière dans l'avenir. Je remercie l'empereur de la confiance qu'il m'accorde. J'ai mesuré l'étendue de mes vastes devoirs ; mais, pour que je les remplisse longtemps avec succès, il faut que vous demandiez pour moi à l'empereur la latitude et la liberté d'action indispensables dans les conditions de la guerre actuelle et nécessaires surtout à la conservation de l'intime alliance des deux pays. »

Quant au programme, le voici dans une lettre au

général Bosquet : « En prenant le commandement de l'armée et la conduite des opérations, je me suis trouvé en présence de deux systèmes, l'un consistant en de grandes manœuvres à l'extérieur et des mouvements très-excentriques pour arriver à un investissement complet de la ville, après avoir battu l'armée russe sur ses communications de Sébastopol avec la capitale de la Crimée, l'autre consistant dans la poursuite à fond du siége pour arriver, en premier lieu, à la destruction de la partie sud de Sébastopol et disposer ensuite de toutes nos forces pour agir au dehors. La difficulté évidente du terrain, vu de nos positions ou déjà parcouru par l'armée en venant sur la Chersonèse, l'absence de cartes et de documents précis sur le *haut pays*, l'ignorance où nous sommes des effectifs et des positions de l'armée russe, le danger de mouvoir sur de longs défilés plusieurs divisions et l'embarras de les déployer militairement sur un terrain inconnu pour nous et qui est un champ de bataille préparé à l'avance par l'ennemi, les périls de la retraite en cas d'insuccès, et beaucoup d'autres raisons qui n'échappent pas à votre tact militaire, enfin l'impossibilité, sans le concours efficace de nos alliés — concours qui n'est pas accordé — de faire par le Tschatir-dag une diversion qui soit suffisamment décisive et qui se protége par ses propres forces, toutes ces considérations m'ont fait rejeter sans regret le premier système, ou du moins l'ajourner.

» Mon plan est donc de m'attaquer à la place corps

à corps et de conquérir pièce à pièce sa partie sud *à tout prix*. Je crois la chose possible, tout en établissant sur la Tchernaïa et en étendant vers Baïdar la fraction de l'armée inutile au siége, et tentant à l'extérieur des opérations secondaires ou des reconnaissances dans le haut pays qui prépareront l'avenir pour l'époque où nous serons en mesure de commencer la guerre de campagne. Je suis très-déterminé à ne pas me lancer dans l'inconnu, à fuir les aventures et à n'agir qu'en connaissance de cause, avec les documents et renseignements nécessaires à la conduite rationnelle d'une armée.

» Aujourd'hui j'ai constitué nos forces [1]. De concert avec lord Raglan, j'ai décidé une nouvelle tentative sur Kertch, mais qui cette fois sera poussée à fond. Vous en comprenez tous les avantages; l'opération peut être terminée et les forces actives que nous y consacrons — la division d'Autemarre — rendues au siége en temps utile. Je me suis résolu en outre à placer deux divisions de votre corps, que j'ai grossi de la divi-

[1] Un ordre du jour du 20 mai constituait l'armée en trois corps, ainsi composés : Premier corps, général de Salles, commandant; 1re division, général d'Autemarre; 2e, général Levaillant; 3e, général Pâté; 4e, général Bouat. Division de cavalerie, général Morris. Réserves et parcs. Deuxième corps, général Bosquet, commandant; 1re division, général Canrobert; 2e, général Camou; 3e, général Mayran; 4e, général Dulac; 5e, général Brunet. Division de cavalerie, général d'Allonville. Réserves et parcs. Corps de réserve, général Regnaud de Saint-Jean d'Angely, commandant; 1re division, général Herbillon; 2e, général d'Aurelle. Division de la garde impériale, général Mellinet. Brigade de cavalerie, général de Forton. Réserves et parcs. Le corps de réserve arrivait de Constantinople fort éprouvé par le choléra; du 30 avril au 3 mai, il avait eu 400 hommes atteints, 165 morts.

sion Brunet, avec les Turcs en deuxième ligne et toute la cavalerie, dans la plaine de la Tchernaïa. Le général Canrobert commandera ces forces, qui seront appuyées de l'armée de Sardaigne [1]. Nous aurons ainsi de l'air, de l'eau, de la santé par conséquent, des fourrages, une situation plus dégagée et aussi sûre, et la possibilité, par des reconnaissances sérieuses, d'étudier le pays, d'aguerrir notre cavalerie, et d'obliger les Russes à s'étendre, sans être obligés de les suivre dans ce mouvement d'extension.

» Mais tout cela n'est que le prélude d'une opération bien plus importante et plus décisive à mes yeux, l'*enlèvement* et l'*occupation* [2] du mamelon Vert et du mont Sapoune [3], préface obligée de nos efforts sur le corps de place. Je ne me dissimule pas que cette conquête des contre-approches de l'ennemi nous coûtera certains sacrifices; mais coûte que coûte je veux les avoir. Ce n'est pas à vous, mon cher général, qu'il est nécessaire de développer l'importance d'un pareil résultat. Par les efforts qu'il a faits pour les élever, l'ennemi nous a démontré surabondamment l'importance de ces ouvrages. Il nous les faut :

» 1° Pour resserrer les Russes et leur rendre toute grande sortie impossible;

[1] Les premières troupes de l'armée sarde, forte de 15 000 hommes en deux divisions, étaient arrivées à Balaklava, le 9 mai, avec le général Alphonse de La Marmora, commandant en chef.

[2] Ce dernier mot est doublement souligné dans l'original.

[3] On a déjà vu que le général Pélissier appelait ainsi les hauteurs du Carénage.

» 2° Pour permettre aux Anglais de gagner sur-le-champ beaucoup de terrain vers le Grand Redan et de pousser leurs lignes jusqu'à une distance convenable d'assaut ;

» 3° Pour avoir des vues sur le Grand Redan et peut-être sur la batterie des Casernes, gros avantage pour la suite des opérations ;

» 4° Pour établir, à la pente ouest du mont Sapoune, une batterie en crémaillère armée de pièces de gros calibre et de mortiers puissants, qui complète en quelque sorte l'investissement à coups de canon et, par de gros projectiles creux, prolonge la rade et rende les communications des deux rives fort difficiles.

» De cette dernière considération vous tirerez sans doute un bon augure pour le résultat final, puisque nous ne serons plus trop éloignés des conditions d'un siége ordinaire, au point de vue du resserrement de la place.

» Tout cela peut être épineux, mais c'est possible, et il est irrévocablement arrêté dans mon esprit de l'entreprendre. Telle est du reste aussi l'opinion des autres généraux en chef.

» En conséquence, je vous prie, de concert avec le général Frossard et le colonel de La Boussinière, d'examiner à fond et sous toutes les faces les deux positions dont il s'agit, soit de vos ouvrages de droite, soit de la redoute Victoria, soit de la droite des lignes anglaises, soit de l'observatoire de nos officiers d'état-major, soit de la batterie 23 aux attaques de gauche.

Entourez-vous de toutes les observations que vous jugerez nécessaires ; pesez bien avec ces messieurs les meilleures chances de réussite. Combinez l'action la plus efficace de vos batteries, dans le temps le plus bref possible, avec l'obligation de travailler à la transformation du mamelon Vert de façon à en faire un ouvrage qui nous reste, comme nous est resté l'Ouvrage du 2 mai qui, conquis à moins de cent mètres de la place et travaillé par plus de soixante pièces russes, n'en est pas moins resté entre nos mains.

» Examinez, en raison de la difficulté pour les Russes de se retirer de leurs ouvrages du mont Sapoune, ce qui peut être tenté par le ravin du Carénage pour les couper et leur faire payer cher l'obligation de combattre, un défilé étroit à dos.

» Voyez, en un mot, ce qui peut être tenté. Présentez-moi, après avoir étudié à fond et à loisir, *un dispositif de troupes* de nature à profiter immédiatement de ce qu'auront produit nos batteries, et qui au besoin nous permettrait de pousser nos avantages, si la fortune nous souriait, au delà de ce premier effort.

» Si avares que nous devions être du sang de nos braves troupes, comme il faut arriver, établissez nettement ce qu'il faudrait ajouter de réserves à ce que vous prendrez dans vos 2e, 3e et 4e divisions. Je donnerai les mains, autant qu'il dépendra de moi, à ce qu'aucun moyen ne vous manque.

» Je compte sur votre méthode et votre énergie qui m'est depuis si longtemps connue. Je vous ai dit *à la*

hâte mes vues, mon cher général, et je compte sur votre concours décidé. Sébastopol-sud enlevé, ses ressources transportées et parquées dans nos ports fortifiés de Balaklava et de Kamiesch, l'arsenal, les chantiers détruits et jetés dans la mer, les restes de la flotte russe coulés, nous laisserons sur la Chersonèse de 15 à 20000 hommes, et avec 130000 nous ferons une campagne d'automne en toute liberté et, s'il plaît à Dieu, avec quelque gloire. Tout à vous. »

Sauf la campagne d'automne, l'exécution a toujours suivi et l'événement justifié de point en point cet intelligent, lucide et vigoureux programme. Quel mécompte cependant pour le général Niel, qui du nouveau général en chef avait espéré tout autre chose! N'écrivait-il pas encore le 18 mai, au maréchal Vaillant : « J'attends avec la plus vive impatience le moment où l'on marchera sur l'ennemi. On s'est accoutumé à être chez soi en Chersonèse. Nos alliés y ont des chemins de fer, des villes de bois, beaucoup trop d'aisance dans la vie; il leur coûte pour se lancer dans ce qu'ils appellent les hasards d'une attaque, et cependant la plus grande imprudence qu'on puisse faire, c'est de rester comme on est et d'attendre les fièvres et les renforts de l'ennemi. » Trois jours après, il tentait auprès du général Pélissier un dernier effort : « J'ai l'honneur de vous adresser la note que vous m'avez demandée hier sur les opérations de la campagne. Dès mon arrivée en Crimée, j'ai vu les choses comme je les vois aujourd'hui. Si vous voulez conti-

nuer le siége sans investir la place, vous n'obtiendrez qu'après des luttes sanglantes et acharnées, qui vous coûteront vos meilleurs soldats, ce qui serait venu tout seul après l'investissement. Vous aviez lu attentivement et annoté le plan de campagne envoyé par l'empereur; il vous paraissait offrir les plus grandes chances de succès. Il m'est impossible de comprendre pourquoi vous l'abandonnez: mais, après ce qui s'est passé, vous comprendrez facilement, mon général, pourquoi cet abandon me cause un profond chagrin. Entreprendre l'expédition de Kertch, y envoyer nos vaisseaux et 15000 hommes, c'est, à mes yeux, renoncer à l'investissement ou l'ajourner; c'est se mettre dans la nécessité de continuer le siége dans des conditions bien plus défavorables que lorsqu'on a suspendu le feu; c'est ne pas profiter des avantages que nous donne la réunion de 180000 hommes d'excellentes troupes[1] sur un même point; c'est enfin donner aux Russes le temps de recevoir des renforts et risquer de voir périr nos soldats par les maladies. »

Entre le général en chef et le commandant du génie, tous deux d'un esprit dominateur, d'un caractère absolu, la divergence des opinions ne pouvait que se marquer davantage; cette sorte de protestation du général Niel n'eut sur le général Pélissier d'autre effet que d'affermir encore plus ses résolutions, s'il était

[1] Le général Niel évaluait ainsi les effectifs en Crimée: Français, 115000, soit 100000 combattants; Anglais, 32000, soit 25000; Piémontais, 17000, soit 15000; Turcs, 55000, soit 45000.

possible. Il l'avait reçue à peine qu'il télégraphiait au maréchal Vaillant : « La marche de deux corps, l'un d'Alouschta sur Simféropol, l'autre de Baïdar sur Baktchisaraï, est grosse de difficultés et de hasards ; c'est le pays kabyle et inconnu. L'investissement direct par l'enlèvement des hauteurs de Mackenzie coûterait aussi cher que l'assaut et le résultat serait très-incertain. Je m'entends avec lord Raglan pour l'enlèvement des ouvrages avancés, l'occupation de la Tchernaïa, enfin pour une opération sur Kertch. Nos alliés y attachent le plus haut prix, et je reconnais que l'opération est bonne. Tout marche ; les mouvements sont en cours. » Le lendemain, 22 mai, dans une lettre au maréchal, il développait sa thèse : « Le siége que nous poursuivons, disait-il, n'a presque rien de commun avec ceux dont Vauban a consacré la théorie, La guerre que nous faisons, avec une ligne de vaisseaux et deux ports pour base d'opérations, n'a presque rien de commun non plus avec les guerres ordinaires. Lord Raglan m'a demandé de reprendre l'opération de Kertch, à laquelle l'armée, le gouvernement anglais et les deux flottes attachent un si haut prix. Il m'a paru qu'il serait d'une bonne politique, pour l'avenir de nos opérations avec les Anglais, de débuter dans mes relations avec eux par un acte qui guérirait la blessure que leur a faite le rappel de la précédente expédition et ferait disparaître le trouble assez profond qu'il a jeté dans des rapports dont l'harmonie est en définitive la plus grande nécessité de la

situation. L'expédition a donc été résolue et les troupes s'embarquent aujourd'hui. Les deux amiraux dirigeront eux-mêmes la partie maritime de l'affaire. Je termine, monsieur le maréchal, en vous exprimant de nouveau le vœu qu'une latitude suffisante me soit laissée pour la direction des opérations dans le sens que la succession des événements me ferait juger le plus utile. » -

Qu'on imagine aux Tuileries l'effet de ce langage et tout de suite de ce coup de main sur Kertch, lorsque, par un retour de blâme contre l'expédition rappelée, le maréchal Vaillant venait d'écrire encore, le 18, au général Niel : « C'eût été un grand embarras aujourd'hui. Comment ! généraux et amiraux, personne n'avait cru devoir consulter le gouvernement sur une affaire de cette importance ! » L'empereur faisait donc télégraphier, le 23 mai, au général Pélissier en ces termes : « J'ai confiance en vous et je ne prétends pas commander l'armée d'ici ; cependant je dois vous dire mon opinion et vous devez en tenir compte. Il faut absolument faire un grand effort et battre l'armée russe afin d'investir la place. Chercher de l'espace et de l'herbe ne suffit plus aujourd'hui. Si vous éparpillez vos forces au lieu de les réunir, vous ne ferez rien de décisif et vous perdrez encore un temps précieux. Les alliés ont en Crimée 180 000 hommes. On peut tout tenter avec une telle force, mais il faut manœuvrer et non prendre le taureau par les cornes ; or manœuvrer, c'est menacer les côtés faibles de l'en-

nemi. Il m'a semblé que le côté faible des Russes est leur aile gauche. Si vous envoyez 14000 hommes à Kertch, c'est vous affaiblir inutilement; c'est avouer qu'il n'y a rien de sérieux à tenter, car on ne s'affaiblit pas volontiers la veille d'une bataille. Pesez tout cela mûrement. » On remarquera sans doute l'accord parfait des idées et même une certaine conformité d'expressions entre le télégramme impérial et la protestation du général Niel.

Dans tout ce qui précède, n'y a-t-il pas en vérité comme l'exposition d'un drame qui s'engage? N'y retrouve-t-on pas le fonds essentiel de toute action dramatique, le contraste des passions, le choc des caractères? D'un côté, l'empereur avec le général Niel, le général Pélissier de l'autre, voilà les grands rôles; gardons-nous cependant d'oublier un quatrième personnage dont l'intervention moins directe, moins en vue, n'en a pas moins une très-importante, très-belle et très-heureuse part dans la conduite générale du drame. C'est le maréchal Vaillant, qui, dans tout le cours de sa longue carrière, n'a jamais mieux mérité de la France qu'en ces conjonctures. C'est lui qui, en s'interposant vingt fois entre des antagonistes irrités, a su toujours prévenir ou détourner des chocs, des heurts où le général Pélissier aurait été brisé sans aucun doute, mais où auraient succombé avec lui la confiance de l'armée, l'alliance de l'Angleterre, l'espoir d'un dénoûment glorieux, et peut-être la paix du monde. De tous les services qu'a pu rendre à son

pays le maréchal, c'est le plus obscur, c'est le plus ignoré jusqu'ici qui doit le plus justement recommander sa mémoire à la reconnaissance publique.

Cependant, quel contraste entre le fait réel et l'opinion fondée sur des apparences ! Quel est celui qui, n'ayant guère connu que de réputation ou rencontré que par circonstance le maréchal Vaillant, se serait imaginé que cet esprit caustique, mordant, redouté, que ce caractère brusque, difficile, parfois désagréable, pouvait être, a pu être un si habile, si prudent, si patient, si parfait conciliateur ? Il avait même poussé le zèle, un zèle comme de néophyte, jusqu'à vouloir convertir le général Niel en personne et se l'associer dans cette œuvre de charité, d'apaisement, de mansuétude ! « Engagez Pélissier, lui écrivait-il, à ne pas se laisser trop aller à ce que certaines dépêches pourraient avoir d'un peu rude parfois. La plume est moins douce que la langue. J'en ai reçu de bien rudes, moi, dont on m'a toujours témoigné du regret avec un abandon et une grâce vraiment touchante. Combien j'en ai évité au général Canrobert ! Mais pour le général Pélissier, je regarderais comme une vraie calamité que les rapports perdissent le moins du monde de la confiance qui doit exister. C'est pour cela que je vous confie le soin de prévenir le général Pélissier et de l'engager à mettre toute susceptibilité de côté. On a en lui confiance entière, absolue. Qu'il parte de là pour tout ce qu'il écrira. A vous de cœur. »

II

État des Russes dans Sébastopol. — Grande place d'armes du Cimetière et de la Quarantaine. — Combats des 22 et 23 mai. — Enlèvement des ouvrages russes. — Occupation de la rive gauche de la Tchernaïa. — L'armée sarde. — Le général de La Marmora. — Reprise et succès de l'expédition de Kertch. — Les marines alliées dans la mer d'Azof.

Dans son programme, le général Pélissier avait mis avant toutes choses l'obligation de rejeter les Russes hors de leurs ouvrages avancés, de les refouler, de les enfermer, de les resserrer dans le corps de place. Il s'y préparait aux attaques de droite : aux attaques de gauche, il passa tout de suite à l'exécution. Quoique le bombardement du mois d'avril n'eût pas encore amené l'assaut, les assiégés n'en voyaient pas moins approcher les temps critiques; la perte de leurs contre-approches devant la redoute Schwartz était un symptôme auquel ils ne pouvaient se méprendre. Depuis un mois, la garnison de Sébastopol avait eu plus de 10000 hommes hors de combat; de quatre bataillons, le régiment de Volhynie n'en formait plus qu'un seul; onze autres régiments étaient réduits à deux bataillons dont le personnel n'atteignait même pas l'effectif réglementaire. Le nombre des matelots-canonniers était tellement diminué qu'on avait été obligé de leur adjoindre 2000 servants tirés de l'infan-

terie. Enfin, dans la Crimée tout entière, quoiqu'il n'y eût pas moins de neuf divisions complètes avec leurs quatre régiments chacune et pour la plupart leurs bataillons de réserve, c'est-à-dire la moitié à très-peu près de l'infanterie de ligne constituée dans tout l'empire, l'effectif réel des Russes, y compris la cavalerie et l'artillerie, était à peine supérieur à 100 000 hommes.

Malgré tout, la défense n'avait rien perdu de sa résolution ni de son énergie. Sous le feu de l'assiégeant qui n'en était pas à beaucoup plus de cent mètres, la redoute Schwartz avait été refaite, agrandie et plus fortement armée; de nouvelles batteries concouraient à sa défense. Le mur crénelé, ouvert par une brèche, rasé à moitié, se trouvait soutenu par un terrassement, flanqué de droite et de gauche par des pièces de gros calibre, protégé en arrière par les redoutes Rostislav et Tchesmé. La défensive ainsi renforcée, le général de Todleben n'avait pas voulu renoncer à l'offensive. Afin d'arrêter les progrès des attaques, d'un côté vers le bastion Central, de l'autre vers le bastion de la Quarantaine, il avait soumis au prince Gortchakof le projet d'une grande place d'armes, d'une sorte de camp retranché qui s'appuierait à la lunette Bielkine, traverserait le ravin Zagorodnaïa, remonterait la pente opposée, tournerait à angle droit sur la hauteur et se prolongerait parallèlement au mur du cimetière, de sorte que, par l'une de ses faces, le feu de l'ouvrage pourrait enfiler les tranchées françaises, tandis que

par l'autre il aurait sur elles un commandement redoutable. A ce plan qui fut approuvé par le prince Gortchakof, le général Khroulef, commandant des troupes employées à la défense de la Ville, fit ajouter un projet de contre-approche sur la hauteur au-dessus de la baie de la Quarantaine. Pour l'exécution de ces travaux, le général de Todleben avait calculé qu'il faudrait 2400 travailleurs, 3000 hommes de garde, 1000 gabions et 3000 sacs à terre.

Dans la nuit du 20 au 21 mai, il fit jalonner le tracé du retranchement et marquer les emplacements que devaient occuper les avant-postes, les pelotons répartis pour le travail et les bataillons de soutien. Le 21, à la nuit tombante, les régiments de Podolie, du Prince de Varsovie et de Jitomir, précédés par des éclaireurs volontaires appartenant à d'autres corps, débouchèrent en quatre colonnes de diverses issues ménagées dans l'enceinte et gagnèrent en silence le fond du ravin Zagorodnaïa. Le général Khroulef avait voulu prendre lui-même le commandement de ces troupes. Neuf bataillons, sous les ordres du général-major Adlerberg et sous la direction du général de Todleben, occupèrent aussitôt les divers emplacements reconnus la veille, et le travail commença tout le long du jalonnement de la place d'armes; plus loin, sur la hauteur de la Quarantaine, un bataillon de Jitomir entreprenait de réunir par une tranchée d'anciennes embuscades qui dataient des premiers jours du siége. Par une heureuse fortune dont on se hâtait de profiter,

sans en trop chercher l'explication d'ailleurs, les batteries françaises semblaient endormies, et comme les batteries russes de leur côté se gardaient bien de faire esclandre, la nuit fut très-paisible et très-utilement employée. Le jour venu, on eut le mot de l'énigme, la signification de ce calme extraordinaire.

Tandis que les Russes travaillaient, les Français travaillaient aussi, les uns et les autres dans la même direction, vers le cimetière. De ce côté, l'assiégeant avait poussé dans la nuit un cheminement de 115 mètres ; c'était absolument une avance considérable : c'était peu de chose en regard du résultat que l'assiégé, de beaucoup plus nombreux à la vérité, avait obtenu dans le même temps. La gabionnade, dans les deux ateliers russes, avait un développement de près d'un kilomètre. Dès que chacun des adversaires eut découvert le travail de l'autre, les batteries réciproquement opposées ouvrirent un feu violent qui dura toute la journée du 22. Les parapets n'étant pas encore à l'épreuve des gros projectiles, les Russes s'étaient retirés, ne laissant, pour surveiller les tranchées françaises, qu'un petit nombre de tirailleurs. Informé de cette nouvelle et menaçante improvisation de l'ennemi, le général Pélissier prit aussitôt ses dispositions pour se l'approprier au plus vite. Par ses ordres, le général de Salles, qui lui avait succédé dans le commandement du 1er corps, régla les détails de l'attaque qui devait avoir lieu le soir même, sous la direction du général Pâté. Huit bataillons de 400 hommes chacun,

les compagnies d'élite du 1er régiment de la légion étrangère, et trois compagnies de chasseurs à pied, étaient désignés pour y prendre part.

Vers neuf heures du soir, les batteries françaises qui avaient des vues sur le ravin et sur la ligne de défense, depuis le bastion Central jusqu'à la Quarantaine, activèrent leur tir. Sous la protection de ce feu nourri, deux colonnes s'élancèrent des tranchées. L'une, formée de deux bataillons de la légion étrangère et d'un bataillon du 98e de ligne, avec une avant-garde de chasseurs à pied, sous les ordres du général Beuret, se jeta sur la contre-approche de la Quarantaine, l'enleva du premier coup et s'y maintint solidement, malgré les retours offensifs de trois bataillons russes qui, pendant plus de deux heures, firent les derniers efforts pour la reconquérir. Avant la fin de la nuit, le parapet était retourné, la gabionnade refaite et l'ouvrage relié aux lignes de contrevallation en arrière. Sur l'autre théâtre de la lutte, la besogne fut plus difficile et moins complète. La colonne de droite, sous les ordres du général de La Motterouge, se composait de deux bataillons du 28e et d'un bataillon du 18e, précédés par les compagnies d'élite de la légion étrangère. Elle envahit d'abord la place d'armes, vers l'angle que formait le retranchement auprès du cimetière; mais les quatre bataillons du régiment de Podolie, soutenus par deux autres bataillons, repoussèrent les assaillants une première fois. Refoulés à leur tour par une seconde attaque, le général de Todleben, puis

le général Khroulef leur envoyèrent coup sur coup de nouveaux renforts, de sorte qu'il n'y eut pas moins de douze bataillons russes engagés à la fois. De son côté le général de Salles fit soutenir les trois bataillons du général de La Motterouge par la réserve qu'il avait d'abord gardée sous sa main, un bataillon du 80e de ligne, les chasseurs à pied du 9e, et les voltigeurs de la Garde. Cinq fois la gabionnade fut prise et reprise; aux premières lueurs du jour, les Français en seraient restés maîtres, s'il avait été possible, pendant le flux et le reflux de cette rude mêlée, d'y exécuter les mêmes travaux qui avaient permis de retourner contre l'ennemi la contre-approche de la Quarantaine; mais le parapet demeurait tellement ouvert et bouleversé que ni l'un ni l'autre des deux partis ne pouvait s'y tenir pendant le jour à couvert. Français et Russes évacuèrent donc presque en même temps ce champ de carnage, trempé de sang, jonché de morts.

La journée du 23 fut, comme la veille, donnée au canon; puis, le soir venu, la bataille recommença. C'était le général Levaillant qui, pour cette reprise, avait le commandement. Sur les hauteurs de la Quarantaine, il ne se passa rien qu'une fusillade sans importance, l'ennemi ayant tout à fait renoncé à les disputer au vainqueur. Pour la place d'armes, six bataillons en trois colonnes l'abordèrent avec un tel élan, que les Russes qui l'avaient réoccupée, mais bien moins en force que la veille, se replièrent presque aussitôt et rentrèrent dans la Ville, dont l'ar-

tillerie protégea leur retraite. S'ils n'avaient engagé en effet, cette fois, que deux bataillons de Jitomir, c'était bien parce qu'après l'attaque précédente ils reconnaissaient que la résistance, même au prix des plus grands sacrifices, n'avait plus chance de succès. La nuit, bien employée, permit au génie de transformer la gabionnade supérieure en une parallèle si promptement et si habilement défilée du feu de la Quarantaine, par un tracé en crémaillère, que cette rapide métamorphose entraîna l'admiration du général de Todleben lui-même. La branche descendante, qui ne pouvait plus être utilisée, ni par l'attaque, ni par la défense, demeura comme elle était, aux trois quarts détruite. Dans la journée du 24, le pavillon parlementaire ayant été arboré sur les batteries Schemiakine, une suspension d'armes fut convenue pour l'enlèvement des blessés et des morts. Les deux nuits avaient coûté, la première, aux Russes 2646 hommes hors de combat, aux Français 1802; la seconde, aux Russes 415, aux Français 477.

Pour le général Pélissier, l'inauguration de son commandement était marquée, selon son vœu, par une action vigoureuse, et la première clause de son programme, au *vieux siége* du moins, se trouvait glorieusement accomplie. Hors de la Ville il n'y avait plus de place pour l'ennemi : c'en était fait de ses travaux de contre-approche. Les autres articles s'exécutaient en même temps ou allaient bientôt suivre.

Le 24 mai, un peu avant minuit, le général Canro-

bert avec sa division et celle du général Brunet, toute la cavalerie et cinq batteries à cheval, descendait du plateau de Chersonèse par le col de Balaklava, traversait la plaine, arrivait, au point du jour, le 25, sur la Tchernaïa, s'emparait du pont de Traktir, et débouchait sur la rive droite. Après une courte canonnade suivie d'un engagement d'avant-garde entre les pelotons de tête et les cosaques, les Russes, qui n'avaient là que quatre bataillons, deux escadrons et une batterie légère, évacuèrent Tchorgoune et se replièrent dans les gorges du Chouliou. On détruisit leur camp, on brûla leurs baraques; à neuf heures du matin, tout était fait. Les troupes repassèrent la Tchernaïa et s'établirent à demeure sur la rive gauche. Les deux divisions d'infanterie occupèrent le versant oriental des monts Fedioukhine, l'artillerie au-dessus d'elles, la cavalerie en arrière des hauteurs. Une tête de pont couvrit le débouché de Traktir. La coupure pratiquée, dès le mois de septembre précédent, à la naissance de l'aqueduc qui alimentait autrefois les docks de Sébastopol, fut fermée; on la remplaça par une saignée ouverte plus bas, vers les ponts d'Inkermann. L'aqueduc, ainsi rempli devant le front du camp, fournissait à ses besoins et lui donnait en même temps, avec la Tchernaïa, une double ligne de défense. A droite du corps français, l'armée piémontaise, d'un effectif de 15 000 hommes, établit ses deux divisions, sa brigade de réserve et son artillerie sur le mont Hasfort, en arrière du pont de Kreutzen que tra-

versait la route de Baïdar, et en avant de l'armée d'Omer-Pacha qui avait été en partie ramenée d'Eupatoria, pour occuper, sur la lisière de la plaine de Balaklava, la ligne des anciennes redoutes turques.

Les Piémontais, appuyés par la cavalerie anglaise, avaient pour mission principale de couvrir Balaklava. D'après les instructions de son gouvernement et malgré qu'il en eût, le général Alphonse de La Marmora devait recevoir ses directions de lord Raglan, à proprement parler, être sous ses ordres; mais il sut profiter si habilement de sa position tactique et du voisinage immédiat des Français qu'il se mit insensiblement en état d'agir plutôt et plus volontiers de concert avec eux qu'avec d'autres. « Après notre départ de Gênes, a-t-il écrit lui-même, le gouvernement sarde, cédant aux instances du gouvernement britannique, accorda que les troupes sous mes ordres devraient *se tenir et agir de préférence avec les Anglais*. Nous nous étions embarqués comme alliés et non comme mercenaires; mais, à peine à Constantinople, je reçus simultanément un télégramme du comte de Cavour, qui m'avertissait de la concession faite au cabinet anglais, et une dépêche de Crimée par laquelle lord Raglan me pressait d'arriver à Balaklava, en termes à la vérité fort polis, mais beaucoup plus semblables à un ordre qu'à une simple invitation. Je savais que cette condescendance du comte de Cavour était surtout motivée par l'espoir que, dans la suite, l'Italie trouverait sans doute plus d'appui près de l'Angle-

terre que près de la France. Je n'en étais pas moins péniblement affecté du rôle presque humiliant imposé à nos troupes. J'en étais d'autant plus affligé que le comte de Cavour, à qui j'avais demandé plusieurs fois, avant de partir, de me faire connaître, au moins sommairement, nos obligations vis-à-vis de nos alliés, ne m'avait jamais répondu qu'en riant et par des plaisanteries. A Gênes, au moment de m'embarquer, je lui avais encore dit : « Mais enfin, voulez-vous me donner ces bienheureuses instructions? » A quoi il m'avait répliqué, en m'embrassant : « Débrouillez-vous ! » Ce n'est pas ici le lieu de rappeler comment je me suis débrouillé; je dirai seulement que si je ne l'eusse pas fait, et si quelquefois même je n'eusse pas su résister à certaines exigences incompatibles avec la dignité du commandement qui m'était confié, nos troupes, au lieu de se trouver en première ligne, le jour de l'attaque de la Tchernaïa [le 16 août], n'auraient pu prendre part à cette bataille livrée à quelques milles de Balaklava, où l'on prétendait nous confiner à la garde des dépôts et des magasins. A notre arrivée en Crimée, on nous avait confié et j'avais accepté avec beaucoup de reconnaissance un poste d'honneur, avec le soin de défendre l'extrême droite des alliés; si j'avais cédé, nous serions passés en seconde ligne, ainsi qu'on l'avait décidé, à mon insu, dans un conseil de guerre. Au lieu de revenir de la Tauride, comme nous en sommes revenus, estimés également par nos amis et nos ennemis, tout le

monde, qu'on me permette de le dire, nous aurait plus ou moins dédaigneusement tourné le dos. »

Après que les Français et les Sardes eurent assuré leurs positions en première ligne, vis-à-vis des Russes établis de l'autre côté de la vallée, dans les fourrés de Mackenzie, le général Canrobert, qui n'avait accepté qu'à grand'peine la direction de ce mouvement, réclama et obtint du général en chef l'autorisation de remettre au général Morris le commandement du corps détaché sur la Tchernaïa, et revint, selon son vœu, simplement à la tête de sa division.

L'extension de l'armée par sa droite, et d'autre part le resserrement des Russes tout au moins dans la Ville, étaient des articles que le général Pélissier pouvait donc rayer de son programme ; il y en avait encore un troisième qu'il pouvait biffer également, comme chose faite. Le 27 mai, à huit heures du matin, il adressait au maréchal Vaillant ce télégramme : « Succès complet à Kertch et Iénikalé. » Le corps expéditionnaire mis, comme la première fois, sous le commandement de sir George Brown, et composé de la division anglaise de ce général, de la division d'Autemarre et d'une division turque, en tout de 14 800 hommes, s'était embarqué, le 21 au soir, sur trente-quatre bâtiments anglais et vingt-quatre français. Le vice-amiral Bruat et sir Edmund Lyons commandaient chacun leur escadre. Le 22, ils avaient pris la mer ; le 24 au matin, ils étaient en vue de Kertch ; à deux heures, le débarquement s'opérait à quelques kilomètres de la

ville. Les troupes russes, dans cette partie de la Crimée, étaient réduites à 8850 hommes, et seulement à 4500, si l'on ne compte que ce qui se trouvait à Kertch même ou dans son voisinage immédiat. Hors d'état de résister aux forces très-supérieures de l'attaque, le général Wrangel donna l'ordre d'évacuer immédiatement la ville, d'enclouer les canons, de mettre le feu aux poudres, aux magasins, aux navires qui seraient incapables de faire retraite. Les batteries de Kertch sautèrent ; au milieu des explosions, les bâtiments légers des escadres s'engagèrent dans le détroit jusque sous le fort d'Iénikalé, qui, après avoir essayé de les arrêter par une canonnade sans effet, fut également détruit par ses défenseurs vers le soir. La mer d'Azof était ouverte.

Le lendemain 25, les amiraux y pénétrèrent avec une escadrille d'avisos à vapeur et de canonnières, tandis que les troupes françaises prenaient position dans les ruines d'Iénikalé. Malheureusement la ville de Kertch, qu'elles n'avaient fait que traverser, et d'où toutes les autorités russes étaient sorties la veille, demeura livrée à la merci des maraudeurs, qui la mirent odieusement à sac. Avant que les généraux alliés eussent eu le temps d'y organiser une sorte de police, le plus grand mal était fait. Comme les ordres du général Wrangel n'avaient pu être entièrement exécutés, on trouva dans les batteries quatre-vingt-trois pièces de gros calibre en état de servir, et dans les magasins 350 000 sacs de blé et 160 000 d'avoine. Maîtresse de

la mer d'Azof, l'escadrille anglo-française en fit le tour, bombardant le fort d'Arabat, détruisant tous les navires, tous les magasins de l'État à Berdiansk, à Ghénitchesk, à Taganrog, à Marioupol, à Yeïsk. Ainsi privée des immenses approvisionnements réunis dans ces divers ports, et réduite à se ravitailler uniquement par Pérékop et le pont de Tschongar, l'armée russe de Crimée, déjà mal nourrie, allait fatalement et bientôt se trouver en détresse.

III

Récriminations vives du général Niel. — Lettre de l'empereur au général Pélissier. — Échange de télégrammes. — Propositions des chefs du génie. — Les Russes évacuent Anapa. — Entente parfaite entre le général Pélissier et lord Raglan.

Comme tous les hommes convaincus, le général Niel ramenait tout à son point de vue, à son idée fixe, l'investissement; il y pliait de force les faits mêmes qui semblaient le plus en contradiction avec son système, auxquels il s'était d'abord opposé davantage. « Il est incontestable, écrivait-il au maréchal Vaillant, le 29 mai, que la présence de nos troupes à Iénikalé et de notre flotte dans la mer d'Azof est un échec pour les Russes. S'ils le subissent, c'est qu'ils ne se sentent pas de force à nous résister en rase campagne, et c'est une raison de plus pour moi de regretter qu'on n'aille pas les y chercher. Le siége était arrivé à ce point que, si on avait battu l'armée russe entre Sébastopol et Simféropol et qu'on se fût porté ensuite sur le plateau de Mackenzie, dix jours après nous étions maîtres de toute la partie sud de Sébastopol et nos opérations pouvaient être considérées comme bien conduites; mais si, aujourd'hui que les forces nécessaires à l'investissement sont réunies, on renonce à

l'investissement pour reprendre le siége, quel que soit le résultat, notre impéritie deviendra incontestable. Pourquoi avoir retardé l'assaut? Pourquoi avoir laissé à l'ennemi le temps de se fortifier sous nos yeux? Le général Pélissier, qui avait été d'avis de ralentir le feu, le 12 avril, et d'ajourner l'assaut pour attendre l'investissement, a subitement changé d'avis depuis qu'il a pris le commandement en chef. Dans une réunion qui a eu lieu hier, il m'a imposé silence avec une dureté inqualifiable, parce que je parlais des dangers que présentaient les actions de vigueur tentées par grandes masses à de grandes distances. Nous étions en présence des officiers anglais : je voyais son irritation, j'ai voulu éviter à tout prix une scène qui aurait rendu mes rapports avec lui impossibles. Ce matin, dans une réunion semblable, le général Beuret, de l'artillerie, à propos d'une observation des plus inoffensives, a été si grossièrement maltraité que ses yeux se sont remplis de larmes et qu'il m'a demandé s'il pouvait rester à l'armée. Je lui ai répondu que, dans les circonstances actuelles, aucun de nous ne pouvait quitter la Crimée, quelque faibles que pussent devenir ses services. C'est une difficulté et un danger de plus : nous le surmonterons. En voilà un maintenant qui va devenir fou furieux! Pendant tout le temps qu'il a commandé le corps de siége, le général Pélissier n'a émis sur les opérations projetées que les idées les plus sages — j'en juge à mon point de vue ; — il a toujours obéi au général Canrobert avec un

empressement méritoire : quand le commandement en chef lui est arrivé, il a éprouvé une satisfaction qui l'a enivré. « Je savais bien qu'on *en reviendrait* à moi, » a-t-il dit. Mais bientôt les Anglais l'ont attiré à eux et il a adopté leur système de guerre, le plus imprudent de tous, selon moi, qui consiste à ne pas changer de place et à pousser devant soi. Le plus affligé de tous, j'ose le dire, en voyant ce changement subit dans le plan de campagne, c'est moi, et vous devinez pourquoi. Peut-être y a-t-il eu des instructions que j'ignore qui mettraient ma conscience en repos; mais ce qui me fait penser que non, c'est que le général Pélissier m'a fait comprendre que mes lettres à Sa Majesté lui portaient ombrage. Ce sentiment de défiance suffit pour que je m'abstienne d'écrire à l'empereur, autrement que dans des circonstances importantes où Sa Majesté serait sans doute bien aise d'avoir des informations partant de plusieurs points de vue. Je lui ai fait remarquer que ma correspondance avec le ministre de la guerre était un devoir : il s'est empressé de le reconnaître. L'armée de Crimée est excellente, elle ne demande qu'à combattre. Ce qui lui manque, c'est un chef pour la conduire ; Dieu veuille qu'elle en ait un ! »

A part les récriminations ardentes, à part l'extrême vivacité de la forme, on va retrouver le même fonds d'idées dans la lettre suivante écrite par l'empereur, le 30 mai, et qu'un de ses écuyers, M. de Bourgoing, qui s'en allait en Crimée, avait charge de remettre au

général en chef : « Je sais combien l'armée a confiance dans votre résolution, et je suis certain de ce côté que son attente ne sera pas trompée ; mais ce qui m'inquiète, c'est la difficulté d'arrêter un bon plan de campagne d'accord avec deux autres chefs indépendants. C'est ce qui m'a fait vous écrire par le télégraphe au sujet de l'expédition de Kertch. Je suis heureux qu'elle ait réussi ; mais néanmoins je ne puis m'empêcher de considérer comme *fatal* tout ce qui tend aujourd'hui à disséminer vos forces. La marche à suivre est facile à indiquer : 1° battre l'armée russe afin de pouvoir investir la place ; 2° la place étant investie, prendre Sébastopol ; 3° la place prise, évacuer la Crimée et faire sauter les fortifications, ou bien y laisser les Turcs seuls. Les moyens pour arriver à ce résultat sont naturellement de votre ressort plus particulièrement, et je vous laisse maître du choix des moyens ; mais quant à la marche générale, vous devez suivre les ordres formels que je vous donne ; ils sont d'ailleurs semblables à ceux qu'a reçus lord Raglan. En effet, si on ne suit pas ce plan, on n'arrive qu'à de petits succès partiels qui coûtent beaucoup de monde sans produire de résultat décisif. Aujourd'hui je vois avec une profonde douleur 40 000 Turcs à Eupatoria [1] qui ne servent pas à grand'chose, 14 000 hommes à Kertch qui manqueront sur le champ de bataille, le jour de la lutte suprême, etc., etc. Il faut

[1] L'empereur ne savait pas alors que la plus grande partie de l'armée turque devait être amenée devant Sébastopol.

rassembler toutes vos forces et ne pas perdre de temps pour porter un coup décisif. Je vous explique, mon cher général, quelles sont mes vues et mes intentions. Je compte sur votre expérience, vos talents et votre patriotisme pour les exécuter et forcer lord Raglan à vous y aider. Croyez, mon cher général, à mon amitié. »

L'empereur, quelle que soit au fond la valeur de cette lettre, avait eu le mérite de s'exprimer doucement; il avait certainement voulu être modéré; il y avait pris garde, et l'on sent même en certains endroits un effort; malheureusement, à peine l'avait-il fait partir, qu'un télégramme du général Pélissier au maréchal Vaillant, du 29 mai, venait réveiller son irritation. « Une discussion stratégique par le télégraphe, disait le général en chef, avec toutes les raisons pour ou contre tel ou tel plan me semble impossible. Les rapports détaillés que je vous envoie par chaque courrier convaincront Sa Majesté, j'espère, que si je n'ai point appliqué son plan, c'est qu'il ne m'a pas paru immédiatement possible sans danger. » A quoi l'empereur répliquait, le 31, par la même voie, en quatre phrases courtes, sèches et dures : « Il ne s'agit pas entre nous de discussion, mais d'ordres à donner ou à recevoir. Je ne vous disais pas : exécutez mon plan ; je vous disais : le vôtre ne me paraît pas suffire. Une nécessité absolue, c'est d'investir la place sans perdre de temps. Dites-moi quel moyen vous emploierez pour y parvenir. »

Il ne paraît d'ailleurs pas que le général Pélissier se soit ému beaucoup; il répondit tout de suite, mais à l'adresse du maréchal Vaillant : « Pour arriver à l'investissement complet, il faut de toute nécessité prendre dans la partie sud les ouvrages extérieurs. Pendant ce temps j'étudie le terrain sur lequel je pourrai faire effort sur l'armée ennemie. Je ne dois pas manœuvrer plusieurs divisions sur un échiquier inconnu. J'ai dû avant tout resserrer notre entente fort compromise : j'ai tout renoué. Je ne puis préciser les opérations futures sans m'exposer à un démenti des événements. Soyez confiant; que Sa Majesté daigne l'être aussi. »

La difficulté tournait donc toujours dans le même cercle; afin d'en sortir plus vite, le général Pélissier se concertait avec lord Raglan. « Nos ingénieurs, lui écrivait-il, le 2 juin, sont d'accord, comme nous l'avons été nous-mêmes dès la première entrevue, pour entreprendre au plus tôt contre la place une action de vigueur. Maintenant je désire vivement que nos escadres puissent nous rendre en temps utile les forces des armées de terre qui ont été embarquées pour l'expédition de Kertch. C'est même dans ce but que j'ai envoyé le général Trochu, un de mes aides de camp, presser les travaux d'Iénikalé et le retour des troupes de débarquement, dans le plus bref délai possible. Nos ingénieurs, tout en déclarant qu'il n'y a plus de temps à perdre devant la place, expriment le désir d'une action préalable

contre l'armée de secours ennemie. C'est fort désirable et en même temps très-délicat. Votre Seigneurie jugera sans doute avec moi que, tout en essayant ce qui est humainement possible pour une diversion sérieuse, il ne faut s'engager que prudemment dans des opérations extérieures dont le théâtre, préparé par l'ennemi, me paraît offrir des difficultés considérables; nous n'en connaissons qu'imparfaitement la topographie. Nos reconnaissances nous mettront d'ici-là à même d'agir avec quelque efficacité; mais le côté sérieux de la question, le dénoûment du problème est pour moi dans nos opérations contre la place, et j'ose croire que Votre Seigneurie n'est pas trop éloignée de mon sentiment. Quoi qu'il en soit, nous ferons de notre mieux par tous les moyens en notre pouvoir, et, avec l'aide de Dieu et le courage de nos braves soldats, j'espère que cette entreprise sera menée glorieusement à bonne fin pour l'empire britannique et l'empire français. »

Il semble résulter de cette lettre qu'une certaine transaction se serait faite entre les chefs du génie des deux armées, qu'on aurait consenti d'un côté à l'attaque immédiate des ouvrages extérieurs, de l'autre à des opérations contre l'armée russe de secours. L'examen des pièces du procès ne donne pas une solution aussi claire. Le général Harry Jones disait dans son mémorandum : « La proximité des tranchées exige impérieusement que quelque chose de décisif soit fait. » A quoi le général Niel, assisté des

généraux Dalesme et Frossard, répliquait : « Ouvrir le feu de toutes les batteries anglaises et françaises ; attaquer en même temps l'ennemi pour arriver à l'investissement ; puis, après le succès et sans perdre un instant, enlever de vive force les ouvrages russes du Carénage, la redoute du Mamelon devant Malakof, l'ouvrage des Carrières devant le Grand Redan, pousser cette attaque dans l'enceinte même et au cœur de la place, s'il y a lieu, en même temps qu'on se tiendrait prêt à donner l'assaut, dans cette éventualité et par un effort commun, au bastion Central et au bastion du Mât. » On voit que le général Niel ne cédait rien, qu'il ne faisait passer l'assaut qu'après la bataille. Avait-il converti à ses idées le général Harry Jones? Le plus certain, c'est qu'il n'y avait converti ni le général Pélissier ni lord Raglan.

« Le nouveau général en chef, écrivait-il au maréchal Vaillant, le 2 juin, se refuse à faire connaître ses intentions sur la marche du siége. Nous restons inactifs en présence des Russes qui accroissent et perfectionnent leurs défenses partout où ils supposent que nous les attaquerons. La même chose se passe sur la Tchernaïa où, après s'être retirés devant nous, ils reprennent leurs positions. On vient d'envoyer 3000 hommes de plus au corps expéditionnaire de Kertch, qui, assure-t-on, va attaquer le fort d'Anapa et puis Soudjouk-Kalé. Ne comprenant rien à ce qui se passe, je m'abstiens de toute réflexion. J'ai demandé à présenter quelques observations sur

la marche du siége : on m'a dit que ce n'était pas le moment. J'ai écrit pour transmettre une demande semblable qui était adressée par le général Jones : on ne m'a pas répondu. — Pendant que j'écrivais cette lettre, le général en chef m'a fait appeler ; il m'a reçu très-gracieusement et m'a traité avec beaucoup d'égards. Je vois des choses fort extraordinaires ; je les comprendrai peut-être un jour. Je suppose que quelque dépêche de Sa Majesté ou de Votre Excellence a produit ce revirement. Le général Pélissier est résolu ; s'il prend une bonne direction, nous ferons du chemin. Croyez-le, monsieur le maréchal, j'ai eu à passer de durs moments : je les aurai vite oubliés. »

Le général Niel parlait d'une nouvelle opération maritime. Après le succès de Kertch et de la mer d'Azof, il avait été en effet convenu entre les généraux en chef et les amiraux qu'une tentative serait faite contre Anapa et Soudjouk-Kalé sur la côte de Circassie ; mais le général Pélissier y avait mis pour condition expresse qu'en face d'une résistance sérieuse on ne s'opiniâtrerait pas, et c'était avec des instructions limitatives dans le sens d'un simple coup de main qu'il avait envoyé à Kertch le général Trochu, pour conférer avec les amiraux. La nouvelle aux Tuileries n'en avait pas moins soulevé des orages. L'empereur avait télégraphié : « Sous aucun prétexte ne permettez l'expédition sur Anapa. » Par un accident inexpliqué, ce télégramme, expédié le 3 juin, n'arriva en Crimée

que le 8. Il n'était plus temps; l'expédition était en cours; mais elle n'eut pas même un coup de canon à tirer. Quand elle parut devant les deux places, elle y trouva des Tcherkesses et des Turcs ; à la fin de mai, pressentant l'attaque, les Russes les avaient évacuées et démantelées en partie : il ne restait plus qu'à faire sauter les fronts de mer.

Lord Raglan était parfaitement satisfait, parfaitement d'accord avec le général Pélissier; il lui écrivait le 3 juin, en réponse à la lettre qu'il avait reçue la veille et qu'on a citée plus haut : « Je suis heureux de voir que Votre Excellence pense comme moi qu'il y a nécessité d'entreprendre une action de vigueur contre Sébastopol. Il serait sans doute vivement à désirer qu'une opération, ayant pour effet de distraire l'attention de l'ennemi et de l'empêcher d'appliquer toutes ses ressources au soutien de la garnison, pût être effectuée à l'extérieur; mais nous ne devons pas courir le risque d'un échec avant d'avoir atteint le but pour lequel nos armées ont tant fait déjà, avant d'avoir pris la place. C'est là l'objectif que nous ne devons pas perdre de vue, et vers lequel nous devons marcher sans hésiter. J'espère comme vous, mon cher général, qu'avec l'aide de Dieu et la bravoure de nos héroïques soldats, nous viendrons à bout de cette tâche qui, une fois remplie, nous permettra de battre encore l'ennemi en rase campagne. »

Le général Pélissier avait pris son parti, bien décidé sur ce qu'il voulait faire. Il avait écrit au maréchal

Vaillant le 2 juin : « Dans quatre ou cinq jours, nous ouvrirons le feu, nous nous logerons dans les ouvrages extérieurs de l'ennemi, et nous pousserons plus loin, si la fortune nous sourit. Quant à préluder à cette opération par une bataille et l'enlèvement des positions de l'ennemi sur la rive droite de la Tchernaïa, il est facile de le conseiller, fort délicat de l'exécuter. C'est un assaut d'une autre espèce, mais non moins redoutable à livrer. Sur une carte générale, par de simples tracés géométriques, on a bientôt construit un plan de campagne très-séduisant en théorie ; mais quand on lutte corps à corps avec les obstacles, soit créés par l'ennemi, soit venant, sans qu'on puisse le leur reprocher, de l'attitude et des habitudes de ses propres alliés, on reconnaît de plus en plus que, pour bien servir le souverain et le pays, il ne faut donner au hasard que ce qu'on ne peut lui arracher. Enfin, monsieur le maréchal, je ferai de mon mieux pour m'écarter le moins possible des vues de Sa Majesté et justifier votre confiance. Veuillez me la continuer et bien croire que si je ne cherche pas à préciser l'avenir, malgré ma pleine espérance du succès, c'est qu'il faut compter avec les événements, et que vouloir marcher trop étroitement dans un cadre inflexible, c'est se refuser le moyen d'utiliser les faveurs du destin. Je me sens les épaules assez fortes pour le fardeau dont je suis chargé, mais je le porterai d'autant mieux que je me sentirai une certaine liberté d'allure. L'opération de Kertch porte d'heureux fruits.

Nous avons profondément atteint les Russes dans leurs ressources ; leur principale ligne de ravitaillement est coupée. J'ai donc bien fait de concourir à cette expédition féconde en résultats. La confiance est générale, et je vois avec une fermeté tranquille approcher l'heure du dénoûment. »

IV

Confiance de l'armée. — Physionomie du soldat. — Les légendes du camp. — Kamiesch et ses colonies. — Le théâtre des zouaves. — Gringalet et Bilboquet. — La batterie du Zouave. — Les gaietés russes.

Il ne se vantait pas, il ne disait que l'exacte vérité : la confiance était générale. Des hauts sommets réservés à ceux que le soldat appelle les grands chefs, descendons vers les régions inférieures : allons au soldat ; nous l'avons vu au feu, sur le champ de bataille, à la tranchée : voyons-le au bivouac, même à la cantine. Cela aussi est de l'histoire.

Le maréchal Vaillant avait demandé, un jour, au général Canrobert de faire tenir par quelqu'un de son état-major une espèce de journal relatant tous les incidents de la vie militaire en Crimée, jusqu'aux moindres, « dût-il même, ajoutait-il expressément, descendre jusqu'à la puérilité. » Il se rappelait qu'au siége d'Anvers, il avait reçu du général Haxo, dont il était l'aide de camp, une mission analogue, « et le journal ainsi tenu, disait-il, est un document très-curieux aujourd'hui. Il y aurait bien des choses à en ôter sans doute, mais tel qu'il est il donne la possibilité de se rendre compte de bien des faits absolument inexplicables sans cette clef. Jamais je ne me suis couché

avant d'avoir tout écrit, ne voulant pas que les événements du lendemain modifiassent en quoi que ce fût mes impressions sur les choses de la veille. » Il se trouvait provisoirement alors dans l'état-major du général en chef un officier qui, ayant « quelque habitude du feuilleton », se chargea volontiers de recueillir les *on-dit* du camp. C'était M. de Molènes, un écrivain bien connu de la *Revue des Deux-Mondes*, un romancier en réputation, qui avait mêlé parfois aux rêves de son imagination certaines réalités de la vie militaire. Le premier essai, le premier spécimen du journal fut envoyé au maréchal Vaillant; le principal article racontait l'attaque de la redoute Selenghinsk par les zouaves du colonel Cler, dans la nuit du 23 au 24 février. Le travail, il faut le dire, ne plut pas au maréchal, et il faut le reconnaître, le maréchal n'avait pas tout à fait tort. « C'est bien fait, bien écrit au point de vue du feuilleton ou de l'article de journal, disait-il, mais il n'y a aucune utilité à retirer d'une histoire militaire présentée de cette façon. L'œuvre de M. de Molènes m'a rappelé une œuvre ou plutôt des œuvres maritimes qui sont venues souvent depuis l'ouverture de la campagne d'Orient, et qui, à mon avis, nous ont fait bien du mal. L'exagération, l'enflure, les redondances d'épithètes peuvent plaire à certains esprits, mais ne me plairont jamais. La vérité a un langage plus simple et des allures plus modestes. Je vous demande autre chose : c'est un simple journal de ce qui se fait, des projets qui sont conçus, de ce

qu'on entend dire ; la feuille du lendemain rectifie ou confirme celle de la veille ; en un mot, c'est une causerie, mais qui doit toucher le plus de choses possible, fût-ce même des niaiseries. Je n'ai montré qu'à l'empereur l'œuvre de M. de Molènes. » L'essai fut renouvelé deux ou trois fois, et ce fut tout. Le talent particulier de l'écrivain, la tournure de son esprit porté vers une sorte de mysticisme voluptueux, son goût pour les émotions peu saines, pour les aventures de boudoir, la recherche de son style raffiné, prétentieux, précieux, rien de tout cela ne le prédisposait à réussir dans le genre simple, franc, naturel, familier, que demandait le programme du maréchal Vaillant. Il faut ajouter que la succession de M. de Molènes n'ayant été reprise par personne, le maréchal fut obligé de renoncer à cette idée d'un journal, qu'il ne cessa pas de regretter d'ailleurs.

C'était surtout depuis l'avénement du général Pélissier que la physionomie du soldat était curieuse à la fois et facile à peindre. Le renouveau de la saison et de la guerre, le beau temps et les bons succès le mettaient en joie ; il était allègre au service, au feu, à la corvée, docile à tout, en train pour tout, prêt à courir partout. Sur le chemin de la cantine, tous lui étaient camarades, sans distinction, ni d'arme, ni de corps, ni de nation : Anglais, Piémontais, Turcs, il n'en faisait point la différence ; il les emmenait boire, écouter ses prodigieux récits d'Afrique, et surtout trinquer avec lui au vieil Africain, au grand chef, *à la tête de fer-*

blanc, sobriquet dont le général Pélissier s'amusait fort et qu'expliquaient à la fois son caractère si connu et ses cheveux tout blancs, taillés en brosse, qui tranchaient avec éclat sur son teint bistré. Comment ces braves, de terroirs si différents, parvenaient-ils cependant à s'entendre? C'eût été la confusion des langues, une vraie tour de Babel, n'eût été cet idiome étrange, le *sabir*, né sur les côtes de la Méditerranée, mélange d'italien, d'espagnol, de français, d'arabe, de turc, réduit d'ailleurs à fort peu de vocables, et qui réclame nécessairement pour auxiliaire le langage plus expressif du geste. Voici donc le thème incessamment répété des conversations à la cantine : *English bono, Francis bono, bono Italiano, Turco bono; English et Francis semis amis, bibir soua soua; Crimea makach bono, Arbia bono*[1]. « On conçoit, fait remarquer l'aimable auteur des *Souvenirs d'un officier du 2e zouaves*, le général Cler, on conçoit que ces affreux barbarismes, capables de faire danser la ronde du sabbat aux quarante fauteuils de l'Académie et de renverser les *immortels*, étaient habituellement arrosés d'un nombre indéfini de petits verres; d'histoire en histoire, d'admiration en admiration, les petits verres se changeaient en grands verres, les verres en bouteilles; » après quoi les bons amis se faisaient mutuellement la conduite, non sans broncher plus ou moins, ceux-ci ou ceux-là, vers leurs campements respectifs.

[1] Traduisez : Anglais bon, Français bon, Italien bon, Turc bon; Anglais et Français sont amis, boire ensemble; Crimée pas bon, Afrique bon.

Entre camarades, sous la tente, au retour de la tranchée, c'étaient, avec les sorties russes et les incidents de la nuit de garde, les merveilles de l'artillerie qui excitaient les imaginations davantage. Comme le service des batteries, outre les canonniers de profession, employait chaque jour un bon nombre d'auxiliaires, beaucoup d'hommes des régiments d'infanterie y avaient passé successivement, et ils s'en faisaient grand honneur. Le soldat professe une haute estime pour le canon ; c'est pour lui un être vivant en quelque sorte, un ami vigoureux, un ennemi redoutable, un des puissants de ce monde. Dans le service des bouches à feu, il arrivait parfois des incidents bizarres, singuliers, qui devenaient légendaires, étant d'ailleurs rigoureusement vrais. Les registres de l'artillerie en tenaient note. C'était, par exemple, un boulet russe qui était venu se loger dans l'âme d'une pièce française de même calibre, et, le moment d'après, avait été renvoyé à son point de départ. Dans la nuit du 17 au 18 mai, au Carénage, un obus brisait l'anse d'une pièce amorcée, le brin de mèche prenait feu au passage et le coup partait. Un mois auparavant, dans la batterie 25, en face du bastion du Mât, une pierre lancée par l'explosion d'un fourneau de mine, à minuit, était retombée sur un mortier chargé de sa bombe, elle avait frappé l'étoupille fulminante et le lourd projectile s'était enlevé subitement dans les airs, mais en faisant des blessés et des morts. Tel n'était pas heureusement le cas étrange, inouï, comique, la

joie de toute l'armée, le cas du 17 avril, l'aventure du grand parc. On y avait ramené du siége et couché sur chantier un canon de 24 — le rapport lui donne son nom — *le Neiss*. A la date qu'on vient de dire, deux canonniers, le cigare aux lèvres, devisaient paisiblement, assis sur la pièce. L'un d'eux, celui qui se trouvait près de la lumière, secoue au-dessus la cendre de son cigare ; à l'instant même une détonation éclate, un boulet part, frôle le grand magasin à poudre, et va se perdre en ricochant dans la campagne, sans que le dommage ait passé la menace, même pour les deux imprudents fumeurs qui, ahuris, abasourdis, renversés, ont roulé de droite et de gauche, avec plus de peur que de mal. Qui se serait avisé que la pièce pouvait être chargée encore?

L'histoire eut assez de succès pour faire diversion pendant quelques jours au grand objet des plaisanteries habituelles, Kamiesch et sa population d'aventure, son commerce interlope , ses industriels véreux, ses *mercanti*. Kamiesch, colonie mère, avait déjà essaimé ; à la queue des principaux campements, on voyait de petites ruches bourdonnantes, ou plutôt des guêpiers, désignés par des appellations significatives, *Flibustopol*, *Filouville*, *Coquinopolis*,etc. Le plus important se trouvait auprès du camp du Moulin, parce qu'il y avait de ce côté-là *great attraction*, comme disent les Anglais. Là campait le 2e zouaves, célébré pour sa bravoure et aussi pour ses talents dramatiques. Dès Varna, il avait, en ce dernier genre, conquis

sa renommée en inaugurant à la fois trois scènes, une pour le drame, une autre pour le vaudeville, la dernière, plus modeste, pour les fantoches de Guignol.

En Crimée, il fallut se réduire à une seule, qui prit le nom de *Théâtre du Moulin* ou d'*Inkermann*. C'était une baraque construite en avant du front de bandière, à la place occupée d'abord par les Gardes anglaises qui avaient été envoyées depuis à Balaklava. La troupe était recrutée exclusivement dans le corps, les imberbes tenant les rôles de femme, avec des vêtements prêtés par les cantinières, la musique du régiment faisant l'orchestre. On y jouait surtout le vaudeville. Les représentations, qui se donnaient le soir, deux fois par semaine, avaient leurs programmes affichés dans tous les camps à l'avance, en placards lithographiés, encadrés de sujets comiques dont les Russes faisaient naturellement les principaux frais. Quelquefois il y avait relâche, *par ordre*, les artistes devant marcher pour une opération de guerre ; et les érudits de rappeler, à cette occasion, le théâtre du maréchal de Saxe dans ses campagnes de Flandre, et les annonces célèbres de madame Favart. Lorsque la troupe était revenue, c'étaient souvent des *doublures* qui tenaient la place des *chefs d'emploi*, plus ou moins écloppés, s'il ne leur était pas arrivé pire. Dans ses intéressants *Souvenirs de la guerre de Crimée*, le colonel Fay nous a conservé l'affiche bien émouvante d'une représentation organisée avant, mais donnée après le terrible assaut des Ouvrages blancs et du mamelon Vert. Le

programme est raturé en plusieurs endroits ; on lit en tête : « Au bénéfice des blessés du 7 au 8 juin. — Représentation extraordinaire. — Deux amateurs ayant été tués et plusieurs blessés, on a été obligé de changer le spectacle qu'on se proposait de donner. » Est-ce que ce n'est pas là un document d'une singulière éloquence?

On affluait de toute part à ce théâtre, les officiers anglais surtout : ils ne manquaient pas d'y accourir, même de Balaklava. Les couplets de vaudeville étaient souvent accompagnés par le canon des batteries russes élevées de l'autre côté de la Tchernaïa, sur les hauteurs, et que les loustics de l'endroit avaient plaisamment dénommées d'après la bouffonnerie fameuse des *Saltimbanques*. La plus voisine, dont les boulets sont venus deux ou trois fois troubler la mise en scène, s'appelait *Gringalet;* plus loin c'étaient *Bilboquet* et *Zéphyrine*. En dehors de ces dénominations illustres, on citait aussi *Flageolet* et l'inévitable *Guignol*. Tous ces noms-là, notons-le bien, sont devenus historiques; ils figurent sérieusement dans plus d'une dépêche, dans plus d'une relation officielle.

Il y avait encore, mais dans Karabelnaïa, sur la rive droite du port militaire, une autre batterie célèbre, la *batterie du Zouave*, ainsi dite parce qu'un jour on l'avait vue surmontée d'une toile immense, pareille à celles qui s'étalent dans les foires, et sur laquelle un barbouilleur de Sébastopol avait représenté grotesquement un zouave harponné par un cosaque. C'est que

le soldat russe avait aussi ses gaietés. Le 16 mai et les jours suivants, toutes les fois que le vent était assez fort, on avait vu s'enlever, de l'intérieur du bastion du Mât, un énorme cerf-volant, de forme rectangulaire, en papier rouge frangé de blanc, qui avait aussitôt servi de cible aux tireurs de la quatrième parallèle. Les fortes têtes peinaient à se creuser pour pénétrer le mystère de cette apparition, de ce signal sans doute, et dans un ouvrage sérieux nous lisons ceci encore : « Personne ne le sait; le sens et l'objet de cette manœuvre n'ont jamais été connus. » En vérité, ce n'était rien moins qu'une manœuvre : c'était tout simplement un jeu, une plaisanterie, une farce, *pour amuser le Français*, selon l'expression russe.

Entre le Russe et le Français il y avait des rapports de caractère et comme une sympathie d'instinct. Dans les suspensions d'armes, ce n'étaient pas seulement les officiers qui s'abordaient volontiers et s'entretenaient courtoisement ensemble; les soldats fraternisaient aussi à leur manière; on comparait par échange le cognac à la *vodka* [1], et lorsque venait le moment de se quitter, on voyait quelquefois partir le tirailleur russe coiffé d'un képi, le chasseur français d'une casquette.

[1] Eau-de-vie de grain dont les Russes font grand usage.

V

Travaux des Russes devant Karabelnaïa. — Travaux des alliés. — Reconnaissance dans la vallée de Baïdar. — Bombardement du 6 juin. — Le 7, attaque des Ouvrages blancs et du mamelon Vert par les Français, de l'ouvrage des Carrières par les Anglais. — Triomphe des alliés.

Telle était, en ses traits essentiels, la physionomie du soldat, depuis que le général Pélissier avait pris le commandement et tandis qu'il préparait avec le plus grand soin, de concert avec lord Raglan, l'attaque des ouvrages extérieurs en avant de Karabelnaïa. Les Russes, de leur côté, ne négligeaient rien, dans le même temps, pour organiser solidement la défense. Au bord même de la croupe du Carénage, au-dessus de la baie, le général de Todleben avait fait construire, en arrière des redoutes Selenghinsk et Volhynie, pour les soutenir, la batterie Zabalkansky, la *batterie du 2 mai*, selon la nomenclature française. Sur le contre-fort de Malakof, outre la forte contre-approche qui se développait en avant de la lunette Kamtchatka, deux tranchées ouvertes dans le prolongement de la ligne de front s'abaissaient, l'une vers le ravin des Docks, l'autre vers le ravin du Carénage; dans le voisinage de la lunette, le parapet de ces tranchées avait été renforcé de manière à servir d'épaule-

ment pour deux batteries, sur la droite et sur la gauche. Enfin, vis-à-vis des attaques anglaises, devant le Grand Redan, le général de Todleben avait fait agrandir et réunir des excavations occupées depuis longtemps par les tirailleurs russes et dont l'ensemble constitua dès lors le formidable *ouvrage des Carrières*.

Parmi les défenses accessoires employées par les Russes, il faut noter particulièrement un système de machines infernales qu'ils avaient disposées en plusieurs endroits, notamment en avant de la redoute Volhynie et sur la berge droite du ravin du Carénage. Sur ce dernier point, une reconnaissance du génie découvrit, le 30 mai, une rangée de vingt-quatre caisses enterrées à fleur de sol, de deux mètres en deux mètres. Ces caisses en bois pouvaient contenir chacune sept ou huit kilogrammes de poudre ; elles étaient pourvues d'amorces fulminantes, de telle sorte qu'il suffisait de poser le pied dessus pour les faire sauter. C'était par un système analogue que les défenseurs de Kertch avaient dans le même temps essayé d'interdire à l'ennemi l'entrée de la mer d'Azof. Les escadres alliées ne se doutaient pas qu'elles avaient passé sur de petits volcans sous-marins, disons sur des torpilles, bien que le mot ne fût pas d'usage encore, les unes flottantes, à deux ou trois mètres sous l'eau, et pourvues d'amorces fulminantes qui devaient détoner au moindre choc, les autres fixées sur les bas-fonds et que devait faire jouer une pile galvanique établie sur la côte. L'épreuve fut tout à fait mauvaise, car pas une des cent

torpilles immergées, de l'une et de l'autre sorte, ne fit le moindre effet; il ne paraît même pas qu'une seule explosion ait été produite.

Du côté des alliés, on avait travaillé avec énergie pour augmenter la puissance de l'attaque. Comptant avant tout sur l'efficacité de leur feu, les Anglais avaient plutôt renforcé leur artillerie que poussé leurs approches. De ces deux moyens de succès, les Français n'avaient pas plus négligé l'un que l'autre. Devant le mamelon Vert, comme devant les Ouvrages blancs, ils avaient achevé leur deuxième parallèle; quatorze batteries étaient prêtes à faire feu, neuf à droite du ravin du Carénage, cinq à gauche.

Avant de s'attaquer aux défenseurs de Sébastopol, le général Pélissier voulut se procurer des informations au sujet de l'armée de secours. Une grande reconnaissance fut poussée, le 3 juin, sur la haute Tchernaïa, dans la vallée de Baïdar. Le général Morris, qui dirigeait l'opération, avait sous ses ordres 4000 hommes d'infanterie commandés par le général Canrobert, dix escadrons de cavalerie commandés par le général d'Allonville, deux batteries à cheval et une batterie de montagne. La colonne, suivant la route Voronzof, occupa d'abord le village de Varnoutka, puis elle se divisa, une partie marchant sur Ourkousta, l'autre sur Baïdar. Celle-ci poussa des avant-gardes jusqu'au défilé de Phoros, sur la route de Yalta. D'aucun côté on n'aperçut l'ennemi, sauf quelques escouades de cosaques qui se replièrent dès les premiers

coups de feu. A la tombée du jour, les troupes reprirent le chemin de leurs bivouacs.

Le 5 juin, deux télégrammes furent expédiés en même temps de Paris et du quartier général devant Sébastopol. Le premier disait : « Pour le bonheur de la France et pour la gloire de nos armes, vous êtes à la tête de la plus belle armée qui ait peut-être jamais existé. Une réputation immortelle vous est assurée; mais il faut faire de grandes choses. La conduite du siége même est bien plus dans les attributions du général commandant le génie que dans celles du général en chef; or le général du génie vous a adressé les observations suivantes : « Si vous voulez continuer le » siége sans investir la place, vous n'obtiendrez qu'a- » près des luttes sanglantes et acharnées, qui vous » coûteront vos meilleurs soldats, ce qui serait venu » de soi-même après l'investissement. » D'accord avec le gouvernement anglais qui écrit la même chose à lord Raglan, je vous donne l'ordre positif de ne point vous acharner au siége avant d'avoir investi la place. Concertez-vous donc avec lord Raglan et Omer-Pacha afin de prendre l'offensive en agissant soit par la Tchernaïa, soit contre Simféropol. En insistant sur la marche à suivre, nous vous laissons à tous deux la plus grande latitude sur les moyens à employer. » Le second télégramme disait : « Je dois voir aujourd'hui lord Raglan, avec lequel je suis d'ailleurs en parfaite communauté d'idées, pour arrêter les dernières dispositions de l'attaque de vive force qui doit mettre en

notre pouvoir les ouvrages du Carénage, le mamelon Vert et la carrière qui précède le Grand Redan. Je compte commencer cette opération le 7 et la conduire sans désemparer avec la dernière vigueur. »

Le 6 juin, à trois heures de l'après-midi, les batteries anglaises et françaises ouvrirent le feu contre les ouvrages avancés de Karabelnaïa, contre l'enceinte fortifiée en arrière, et aussi contre le bastion du Mât, afin de l'occuper de si bonne sorte qu'il ne pût donner aide au Grand Redan. Le soir venu, les Ouvrages blancs tenaient seuls tête à l'attaque; le mamelon Vert, les batteries adjacentes, le bastion Malakof étaient réduits au silence. Le plus grand dommage leur était venu des batteries anglaises, « qui, a dit le général de Todleben, savaient compenser la mesure un peu lente de leur feu par la précision remarquable de leur tir. » Pendant la nuit, les bombes, les fusées de guerre ne cessèrent pas de tomber dans les ouvrages russes et dans la place même; aussi, le lendemain, au point du jour, ne vit-on point, autant du moins qu'à l'ordinaire, de ces prodiges de réfection qui faisaient la gloire de leurs terrassiers et de leurs artilleurs. La canonnade, reprise dès l'aube, se poursuivit donc avec un avantage de plus en plus marqué en faveur de l'attaque. Le 7, vers cinq heures du soir, la redoute Selenghinsk, la redoute Volhynie, la lunette Kamtchatka, leurs batteries de soutien, n'offraient plus que des ruines, merlons démolis, embrasures détruites, traverses croulantes, parapets rasés, fossés comblés.

Dans le même temps, les divisions Mayran, Dulac, Camou et Brunet prenaient position, les deux premières dans les tranchées du Carénage, les deux autres dans les tranchées devant le mamelon Vert. La division turque d'Osman-Pacha était placée en réserve sur le plateau d'Inkermann. De la redoute Victoria, le général Pélissier dominait tout le terrain d'attaque; un peu plus loin, dans la batterie Lancastre, se tenait le général Bosquet; c'était lui qui devait donner le signal.

A six heures trois quarts, un bouquet de six fusées de guerre jaillit tout d'un coup ; aussitôt les têtes de colonne s'élancent des tranchées, la brigade Lavarande vers la redoute Volhynie, la brigade de Failly vers la redoute Selenghinsk, la brigade de Wimpffen vers la lunette Kamtchatka. La première avait 300 mètres, la seconde un espace double à franchir; cependant elles arrivèrent jusque sur les ouvrages d'un seul élan et sans beaucoup de perte. Quoique les Russes, avertis par leurs avant-postes du mouvement qu'ils avaient remarqué depuis plusieurs heures dans les tranchées françaises, eussent dû se prémunir contre l'assaut, il n'y avait dans les deux redoutes que 450 hommes du régiment de Mourom. Lorsque le second bataillon du même corps, en réserve dans le ravin Troïtzky, fut envoyé pour les soutenir, il était trop tard. Ceux-là, jetés hors des ouvrages après une courte mêlée, 'étaient mis en retraite sur la batterie du 2 Mai; les autres, refoulés à leur tour, ne tardèrent

pas à les y rejoindre ; mais les vainqueurs, qui les serraient de près, sans leur donner le temps de se reformer, leur enlevèrent ce dernier point d'appui et les culbutèrent sur les pentes de la baie du Carénage. Un obusier de montagne, traîné à bras d'homme, fouillait à coups pressés le fond du ravin, tandis qu'un détachement d'encloueurs mettait hors de service les pièces de la batterie, où l'on ne pouvait, à cause de la trop grande distance, songer à se maintenir. L'opération achevée, les assaillants se replièrent sur les redoutes conquises, oubliant l'obusier de montagne dont tous les servants avaient été tués ou blessés, à l'exception d'un artificier qui, ne pouvant ramener la pièce lui tout seul, eut au moins assez de présence d'esprit pour emporter une des roues, de sorte qu'il fût impossible à l'ennemi d'en faire usage.

Une demi-heure s'était écoulée déjà lorsque les deux derniers bataillons du régiment de Mourom, détachés de la réserve générale qui occupait dans Karabelnaïa même le ravin Ouchakof, accourant hors d'haleine, commençaient à s'élever péniblement sur le plateau, quand ils reçurent tout à coup, à leur grande surprise, des coups de feu par derrière. D'après les ordres judicieusement donnés par le général Bosquet, deux bataillons, commandés par le lieutenant-colonel Larrouy d'Orion, du 97e, étaient descendus au fond du ravin du Carénage qu'ils avaient suivi jusqu'au pont-aqueduc, à l'extrémité de la baie, puis, tournant à

droite sur les traces des bataillons de Mourom, ils étaient apparus brusquement derrière eux. Ce coup de filet, très-habilement et très-résolûment lancé, ramassa en un moment 400 Russes dont douze officiers ; le reste, profitant du crépuscule, réussit à se tirer d'affaire.

Un peu plus tard, un nouveau détachement de la réserve générale, composé de trois bataillons, fut envoyé sur le même terrain. L'officier supérieur qui le commandait paraît avoir eu le mérite au moins d'un esprit remarquablement inventif. L'obusier de montagne abandonné, démonté, que ses hommes trouvèrent par aventure, figura dans son rapport comme enlevé aux Français ; de même, après une charge à la baïonnette contre des gens qui n'étaient plus là, il aurait repris la batterie Zabalkansky, évacuée depuis trois ou quatre heures. Le fait est qu'il ne pouvait y avoir dans ces parages que quelques traînards, quelques rôdeurs, tout au plus quelques patrouilles envoyées des avant-postes qui surveillaient les abords des redoutes enlevées aux Russes. Par un effet d'imagination plus étrange encore, ce même officier supérieur se persuada si bien que les redoutes Volhynie et Selenghinsk avaient été reconquises, qu'il entreprit de le persuader au général Khroulef, au vice-amiral Nakhimof et au général de Todleben. A cette heureuse nouvelle, ainsi annoncée et affirmée, les deux premiers ajoutèrent aisément foi ; le troisième, en défiance, voulut s'assurer des choses par lui-même.

Arrivé à la batterie Zabalkansky, ce qu'il trouva, ce fut beaucoup de désordre, mais point de renseignements certains. L'officier supérieur était déjà moins affirmatif. Un morne silence régnait sur le plateau ; plus de coups de fusil, plus de clameurs ; la nuit profonde dérobait tout à la vue. Dans cet état d'incertitude, le général de Todleben envoya en reconnaissance une compagnie d'infanterie avec quelques matelots, sous la direction de l'homme qui devait avoir la plus grande habitude de ce terrain-là, car c'était l'ancien commandant de la redoute Selenghinsk. Au bout d'une heure il revint : la redoute était occupée par les Français ; il n'y avait pas le moindre doute. L'exacte, l'incontestable vérité, c'est que, depuis sept heures et demie du soir qu'ils en étaient maîtres, non-seulement ils ne l'avaient point quittée d'une minute, mais qu'ils n'avaient pas même eu à repousser, depuis l'échec du second bataillon de Mourom, le moindre retour offensif.

Au mamelon Vert, la dispute avait été bien autrement vive. Le vice-amiral Nakhimof descendait de cheval à l'entrée de la lunette Kamtchatka, au moment même où commençait l'attaque. La distance que les Français avaient à parcourir était grande, 450 mètres ; heureusement la plupart des canons russes ne pouvaient plus faire feu ; à peine deux coups à mitraille furent tirés sur les assaillants avant qu'ils eussent franchi la contre-approche, chassé devant eux une centaine de carabiniers qui l'occupaient

tout à l'heure, et remonté vivement la pente que couronnait l'ouvrage. Ils arrivaient sur trois colonnes : à droite, les tirailleurs algériens se jetèrent dans les tranchées et batteries annexes ; au centre et à gauche, le 50e de ligne et le 3e zouaves escaladèrent facilement les parapets éboulés et envahirent la lunette même. Il ne s'y trouvait, outre les matelots canonniers, que 350 hommes du régiment de Poltava qui résistèrent assez bien d'abord, mais, les turcos ayant paru en arrière dans le voisinage de la gorge, les défenseurs n'eurent que le temps de faire retraite vers l'enceinte fortifiée, sous la direction de Nakhimof, qui leur fit occuper la courtine entre Malakof et le Petit Redan.

La victoire était complète, et quelque douloureuse que fût la perte du colonel de Brancion, tué en plantant lui-même sur le parapet le drapeau du 50e, le succès n'eût cependant pas été acheté trop cher, si une ardeur inconsidérée, méconnaissant les ordres donnés au départ, n'eût emporté le plus grand nombre des assaillants hors de l'ouvrage d'où ils n'auraient pas dû sortir, bien au delà, jusqu'aux abords de Malakof, quelques-uns même, à travers les excavations et les trous-de-loup, jusque dans le fossé du bastion. Ils payèrent cruellement cette fatale imprudence ; forcés de reculer pendant plus de 500 mètres sous le feu convergent des batteries de front, de droite et de gauche, fouettés de haut par la mitraille et la fusillade des remparts, suivis, serrés de près par six batail-

lons que le général Khroulef avait fait sortir sur eux et conduisait en personne, les plus braves faisaient pour se rallier d'inutiles efforts. L'effet de ce reflux désordonné fut déplorable. De même que le premier élan avait poussé l'assaut plus loin que de raison, de même le recul entraîna plus loin que de raison la retraite. Pour comble de malheur, l'explosion d'une fougasse dans l'intérieur de la lunette venait de mettre en confusion les troupes qui la gardaient; en vain essayèrent-elles de se reformer pour barrer le passage aux Russes dont on entendait les clameurs : percées, bousculées, renversées par le flot des fuyards, elles ne purent tenir contre la panique. Tout céda, tout plia, tout roula pêle-mêle jusque dans les tranchées françaises : moment critique. Heureusement le général Bosquet para tout de suite au danger. Par ses ordres, l'artillerie accabla d'obus et de bombes les Russes accumulés dans la lunette ; puis, à la voix du général Camou, la brigade Vergé, battant la charge, et les débris de la brigade Wimpffen, brûlant de venger leur déroute, se jetèrent en avant. Le mouvement fut irrésistible ; aussi vite que les Russes avaient reconquis la lunette Kamtchatka, aussi vite ils en furent rechassés, et cette fois pour jamais. Ce fut à leur tour de courir sous les balles et de chercher à la hâte un abri derrière les parapets de Malakof.

Pendant ce temps, les Anglais avaient résolûment exécuté leur attaque. Une colonne de 400 hommes, pris dans la 2e division et dans la division légère,

commandés par le colonel Shirley et soutenus par une réserve de 600 hommes dans la parallèle avancée, s'était portée sur le flanc droit de l'ouvrage des Carrières, en avait délogé les défenseurs et s'y était maintenue contre un retour offensif de l'ennemi qui, plus tard, à la faveur des ténèbres et à deux reprises, renouvela tout aussi vainement ses efforts.

Malgré le feu violent des batteries russes, la nuit fut sans relâche employée par les vainqueurs à s'installer solidement dans leur conquête.

VI

Les ouvrages conquis sont armés contre la place. — Félicitations de la reine d'Angleterre. — Mauvaise humeur d'Omer-Pacha. — Le général en chef et les généraux des armes spéciales. — Lettre du général Pélissier à l'empereur.

Le 8, au point du jour, l'ennemi put reconnaître l'importance des travaux d'appropriation que les alliés avaient su accomplir en si peu d'heures. L'ouvrage des Carrières était devenu la quatrième parallèle de l'attaque Voronzof; la contre-approche du mamelon Vert et la double tranchée à droite et à gauche de la lunette Kamtchatka formaient la troisième et la quatrième parallèle de l'attaque Victoria; la lunette elle-même, fermée du côté de la place par un épaulement, ouverte du côté opposé par des coupures, avait fait volte-face pour ainsi dire et tout à fait changé de front. Sur le plateau du Carénage, les redoutes Selenghinsk et Volhynie avaient déjà des embrasures taillées dans la direction du Petit Redan et des communications établies avec les tranchées en arrière. Tandis que dans la redoute Volhynie le génie poursuivait activement ses travaux, un boulet de malheur atteignit mortellement le général de Lavarande. Un ordre du général en chef prescrivit de

donner aux Ouvrages blancs le nom d'ouvrages Lavarande et celui de redoute Brancion à la lunette du mamelon Vert.

Le 9 juin, on s'aperçut que les Russes avaient abandonné pendant la nuit leur dernière position sur la croupe du Carénage; la batterie Zabalkansky ou du 2 Mai était évacuée; le pont sur la baie avait disparu. Dans la journée, de midi à cinq heures, il y eut, à la demande de l'ennemi, une suspension d'armes pour l'enlèvement des morts et des blessés qui pouvaient se trouver encore dans les replis de ce terrain tourmenté. Du côté des Français, il y avait eu 69 officiers tués, 203 blessés, 4 disparus; pour les hommes de troupe, 628 tués, 4160 blessés, 379 disparus : 70 de ces derniers avaient été pris dans le fossé même de Malakof, d'où la raideur de la contrescarpe ne leur avait pas permis de sortir. C'était une perte totale de 5443 hommes. Celle des Anglais était de 693; celle des Russes dépassait 6000; plus de 1000 avaient été tués, blessés ou pris, du seul régiment de Mourom. Parmi les morts se trouvait le général Timofeief, frappé dans l'un des combats du Carénage. C'était lui qui, le 5 novembre, pendant la bataille d'Inkermann, avait dirigé la grande sortie contre la gauche des attaques françaises. Dans les ouvrages perdus par les Russes, ils avaient laissé 75 bouches à feu de tous calibres.

Le 9 juin au soir, lord Ragian s'empressa de faire connaître à son collègue un télégramme expédié de

Londres par lord Panmure, le matin même, et conçu en ces termes : « Sa Majesté me charge de vous prier d'exprimer à tous ceux qui ont été engagés le 7 son admiration pour leur brillante conduite dans l'attaque du Mamelon, des Ouvrages blancs et de l'ouvrage des Carrières. Communiquez ce message au général Pélissier surtout. » Celui-ci, par contre, venait de recevoir d'Omer-Pacha une lettre singulière, dans laquelle le généralissime des forces ottomanes rappelait qu'ayant été invité par le général Canrobert et lord Raglan à se rendre en Crimée pour coopérer aux opérations extérieures, il y avait mis pour condition que ses troupes ne prendraient aucune part au siége. Cette réclamation était d'autant plus étrange que la division turque d'Osman-Pacha, placée en réserve sur le plateau d'Inkermann, était restée, en fait, simplement spectatrice de la bataille. Cependant le général Pélissier s'empressa d'adresser à l'ombrageux Omer, non sans quelque ironie, ses excuses et de donner des ordres pour qu'on lui rendît aussitôt sa division qui avait été si peu compromise.

Qu'importait d'ailleurs le mauvais compliment du général turc ? Il y en avait un autre qui demeurait plus sensible au triomphateur : c'était ce télégramme du 5 juin, expédié par le maréchal Vaillant, dicté par l'empereur, et disant par exemple : « Il faut faire de grandes choses. » A quoi le général Pélissier répliquait, le 8 : « Je ne puis concéder que depuis mon avénement au poste que j'occupe, nous nous

soyons bornés à de petites choses. » Il y avait encore dans le télégramme cette phrase significative : « La conduite du siége même est bien plus dans les attributions du général commandant le génie que dans celles du général en chef. » Or le général Pélissier avait trouvé dans la correspondance de son prédécesseur avec le ministre de la guerre une lettre du maréchal Vaillant qui soutenait précisément la thèse contraire, et il se donnait la malicieuse satisfaction d'opposer le maréchal non pas à lui-même, — il connaissait bien le véritable auteur du télégramme, — mais le maréchal à l'empereur.

Dans un accès de fatigue ou de modestie, le général Canrobert avait écrit, un jour, au ministre de la guerre : « Je ne saurais trop remercier Sa Majesté et vous, monsieur le maréchal, d'avoir prolongé le séjour du général Niel en Crimée. Les opérations si difficultueuses du siége de Sébastopol empruntent à la haute expérience d'ingénieur de cet officier général une direction plus assurée, et à ce sujet je prie Votre Excellence de me permettre d'accomplir un devoir religieux en lui avouant qu'il m'eût paru plus naturel, plus utile au bien du service, à la marche des travaux méthodiques et compliqués devant une vaste et exceptionnelle place, de confier le commandement de l'armée destinée à assiéger Sébastopol à un général du génie ou de l'artillerie, au lieu de le donner à un général d'infanterie, qui, tout en sachant peut-être appliquer quelques bons principes de tactique ou de

stratégie, ne possède pas assez de connaissances *spéciales* pour dominer *en maître* — ainsi que cela devrait être — la direction des mille et un travaux que le génie et l'artillerie exécutent dans un très-grand siége dont le résultat doit peser d'un si puissant poids sur les opérations futures de la guerre. »

Sur la marge même de cette lettre, le maréchal Vaillant avait tout de suite écrit ce mot : *Erreur ;* puis il y avait répondu en développant sa pensée, avec l'autorité d'un homme de guerre qui, au siége de Rome, ayant une lettre de commandement dans sa poche, avait fait passer avant la satisfaction de son intérêt personnel, avant la tentation de se faire valoir, le respect des principes, l'intérêt général, la vérité militaire : « Vous vous trompez en avançant qu'il eût mieux valu, pour la grande opération dont vous êtes chargé, donner le commandement de l'armée à un officier général de l'artillerie ou du génie. C'est une grave erreur, et je ne serai pas suspect en la combattant. Le vrai général, le seul général, dans le sens le plus complet du mot, c'est celui qui remue les grandes masses, qui sait combiner leurs mouvements, les amener à propos sur tel ou tel point et de manière à y avoir la supériorité *momentanée*, quand en réalité il peut être inférieur à son ennemi. Le général, le grand capitaine, si vous aimez mieux, sait faire concourir toutes les armes à un succès; mais l'arme essentielle, la plus utile, parce qu'elle forme et formera toujours la masse principale, c'est l'in-

fanterie dans nos armées modernes. C'est donc à celui qui remue le mieux l'infanterie que doit en principe appartenir le commandement en chef. Le contraire ne comporte que des exceptions. Un siége, une défense de place ne sont que des épisodes dans la guerre. Ils sont le résultat de batailles gagnées ou perdues ; ils permettent de livrer bataille; mais la bataille est toujours le but et l'objet de la guerre. Puis avez-vous réfléchi à ce que vous proposez? Un général livre bataille, la gagne, ou par ses mouvements habilement combinés isole une place et se met en état d'en faire le siége : il devrait, d'après vous, remettre l'épée du commandement à un général d'artillerie ou du génie, sauf à la reprendre lorsque, le siége étant fini, il y aurait lieu de conduire l'armée à une autre opération! Non, ce n'est pas possible! La difficulté de votre siége de Sébastopol, les obstacles de toute nature que vous rencontrez vous ont fait dévier un peu de votre sage appréciation des choses. »

Cette lettre est belle; il importait qu'elle fût citée à l'honneur de celui qui l'a écrite. Après en avoir pris à très-bon droit son avantage, le général Pélissier continuait ainsi sa réplique au télégramme du 5 juin : « J'aurais bien des choses à dire si j'entreprenais de réfuter certaines observations passées un peu par-dessus ma tête pour arriver jusqu'à vous. J'aime mieux vous dire que, hier, l'officier général auquel a trait votre dépêche, voyant les ouvrages récemment conquis en notre possession, s'est écrié dans l'enthou-

siasme : « C'est là un très-sérieux accroc pour la place » de Sébastopol. » Dans les choses sérieuses, toujours j'ai mis de la constance, jamais d'acharnement, et s'il m'avait été donné de manifester, deux mois plus tôt, une qualité qu'on néglige pour ne se préoccuper que d'un défaut, nous eussions fait dès longtemps des pas qui ne se sont accomplis que depuis huit ou dix jours et d'une façon qui paraît ici assez décisive. La discipline, la hiérarchie : sans cela point d'armée. Aussi vais-je me concerter avec lord Raglan pour la meilleure exécution de vos ordres. L'état sanitaire des Sardes peut y apporter obstacle, au moins momentanément. » Des cas de choléra étaient en effet signalés, assez nombreux et assez graves, dans l'armée piémontaise ; un des divisionnaires, le propre frère du commandant en chef, le général Alexandre de La Marmora, était parmi les victimes.

Après le général Pélissier parlant, comme on vient de voir, du général Niel, voici le général Niel parlant du général Pélissier : « Nous faisons en toute hâte, écrivait-il le même jour, 8 juin, au maréchal Vaillant, une batterie sur le Mamelon pour contre-battre l'ouvrage de Malakof. Dès qu'elle aura agi, il faudrait donner l'assaut ; mais, avant de donner l'assaut, il faudrait attaquer l'ennemi en rase campagne, et les troupes envoyées à Kertch et puis à Anapa ne sont pas de retour. J'ai la conviction que, sans cette opération lointaine, nous serions aujourd'hui *dans Sébastopol*. Il paraît que vous aviez parlé au général en chef

des observations que je lui ai présentées à ce sujet. Vous avez attiré sur ma tête un terrible orage qui a éclaté hier. Ne perdez pas de vue, je vous prie, monsieur le maréchal, que mes relations sont des plus difficiles, qu'il faut que je sois devant l'ennemi pour supporter les procédés qu'on a pour moi. Si j'entrais dans des détails à ce sujet, vous en seriez bien étonné, Sa Majesté aussi; mais comme je vois les choses de plus haut que ne le suppose le général Pélissier, je suis plein d'espérance. Il a de la résolution; nous arriverons même en suivant une mauvaise voie, si elle est suivie avec décision; or le général Pélissier n'en manque pas. La véritable difficulté, la voici : après une longue paix, personne ne sait se servir d'une armée de 180 000 hommes. C'est une armée trop lourde. On a excellé dans de petits combats en Afrique : on ne veut que de ceux-là, sauf à y perdre plus de monde que dans une bataille, sans pouvoir obtenir un grand résultat. La grande armée servira à alimenter les petits combats. Comme nos soldats sont très-bons, nous arriverons tout de même. Quant à l'officier du génie qui a demandé l'investissement, c'est parce qu'il ne sait pas faire le siége ; il ne sait même pas que, *pour investir une place, il faut commencer par enlever tous ses ouvrages extérieurs*, etc., etc. »

Le général Niel ne pouvait prendre son parti de l'expédition de Kertch, en dépit du résultat, encore moins de l'expédition d'Anapa, dont il n'avait point

de nouvelles encore, et qui pouvait bien ne pas réussir ; elle avait réussi cependant, comme on l'a vu, en quelque sorte par avance et sans coup férir. Nouveau succès à l'avoir du général Pélissier; aussi écrivait-il, le 12 juin, au maréchal Vaillant : « Dès à présent, notre attitude devant la place a complétement changé. Elle est au plus haut degré offensive, menaçante, et nos armes, au point de vue du siége, brillent d'un éclat qui grandit la confiance du soldat et atteint le moral de l'ennemi. Une dépêche télégraphique vous a fait connaître l'évacuation de la forteresse d'Anapa par les Russes et son occupation par les Circassiens. Cet heureux événement, ajouté aux précédents, prouve que l'opération de la mer d'Azof n'était pas excentrique et sans rapport avec celles que nous poursuivons à l'autre bout de la Crimée. »

Sur ces entrefaites, l'écuyer de l'empereur, M. de Bourgoing, était arrivé avec la missive impériale qu'il avait charge de remettre entre les mains du général en chef et dont on a reproduit plus haut la teneur. Le général Pélissier y fit, le 15 juin, cette réponse : « Sire, M. de Bourgoing vient de me remettre la lettre autographe que Votre Majesté a daigné m'écrire le 30 mai. La confiance qu'elle veut bien me témoigner m'a pénétré de reconnaissance. La prise des ouvrages extérieurs de l'ennemi, à la droite de nos attaques, a dévoilé le côté vulnérable de Sébastopol. Pour tous les vrais gens de guerre, la tour Malakof est le Petit-Gibraltar de cet autre Toulon. Si, dans quelques

jours, comme je l'espère, je puis annoncer à Votre Majesté que ses aigles sont arborées sur ce bastion, la question sera décidée. En même temps que je médite et prépare cette attaque, je prends les mesures qui, dans les limites du possible et sans faire trop de part à la fortune, me permettront de réaliser à l'extérieur les intentions et les prévisions de Votre Majesté. Que l'empereur soit bien persuadé que rien ne lassera mon énergie et mon dévouement pour accomplir ma mission. L'armée d'Orient répondra à tout ce qu'attendent d'elle la France et son souverain; son patriotisme surmontera tous les obstacles. Votre Majesté veut bien reconnaître les difficultés qu'apportent toujours aux grands projets la constitution des armées confédérées et les partages de commandement. Quoique j'aie beaucoup obtenu pour mettre de l'unité dans les opérations des armées alliées, il se présentera parfois des délais inévitables. Que Votre Majesté daigne alors se rappeler par quel travail préalable de conciliation je dois préluder aux coups à porter aux Russes. Nous sommes dans la voie du succès et le succès se continuera, s'il plaît à Dieu, en grandissant. Que Votre Majesté reconnaisse également que lord Raglan n'a point de son gouvernement des ordres aussi formels que ceux qu'il plaît à Votre Majesté de me donner. Là gît la difficulté, et moi, si discipliné par nature, on serait tenté parfois de me taxer de désobéissance. »

Avec des résolutions inflexibles, le général Pélis-

sier avait des habiletés, des adresses, des tours d'esprit que lui aurait enviés le courtisan le plus souple. Il avait décidé de prendre Sébastopol directement, corps à corps; il avait décidé de ne rien tenter de ces opérations extérieures; mais, au lieu de déclarer qu'il n'en voulait rien faire, le choléra chez les Sardes, lord Raglan à persuader, les instructions à mettre d'accord, tout lui était prétexte à délai, prétexte léger, mince, facile à percer, assez habilement tendu néanmoins pour justifier sa conduite, en sauvant les apparences.

LIVRE DIXIÈME

LE DIX-HUIT JUIN

I

Préparatifs d'attaque contre Karabelnaïa. — Difficultés entre l'empereur et le général Pélissier. — Programme et disposition pour l'assaut.

Le grand succès du 7 juin tournait toutes les têtes : c'était partout un enthousiasme, une animation, une fièvre, presque un délire. Anglais et Français n'avaient qu'un cri : l'assaut ! On voyait le dénoûment, on y courait, on y touchait. Lord Raglan, le général Harry Jones le réclamaient ; le général Niel, emporté par le flot, le demandait avec eux. « Nous arriverons, avait-il dit, même en suivant une mauvaise voie. » Que Sébastopol fût pris en dépit des règles, il s'y résignait ; bien plus, il s'y prêtait. Il demandait trois jours de feu, puis l'assaut général au bastion Central, au bastion du Mât, au Grand Redan et à l'enceinte, en tournant Malakof. Tout au plus, dans son mémorandum, hasardait-il ses réserves accoutumées, mais en sourdine : « Si, pendant les six jours qui vont

s'écouler avant qu'on donne l'assaut, les généraux en chef marchaient sur l'ennemi pour forcer l'armée de secours à s'éloigner de la place, même dans le cas où l'on ne livrerait pas bataille, l'attaque de la ville se ferait dans des conditions incomparablement plus favorables que si on laisse toutes les forces russes réunies sous les murs de Sébastopol. »

Le général Pélissier avait son parti pris, l'assaut très-prochain, mais non pas sur tous les points à la fois. « Je déclare, disait-il, que ma conscience s'oppose à une attaque générale, du Carénage à la Quarantaine, qui engage toutes nos forces, fait la part du hasard immense et ressemble à un va-tout! Quelle que soit mon impatience, je trouve que Vauban a eu raison de dire que la *précipitation* dans un siége ne hâte pas la chute de la place. J'ouvre le feu partout en même temps, mais l'attaque de droite sur Karabelnaïa étant la plus décisive et la plus facile, je ne m'occupe que de celle-là jusqu'à ce que la tour Malakof et le Grand Redan soient au pouvoir des alliés. Ce n'est pas d'aujourd'hui que tous les dangers d'un assaut général ont été examinés, pesés et reconnus. Ainsi donc, le premier jour, c'est là que se borne mon effort. Je maintiens mon idée d'assauts successifs et de combats limités. »

Quelques jours à peine étaient laissés à l'artillerie et au génie pour improviser les travaux absolument nécessaires. Au delà du mamelon Vert, à 450 mètres du saillant de Malakof, on ouvrit à la sape volante

une cinquième parallèle, avec une place d'armes un peu plus en avant, sur la droite. De l'autre côté du ravin du Carénage, une tranchée courbe servit d'enveloppe à l'ancienne redoute Selenghinsk ; des embuscades et des postes furent établis afin de surveiller le fond de la baie, le pont-aqueduc et les pentes opposées du ravin ; la batterie du 2 Mai fut particulièrement appropriée à ce service. Pendant le même temps, l'artillerie désarmait quelques-uns des épaulements les plus éloignés pour armer ceux qu'elle construisait dans les ouvrages enlevés aux Russes, de manière à compléter la liste des batteries, anciennes ou nouvelles, destinées à foudroyer de leurs 114 bouches à feu tout Karabelnaïa depuis le Grand Redan jusqu'à la rade.

Pour leur part, les Anglais allaient battre, avec 166 pièces, toutes les défenses comprises entre la face droite de Malakof et la face gauche du bastion du Mât ; de l'ouvrage des Carrières, devenu leur quatrième parallèle, ils étaient à moins de trois cents mètres du Grand Redan.

Quelque absorbants que fussent les soins exigés par les préparatifs d'une si redoutable entreprise, le général Pélissier ne laissait pas d'avoir d'autres soucis encore et des plus graves. Huit jours durant, depuis la conquête du mamelon Vert, il avait attendu les compliments de l'empereur ; ils lui arrivèrent enfin par le télégraphe, mais datés seulement du 14 juin et sous cette forme désobligeante : « J'ai voulu, avant de vous féliciter du brillant succès que vous avez

obtenu le 7, connaître ce qu'il coûtait de sacrifices. J'en apprends le chiffre par Saint-Pétersbourg. J'admire le courage des troupes, mais je vous fais observer qu'une bataille rangée qui aurait décidé du sort de la Crimée ne vous aurait pas coûté plus de monde. Je persiste donc dans l'ordre que je vous ai fait donner par le ministre de la guerre de faire tous vos efforts pour entrer résolûment en campagne. » Froissé jusqu'à l'irritation, le général Pélissier répondit, le 16, par ce télégramme : « Sire, en me donnant le commandement que j'exerce, Votre Majesté m'a dit, le 17 mai, de me conformer autant que possible à un plan précédent que la permanence des Anglais à leurs attaques modifiait nettement. Tout s'est fait depuis d'accord avec eux et nous avons agi de concert. Nos projets vous ont été exposés et ont réussi, quoi qu'en dise Gortchakof. Dans ma conviction, c'est la seule ligne à suivre. Dans cette situation, l'exécution radicale de vos ordres du 14 est impossible. C'est me placer, Sire, entre l'indiscipline et la déconsidération; Votre Majesté ne le voudra pas. Jamais je n'ai connu l'une; je ne voudrais pas subir l'autre. L'armée est pleine de confiance et d'ardeur. La mienne égale mon dévouement; mais que Votre Majesté me dégage des limites étroites qu'elle m'assigne, ou qu'elle me permette de résigner un commandement impossible à exercer de concert avec nos loyaux alliés, à l'extrémité quelquefois paralysante d'un fil électrique. » Puis il écrivait au maréchal Vaillant cette

lettre : « Le silence gardé par le gouvernement de l'empereur avec moi et surtout avec mes troupes au sujet du brillant fait d'armes du 7, m'avait surpris et affligé. Les dépêches télégraphiques datées du 14 juin[1] que j'ai successivement reçues depuis hier m'ont encore plus péniblement impressionné. Si éloigné que je sois de critiquer et même de juger le passé, ma conscience m'oblige à dire que l'ennemi s'était trop habitué à notre immobilité devant la place, et que, de notre côté, nous nous étions trop habitués à l'audace de ses établissements incessamment renouvelés entre la place et nous. En m'ordonnant itérativement de discontinuer nos efforts contre Sébastopol pour porter au dehors la totalité des forces qui ne seraient pas rigoureusement nécessaires pour assurer la garde de notre base, de nos immenses travaux et de notre matériel, Sa Majesté me lie étroitement les mains à l'égard des combinaisons mixtes que les généraux en chef ont arrêtées en commun. Je n'ai pas d'autre alternative que de mettre à néant l'exécution de ces combinaisons en m'en retirant, c'est-à-dire en déconsidérant le commandement de l'armée française, ou de ne pas déférer complétement aux intentions de l'empereur, quand l'obéissance la plus stricte fut la règle de toute ma carrière. » Enfin, le lendemain 17, à onze heures du soir, il télégraphiait au

[1] La première est celle de l'empereur, qu'on vient de lire ; l'autre, envoyée par le maréchal Vaillant au nom de l'empereur, se réfère aux renseignements venus par Saint-Pétersbourg et qu'on n'est pas en état de réfuter.

maréchal Vaillant : « J'ai attendu toute la journée réponse à mon importante dépêche d'hier matin, mais je n'ai rien reçu, et les combinaisons arrêtées avec nos alliés suivent leur cours. Demain, à l'aube du jour, de concert avec les Anglais, j'attaque le Grand Redan, Malakof et les batteries dépendantes. J'ai ferme espérance. »

La réponse vint enfin ; datée du 17, elle arriva précisément le 18 juin, dans cette journée tragique, au milieu de la plus terrible péripétie du siége. « J'ai certes confiance en vous, répondait l'empereur, mais cela ne m'empêche pas d'avoir une conviction personnelle. D'ailleurs il n'y a pas de déconsidération à exécuter les ordres d'un gouvernement, pourvu qu'on les croie exécutables. C'est ainsi qu'a eu lieu l'expédition de Kertch par ordre du gouvernement anglais. Si les instructions du 14 sont trop absolues, modifiez-les ; mais il est impossible de fermer les yeux à l'évidence et de ne pas vous dire que la clef de la Crimée est à Simféropol, et qu'une expédition comme celle de Kertch, mais avec le double de monde, en débarquant à Alouschta et en s'arrêtant à Simféropol, serait d'un effet plus décisif que toutes les attaques sanglantes contre Sébastopol. »

A l'empereur et à ses procédés rogues le général Pélissier comparait la reine d'Angleterre et sa bonne grâce, le soin qu'elle avait eu de le faire complimenter tout de suite, au moment même où cette attention devait lui être le plus agréable. Aussi avait-il mis,

dans sa réponse à la communication que lord Raglan lui en avait faite, une sorte d'intention galante et comme de coquetterie : « Je suis touché au delà de toute expression, disait-il, de la marque de satisfaction personnelle que daigne me donner Sa Gracieuse Majesté la reine de la Grande-Bretagne. C'est le jour anniversaire de la naissance de Sa Majesté[1], et précisément lors de la revue des beaux et loyaux escadrons de la cavalerie anglaise, que j'arrêtai définitivement dans mon esprit le projet d'attaque que vous avez goûté, mylord, et que les troupes alliées ont mené à bonne fin, le 7 juin, avec tant de dévouement et de bravoure. Cette circonstance nous a porté bonheur. »

Ce n'était pas tout. Une fois engagé dans cette recherche de certaines dates commémoratives, le général Pélissier avait trouvé le plus sûr moyen, pensait-il, de croître en faveur auprès de la reine et de rentrer auprès de l'empereur tout à fait en grâce. Il savait, comme tout le monde, à quel point Napoléon III poussait le goût et presque la superstition des anniversaires. Quoi de plus propre à faire impression sur son esprit que d'emporter Sébastopol, Français et Anglais côte à côte, le 18 juin, et de faire ainsi payer aux Russes la revanche de Waterloo! C'eût été à merveille si les Russes, qui connaissaient bien aussi le calendrier militaire, n'avaient pas dû noter également cette date significative, prévoir l'intention poli-

[1] Le 24 mai.

tiquement ingénieuse du général en chef de l'armée française et se précautionner contre elle, comme ils ne manquèrent pas de faire. On peut donc dire que le choix du 18 juin fut une faute ; il y en eut d'autres.

Le 15 juin, dans un conseil tenu par le général Pélissier, lord Raglan, Omer-Pacha et le général de La Marmora, le premier fit connaître son plan, qui fut adopté par ses collègues. Le 17, dès l'aube, toutes les batteries d'attaque devaient ouvrir et continuer, vingt-quatre heures durant, le feu le plus violent contre la place ; dans la même journée, un mouvement semi-offensif, une démonstration comminatoire serait faite du côté de l'armée de secours, vers Aï-Todor, par les Sardes et les Turcs, aidés des chasseurs d'Afrique et soutenus par quatre divisions françaises dans la vallée de la Tchernaïa. C'était, comme on peut voir, le minimum réclamé par le général Niel. Enfin, le 18, au petit point du jour, l'assaut serait donné par les Anglais au Grand Redan, par les Français à Malakof et à ses annexes. Toujours inspiré par le désir de complaire à l'empereur, en faisant briller davantage à ses yeux la prise de Sébastopol, au choix de l'anniversaire de Waterloo le général Pélissier avait ajouté la désignation expressive du chef qui devait conduire l'attaque. Ce n'était plus le général Bosquet, c'était le commandant de la garde impériale, le général Regnaud de Saint-Jean-d'Angély.

Il y avait, à vrai dire, autre chose que le sentiment qu'on vient d'indiquer, parmi les motifs de ce chan-

gement considérable. Il serait inexact et sans aucun doute injuste d'imputer au général Pélissier quelque basse jalousie contre le général Bosquet; mais enfin il lui déplaisait que, dans le succès du 7 juin, l'opinion de l'armée fît au commandant du 2e corps une très-grande part. De plus, le général Bosquet n'était pas de l'avis du général en chef; lui, le grand ennemi des tranchées, comme l'appelait le général Niel, il trouvait cependant que les tranchées n'étaient pas assez rapprochées de la place, qu'on se pressait trop, qu'il n'était pas sage de brusquer ainsi une aussi grosse affaire. Enfin, il venait d'y avoir entre lui et le général en chef, sur un sujet bien mince, une prise violente. Le 7 juin, un plan de Malakof, trouvé dans le portefeuille d'un officier russe, avait été remis au général Bosquet; quelques jours après, le général Pélissier le lui avait réclamé avec une telle raideur et d'un ton si impérieux que le général Bosquet, blessé profondément, répondit comme un homme de cœur qui se sent atteint dans ses idées de dévouement militaire et de loyauté. Au lieu de panser la blessure que son premier ordre avait faite, le général Pélissier récidiva par un second coup. « Veuillez, écrivit-il à son lieutenant, comme si celui-ci eût porté trop haut son ressentiment, veuillez redescendre aux horizons réglementaires et vous rappeler que tout plan, document, livre, carte, provenant de l'ennemi, doit être remis au général en chef, qui en dispose selon le cas et la règle. Vous avez manqué à cette règle en détenant

ou laissant détenir le plan ; vous y avez manqué en ne m'informant pas de cette trouvaille. Vous vous êtes même écarté de ce qui restait à faire, ce matin, en n'envoyant pas querir le plan où il se trouvait, afin qu'il me fût rapporté par l'officier à vous envoyé dans ce but. Quoi qu'il en soit, je regrette que vous ayez poussé vos hypothèses dans d'aussi extrêmes limites. Soyez réglementaire et engagez chacun à l'être en tout ; c'est tout ce que je demande. Plus qu'un autre et depuis longtemps je sais votre loyauté et votre dévouement militaire. »

Un observateur attentif, un témoin perspicace, un critique d'autant moins indulgent qu'il était lui-même à certains égards une victime, le général Niel enfin, écrivait au maréchal Vaillant, le 16 juin : « Comme l'irrésolution fait toujours voir le mauvais côté du parti qu'on a pris, Canrobert, qui trouve que son successeur n'adopte pas les meilleurs plans de campagne, qu'il cède à tous les enivrements du pouvoir, qu'il maltraite ceux qu'il entourait d'égards, Canrobert se dit que ce n'est pas un aigle, mais un vautour qu'il a mis à sa place, et il regrette ce qu'il a fait. Vous dire les colères de Bosquet serait impossible ; au reste les procédés dont il est l'objet sont incroyables. Mais ce n'est pas pour traiter les questions personnelles à ce point de vue que j'ai pris la plume. Ne voulant pas vous parler de moi, ce n'est pas la peine que je vous parle des autres. C'est beaucoup que toute la partie ne se joue pas dans un assaut et qu'on passe la Tcher-

naïa. » En effet c'était une grande concession faite à ses idées.

Quoi qu'il pût être, au fond, des vrais sentiments du général en chef, le général Bosquet reçut l'ordre de remettre, le 16, à deux heures après midi, le commandement des troupes devant Malakof au général Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, et d'aller prendre dans la vallée de la Tchernaïa celui d'un corps de 25 000 hommes environ, formé des divisions Canrobert, Camou, Dulac, Herbillon, de toute la cavalerie et de quatre batteries à cheval. Les divisions Mayran et Brunet, la division d'Autemarre revenue de Kertch au 1er corps, mais détachée, en vue de l'assaut, aux attaques de droite, la division d'Aurelle du corps de réserve, étaient placées, avec la Garde, sous les ordres du général Regnaud de Saint-Jean-d'Angély. Celui-ci avait tout juste trente-six heures pour étudier le terrain le plus difficile, pour déchiffrer le plan des approches, avant tout pour se mettre en rapport avec des troupes dont la majeure partie ne le connaissait pas, qu'il ne connaissait pas pour le plus grand nombre davantage, et qui regrettaient leur ancien chef, familier avec le succès, le général heureux de l'Alma, d'Inkermann, du mamelon Vert. C'était une grande faute que cette révolution dans le commandement; faite à si peu d'heures de l'action, elle devenait d'autant plus grave.

II

Bombardement du 17 juin. — Mouvements des alliés et précautions défensives des Russes pendant la nuit du 17 au 18. — Attaque du Petit Redan. — Attaque de la courtine. — Attaque de la batterie Gervais. — Attaque du Grand Redan. — Retraite des colonnes d'assaut. — Pertes.

Le 17, vers quatre heures du matin, dès que le pointage put être à peu près sûr, le feu s'engagea sur la double ligne de l'attaque et de la défense, depuis la Quarantaine jusqu'à l'embouchure de la Tchernaïa. L'air était lourd, la chaleur déjà forte ; le soleil s'élevait peu à peu, rougeâtre, sans rayons, derrière un nuage de poussière et de fumée, comme dans un brouillard ; un peu plus tard, la brise de mer commença de refouler ce rideau, et le vaste panorama de Sébastopol et de la rade, de la Chersonèse et de la mer, se développa dans toute la magnificence terrible d'une grande journée de guerre. Le soir venu, la batterie des Casernes, le Grand Redan, la batterie Gervais, Malakof et ses annexes, le Petit Redan et la batterie de la Pointe étaient hors d'état de continuer la lutte ; les morts jonchaient les terre-pleins, et plus de 1600 blessés gisaient dans les ambulances.

Pendant la nuit, les obus tirés sous de grands angles et les bombes ne cessèrent d'éclater dans l'inté-

rieur de la place au milieu des réserves, sur l'enceinte au milieu des travailleurs qui s'efforçaient avec un grand courage de réparer autant que possible les ravages du feu ennemi. En même temps, dix frégates à vapeur échangeaient des bordées avec les ouvrages de mer, et des fusées du plus gros calibre lancées de la baie Streletzkaïa, de l'observatoire Français et de la redoute Victoria, traçaient leurs courbes convergentes au-dessus de la place. De nombreux incendies furent allumés; près de la baie de l'Artillerie, un dépôt de trois cents bombes chargées fit explosion tout d'une fois. Cependant les défenseurs ne pensaient pas à chercher un refuge sous leurs abris blindés ou dans les caves des grands établissements publics ; ils savaient qu'une attaque était imminente; mieux valait perdre un peu plus de monde et ne se laisser pas surprendre. Sur le front de Malakof, les sapeurs construisaient à la hâte des barbettes pour des pièces de campagne spécialement affectées au tir à mitraille. La garnison de Sébastopol avait un effectif de 43 000 hommes d'infanterie et de 11 000 servants d'artillerie, marins, artilleurs de l'armée ou auxiliaires. Plus de la moitié de ces forces était employée à la défense de Karabelnaïa, sous la direction supérieure du général Khroulef, le général Pavlof ayant le commandement de l'infanterie.

Dans l'après-midi du 17, le général Regnaud de Saint-Jean-d'Angély avait arrêté ses dispositions d'attaque et les avait soumises à l'approbation du général

en chef. A droite, la division Mayran avait pour objectif les ouvrages russes du côté de la rade : la première brigade, suivant le ravin du Carénage, devait tourner par la gorge la batterie de la Pointe ; la deuxième, après avoir forcé l'enceinte, devait se rabattre sur le Petit Redan. Cette division avait pour réserve spéciale deux bataillons des voltigeurs de la Garde. Au centre, la division Brunet devait assaillir la courtine entre le Petit Redan et le bastion Malakof, puis se porter sur le revers du bastion et donner la main à la division d'Autemarre qui, formant la colonne de gauche, aurait percé au travers de la batterie Gervais. Le commandant du génie Boissonnet était attaché à la division du centre ; les deux autres avaient également des détachements de sapeurs. Deux batteries d'artillerie attelées, mais pouvant d'ailleurs être manœuvrées à la bricole, se tenaient derrière la redoute Brancion, prêtes à se porter en avant par les coupures ouvertes à cet effet dans les tranchées ; une section était disposée de même dans le ravin du Carénage. La division de la Garde formait la réserve générale, en arrière de la redoute Victoria.

Sur la remarque instante d'un officier général que la Garde, ainsi placée à plus de 1500 mètres des têtes de colonne, ne saurait arriver à temps pour les soutenir dans l'action décisive, le général Pélissier consentit, non sans peine, à laisser introduire dans cet intervalle démesuré un échelon intermédiaire. « Allez, monsieur le timoré, dit-il enfin à son interlo-

cuteur, allez voir Martimprey et faites avec lui ce que vous voudrez. Il donnera les ordres. » Le chef d'état-major général désigna la brigade Faucheux et la brigade Monteynard qu'il fallait faire venir du siége de gauche. Quand les ordres purent être expédiés, la nuit approchait, et les deux brigades, obligées de contourner à son origine le ravin des Anglais, avaient un long, très-long chemin à parcourir.

Pour l'assaut du Grand Redan, lord Raglan de son côté, avait décidé de faire agir, en trois colonnes, la deuxième division, la quatrième et la division légère, sous le commandement supérieur de sir George Brown. La troisième division avait pour objectif spécial la Péressip. Le signal de l'attaque générale devait être donné, le 18, à trois heures du matin, mais sur l'ordre exclusif du général Pélissier, par un bouquet de fusées à étoiles, tiré de la redoute Victoria.

La nuit était magnifique, la voûte du ciel scintillait. A dix heures du soir, le mouvement des troupes commença : ce n'était pas une petite affaire que de les conduire et de les placer exactement à leur poste à travers le labyrinthe des approches. Un accident que le général Regnaud de Saint-Jean-d'Angély aurait dû prévoir, produisit au centre un retard fâcheux, dont les conséquences allaient être déplorables. La division d'Autemarre, qui devait former la colonne de gauche, se trouvait de service à la tranchée, en avant du mamelon Vert, sur tout le front des attaques. Les soldats ne pouvant retourner, comme d'habitude,

manger la soupe à leur campement, l'avaient faite sur place, mais avec beaucoup de retard, et avant qu'ils eussent achevé de défiler par les cheminements de gauche vers leur poste de combat, il s'écoula un temps si considérable qu'à deux heures seulement la division Brunet put commencer à s'établir sur l'emplacement qu'ils venaient de quitter à peine. Tous ces mouvements ne pouvaient pas échapper à la surveillance inquiète de l'ennemi.

Ce fut en effet à deux heures que le général Khroulef fit prendre à toutes ses troupes leurs positions de défense. Six bataillons occupaient la batterie de la Pointe et les retranchements voisins jusqu'au Petit Redan qui était défendu par trois bataillons. Neuf bataillons étaient réunis dans l'intérieur de Malakof; deux autres étaient placés en dehors, à droite et à gauche, le premier dans la batterie Gervais; le second bordait la courtine vers le Petit Redan. Le Grand Redan et ses annexes, la batterie des Casernes et les défenses de la Péressip avaient ensemble neuf bataillons. Le moment critique paraissant approcher, le général Khroulef fit avancer la réserve générale, six bataillons, pour augmenter la force de résistance des ouvrages de Malakof. Un bataillon de marins fut en même temps envoyé pour soutenir les défenseurs du Grand Redan.

A minuit, au grand quartier général français, les chevaux avaient été sellés, les dispositions faites pour gagner en temps utile la redoute Victoria d'où le

général Pélissier s'était réservé, comme on a vu, de donner le signal. La route était longue, et le général en chef avait peine à supporter le trot au delà de quelques minutes; le pas était son allure ordinaire. Averti respectueusement par ses officiers, à plusieurs reprises, il se fit longtemps attendre. On partit enfin; il était deux heures. Au tournant du ravin des Anglais, on rencontra des troupes qui marchaient: c'était la brigade Faucheux. Son ordre de mouvement lui était arrivé tard; elle s'était égarée dans la nuit; il lui restait encore six kilomètres à faire : elle ne pouvait plus se trouver à temps sur le terrain du combat. L'horizon commençait à s'éclaircir au nord-est. Le général Pélissier comprit qu'il fallait se hâter; son cheval prit le trot; tout à coup des lueurs jaillirent au loin, en avant; puis on entendit le grondement du canon et le crépitement de la fusillade. L'affaire s'engageait donc, et le général en chef n'était pas à son poste! Qui donc s'était permis de donner le signal?

Impatient, agité, nerveux, le général Mayran avait commis une erreur : malgré l'opinion contraire de ses officiers, il s'était obstiné à prendre pour le bouquet de fusées qui devait s'élever de la redoute Victoria une bombe à trace fusante partie de la redoute Brancion. Au commandement du général, les deux brigades de la division s'élançèrent, l'une vers la batterie de la Pointe, l'autre vers la courtine du Petit Redan. Elles avaient de sept à huit cents mètres

à parcourir sous la mitraille et la fusillade des remparts, sous les obus et les shrapnels de six navires à vapeur embossés à l'entrée de la baie du Carénage. Ce feu terrible rompit l'élan des têtes de colonne; arrivées jusqu'aux trous-de-loup qui protégeaient les abords de l'enceinte, elles s'arrêtèrent; dispersés en tirailleurs ou groupés à l'abri des masses de pierres amoncelées çà et là sur le terrain, les soldats se fusillèrent un certain temps avec les Russes qui bordaient le parapet des ouvrages. Deux fois atteint déjà, le général Mayran fut abattu par un coup de mitraille qui le frappa mortellement à la poitrine. Le général de Failly prit le commandement; un nouvel effort fut tenté, avec l'appui d'un bataillon des voltigeurs de la Garde, effort inutile, qui échoua devant la même résistance. Les brigades mutilées se replièrent, partie dans les plis du terrain d'attaque, partie dans le ravin même du Carénage.

Le général Mayran était parti trop tôt : le général Pélissier était arrivé trop tard. Lorsqu'il parut enfin dans la redoute Victoria, il y trouva lord Raglan qui l'attendait depuis une heure. Le jour commençait. Le signal réglementaire donné, on put voir à gauche les colonnes anglaises déboucher des approches, mais au centre on ne vit pas se prononcer d'abord le mouvement d'attaque. Pour les motifs qu'on a rapportés plus haut, la division Brunet avait eu à subir un long retard; ses dispositions activées par son chef durent prendre quelques minutes encore. Aussitôt formée,

elle courut, mais pour se heurter aux mêmes obstacles qui venaient de briser la division Mayran. Une des premières balles russes tua raide le général Brunet. Le général Lafont de Villiers prit le commandement. Arrêtées, rompues par la mitraille de Malakof, puis reformées dans les carrières ouvertes sur la pente du mamelon, les têtes de colonne s'élancèrent de nouveau ; l'une d'elles, après une course de 300 mètres, jonchant la terre de ses morts, réussit à traverser les trous-de-loup, à franchir le fossé, à escalader même le parapet de la courtine ; arrivée à hauteur de crête, une décharge à bout portant la renversa. Comme à l'attaque du Petit Redan, les soldats dispersés, en groupes plus ou moins nombreux, plus ou moins abrités, ouvrirent un feu de tirailleurs, sans reculer davantage, jusqu'au moment où le clairon leur sonna la retraite.

Sauvé d'un côté, Malakof courait, pendant ce temps-là, un vrai danger de l'autre. Le succès avait couronné les premiers efforts de la division d'Autemarre. Arrivé à couvert par le ravin de Karabelnaïa, le 5ᵉ bataillon de chasseurs, suivi par le 1ᵉʳ bataillon du 19ᵉ de ligne, avait envahi la batterie Gervais, refoulé un bataillon de Poltava qui l'occupait, et gagné un groupe de maisons qui s'échelonnaient sur le flanc même du mamelon Malakof. La division accourait au soutien de sa tête de colonne, les sapeurs du génie disposaient les échelles pour aider au passage, une pièce de la batterie conquise était déjà retournée contre l'ennemi,

lorsque celui-ci, rassuré par l'échec de toutes les autres attaques, dirigea sans tarder sur le seul point sérieusement menacé le concours de ses principales forces. Alors commença pour les chasseurs du 5e bataillon et leur chef énergique, le commandant Garnier, une lutte héroïque. Les maisons où ils s'étaient barricadés furent assiégées l'une après l'autre, les toits durent être enlevés par les Russes, les murs percés, les chambres prises d'assaut. Il fallut céder, rétrograder, sortir de l'enceinte sous les feux croisés de Malakof et du Grand Redan qui avaient retardé d'abord, puis empêché tout à fait l'arrivée des renforts. Le général d'Autemarre voulait retourner à la charge. Il faisait prier, presser le général en chef de lui venir fortement en aide, et déjà les zouaves de la Garde avaient reçu ordre de marcher à lui pour renouveler l'assaut, quand, mieux instruit de l'état malheureux des affaires sur tous les autres points et convaincu de la vanité d'un effort qui ne pourrait plus être soutenu ni de droite ni de gauche, le général Pélissier donna l'ordre de faire sonner partout la retraite, et ce fut pour la protéger seulement qu'il fit avancer sur la trace des divisions engagées les régiments de la Garde. L'ennemi d'ailleurs ne se montra pas hors de l'enceinte. Il était huit heures du matin.

Comme le général Pélissier, lord Raglan avait eu le chagrin d'assister à l'infortune de ses braves soldats. Les colonnes envoyées par sir George Brown contre le Grand Redan, arrêtées une première fois par l'inten-

sité du feu que faisait pleuvoir sur elles le contre-amiral Panfilof, commandant cette partie du faubourg, avaient repris leur marche avec le flegme particulier aux soldats anglais. Arrivés jusqu'aux abatis en avant de la contrescarpe, les uns s'efforcèrent de les détruire, tandis que les autres, couchés sur le ventre, tiraillaient d'un grand sang-froid contre les embrasures. La mitraille cependant eut raison de leur obstination, et lorsqu'ils furent obligés de revenir à leurs tranchées, la position qu'ils avaient occupée et les chemins qu'ils avaient suivis pour la retraite demeurèrent tracés d'une couleur éclatante par de grandes lignes jalonnées d'habits rouges. On en voyait aussi plus bas, dans le large débouché des ravins au fond du port militaire, et jusqu'au pied des batteries de la Péressip. C'étaient les brigades Eyre et Barnard de la 3e division qui avaient donné de ce côté-là, pour appuyer l'attaque du Redan, mais sans réussir davantage. Il y eut seulement une poignée d'hommes qui tinrent tout le jour dans un groupe de maisons que les Russes incendièrent après les en avoir enfin délogés vers le soir.

Depuis les assauts du matin, les batteries de l'attaque et de la défense avaient repris le feu, mais non plus avec la vivacité qui avait signalé la journée précédente. Le 19, après que les Russes eurent célébré des actions de grâces sur les remparts de Sébastopol, il y eut une suspension d'armes pour le relèvement des blessés et des morts. Les Russes avaient

une perte de 5446 hommes; mais 1500 seulement étaient des victimes de la tentative d'assaut, les 4000 autres ayant été atteints par le bombardement en vingt-quatre heures. Le général de Todleben avait une légère blessure à la tête. Les Anglais comptaient 1728 hommes hors de combat; le général sir John Campbell était parmi les morts; les généraux sir George Brown, Eyre et Harry Jones étaient blessés. L'armée francaise avait perdu 3553 hommes, tués, blessés ou disparus[1]. Parmi les morts, avec les généraux Brunet et Mayran, on regrettait le lieutenant-colonel Larrouy d'Orion, qui s'était si particulièrement signalé le 7 juin, et surtout un jeune et brillant officier d'artillerie, aimé, estimé, pleuré de tous, le lieutenant-colonel de La Boussinière. Quelques jours auparavant, le génie avait perdu un officier d'un très-grand mérite, le lieutenant-colonel Guérin, tué le 13 juin, au siége de gauche.

[1] Tués, 1373 dont 33 officiers. — Blessés, 1769 dont 219 officiers. — Disparus, 411 dont 21 officiers.

III

Explications du général Pélissier. — Nouveau désaccord avec le général Niel.

Ainsi s'était évanoui ce grand espoir, cette revanche de Waterloo; le 18 juin restait pour l'armée française une journée de malheur. Le général Pélissier affectait un calme qui était d'un bon exemple, mais qui eût été d'un plus grand effet s'il ne s'était démenti en certains moments par des explosions de colère. Mécontent de lui-même, ayant bien au fond la conscience de ses fautes, il essayait d'en secouer le poids sur ses subordonnés. Ce n'était cependant pas aux vivants, au général Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, par exemple, qu'on l'entendait s'en prendre, c'était à ceux qui avaient disparu, qui ne pouvaient plus lui opposer ni justification, ni défense. Quand on lui avait annoncé la fin héroïque des généraux Mayran et Brunet, il avait eu un mot cruel qui émut son état-major : « S'ils n'étaient pas morts, je les aurais déférés au conseil de guerre. » Mais qu'allait-on dire, qu'allait-on faire à Paris? Après avoir tenu tête à l'empereur, après lui avoir mis, en termes exprès, le marché à la main, quels reproches et sans doute quels ordres péremptoires l'empereur n'allait-il pas lui adres-

ser? Le général en chef avait envoyé, dès le 18, ce télégramme au maréchal Vaillant : « Par des incidents qui ne sont pas à discuter ici, notre attaque de ce jour n'a pas réussi, bien que nos troupes aient pris pied en partie dans Malakof. Nos alliés n'ayant pu parvenir, malgré leur vigueur, à se loger simultanément dans le Grand Redan, j'ai dû ordonner la rentrée dans les parallèles. »

Le lendemain il écrivait au maréchal : « De regrettables fautes, dès le début de l'action, ont empêché l'assaut de réussir. Le général Mayran s'étant obstiné, malgré de meilleurs avis, à prendre une fusée à la Congrève pour les fusées de signal de combat, s'engagea un quart d'heure trop tôt. Le général Brunet qui n'avait pas pris ses dispositions en temps utile, comme je lui en avais donné l'ordre, arriva tardivement pour soutenir Mayran, même après le signal donné pour tous. De là un grand décousu que ces deux malheureux généraux ont chèrement payé : tous deux ont été mortellement frappés. Le seul d'Autemarre a bien compris, bien exécuté, et sa tête de colonne a pénétré dans le système Malakof; mais nos alliés n'ayant pu pénétrer dans le Grand Redan et s'étant repliés, d'Autemarre ne s'est trouvé appuyé, ni à sa droite, ni à sa gauche, et il a dû se borner à tenir ferme jusqu'à ce que j'eusse donné l'ordre à tous de rentrer dans les parallèles. C'est un coup manqué et qui nous a coûté des pertes assez considérables. L'ardeur des troupes était extraordinaire. Les fautes ont eu lieu sur

un théâtre très-restreint où il semble difficile de commettre de graves erreurs et où l'insuccès ne peut se changer en déroute. Les ordres supérieurs étaient cependant très-précis! Que serait-ce en rase campagne, où les grandes distances obligent chacun à s'inspirer du moment et où les circonstances défavorables amènent si promptement de grands désordres! Nous avons tous besoin de faire la guerre pour l'apprendre sur une grande échelle, et tout remettre au sort d'une bataille, loin de nos ports et de nos ressources, avec des encombrements inévitables de malades et de blessés, serait probablement jouer une sorte de va-tout. Une lutte comme celle d'Eylau, quoique décorée du nom de victoire, nous frapperait d'impuissance, et je ne sais si nous pourrions nous en relever avant l'arrivée des renforts russes. Nous avons vaincu à Inkermann et cependant nous étions impuissants le lendemain. Quoi qu'il en soit, croyez bien, monsieur le maréchal, que je ne négligerai pas de me rapprocher, autant que les événements le permettront, des vues de Sa Majesté et de celles de Votre Excellence. Je ne négligerai pas cela, mais songez aux alliés avec lesquels je dois compter. Je ne me consolerai de l'insuccès de Malakof qu'en le réparant par l'énergie et surtout par la méthode. Permettez-moi de vous dire que, dans cette circonstance et dans beaucoup d'autres, ce siége, qui est en quelque sorte une grande bataille continue, ne saurait être en [illegible] sans [illegible] l'affaire de mon directeur du génie, que les contrariétés ou les espérances d-

minent tour à tour trop puissamment dans cette opération spéciale. Homme d'imagination mobile, il est enclin, et cela se conçoit, à se dégager en faisant tout dépendre du sort d'une bataille à l'extérieur. Il ne réfléchit pas ; mais moi, homme moins impressionnable, je le fais en songeant [conformément] aux intérêts du prince et de la patrie, que si ce résultat était défavorable, tout serait compromis, tandis qu'un insuccès devant la place ne peut mettre en péril l'armée et l'avenir de la situation. Malgré cette non-réussite, la confiance est dans tous les cœurs et nous prendrons notre revanche. »

C'est maintenant le général Niel qu'il faut entendre. Dans une lettre adressée, le 19 juin, au maréchal Vaillant, il commençait par établir la situation des attaques après l'enlèvement du mamelon Vert, des Ouvrages blancs et de l'ouvrage des Carrières. Les Anglais étaient à plus de 200 mètres du Grand Redan, les Français à 450 mètres de Malakof. Le génie et l'artillerie des deux armées avaient demandé l'assaut partout et tout à la fois ; « mais, ajoutait-il, dans une réunion qui eut lieu chez lord Raglan en présence des deux généraux en chef, le général Pélissier donna lecture d'une pièce intitulée : Observations critiques sur les propositions des officiers généraux de l'artillerie et du génie, dans laquelle il concluait qu'il ne fallait attaquer que le faubourg Karabelnaïa. Je fis tous mes efforts pour détourner le général en chef de cette résolution. Tout le monde était de mon avis, excepté

le général Pélissier et deux officiers généraux qu'il avait amenés avec lui, MM. Trochu et Martimprey. Les Anglais faisaient avec raison des difficultés pour attaquer le Redan, si nous n'attaquions pas le bastion du Mât ; le général en chef dit qu'il le ferait prendre par ses troupes après avoir enlevé le réduit de Malakof, et la séance fut levée après quelques incidents peu agréables pour moi, selon l'habitude. » Suit la disposition des colonnes d'assaut ; puis le général Niel continue ainsi : « L'attaque de Malakof était dirigée par le général Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, qui ne connaissait ni le terrain ni les tranchées. L'anniversaire de la bataille de Waterloo avait été choisi avec intention. La confiance dans le succès était entière. Toute observation sur les difficultés de l'entreprise était prise en mauvaise part. Le général Pélissier est la contre-partie du général Canrobert ; ce sont les deux extrêmes. Moi, qui aime les hommes résolus, je ne crois pas être suspect en faisant ces observations. » Après le détail de l'assaut qui vient ensuite, le général Niel assure que le général Pélissier aurait été disposé à recommencer l'affaire, si lord Raglan n'avait pas réclamé en même temps l'attaque immédiate du bastion Central et du bastion du Mât, ce qui était alors absolument impossible. Tout était donc fini ; la retraite sonnait partout, les derniers soldats, restés près de l'enceinte, regagnaient en courant les tranchées. « Ai-je besoin de vous dire, ajoute le général Niel, que jamais je n'ai assisté à un plus douloureux

spectacle, que jamais je n'ai eu le cœur plus triste? Les Russes ont eu un triomphe facile. Ils n'ont pas fait de sortie; on ne les a abordés nulle part[1]. C'est contre leur mitraille et leurs balles que sont venus se briser nos soldats. Nous allons cheminer vers l'enceinte Malakof; les Anglais chemineront de leur côté sur le Redan, et j'espère que nous prendrons une éclatante revanche. Je termine en vous assurant que personne n'est découragé, que nous continuerons à appliquer les idées des autres avec la même constance que si c'étaient les nôtres, et que j'ai la confiance que le succès récompensera nos braves soldats. »

De la part du général Niel, cette communication était bonne, sage, modérée ; elle valait, sous ce rapport, beaucoup mieux qu'une certaine lettre du 8 juin, qu'on a citée à sa date, et dont le maréchal Vaillant disait, en répondant au général : « Cette lettre, je ne puis la montrer [à l'empereur] ; c'est dommage. Il y faudrait bien peu changer ou retrancher pour qu'elle fût *montrable*. Ne vous rebutez pas ; vous avez trop de vrai et noble dévouement pour ne pas conquérir tout à fait le général Pélissier, et une fois qu'il aura apprécié ce que vous valez et qu'il vous aura donné sa confiance, ce sera sans réserve et pour toujours. Alors seulement nos affaires seront vraiment en bon chemin. » Malheureusement cette ère de concorde, cet âge d'or que souhaitait, qu'appelait de tous ses vœux

[1] Sauf la tête de colonne de la division d'Autemarre dont le général Niel venait de noter l'engagement corps à corps avec les Russes.

le maréchal, il n'y avait guère lieu de l'attendre un peu sûrement, tant les antipathies se réveillaient à la moindre circonstance.

Le 26 juin, il y eut chez le général Pélissier une conférence où étaient présents les généraux Niel, Thiry, Lebœuf, Dalesme, Frossard, de Martimprey et Trochu.. Le commandant en chef du génie proposait une certaine direction des travaux vers Malakof, et il voulait la soutenir, lorsqu'il fut brusquement arrêté par le général en chef. Voici d'ailleurs la scène, d'après la version adressée au maréchal Vaillant par le général Niel : « Le général en chef m'a dit : « Je vous défends de la manière la plus formelle » de rien ajouter à la lecture de votre note, et si » vous tentez d'enfreindre mes ordres, je vous pré- » viens que j'aurai recours à des moyens de rigueur. » Là-dessus, discussion personnelle de plus d'une demi-heure, dans laquelle je crois avoir montré une bien grande modération, sans avoir manqué à la dignité de mon grade. Le 17 au soir, il avait tellement maltraité le général Mayran que celui-ci disait, en allant prendre son poste : « Il n'y a plus qu'à se faire tuer. » On ne pourrait pas croire, monsieur le maréchal, que des officiers qui se sont usés par la fatigue et qui ont tant de fois joué leur vie dans ce siége si pénible, fussent ainsi traités. Au reste, le général Pélissier avait été si loin, et s'était donné des torts si évidents, surtout en ce qui touchait à mon titre d'aide de camp de l'empereur, qu'en sortant il m'a dit qu'il voulait se récon-

cilier avec moi, et je ne me suis pas refusé à ses prévenances. » Quatre jours après, le 30 juin, le général Niel écrivait encore au ministre de la guerre : « Vous êtes bien indulgent, monsieur le maréchal, en accordant une confiance égale à ceux qui disent qu'il est impossible de faire le siége d'une place hérissée d'une quantité d'artillerie qu'on ne peut pas éteindre, défendue par une garnison de 40000 hommes, sans cesse soutenue et renouvelée par une armée de secours, et ceux qui disent au contraire que tout peut être enlevé de vive force, que, pour attaquer plus facilement l'armée de secours, il faut d'abord prendre la place. Je donnerais tout au monde pour m'être trompé, mais ne perdez pas de vue qu'ici les erreurs sont bien graves. Un second assaut est bien plus difficile à donner que le premier. Quand on veut être téméraire, il faut l'être tout à fait. J'aurais mieux aimé un second assaut de vengeance le surlendemain, qu'un autre quinze ou vingt jours après. »

De Paris, les reproches n'étaient pas venus d'abord. Le premier télégramme expédié, le 22 juin, par le maréchal Vaillant se bornait à dire : « La non-réussite du 18 et les pertes que vous faites pressentir nous impressionnent bien douloureusement. Prenez une prompte, mais sûre revanche. J'ai toujours recommandé de ne pas livrer des assauts de loin. Donnez tous les jours de vos nouvelles. » Le lendemain, le ton était à peu près le même : « L'empereur désire que, par le télégraphe, vous le teniez au courant, autant

que possible, de vos projets, tant contre la place qu'à l'extérieur. Je n'ai pas besoin de vous recommander de satisfaire à ce désir. » Mais, le 28, l'accent se marquait davantage : « L'empereur se plaint beaucoup de ce que vous le tenez mal au courant de vos projets. Il exige de vous à cet égard des communications plus fréquentes et plus explicites. » — « Mes projets sont les mêmes, répondait immédiatement le général en chef, serrer la place et tenir l'épée aux yeux de ceux qui bougent peu, mais que nous pourrons secouer, je l'espère. Je vous rendrai un compte fréquent et exact. Ayez confiance en moi et ne perdez pas de vue qu'ici il faut se garder de penser trop haut ; il y a trop de gens qui entendent à rebours et écrivent de travers. Quant à moi, je n'écris qu'à vous. Comptez sur mon désir de me conformer autant que possible aux intentions de l'empereur et aux vôtres. » Le 29 et le 30, il écrivait au maréchal : « Je vous suis profondément reconnaissant pour les bons conseils que vous me donnez, et je vois là une haute preuve d'affection dont je suis pénétré; mais, je vous en prie, ne me croyez pas dur à répondre; sachez bien que je suis disposé à la confiance et que dans un profond sentiment de discipline je puise toujours ce liant dont ceux qui ne me connaissent pas semblent me reprocher l'absence. Je suis sincère et homme de devoir avant tout. Je n'ai sans doute pas la parole dorée quand arrive voltaïquement un reproche immérité qui me fend l'âme. Je crois que l'on peut dire du

télégraphe ce que le bon Ésope disait de la langue. On me demande confiance; mais en quoi en manqué-je donc? J'aime peu à me plaindre; mais si je le faisais, n'aurais-je pas le droit de demander la même chose sur une plus large échelle? »

IV

Lettre du général Pélissier à l'empereur. — Crise. — Lettre du maréchal Vaillant. — Lettre du général Niel. — Réponse du maréchal.

Le 29 juin, le général Pélissier écrivait directement et longuement à l'empereur : « Sire, j'ai lu à plusieurs reprises et j'ai médité la lettre que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'adresser à la date du 16 juin [1]. Je me suis pénétré de l'esprit des considérations qu'elle développe, au sujet de l'action directe que chacun des événements de guerre en Crimée exerce sur l'avenir du pays et l'attitude de Votre Majesté devant l'Europe. Ces aperçus avaient déjà été l'objet de mes réflexions, et si, dans la ligne que j'ai suivie, j'ai cherché à précipiter le dénoûment, c'est que j'entrevoyais au bout la probabilité du succès sans faire une trop grande part à la fortune. Sans doute le siége de Sébastopol implique une série d'actions meurtrières. Plus que personne je déplore le sang versé, mais c'est la loi inexorable de ces sortes d'entreprises. Votre Majesté préfère qu'une bataille décide de notre destinée; elle découvre dans une action de campagne moins de carnage et des résultats

[1] Cette lettre n'a pas été retrouvée.

plus décisifs. Je m'incline devant sa sagesse et je vais, partant du point où nous sommes, chercher à arriver à la réalisation de sa pensée. Mais, Sire, n'arrêtez pas seulement vos regards sur le radieux souvenir d'Austerlitz et de Marengo ; ce sont aussi ceux de la première campagne de Pologne qu'il convient d'évoquer. Nous pouvons, nous devons même rencontrer la résistance d'Eylau. Croyez-le, Sire, même en rase campagne, le succès se payera cher. Dans une guerre de la nature de celle que nous poursuivons ici, ce qu'il faut examiner encore avec plus de soin que les chances de réussite, ce sont les conséquences d'un revers. Devant la place, les luttes où nous n'obtenons pas ce que nous cherchons ne changent pas la situation : après un insuccès, nous sommes aujourd'hui ce que nous étions hier ; mais quand nous combattrons au dehors, il faudra, en cas de défaite, multiplier les pertes et les désordres en raison de la distance où nous serons de notre base d'opérations.

» Le projet qui consiste à faire une pointe sur Simféropol et à l'occuper est très-séduisant sans doute ; mais, soit que des indiscrétions aient révélé aux Russes la pensée de Votre Majesté, soit que les vues que le *Moniteur* lui a prêtées sur la conduite que, dès le début, il eût fallu donner aux opérations, leur ait paru une indication de notre marche future, toujours est-il que, lorsque le Tschatir-dag a été praticable, les communications ont été fortement occupées. L'ennemi est partout sur ses gardes. On n'arrive à lui que

par des défilés dont les cartes générales ne donnent qu'un figuré incomplet. Ce sont des gorges profondes que ces vallées, un rude pays, très-boisé, où quelques hommes déterminés et intelligents peuvent arrêter de puissantes colonnes. Nous ne pouvons espérer de surprendre nos adversaires : il faut partout s'attendre à un combat sérieux, prélude d'une bataille. Il faut leur passer sur le ventre, puis se livrer à une lutte acharnée dans des conditions dont l'éloignement de notre base augmente le danger. Ce serait donc plutôt vers Baktchisaraï que nous devrions essayer de déboucher, tout en nous assurant de la ligne d'Alouschta. Je fais reconnaître et étudier ce pays; mais là encore les Russes sont en éveil et les reconnaissances révèlent de grandes difficultés de tout genre. Si nous nous éloignons ainsi de notre base, nous tombons dans cette alternative, ou de n'être pas carrés pour notre action extérieure, ou de rester faibles pour la continuation du siége et la protection de notre base. Devant les attaques françaises, si nous marchons au loin, nous ne pouvons laisser moins de sept divisions. Les Anglais sont enracinés sur ce plateau; les Sardes couvrent Balaklava; il ne faut compter les Turcs que pour mémoire. Il ne faut faire fond que sur nous; nous aurons à faire tout l'effort, à supporter tout le danger, et cela avec un nombre de combattants au-dessous des nécessités de l'entreprise.

» Votre Majesté pose naturellement en principe, avec les investissements à grand rayon, la transfor-

mation de notre attitude agressive devant la place en une défensive absolue qu'il n'est pas aussi facile de prendre qu'elle paraît le penser. Qu'est-ce que le siége de Sébastopol, non pas tel que je l'ai fait, mais tel que je l'ai trouvé conduit? C'est la lutte persistante de deux armées marchant l'une contre l'autre en remuant de la terre, construisant des batteries et se disputant la possession du champ clos qui les sépare depuis le début, comme on se dispute les positions décisives du terrain dans une bataille. C'est un combat continu de huit mois où nous avons fini par resserrer l'ennemi, en dernier lieu, dans son corps de place; mais nous ne pouvons l'y tenir renfermé qu'en le menaçant. Chaque fois que nous nous sommes arrêtés, il a marché immédiatement contre nous; il a construit des ouvrages extérieurs nouveaux pour ricocher nos approches ou prendre de flanc nos attaques. L'immobilité est presque impossible, et je ne l'ai obtenue à la gauche qu'au prix de ces combats sanglants que Votre Majesté déplore et que je regretterais aussi, s'il m'eût été possible de ne pas les livrer; mais n'eussé-je pas attaqué que je l'eusse été moi-même. Si je ne continue pas à être menaçant, je serai assailli demain. Ainsi donc, je suis forcé d'être toujours offensif, dans une certaine mesure, devant cette place extraordinaire, et de rapprocher de ma base l'effort que Votre Majesté commande de tenter à l'extérieur. C'est ainsi que je suis logiquement conduit à choisir la troisième combinaison, celle qui lui sourit le moins

et je le conçois. Elle a une allure moins stratégique et en apparence un champ étroit et borné; mais elle a un grand mérite, c'est d'être la seule qui permette une sorte de surprise, et surtout d'être la seule dont l'insuccès ne saurait être un désastre, parce que nous ne cessons d'être reliés à notre plateau de la Chersonèse où est notre vraie force, où sont notre réduit, nos moyens d'existence, nos munitions, notre salut, que nous sommes sûrs de regagner, même après la bataille perdue, et où, en dépit de la mauvaise fortune, nous pourrons nous maintenir dans une imposante défensive.

» Voici ce que je me propose de faire. Depuis le 18, que j'ai pu faire sentir à nos ingénieurs combien il était indispensable de créer à la pointe du Carénage des moyens de détruire l'escadre russe ou de restreindre tellement son refuge et son action que la partie sud de la ville soit investie à coups de canon, je fais installer sur cette pointe des pièces de 68 qui tireront à boulet rouge. Pendant ce temps, je pousse mes attaques sur Malakof aussi méthodiquement, aussi sagement, aussi près de la place que possible. Je reporte de plus en plus mon artillerie en avant. Au lieu de faire un feu extraordinaire suivi d'un assaut, j'ordonnerai, dès que je serai en mesure, des feux successifs, assez nourris seulement pour mettre la garnison sur pied tout entière, dans la perspective d'une attaque, la fatiguer, lui tuer des hommes, l'obliger à demander des renforts et des troupes

fraîches de la rive du nord, lui persuader enfin qu'une lutte comme celle du 18 est imminente. J'appellerai des Turcs d'Eupatoria, je demanderai une division à Omer-Pacha, comme si mon intention réelle était bien de livrer un assaut décisif; et alors, ne laissant que l'indispensable à nos attaques et à nos camps, avec six divisions et la Garde, avec toute ma cavalerie, avec tout ce que j'aurai de canons, je monterai subitement sur les hauteurs de Mackenzie et d'Inkermann. En vérité, ce sera une sorte d'assaut que l'enlèvement de ces positions! Que Votre Majesté ne le perde pas de vue! Mais enfin il aura le caractère d'une surprise. Si malheureusement le succès ne couronne pas nos efforts, je ramènerais mes divisions sur nos positions. Elles auraient souffert, mais du moins il n'y aurait pas eu de déroute.

» Je comprends très-bien qu'à distance cette manière de faire paraisse à l'empereur dénuée d'art et presque brutale. En effet, quand on ne touche pas du doigt, qu'on ne voit pas à toute heure les difficultés de notre situation, les inconvénients du partage du commandement, les lenteurs des conférences, l'insuffisance de nombre de généraux dont plusieurs commencent leur apprentissage après la cinquantaine, l'impatiente ignorance de certains esprits, la routine obstinée des autres, la fatigue extrême des officiers et des troupes, les éclaircies du choléra, l'inaptitude actuelle des soldats à la marche, les accidents topographiques d'une contrée bouleversée, la rareté des

eaux, le manque de routes convenables au milieu d'inextricables forêts, quand tous ces obstacles disparaissent dans des perspectives lointaines, l'esprit va naturellement aux combinaisons élevées; il est saisi par les grands exemples de l'histoire qui montrent le succès de ces manœuvres d'un grand rayon. Les grandes manœuvres tournantes lui paraissent les plus raisonnables et les plus décisives, et il est peu disposé à s'arrêter devant le faisceau de difficultés dont je viens de signaler une partie. Moi aussi, Sire, j'ai caressé ces combinaisons et songé au souvenir de nos guerres immortelles; mais Votre Majesté elle-même serait à la tête de son armée d'Orient qu'elle serait obligée peut-être de restreindre l'essor de ses pensées; elle verrait combien souvent le fait vient contrarier l'idée, gêner la volonté, amoindrir les plans. Nos alliés les Anglais sont d'une difficulté à se mouvoir inimaginable. Omer-Pacha se trouve trop grand pour les petites choses, et il est trop petit, dans toute l'acception du mot, pour les grandes. Je ne puis compter que sur mes braves troupes, et je ne puis les morceler ni les lancer dans des entreprises éloignées et hasardeuses sans manquer précisément à mon devoir envers Votre Majesté, tout en paraissant lui obéir.

» Si on ne lui a pas dit la vérité sur les opérations d'un rayon étendu, avant que je prenne le commandement, ce n'est pas ma faute. Que Votre Majesté daigne remarquer pourtant que, lorsque l'he
venue d'employer ainsi son armée, m

a trouvé la tâche et la responsabilité trop lourdes. Je suis trop dévoué au pays, je désire trop servir l'empereur suivant ses vues pour que la persistance que j'ai mise jusqu'ici dans mes idées puisse être regardée comme une pure obstination; c'est simplement de la sincérité, du dévouement. Je ne cherche que le bien; je fais tout ce que je peux pour me rapprocher de vos projets. Croyez que si je n'entre pas dans ceux qui ont le plus votre sympathie, Sire, c'est que j'exposerais, je le crois, la fortune de Votre Majesté, qui est la fortune de la France. »

Très-habile, très-bien faite, très-judicieusement appropriée à l'objet qu'elle se proposait d'atteindre, cette lettre eut le plus grand succès : elle calma l'empereur, et pour quelque temps du moins réussit à le satisfaire; il la recommanda lui-même au maréchal Vaillant comme une pièce aussi remarquable par le fond que par la forme. Elle se trouvait avoir répondu par avance à certains articles d'une sorte de questionnaire dressé, d'après les ordres de l'empereur, par le maréchal Vaillant, à la suite d'une des plus fortes crises qui aient failli mettre absolument le général Pélissier en disgrâce [1].

De cette crise on ne connaît que la date, 3 juillet, mais non pas les détails; qu'elle ait été sérieuse, on n'en peut douter d'après l'intéressante et belle dépêche

[1] L'empereur voulait substituer au général Pélissier le général Niel; la décision même avait été prise; elle fut rapportée cependant, grâce aux représentations du maréchal Vaillant et du général Fleury.

que voici, du maréchal au général en chef : « Je vous écrivais, il y a trois jours [1], pour vous dire de ne pas vous impressionner outre mesure d'une lettre que j'avais été chargé de vous envoyer. Ce n'était même pas une lettre, c'était une dépêche télégraphique que je devais vous faire passer ; mais comme l'ordre était peu clair, et que, à la rigueur, je pouvais être incertain relativement à l'intention réelle, j'ai préféré la solution qui laissait la porte ouverte aux regrets. Au lieu de *la dépêche par le fil électrique*, j'ai envoyé une *lettre par le chemin de fer*. Le lendemain, les réflexions sont arrivées. J'ai réclamé à Marseille la lettre que le paquebot n'avait pas encore prise ; elle est revenue ce matin ; je la rendrai ce soir ; elle sera livrée à la flamme de la bougie et tout sera terminé. L'orage n'aura été que menaçant, mais il ne faut pas qu'il revienne. A cet effet, mon cher général, je ne saurais trop vous recommander, trop vous prier d'avoir toute la docilité possible pour les conseils, les avis, les demandes de l'empereur. A tout prix, il faut que vous conserviez le commandement ; la confiance de l'armée vous y a appelé, la confiance de l'empereur vous y maintiendra. Point de susceptibilité de votre part ; ce serait ridicule, petit, d'un mauvais citoyen, dans les circonstances graves et solennelles qui se produisent. Ce que je vous écris, je le dis aussi à l'empereur, sinon dans les mêmes termes, du moins avec la même

[1] La dépêche est datée du 6 juillet

netteté, la même franchise. Mais vous comprenez que je ne saurais longtemps tenir cette position et jouer ce rôle délicat de conciliateur, si vous ne me venez en aide et n'y mettez beaucoup du vôtre. L'empereur m'a donné mission spéciale et formelle de vous dire qu'il lui faut tous les détails que vous pouvez envoyer sans danger, sans compromettre l'exécution de vos projets. Quels sont vos plans pour l'avenir? Qu'espérez-vous qu'il se produira, si nous parvenons enfin à nous établir dans ce que vous appelez le système Malakof? Que ferez-vous après? Pourquoi n'avez-vous pas fait connaître le résultat de la conférence tenue entre les généraux pour convenir de l'attaque du 18? Pourquoi a-t-on abordé l'enceinte en si peu de points, quand il avait été convenu, je crois, qu'on l'aborderait par neuf ou onze points à la fois? Que devient l'attaque par le bastion du Mât? Pourquoi ne joue-t-elle plus de rôle? Espérez-vous, quand vous serez maître de Malakof, interdire ou rendre bien difficile la communication avec la rive du nord? Et les eaux, comment les Russes en ont-ils encore dans la place? Une chose encore à laquelle l'empereur attache beaucoup d'intérêt, c'est de savoir promptement par le télégraphe les noms des officiers supérieurs qui succombent, puis les noms des autres officiers, si c'est possible. Encore une fois, mon cher Pélissier, suivez les conseils que vous donne mon amitié. Soyez doux, soyez docile. Pliez votre nature rebelle. Je le dis très-franchement : je regarderais comme un très-grand malheur pour

notre armée et pour la France entière qu'on ne pût pas s'entendre. Je ne parle pas de vos intérêts à vous, ce serait vous faire injure; mais je parle de ceux du pays, de notre patrie qui a besoin de vous. Ayez confiance dans le général Niel; c'est un homme plein de droiture et de dévouement. Je vous l'ai déjà dit : *il doit vous aller*. Jamais il ne vous fera défaut; sa prudence est pleine d'entrain et de résolution. Dans toutes ses lettres, il apprécie, comme il doit le faire, votre vigueur et votre énergie. Rien ne vous résistera, si vous marchez de concert. C'est le général Niel qui m'a adressé la première dépêche télégraphique touchant votre commandement en chef; elle était ainsi conçue : « Monsieur le maréchal, n'hésitez pas un » moment ; acceptez sur-le-champ la démission de » Canrobert et nommez à sa place le général Pélissier. » Je ne doute pas que cette dépêche ait produit grand effet sur l'empereur. Eh bien! celui qui prenait ainsi l'initiative avait l'intention de vous seconder de tout son pouvoir dans l'exercice de ce commandement qu'il demandait pour vous. Ce concours ne vous fera jamais défaut, soyez-en bien persuadé. Adieu, mon cher général, à vous de cœur. »

En s'engageant, avec cette confiance, pour l'un des deux rivaux vis-à-vis de l'autre, le maréchal risquait beaucoup de voir protester sa signature, et en effet, voici ce que lui écrivait, presque à la même date[1],

[1] Cette lettre est du 7 juillet.

le général Niel : « Je ne comprends pas bien pourquoi vous n'avez pas voulu lire à l'empereur les lettres dans lesquelles je vous rendais compte des combats du 7 juin et de l'assaut du 18. L'empereur apprendra certainement que le général Pélissier a complétement manqué aux égards qu'on doit, je ne dirai pas à un général de division, mais au premier venu. C'est toujours devant de nombreuses réunions qu'ont eu lieu ces scènes. Or dans ma correspondance avec vous, monsieur le maréchal, je me suis exprimé avec une grande modération à l'égard du général en chef, avec une modération telle qu'évidemment vous ne soupçonnez pas jusqu'où va le général Pélissier dans le moment où il veut blesser quelqu'un qui ne s'emporte pas. Je n'aurais jamais cru que dans l'armée française un officier d'un grade quelconque prît ce ton et ce langage : voilà pour la forme ; quant au fond, « je vous ôterai le commandement, je vous ferai embarquer pour France, je donnerai le commandement au général Dalesme ; je suis prêt à user de moyens de rigueur à votre égard ; » — et cela non pas parce que j'aurais dit un mot qui ne fût pas convenable ou respectueux, mais parce que mes explications *tendaient à parler des attaques de gauche, à revenir par une voie détournée à l'investissement.* Je ne voulais pas écrire à l'empereur, pour que ma manière de juger les faits, qui ont pris une si fâcheuse tournure, et les hommes, n'arrivât pas à Sa Majesté sans que le maréchal ministre de la guerre ne fût en position

de rectifier des impressions qui auraient pu lui paraître exagérées; mais j'ai toujours pensé que l'empereur devait être informé de tout. Comment gouverner si on éloigne de lui l'opinion qu'émettent, sur des faits aussi graves que ceux qui se passent ici, des hommes comme j'aime à croire que je suis, sans passion, sans intérêt d'ambition personnelle, sans autre mobile que celui du bien public, du succès de nos armes? » Il est vrai que le général Niel ajoutait en post-scriptum : « Je dois dire que mes rapports avec le général Pélissier sont devenus plus faciles. Je crois que c'est un devoir pour moi, tant que je resterai sous ses ordres, de faire tous mes efforts pour que le service ne souffre pas des divergences d'opinion ou des relations difficiles entre le général en chef et moi; l'intimité et la confiance, je n'oserais vous la promettre. »

Avec ou sans ce post-scriptum, qui laissait d'ailleurs protester bel et bien la signature du maréchal, était-ce là une lettre montrable? Assurément non, et le maréchal avait bien sujet de le regretter en y répondant de cette sorte[1] : « Je vous ai dit de m'écrire des lettres que je pusse montrer à l'empereur. Je croyais m'être fait comprendre : je me suis trompé. Voici mon idée : les faits militaires doivent être exposés dans toute leur vérité; vous ne pouvez me les écrire autrement que vous les écririez à Sa Majesté; mais les détails

[1] Le 17 juillet.

de votre peu d'accord avec Pélissier, de ses violences, de ses torts envers vous, peut-être les dépeignez-vous, en m'écrivant, dans des termes plus forts, plus vrais que vous ne feriez avec l'empereur. Eh bien ! moi qui regarderais une rupture complète entre vous et Pélissier comme une calamité, je n'ai pas voulu indisposer davantage l'empereur contre ce dernier en lui lisant vos lettres *in extenso*. J'ai donc passé des endroits, mais c'est difficile, et je désire me trouver le moins possible dans un pareil embarras. J'ai écrit à Pélissier, le 6 juillet, une lettre que j'ai été appelé à lire à l'empereur, en présence de lord Cowley et du général Torrens. Je voudrais que Pélissier vous la montrât, et à sa place je le ferais. Vous verriez ce que j'ai dit de vous. J'en parle aujourd'hui parce que, comme je viens de vous le dire, j'ai été forcé en quelque sorte de donner lecture à haute voix de cette lettre que je voulais laisser toute confidentielle entre Pélissier et moi. Si vous saviez les angoisses que j'ai eues pendant vingt-quatre heures [1] ! Comme il a fallu manœuvrer pour empêcher une rupture complète ! Je le répète, cette rupture entre l'empereur et Pélissier serait, à mon avis, un véritable malheur, comme aussi une rupture complète entre vous et Pélissier. Pour en finir avec ma lettre du 6 juillet, l'empereur m'en a fait compliment tout haut ; il était très-ému et m'a dit entre autres choses qu'il était impossible de mieux

[1] Au sujet de la crise à laquelle la dépêche du 6 juillet fait allusion, voir ci-dessus page 202.

entrer dans sa pensée et de mieux savoir ses intentions. Patientez et vous comprendrez notre Souvorof. Je lui ai donné ce titre un jour et le lendemain un journal belge parlait de cela. »

V

Recrudescence du choléra. — Mort de lord Raglan. — Le général Simpson. — Les ingénieurs anglais veulent abandonner l'attaque du Grand Redan. — Critiques du général Regnaud de Saint-Jean-d'Angély et du général de Béville. — Blessure du général de Todleben. — Progrès des travaux d'approche. — Lignes de Kamiesch.

Au-dessous de ces démêlés et de ces orages d'en haut, la discussion se poursuivait dans l'étroite zone qui séparait encore l'attaque et la défense. Hors du plateau de Chersonèse, l'armée de secours n'ayant point répondu, le 18 juin, à la démonstration offensive qui avait eu pour objet de la provoquer, les alliés étaient rentrés dans leurs lignes d'observation. Le 21, le général Bosquet, rappelé sur le terrain d'où il n'aurait jamais dû sortir, avait repris son commandement au siége de droite ; le général Regnaud de Saint-Jean-d'Angély était retourné à son campement avec la Garde. Le général Herbillon, du corps de réserve, commandait les troupes laissées sur la Tchernaïa.

Les anciennes divisions Mayran et Brunet avaient reçu pour chefs, l'une le général Faucheux, l'autre le général de La Motterouge ; la brigade que ce dernier laissait vacante allait être donnée au général Trochu, qui depuis longtemps attendait un comman-

dement de troupe. « Après la mort du maréchal de Saint-Arnaud, écrivait le général Pélissier au ministre de la guerre, le général Trochu a été retenu auprès de son successeur par d'impérieux devoirs. Mon opinion est que, placé autrement et quoi qu'il fît, il n'aurait pu servir aussi utilement les intérêts généraux de la situation, au milieu des difficultés qu'elle a eu à traverser; mais depuis bien longtemps son intention était de se soustraire à cette position en demandant le commandement d'une brigade. Dès que le commandement en chef m'est échu, il est venu m'exprimer ce vœu, en se mettant d'ailleurs à ma disposition pour tout le temps que je le jugerais utile; depuis, il m'a renouvelé cette prière, à laquelle j'ai déféré, et il est entendu que dans un très-bref délai cet officier général prendra le commandement d'une brigade, qu'il préfère de beaucoup à la direction d'un état-major, et qu'il considère comme la récompense des services qu'il a pu rendre dans une position où il a beaucoup travaillé. »

Dans l'armée en général, le grave échec du 18 juin avait produit de la surprise, de l'émotion, du chagrin, mais point de découragement; on souhaitait avec ardeur la revanche. Cependant, après l'ivresse d'espérance qui, la veille, animait toutes les têtes, la brusque réaction du lendemain ne laissait pas d'avoir donné au soldat un ébranlement physique dont il fallait tenir compte. L'état sanitaire de l'armée parut s'en ressentir. Les fort [illegible] idant, le choléra

qui avait reparu depuis l'arrivée du corps de réserve et de l'armée sarde, prit un caractère alarmant, surtout dans les jeunes troupes, tandis que le scorbut, aussi en recrudescence, atteignait de préférence les vétérans du siége. Le bulletin médical de juin donna le chiffre le plus élevé de toute la campagne. Sur un effectif général de 121 000 hommes de troupes françaises, plus de 21 000 étaient entrés à l'hôpital; dans ce nombre, il y avait 4750 cholériques. Il fallut faire de grandes évacuations sur Constantinople.

Les Anglais, moins maltraités, subirent cependant la plus grande perte qui pût les atteindre. Éprouvé par l'âge, par les fatigues, par les secousses morales, en dernier lieu par l'échec de ses colonnes au Grand Redan, le feld-maréchal lord Raglan fut, comme son premier collègue le maréchal de Saint-Arnaud, frappé à la tête de son armée par le choléra. Le 24 juin, il écrivait au général Pélissier un billet affectueux; son indisposition, disait-il, n'avait rien de grave; le 28, il était mort. Ce fut, dans tous les camps alliés, un grand deuil, et sa dépouille mortelle reçut de grands honneurs. Le 3 juillet, entre deux haies formées de soldats de France et d'Angleterre, le cercueil, couvert du drapeau britannique, entouré des quatre généraux en chef, suivi de tout ce qu'il y avait d'officiers libres de service, s'avança lentement, au pas de huit chevaux d'artillerie, au bruit du canon, depuis le grand quartier général jusqu'à la baie de Kazatch. Le même navire qui avait amené lord Raglan, le *Cara-*

doc, remporta vers la terre natale ce qui restait du général en chef de l'armée anglaise. Le général James Simpson, que lord Palmerston avait fait envoyer, d'abord avec une mission d'enquête, en Crimée, avait pris, par droit d'ancienneté, le commandement ; il le garda, sur l'avis des ministres et par une décision de la reine.

Il y avait, depuis le 18 juin, une difficulté grave entre les chefs du génie des armées assiégeantes. Rebutés par les obstacles que leur opposait le Grand Redan, les ingénieurs anglais se refusaient à l'attaquer davantage. « Comme une attaque sur le Redan doit être considérée comme chose abandonnée, disait expressément, dans un mémorandum du 21 juin, le général Harry Jones, il reste à déterminer quelle serait la part active qu'auraient à prendre les troupes anglaises dans les opérations de l'assaut. » Heureusement le général Niel fit à cette proposition fâcheuse une opposition si énergique, qu'après huit jours de débat il amena son collègue anglais à resserrer la question dans ces termes : « On ne désire pas abandonner l'attaque du Redan, si elle peut être exécutée avec des chances de succès, et sans sacrifier inutilement la vie des hommes. Il est donc nécessaire de connaître si les Français donneront l'assistance d'un feu bien nourri et bien soutenu, dirigé sur les batteries du bastion du Mât et du Jardin [1]. »

[1] C'étaient celles qu'on nommait plus généralement batteries du Boulevard.

A ces conditions-là, il était bien facile de s'entendre.

De Londres, le ministre de la guerre, lord Panmure, écrivait au maréchal Vaillant que le général Simpson avait sa confiance entière, et que, justement à cause de cela, au lieu de lui envoyer des ordres et des directions, il s'en rapportait entièrement à son expérience comme à sa bonne entente avec le général Pélissier, d'où devait dépendre tout le succès de la guerre. Il n'en était pas moins que le général Harry Jones, ruminant son idée, la reproduisait de nouveau, le 11 juillet, sous cette forme : « Ayant essayé l'effet d'un jour de feu très-nourri sur le Redan pour réduire son artillerie au silence, et n'ayant pas réussi, malgré la justesse du tir de la nôtre, on doit considérer sérieusement si, dans le plan général d'attaque, on continuera d'attaquer le Redan. » Nouvelle protestation du général Niel fortement soutenu par le général Pélissier ; nouvelle retraite de Harry Jones, mais non pas encore retraite définitive. C'était seulement une accalmie, comme il y en avait une alors dans les rapports du commandant du génie français avec le général en chef.

Malheureusement il ne manquait pas de personnages haut placés qui travaillaient de leur mieux à irriter les ressentiments de l'empereur. C'était, par exemple, le général Regnaud de Saint-Jean-d'Angély qui lui écrivait : « Les attaques de vive force ont été suspendues depuis le 18 juin ; les soldats, qui se voyaient décimés en pure perte, en attribuent le bien-

fait à l'empereur et bénissent un changement de système dont la continuation conduisait l'armée droit à sa perte. Ce qu'il y a de triste à dire, et il faut que l'empereur le sache pourtant, puisque c'est la vérité, c'est que l'artillerie et le génie n'ont aucune foi dans le succès de leurs travaux, bien qu'ils les poursuivent avec le plus louable dévouement. » C'était un aide de camp de l'empereur, le général de Béville, commandant le génie du corps de réserve, qui, par ses blâmes amers et inconsidérés, s'était attiré déjà une amicale, mais forte leçon du maréchal Vaillant. « Faites, lui avait écrit le maréchal, que personne, grand ou petit, n'ait peur de vous voir mêler dans une affaire. Ne croyez pas qu'il n'y a que des fripons et des imbéciles. Encore une fois, venez-nous en aide, mon cher Béville, et croyez qu'en agissant ainsi vous vous rendrez bien plus utile qu'en cherchant à prouver au souverain qu'il n'y a qu'un homme dans tout l'empire qui soit honnête, zélé, soucieux de la gloire du prince et de la prospérité du pays. »

La leçon ne porta point; le général de Béville continua ses critiques. Le 14 juillet, en même temps que le commandant de la Garde impériale, il écrivait à l'empereur : « Le temps seul s'écoule et nous rapproche rapidement de la mauvaise saison qui menace d'atteindre votre armée de Crimée dans les mêmes positions à peu près où elle a déjà passé l'hiver dernier. Plus que jamais il est évident pour moi que l'opération, telle q[illegible] entreprise contre Sébas-

montez sur vos grands chevaux, répliquait spirituellement le maréchal, pour me reprocher d'avoir donné l'épithète de *rebelle* à votre nature! Je retire le mot bien volontiers. J'écris vite et ne me relis presque jamais, quand j'écris à mes amis. Voilà une première excuse. La seconde se trouve dans le désir que j'avais d'arranger des choses bien difficiles. Vous ne saurez jamais ce qu'il m'a fallu de bonheur et peut-être aussi un peu de bien joué pour réussir. Les finesses ne me vont pas, je ne les ai jamais aimées; mais il ne fallait casser ni vos vitres, ni celles du voisin. Je me suis borné à lancer un petit caillou à vos fenêtres. Allons, soyez bon prince, et ne vous fâchez pas. Rappelez-vous d'ailleurs que ma lettre devait pouvoir être montrée; elle l'a été en effet. » Au sujet des opérations extérieures, le maréchal ajoutait : « Depuis l'abandon du projet dans lequel l'empereur lui-même devait être acteur, et acteur principal, il n'y a, selon moi, qu'une diversion possible, c'est Eupatoria. C'était mon avis dès novembre 1854. En tout cas, il ne peut être question de rien en ce moment même. Ce serait abandonner le certain, qui n'est pas brillant, j'en conviens, pour un incertain qui peut être désastreux. C'est la fortune de la France qui se joue devant Sébastopol! Au moins faut-il la bien jouer. »

L'empereur cependant n'avait pas renoncé à son ancien programme; la preuve en est dans cette lettre qu'il adressait au maréchal Vaillant : « Je vous prie d'écrire à Pélissier par le télégraphe, pour lui dire

qu'il semble ne m'avoir pas tout à fait compris relativement à la recommandation que je lui ai faite. Il parle d'enlever de front les hauteurs d'Inkermann pour livrer bataille aux Russes ; ce n'est pas là mon plan. Je lui ai conseillé au contraire d'attaquer les Russes sur leurs derrières, justement parce que je les croyais, comme il le dit lui-même, trop forts sur leur front par leur artillerie et par leurs retranchements. Je l'engageais, si l'effectif de ses troupes le lui permettait, à envoyer d'Alouschta à Simféropol une armée de 60 000 hommes, mais, s'il lui était impossible de se séparer d'une force aussi considérable, de ne faire qu'une pointe avec 15 000 hommes, comme il l'a fait à Kertch, afin de détruire les magasins des Russes à Simféropol, quitte à faire venir, ou par terre ou par mer, les Turcs qui sont à Eupatoria, et enfin de s'emparer de tout ce pays fertile et sain de la Crimée qui s'étend d'Alouschta à la vallée de Baïdar. Ce plan me paraît si simple, si facile, si prudent même, — car on risque peu pour obtenir beaucoup, — que j'ai peine à comprendre qu'on ne l'adopte pas. »

En communiquant, le 24 juillet, au général Pélissier cette lettre de l'empereur, le maréchal Vaillant ajoutait : « Plusieurs fois déjà j'ai dit à Sa Majesté que le moment des diversions me semblait passé, qu'on serrait la place de trop près pour se distraire par une opération extérieure ; si on éprouvait un échec, il pourrait avoir de terribles conséquences. Tout ce qui sera simple et facile, après la prise de la

place, est compliqué et chanceux avant. Je n'ai pas convaincu Sa Majesté, je le vois bien, puisqu'elle a écrit la lettre que je viens de vous rapporter. A vous donc de faire la diversion dont parle l'empereur, si vous la croyez possible et non compromettante ; autrement, expliquez bien clairement à l'empereur les raisons qui vous font n'adopter pas ce projet. Je vous ai dit par la voie télégraphique de ménager la Garde impériale. L'empereur m'a prescrit de vous faire cette sage recommandation. Il vous faut une réserve solide pour donner dans un cas extrême et décider une grande affaire. Pensez-y bien. »

Quelques jours après, et dans le même ordre d'idées, le maréchal écrivait au général Niel : « Vous n'êtes pas du même avis, vous et Pélissier ; cela me désole. J'avoue que je ne vois pas les choses de la même manière que vous. Une campagne à entreprendre, avec le choléra pour compagnie et un siége sur ses derrières, m'épouvanterait ; je la comprenais au mois de mai : au mois de juillet elle n'était plus possible. Laissons là la faute de Kertch, si on peut donner le nom de faute à une opération si fortement demandée par nos alliés ; laissons là l'échec du 18 juin qui nous a reculés si loin, mais qui, dans votre opinion même, pouvait se changer en un grand triomphe, si on avait mieux soigné certains détails d'exécution, détails qui sont des points capitaux dans des affaires aussi graves. Laissons tout cela, c'est de l'histoire ancienne : voyons l'avenir. L'automne avance et avec elle les pluies, les

boues, les difficultés de locomotion. Si notre armée encore si belle, et que je m'efforce de renforcer, essuyait un grand revers dans une bataille rangée, que deviendriez-vous? Pourriez-vous seulement replier vos troupes de siége et votre matériel de batteries derrière vos lignes de Kamiesch? Quel effet l'abandon de tous ces travaux si laborieusement exécutés ne produirait-il pas en France? Et puis, comment pourrions-nous jamais espérer reprendre l'offensive? Resterions-nous donc à notre tour renfermés et assiégés dans Kamiesch? C'est ce qui arriverait, croyez-le bien, et très-promptement après la perte d'une bataille. Quand je fais ce raisonnement à l'empereur, il répond par ces mots : « Mais, si on ne veut pas s'exposer à être » battu, il ne faut jamais livrer bataille. — Eh bien! » non, Sire; on peut consentir à attaquer l'ennemi, » au risque d'être battu, quand on a de l'espace à » côté ou derrière soi, quand on a des lignes de re- » traite, quand l'ennemi perd autant que vous en cas » de revers, quand vous n'avez pas quatre ou cinq » cents pièces d'artillerie immobilisées dans des tran- » chées. » Si les Russes sont battus, ils reculent, rejoignent de nouveaux renforts, reprennent l'offensive et ne vous ont abandonné en définitive qu'un champ de bataille tout nu. Que ferez-vous après la victoire? Vous investirez complétement la place, c'est-à-dire que vous vous exposerez à accepter une bataille à revers, le dos tourné au fort du Nord? C'est grave, très-grave. Vous continuerez à avoir contre vous des chances

qui seront désastreuses, si elles viennent à se réaliser. Je crois, avec le général Pélissier, qu'il n'est pas possible d'interrompre un seul moment le siége, que si on cesse d'être attaquant, on sera à l'instant même attaqué. J'ai confiance dans votre vigueur, dans votre prudence et votre habileté. Le vin est tiré ; ce n'est ni vous ni moi qui l'avons versé, mais il faut le boire. Ce sera un siége de deux ans, s'il le faut ; sachons accepter les conditions qui nous sont faites. »

Le général Niel, à qui le général Pélissier avait montré la lettre, énigmatique en certains endroits, du 6 juillet, écrivait à ce propos au maréchal que, si flatteuse qu'elle fût pour lui, il n'en était néanmoins pas aussi satisfait que l'empereur paraissait l'être, précisément à cause de cette approbation même et de l'indécision qu'elle marquait dans la volonté impériale entre deux systèmes contradictoires. « L'indécision, ajoutait-il expressément, ne répond pas à la gravité des circonstances. Les personnes ne sont rien, et je puis vous assurer que je suis le premier à conseiller de sacrifier celles qui paraissent se tromper, pour tout donner à celles qui pourront ou paraissent pouvoir assurer le succès de nos armes et utiliser la bravoure d'une armée qui commence à se demander si on sait bien ce qu'on veut d'elle. »

Ainsi provoqué derechef à choisir, le maréchal Vaillant répondit : « Je voudrais pouvoir vous donner des explications tout à fait satisfaisantes et complètes sur ma lettre au général Pélissier, qu'il vous a

montrée et qu'il pensait que vous pourriez peut-être éclaircir. Cela ne m'est guère possible. Voilà tout ce que je puis vous dire, j'ai empêché une rupture complète, et je m'en féliciterai toujours, entre l'empereur et le général Pélissier. Cette rupture eût amené une catastrophe, je le crois du moins, dans nos affaires militaires et politiques. Vous regrettez que Sa Majesté ne soit pas plus exempte d'indécisions sur le parti à prendre dans les circonstances graves où nous nous trouvons : mais savez-vous, mon cher général, qu'il y aurait d'un autre côté une bien grande témérité à ordonner d'une manière absolue? Le général Pélissier a développé son système d'opération avec beaucoup de clarté et de précision; il a confiance en ses projets. Il dit que le premier des deux qui quittera ses positions fortifiées pour attaquer l'autre sera inévitablement battu. Il dit encore qu'il ne peut pas discontinuer ses travaux d'attaque, que s'il les interrompait un seul instant, les rôles changeraient, et que d'assiégeant il deviendrait assiégé. Il faut donc continuer ce siége, tout anormal qu'il vous paraît. Nous n'avons pas choisi les conditions dans lesquelles nous le ferions; c'est un héritage qui nous a été légué. A nous d'en sortir le mieux que nous pourrons. Le mois de mai passé, toute diversion à grande distance était devenue impossible. Il ne restait donc que deux partis à prendre, celui qu'on a pris, c'est-à-dire continuer le siége, ou lever le siége et s'établir dans les lignes de Kamiesch, sinon se rembarquer. Se rembarquer! c'est la honte.

C'est d'ailleurs une impossibilité. Se renfermer dans ses lignes, c'est un échec moral des plus grands, échec dont nous ne nous serions jamais relevés. C'était de plus condamner notre armée à devenir la proie du typhus, du choléra et de la nostalgie, la pire de toutes les maladies! Rappelez-vous qu'on est venu en Crimée parce que l'armée s'ennuyait à Varna! « Mais, dites-» vous, cette armée commence à se demander si on » sait bien ce qu'on veut d'elle. » On veut d'elle Sébastopol. Peut-être sera-ce encore une longue et rude affaire; mais il faut que cette œuvre s'accomplisse! Il n'est pas possible que deux nations comme la France et l'Angleterre échouent dans une pareille entreprise.

» J'ai offert, dès le mois d'octobre, d'aller servir comme volontaire avec le général Canrobert: je renouvellerai mes offres à Sa Majesté dès que la mauvaise saison approchera et par conséquent bientôt. Ce qui épouvante, c'est un second hiver à passer sur ce rocher de la Chersonèse; et cependant, s'il faut le passer, ce second hiver, si la réussite est à ce prix, il faut s'y résigner de bonne heure et de bonne grâce. Je vous l'ai dit, mon cher Niel, j'augurerai toujours bien, et si j'ai parfois de vives inquiétudes, au moins n'éprouverai-je jamais de découragement, tant que vous serez là avec le général Pélissier. Ne dites donc pas, comme vous avez fait, « que vous êtes le premier » à conseiller de sacrifier les personnes qui paraissent » se tromper, pour tout donner à celles qui pourront

» ou paraissent pouvoir assurer le succès de nos » armes. » Il n'est question de sacrifier personne. L'empereur a toute confiance en vous; votre netteté de vue, votre loyauté lui plaisent; mais jamais je ne lui conseillerai de faire un choix entre vous et Pélissier. Je sais trop bien que, même quand vous n'approuveriez pas toutes les idées de ce dernier, vous ferez cependant votre possible pour en assurer le succès.

» Sa Majesté a pris une grande mesure, celle de faire rentrer des corps en France et d'en envoyer d'autres en Crimée. Nous atteindrons ainsi deux résultats : relever le moral des hommes qui s'ennuient et se fatiguent à faire toujours la même chose, — chose peu amusante, des tranchées que l'on ne comprend guère, où l'on se perd, où l'on est grillé l'été, noyé l'hiver, — puis donner à toute l'armée des habitudes militaires et faire qu'elle ne soit pas novice au feu. Si l'avenir nous prépare une longue guerre, quel avantage n'aurons-nous pas de mettre en ligne vis-à-vis de l'ennemi des régiments qui auront fait leurs preuves ! Le mouvement de navette commencera à la fin de septembre, je suppose. La saison s'avance, les pluies ne peuvent tarder : avec elles les embarras des Russes deviendront plus grands. Tout sera en notre faveur. Je fais embarquer plus de 2000 hommes par jour. Ces hommes arrivent sans fatigue, sans souliers percés, sans pieds déchirés; aucun d'eux n'est resté aux hôpitaux. Quel avantage ! Et pour notre matériel, c'est bien mieux encore ! Où trouverions-nous des

voitures, des chevaux, des routes? Adieu, mon cher général. Allons, songez à me préparer ma petite tente ou baraque où vous viendrez me parler de vos projets, où je vous dirai ce que j'en pense, mais comme la Laforêt de Molière. Vous resterez maître de faire ce que vous voudrez, comme il restait maître de laisser les passages qui avaient choqué la brave fille. Elle était sa servante, je serai votre serviteur. Adieu, mon cher général; mes amitiés au général Pélissier. »

LIVRE ONZIÈME

TRAKTIR ET MALAKOF

I

Difficultés soulevées par Omer-Pacha. — Inquiétudes du gouvernement anglais. — L'empereur et le maréchal Vaillant les dissipent. — Conférence du 2 août. — Voyage de la reine d'Angleterre à Paris.

Le 15 juillet, le maréchal Vaillant recevait, par l'ambassadeur d'Angleterre, lord Cowley, le premier avis d'une complication nouvelle. Un télégramme de Londres lui était adressé en ces termes : « Omer-Pacha veut à toute force s'éloigner de la Crimée avec son armée pour aller secourir Kars. Ne trouvant aucun appui auprès des généraux commandants en chef, il a annoncé son intention d'aller à Constantinople demander une audience du sultan. » Dans les premiers jours du mois, le général Pélissier avait communiqué aux généraux alliés, ses collègues, des nouvelles que venait de lui envoyer de Constantinople M. Benedetti, et qui se rapportaient au mauvais état des affaires dans l'Arménie turque. Il y avait eu des fautes, des er-

reurs, des échecs dont le général Simpson n'avait pas eu connaissance et dont Omer-Pacha lui-même prétendait ne rien savoir. Il se bornait à remarquer que ces faits alarmants devaient être imputés à ses rivaux, l'esprit d'intrigue qui s'attaquait à sa personne ayant détourné de leur poste les chefs de l'armée d'Asie et les ayant attirés à Constantinople afin de grossir le nombre de ses ennemis.

Au fond, Omer-Pacha n'était ni surpris ni fâché de cet incident. Il n'était venu qu'à regret en Crimée; il s'y sentait mal à l'aise; son orgueil souffrait, à tort ou à raison, du rôle subordonné qui lui était fait dans les conseils et dans les opérations de guerre. Il ne rêvait que de recouvrer sa liberté, son indépendance, sa pleine autorité de généralissime. Une occasion s'offrait: il la saisit. Le 11 juillet, il adressa aux généraux et aux amiraux alliés un mémorandum pour réclamer d'urgence le transport de son armée en Asie, et dès le lendemain une note itérative. Le 14, sur ses instances, une conférence fut tenue chez le général Pélissier. Comme les généraux en chef n'avaient reçu, touchant une affaire aussi grave, ni aucune information de la Porte, aucune instruction de leurs gouvernements, ils refusèrent leur concours à l'exécution d'un projet auquel rien ne les avait préparés. Furieux de n'avoir obtenu que cette fin de non-recevoir, Omer-Pacha partit aussitôt après pour Constantinople.

Un ambassadeur de France, M Thouvenel, venait

d'y arriver; les éclaircissements ne tardèrent pas à suivre. Omer avait été parfaitement mis au fait des événements d'Asie par une dépêche reçue en temps utile, mais qu'il avait cachée aux généraux ses collègues, pour une bonne raison : c'est qu'elle ne contenait pas un mot qui pût être pris ni interprété ni présenté par lui comme une invitation à venir donner ses conseils en personne, encore moins comme une autorisation de soulever la question du transport de ses troupes en Asie. Tout ce que souhaitait la Porte, c'était d'employer pour la défense de l'Arménie le contingent qu'elle devait, selon des conventions spéciales, fournir à l'Angleterre. Pourvu que l'effectif de l'armée turque en Crimée ne subît point de diminution, M. Thouvenel était d'avis qu'Omer-Pacha était d'ailleurs tout à fait libre de servir, de même que le sultan de se servir de lui, où et comme il conviendrait le mieux à l'un et à l'autre.

Les choses en étaient là, lorsque le général Pélissier reçut du maréchal Vaillant, le 4 août, ce télégramme daté de la veille : « De la part de l'empereur, je vous écris de consulter le général Simpson avant de rien entreprendre de sérieux, d'avoir de meilleures relations avec Omer-Pacha et de tâcher d'engager ses troupes, de déclarer que le siége sera poursuivi, quelque éloignée que puisse en être la fin, de vous opposer à toute diminution des forces turques en Crimée. Le courrier vous porte des explications. » Ces explications, les voici. Le général Torrens, naguère commandant

d'une brigade devant Sébastopol, et depuis commissaire du gouvernement anglais à Paris, avait apporté, le 1er août, au maréchal Vaillant deux pièces, l'une relative à l'assistance de la marine britannique pour un transport de troupes et de matériel français en Crimée, l'autre, plus importante, avec le titre de *Memoranda pour le maréchal Vaillant*, et ainsi conçue : « Les dernières dépêches de Crimée ne sont pas encourageantes. Le général Pélissier ne paraît pas avoir avec le général Simpson ces communications, ces rapports intimes si nécessaires à l'unité d'action. Il fait peu de cas d'Omer-Pacha et rend sa présence devant Sébastopol très-pénible. Il ne paraît pas qu'il y ait communauté de vues et de but entre les alliés, et plus on se rapproche des remparts de la ville ennemie, moins on semble d'accord sur ce qu'il y a à faire. — Lord Panmure écrit par le télégraphe au général Simpson de tenir sur-le-champ une conférence avec le général Pélissier et les amiraux, et d'examiner dans cette conférence la situation du siége, les chances de destruction ou d'occupation de la partie sud de la place, et ce qu'il y aura à faire dans les diverses éventualités qui peuvent se présenter. Lord Panmure pense que des instructions analogues doivent être données au général Pélissier par le maréchal Vaillant, et, d'après les réponses que recevront les gouvernements, on pourra s'entendre sur la suite à donner aux opérations. — Les dernières dépêches du général Simpson conduisent à cette conclusion que, si la chute

de Sébastopol est retardée, les armées alliées ne pourraient pas s'acquitter des dures obligations de continuer le siége pendant un second hiver. Le général Simpson appréhende que, dans ce cas, le général Pélissier n'ait la pensée de retirer ses troupes derrière les lignes fortifiées de Kamiesch. Il en résulterait la nécessité pour les Anglais de se mettre derrière leurs lignes de Balaklava ou, plus probablement même, la nécessité de faire retirer notre armée tout entière pendant l'hiver. Une pareille manière de faire serait un bien triste résultat de nos rudes travaux et une tache ineffaçable faite à l'honneur militaire des deux nations. Ce serait avouer que tous nos efforts ont été vains et donner à la Russie, à sa puissance, un prestige bien plus grand qu'il n'était avant cette guerre. Il est donc impossible d'accepter une pareille idée, et le gouvernement anglais croit que les intérêts de Sa Majesté Impériale exigent que le général Pélissier reçoive l'ordre précis de ne point parler d'abandonner les hauteurs, quand même il pourrait arriver que les rigueurs de l'hiver ne permettraient plus de continuer le travail des tranchées. — Quant à la question de retirer de Crimée les troupes d'Omer-Pacha pour les faire opérer dans l'Asie Mineure, le gouvernement anglais est tout à fait d'avis que le départ de l'armée turque produirait le plus fâcheux effet moral sur les opérations de la guerre en Crimée. » On proposait à Londres une sorte de transaction, sur ce thème : garder de 15 000 à 18 000 Turcs devant Sébastopol, 6000 à Kertch,

5000 au moins à Eupatoria dont la garnison serait renforcée en outre par le contingent ottoman aux ordres du général Vivian et par la cavalerie irrégulière de Beatson ; laisser Omer-Pacha emmener en Asie le surplus, soit 30 000 hommes environ. Enfin les *memoranda* se terminaient ainsi : « L'abandon du plateau et des hauteurs semblerait au gouvernement anglais un vrai suicide, et il serait à souhaiter, fût-ce même à tout prix, qu'un pareil projet fût écarté. »

En communiquant cette note au général Pélissier, le maréchal Vaillant ajoutait : « Vous comprenez qu'elle a dû m'impressionner grandement. Je me suis empressé d'envoyer la pièce originale à l'empereur, avec un billet de ma main portant en substance : « Il me semble qu'il faut se borner à faire la » réponse suivante au général Torrens : On écrira au » général Pélissier de s'entendre le plus possible » avec le général Simpson, d'avoir plus d'égards et » de déférence pour le généralissime Omer-Pacha. » Jamais le général Pélissier n'a pensé un seul » moment à la possibilité de cesser le siége et de se » retirer derrière ses lignes de Kamiesch. Ces lignes » ont pour objet d'offrir un refuge à l'armée fran- » çaise si, malgré elle, elle était forcée de lever le » siége, ou si elle voulait se porter en avant et cou- » vrir le matériel qu'elle laisserait derrière elle. Il est » impossible de laisser partir de Crimée une portion » quelconque des forces ottomanes. Elles se feraient » battre en Asie [ou] elles y arriveraient trop tard.

» Nous ne pouvons sauver Kars et Trébizonde et faire
» le siége de Sébastopol; on perdra tout en voulant
» tout protéger. Quelque précieuse que soit la conser-
» vation de Kars, il faut en faire son deuil de bonne
» grâce, si, en lui portant secours, on compromet
» l'action principale, notre position devant les rem-
» parts de Sébastopol. » Hier, 2 août, voici ce que
l'empereur m'a écrit : « Mon cher maréchal, je suis de
» votre avis. Il faut écrire à Pélissier : 1° de se con-
» certer toujours avec le général Simpson avant de
» rien entreprendre; 2° d'avoir de meilleures relations
» avec Omer-Pacha et de tâcher d'engager ses
» troupes; 3° de déclarer que le siége sera poursuivi;
» 4° de s'opposer à toute diminution des forces otto-
» manes en Crimée. A ce propos, il faut bien que le
» gouvernement anglais sache la vérité : or je sais
» que dans l'armée française on se répète avec une cer-
» taine amertume que le fardeau du siége pèse presque
» exclusivement sur nous. Nous avons 60 000 hommes
» au siége, les Anglais en ont 12 000! Les Turcs, pour
» lesquels on se bat, ne vont jamais à la tranchée,
» pas plus que les Piémontais. On se dit que c'est
» lord Raglan qui a empêché Canrobert comme
» Pélissier de faire une diversion qui eût permis
» d'investir la place, etc., etc. Tout cela doit être
» médité. Si maintenant on veut encore affaiblir
» l'armée de siége en retirant les troupes turques, on
» mécontentera avec raison l'armée française. D'ail-
» leurs le gros intérêt du moment est à Sébastopol et

» non à Kars. Vous pouvez montrer cette lettre au » général Torrens. » J'ai dû me croire autorisé à vous la communiquer également; mais il est très-important, je crois, que cette lettre ne soit pas conue d'autres personnes de votre état-major. Elle pourrait faire naître de gros orages. Aussitôt que cette réponse de l'empereur m'est parvenue, je vous ai expédié la dépêche télégraphique d'aujourd'hui. Son contenu est en rapport avec ce que vous m'annoncez, par dépêche télégraphique d'hier, de votre conférence tenue avec le général Simpson, et c'est bien heureux; car, en vérité, départager, à la distance où nous sommes, des généraux en chef qui ne sont pas d'accord, ce serait impossible. En même temps que j'ai donné connaissance au général Torrens de la lettre de Sa Majesté, je ne lui ai pas laissé ignorer qu'à mon avis toutes ces conférences, sur des sujets débattus depuis si longtemps, ne sont bonnes qu'à compliquer encore davantage une situation déjà assez tendue, assez difficile. Il a été sans peine amené à penser comme moi. Qu'on discute sur ce qu'il faudra faire, après la chute de Sébastopol; mais jusque-là il y a assez de besogne et de rude besogne pour ne s'occuper que d'elle et du moyen d'en finir avec ce siége si exceptionnel. Que nos alliés s'y mettent donc de tout cœur avec nous; qu'ils ne marchandent pas plus leurs peines que nous ne marchandons les nôtres; c'est leur honneur comme le nôtre qui est en jeu dans cette grande lutte. Il ne peut être sauf que par

des efforts de tout genre. Malheur à celui qui sera pris de lassitude ou de découragement! »

Pour en finir avec cet imbroglio venu si compliqué de Londres et démêlé sans trop de peine à Paris, il suffira de noter cette dernière communication du général Torrens au maréchal Vaillant, du 4 août: « Lord Panmure m'écrit en ces termes: « La fran-
» chise du maréchal Vaillant me cause une grande
» satisfaction, et je lui suis très-reconnaissant de vous
» avoir donné si pleine connaissance des vues de
» l'empereur. » Lord Panmure a appris avec une grande satisfaction que Votre Excellence m'a formellement assuré que le général Pélissier n'a point l'intention de se retirer derrière les lignes de Kamiesch. Sa Seigneurie doit aujourd'hui même désabuser le général Simpson à cet égard. Le général Simpson exprime l'espoir confiant de quelques progrès prochains, et il attache non sans raison une grande importance à la chute de la tour Malakof. L'armée anglaise est pleine de santé, de confiance et de courage. »

C'était vraiment à merveille; mais comment le général Simpson avait-il pu croire que le général Pélissier eût jamais caressé l'idée de lever le siége? Comment se faisait-il qu'il fût nécessaire de le désabuser à cet égard? Problème étrange, dont l'explication se trouverait sans doute dans un mémorandum signé du général Harry Jones et, il faut le dire, aussi du général Niel. Ce mémorandum,

daté du 1er août, était une sorte d'accommodement, de moyen terme, entre les opinions des deux chefs du génie dans les deux armées. On y regrettait que l'armée de secours n'eût pas été battue ou éloignée : voilà pour le général Niel. Une attaque de vive force, dans les conditions données, était une tentative extrême, en dehors de toutes les règles de la guerre : voilà pour Harry Jones. Voici l'accord : en tout cas, il faut attaquer le bastion Central et le bastion du Mât en même temps que Malakof et le Grand Redan; mais si, avant la mauvaise saison, la place n'était pas prise, « il faudrait nécessairement lever le siége, car on ne saurait penser à garder les tranchées pendant l'hiver; on est trop rapproché de l'eunemi et par suite trop exposé à ses feux comme à ses sorties. »

On aura sans doute remarqué dans la grande dépêche du maréchal Vaillant au général Pélissier, du 3 août, la mention d'un télégramme expédié de Crimée la veille, au sortir d'une conférence entre les deux généraux en chef. Cette conférence, provoquée, sur l'ordre de son gouvernement, par le général Simpson, avait réuni, à son quartier général, le commandant en chef de l'armée française, les amiraux et les commandants des armes spéciales. « Par suite des habitudes de l'armée anglaise, écrivait le général Pélissier dans le compte rendu de la séance, l'opinion du commandant du génie de cette armée pèse d'une façon presque décisive sur les résolutions de son général en chef. » On pourrait croire d'après cela

que le général Simpson devait être porté par analogie à chercher la pensée du général Pélissier derrière les propositions du général Niel, et l'on s'expliquerait à peu près ainsi son erreur ; elle n'en serait guère, il est vrai, moins étrange ni plus excusable. Quoi qu'il en soit, le mémorandum des chefs du génie fut lu devant la conférence. « Je ne voudrais pas vous celer, disait dans sa lettre au maréchal Vaillant le général Pélissier, que ma fibre militaire s'est révoltée devant certains passages et certaines conclusions de cet écrit. Le général Simpson a réservé son avis ; quant à moi, je n'ai aucune raison pour ne pas dire le mien, et hésiter à m'élever contre des idées qui seraient de nature à affecter le moral de l'armée, si elles transpiraient et si leur source était connue. »

Pour obtenir l'attaque du Grand Redan, le général Pélissier consentait, comme le demandait le mémorandum, à l'attaque simultanée du bastion du Mât et du bastion Central. « Mais, ajoutait-il, ne point perdre de vue que le point capital est Malakof, que cette position décisive entraîne la chute de Karabelnaïa et facilite celle de la Ville ; que là doit être frappé le coup suprême, que là sera la victoire. Certes, ce ne sera pas moi qui me laisserai entraîner par les lassitudes, l'ennui et les impatiences dont je suis parfois témoin. Je ne perdrai pas un jour, pas une heure, mais je ne ferai rien d'imprudemment prématuré. Jamais non plus rien ne me déterminera à prononcer de sang-froid ce mot que j'ai eu la douleur de lire dans le der-

nier paragraphe du mémorandum : « lever le siége. » Voilà un de ces mots qui ne doivent pas être écrits. Non, nous ne serons pas acculés, je me plais à le croire, aux difficultés que prévoient trop facilement, et aux impossibilités qu'admettent trop complaisamment les auteurs du mémorandum, et l'excès même de leurs appréhensions me rassure contre leur raisonnement. C'est ici une lutte d'opiniâtreté et d'énergie. La pensée qui a inspiré aux généraux du génie leur dernière considération ne saurait entrer dans mon esprit, et je ne la relève que pour déclarer que je m'en sépare complétement. » La discussion avait été vive, mais sans excès de parole, sans emportement ni violence. Dans cette grande préoccupation de l'hiver, le général Niel avait répondu qu'il aimait mieux le rôle de la fourmi que celui de la cigale, et il avait déclaré que, selon sa conviction profonde, il était impossible que l'armée passât dans la tranchée un second hiver.

Telle avait été cette conférence dont le résultat fut de calmer, sur le point capital du siége, les appréhensions du gouvernement anglais ; quant aux rapports entre les généraux en chef, le général Pélissier affirmait qu'elles n'étaient pas fondées davantage. « Le général Simpson, disait-il, avec lequel je n'ai cessé d'être en tout et pour tout dans l'harmonie la plus parfaite, de même qu'avec son noble et regretté prédécesseur, n'a pu que trouver absurde la pensée que nous n'étions pas bons amis. Je n'ai cessé, monsieur le maréchal, de me trouver en conformité de sentiments et, je puis le

dire, en rapports d'amitié avec les généraux anglais, dont la loyauté convient parfaitement à la rectitude de mon caractère. Je n'ai qu'à me louer de leurs relations nettes et franches, et je suis certain qu'ils me rendent la même justice. »

Restait l'affaire d'Omer-Pacha, qui ne devait pas recevoir de sitôt une solution définitive. Il en fut question à Paris, durant ce voyage fameux que le gouvernement anglais, désireux de resserrer l'alliance entre les deux peuples, conseilla politiquement à la reine d'Angleterre. La souveraine de l'empire britannique à Paris, visitant, au bras de l'empereur des Français, une exposition universelle, et s'intéressant avec lui aux arts de la paix, tandis que leurs armées guerroyaient côte à côte sur un coin de terre, aux confins extrêmes de l'Europe, c'était un de ces spectacles que Napoléon III offrait avec satisfaction à l'ardente curiosité des foules, et qu'il se donnait volontiers à lui-même pour la jouissance de son imagination rêveuse. C'est au milieu de ces fêtes, du palais de Saint-Cloud, que le maréchal Vaillant expédiait, le 23 août, au général Pélissier ce télégramme : « L'empereur m'ordonne de vous écrire ce qui suit : « Les deux gouver-
» nements sont d'accord pour ne pas diminuer les
» forces turques devant Sébastopol. »

II

L'empereur rappelle le général Canrobert. — Le général de Mac-Mahon. — État de Sébastopol. — Mort de Nakhimof. — Difficulté des transports. — Seconde ligne de défense. — Pont flottant à travers la rade. — Impatience de l'opinion. — Sentiment du prince Gortchakof. — Conseil de guerre. — Sentiment du général de Todleben. — La bataille est décidée

Tandis que l'on se préparait fortement, sur le plateau de Chersonèse, pour l'action décisive, une modification à noter venait de se faire parmi les hauts commandements. Dans les premiers jours de juillet, la division Faucheux, ancienne division Mayran, cruellement éprouvée pendant la tentative du 18 juin, avait été envoyée sur la Tchernaïa et relevée au siège de droite par la division Canrobert, dont l'effectif était de plus de 6000 hommes. Dans une lettre de l'empereur au maréchal Vaillant, communiquée télégraphiquement au général en chef, le 24 juillet, il y avait ce passage : « Dites à Pélissier que, pour raison de santé, j'engage Canrobert à revenir en France. » L'empereur pensait que l'ancien chef de l'armée française avait assez fait pour sa dignité, après deux mois de loyal service à la tête de sa division. « Si le général Canrobert, ajoutait le maréchal Vaillant, se rend aux désirs de l'empereur de le voir revenir en France pour y re-

faire sa santé, je crois qu'il sera remplacé à votre armée par le général de Mac-Mahon. Il ne demande que d'être là où l'on se bat. » Quelques jours après, le maréchal écrivait encore au général Niel : « Dites au général Canrobert qu'il faut absolument qu'il revienne ici, ne fût-ce que pour quelque temps. L'empereur le veut. On lui a dit de plusieurs côtés que Canrobert était souffrant, que ses yeux étaient malades, que des douleurs ne lui permettaient presque pas de rester à cheval. L'empereur veut que ce digne général se repose ; il retournera un peu plus tard à sa division. Insistez fortement pour qu'il revienne. »

Informé par le général en chef de l'invitation qui lui était faite, le général Canrobert s'y refusa d'abord et répondit, avec le sentiment le plus élevé du devoir : « En acceptant ma rentrée en France *pour cause de santé*, je donnerais à votre armée un mauvais exemple, et je me pique, mon général, de ne lui en avoir jamais donné et de ne lui en donner que de bons. » Le général Pélissier communiqua au maréchal cette réponse qui méritait d'être approuvée, disait-il, « lorsque quelques cœurs défaillants cherchaient à exploiter des motifs analogues pour se retirer de la lutte ; » et il ajoutait : « J'aurais compris, au moment de la résignation du commandement, que le général Canrobert s'éloignât de l'armée et recherchât toute autre position, et surtout une ambassade. Le plus simple, à mon sens, serait que Sa Majesté rappelât son aide de camp pour lui rendre son service auprès de sa personne. »

L'empereur suivit ce conseil ; il envoya un ordre, il rappela son aide de camp, qui n'eut plus dès lors qu'à obéir. Le général Canrobert s'embarqua, le 4 août, à Kamiesch.

Ce fut, ainsi que l'avait annoncé le maréchal Vaillant, le général de Mac-Mahon qui lui succéda; il y avait quinze mois qu'au moment de quitter la France, le maréchal de Saint-Arnaud l'avait désigné et demandé, « comme un officier de guerre complet. » Le général Pélissier l'accueillit avec une pareille confiance. « Le moment des diversions à bonne distance n'est pas celui-ci, écrivait-il au maréchal Vaillant; toutefois, avec le général de Mac-Mahon, je pourrai tenter certaines choses que franchement je croirais *risquer* aujourd'hui. »

Vers le même temps, l'armée reçut avec satisfaction un décret impérial qui prescrivait de compter double le temps de service en Crimée. L'armée russe avait été l'objet d'une faveur bien plus étendue : par une décision de l'empereur Nicolas, chaque mois de campagne comptait pour une année. Cette armée d'ailleurs avait grand besoin d'être soutenue, au physique et au moral. Le succès du 18 juin n'avait que pour un moment relevé l'espoir des défenseurs de Sébastopol. Le lendemain, pendant la suspension d'armes, les chefs de la garnison avaient affecté de déployer sur les parapets, d'échelonner en amphithéâtre leurs plus belles troupes; mais derrière ce rideau de parade il y avait bien des vides, bien des

ruines, bien des misères. Le service funèbre pour les officiers se renouvelait si fréquemment qu'on avait été obligé de supprimer la musique militaire qui d'abord accompagnait les convois.

Le peu qui était resté de la population civile avait disparu. Hors les remparts et les lieux de rassemblement des réserves, la ville était déserte; rien que des maisons éventrées, effondrées, croulantes; rien dans les rues que des décombres et, par monceaux, des boulets, des fragments d'obus, des éclats de bombes; partout un spectacle d'abandon, de désolation, de tristesse. Il n'y avait de mouvement qu'aux abords des lieux de souffrance où les prêtres et les sœurs de la Miséricorde, les chirurgiens Pigorof, Hubbeneth et leurs aides, prodiguaient aux blessés leurs soins, leurs consolations, leurs veilles. Un ancien palais, l'Assemblée de la noblesse, était le centre où affluaient les civières sanglantes; les malheureux pour lesquels il n'y avait plus d'espoir étaient portés à la maison Goustchine; de là aux embarcations commandées chaque soir pour conduire les morts au cimetière, sur la rive nord de la rade, il n'y avait pas un long chemin à faire.

Autour du lit où gisait l'illustre ingénieur qui avait créé, sous le feu des assiégeants, les défenses de Sébastopol, l'inquiétude était grande, car sa blessure paraissait empirer. Dans l'armée, dans la marine, du premier au dernier rang, il y avait deux noms qu'honorait par excellence la reconnaissance publique, Tod-

leben et Nakhimof. Depuis que Todleben avait été frappé, chaque matin, à son chevet, il voyait un bouquet de fleurs fraîches ; c'était un envoi de Nakhimof à son frère d'armes. « Soignez Todleben et ne faites nul cas de moi, disait-il à ceux qui lui demandaient de ménager sa vie ; si aujourd'hui la paix était conclue, je serais sûr d'être demain abattu par la fièvre. Ce qui me tient sur pied, c'est l'agitation sans trêve. » Un jour, le 11 juillet, les fleurs ne vinrent pas. La veille, sur le mamelon Malakof, à la place où Kornilof était tombé, Nakhimof était venu observer les travaux de l'ennemi. Une balle frappa tout près de lui un sac à terre : « Ils ne tirent pas mal, » dit-il en souriant aux officiers qui le pressaient de s'abriter davantage; une minute après il tomba : une seconde balle venait de lui traverser la tête. Il vécut deux jours encore sans avoir repris connaissance. Tous les marins de la flotte défilèrent devant son corps que recouvrait le pavillon de l'*Impératrice Marie*, le vaisseau qu'il montait au combat de Sinope ; tous réclamèrent l'honneur de baiser sa main glacée. Cette mort vint s'ajouter, comme un présage, aux signes qui dénonçaient la défaillance de Sébastopol.

Les hommes encore valides étaient exténués de fatigue et les vivres devenaient rares ; à peine restait-il deux ou trois cafés où les officiers pussent manger ensemble. Depuis la fin de juin, un ordre général avait réduit de la moitié la ration ordinaire des troupes. La destruction des magasins de l'État par les alliés dans

la mer d'Azof avait rendu nécessaire cette mesure extrême; mais déjà même auparavant les moulins, en trop petit nombre, ne suffisaient pas aux exigences de l'administration militaire. Il fallait demander des farines aux gouvernements de Iekatérinoslav, de Voronèje, de Kharkof, de Koursk, et les faire venir, d'abord de 300, puis de 600, enfin de 900 et de 1000 kilomètres, et comment? Par une seule route non empierrée jusqu'à Pérékop, et de Pérékop à Simféropol par des chemins tellement défoncés que les chariots de réquisition mettaient plus d'un mois, les voitures de poste au moins dix jours, pour franchir la distance, qui n'était que de 160 kilomètres. Restait l'intervalle de Simféropol à Sébastopol; ce n'était qu'au prix d'un travail surhumain et de dépenses énormes qu'on parvenait à entretenir la chaussée qui reliait les deux villes. Il résultait de ces difficultés, de ces lents et pénibles transports, qu'une partie des approvisionnements restait souvent en chemin, et que ce qui parvenait enfin à destination, vivres et fourrages, se trouvait diminué de ce qu'avaient consommé pour leur nourriture les conducteurs et leurs attelages. L'armée russe souffrait donc beaucoup.

Décidés à pousser jusqu'au bout la résistance, mais réduits par l'évidence des faits à désespérer de pouvoir tenir longtemps encore, les chefs de la garnison dans Sébastopol avaient songé aux moyens de retarder l'ennemi, quand il aurait forcé l'enceinte, et d'assurer aux leurs les meilleures chances de retraite. Depuis

le 18 juin, ils faisaient travailler à la construction d'une seconde ligne de défense qui coupait tout Karabelnaïa, en arrière des deux Redans et de Malakof, depuis le débouché du ravin Ouchakof sur la grande rade jusqu'au port militaire au-dessous de la batterie des Casernes. Le 6 août, le général Niel était allé sur un des navires à vapeur de l'escadre, à l'ouvert de la rade et aussi près que possible, afin d'examiner à revers la position et les travaux des Russes. A l'aide d'une bonne lunette, il put assez bien voir ce qui se passait en arrière des fronts de Malakof. L'ennemi travaillait activement à multiplier les traverses et les blindages; en deçà des courtines, il creusait dans le sol des excavations qu'il recouvrait de troncs d'arbres, afin d'y loger les défenseurs du rempart. Excepté les travailleurs, on ne voyait que des canonniers auprès de certaines pièces, et quelques hommes faisant le coup de feu à travers des créneaux en sacs à terre; tout le reste de la garde se tenait à couvert sous les blindages. Plus bas, sur le bord de la rade, ou en d'autres endroits relativement abrités, on remarquait de fortes réserves, des fusils en faisceaux, des pièces de campagne et des chevaux harnachés. L'aspect général était celui d'un grand camp retranché dans lequel il n'y avait de circulation que pour les besoins du service; à peine çà et là quelques soldats dans les rues. Quant au tracé de la seconde enceinte, il était tellement caché par les maisons ou paraissait confondu de telle sorte avec les anciens ouvrages, qu'il était

impossible d'en prendre une idée un peu nette.

Ce même jour, les Russes commençaient une entreprise vraiment extraordinaire et d'un caractère gigantesque, un pont à supports flottants en corps d'arbres, qui, sur une longueur de 918 mètres et une largeur d'un peu plus de 5 mètres entre les garde-corps, devait traverser la grande rade depuis le fort Nicolas jusqu'au fort Michel. Imaginé par le général Buchmeyer, construit sous sa direction, en partant des deux extrémités à la fois, malgré le vent, malgré la houle, malgré les obus, les fusées et les bombes, ce pont de radeaux fut achevé en trois semaines; le 27 août, il put être livré à la circulation.

C'était beaucoup pour soutenir le bon esprit de la garnison : elle sentait, quoi qu'il advînt, sa retraite assurée; mais il fallait autre chose encore. Pendant qu'elle peinait sous le poids du siége, que faisait donc l'armée de secours? Ne viendrait-elle donc jamais à son aide? Poussé par ce mouvement d'opinion, pressé par cette obligation morale, le prince Gortchakof, qui connaissait mieux que personne l'état vrai de ses ressources, n'en hésitait pas moins à tenter contre les forces alliées une attaque. On faisait grand bruit des renforts qui lui avaient été envoyés; il venait en effet de recevoir ou il attendait prochainement trois divisions actives, la 4ᵉ, la 5ᵉ, la 7ᵉ, avec la 15ᵉ division de réserve; et cependant, tels étaient les vides creusés dans les corps en face de l'ennemi par le feu, par le choléra, par des maux de toute sorte, dans les troupes

en marche, par la difficulté de vivre et par la fatigue, que c'était à peine si l'effectif en combattants, comparé à ce qu'il était au mois de juin, allait être relevé de quelques milliers d'hommes. L'empire russe en était réduit à cette pénurie de soldats qu'on mobilisait, sous le nom pompeux de cohortes, des bataillons de milice, des *droujines*, mal vêtus, mal équipés, mal armés, sans instruction, sans esprit militaire. Le prince réclamait des grenadiers : on lui envoyait des miliciens.

Le 17 juillet, il écrivait au prince Dolgorouki, ministre de la guerre : « Ce serait tout simplement une folie de prendre l'offensive contre un ennemi supérieur en nombre et retranché dans des positions inabordables. J'aurais pu sans doute, un jour quelconque, commencer par me porter en avant ; le lendemain, j'aurais refoulé l'avant-garde des alliés et dressé un merveilleux rapport sur ce fait d'armes ; le surlendemain, j'aurais été battu, en essuyant une perte de dix à quinze mille hommes, et un jour plus tard Sébastopol était perdu, ainsi que la plus grande partie de l'armée. Je voudrais sincèrement, mon cher prince, que vous pussiez être convaincu, comme je le suis moi-même, que la conduite circonspecte dans laquelle je persévère est réellement celle qui convient le mieux aux circonstances actuelles. » Le général en chef avait beau dire, on pensait à Saint-Pétersbourg comme à Sébastopol ; un aide de camp du tsar, le général Vrevsky, venait d'être dépêché en Crimée, à

peu près comme l'avait été de Paris le général Niel, pour décider les choses et pousser à la bataille; enfin un ordre impérial du 30 juillet prescrivait au prince Gortchakof de porter la question devant un conseil de guerre.

Le 9 août, les généraux Osten-Sacken, Kotzebue, Sergepoutovsky, Liprandi, Buchmeyer, Boutourline, Khroulef, Ouchakof et Semiakine se réunirent chez le prince; le général Vrevsky, les chefs d'état-major et l'intendant général assistaient à la séance. Les membres du conseil avaient à répondre à la question suivante : « Devons-nous continuer la défense passive de Sébastopol sans but déterminé, et seulement pour gagner du temps, ou bien faut-il, aussitôt après l'arrivée du 2e corps d'infanterie et des milices de Koursk, prendre une vigoureuse offensive? » La plupart se prononcèrent pour l'offensive en principe, mais, sur les moyens d'exécution, les opinions se divisèrent. Il y en eut qui, sans tenir compte des faits accomplis depuis neuf mois, recommandèrent une action analogue à la bataille d'Inkermann. Le bouillant général Khroulef réclamait une sortie en masse de Karabelnaïa sur les approches de Victoria et de la montagne Verte, ou, à défaut de ce plan, un projet plus radical encore, la destruction de Sébastopol et l'attaque générale de l'ennemi par le concours de toutes les forces russes. Fait à noter, un esprit beaucoup moins fougueux, contraire à toutes ces idées de sortie et d'attaque sur le mont Sapoune, le comte Osten-Sacken, se

ralliait cependant à l'idée d'évacuer Sébastopol et de substituer à la défense d'une place des opérations en campagne.

Le général de Todleben, retenu par sa blessure à l'ambulance de Belbek, n'avait pu prendre part au conseil ; le prince Gortchakof voulut avoir son opinion. Accompagné des généraux Kotzebue et Vrevsky, le général en chef se rendit auprès du blessé, qui se prononça péremptoirement contre toute offensive, la supériorité numérique des alliés, comme les circonstances locales, mettant de leur côté toutes les chances. En entendant l'expression d'un sentiment si contraire au sien, le général Vrevsky s'emporta contre le général de Todleben et il continua, pendant le retour, à parler avec tant d'animation, que le prince Gortchakof, sans conviction ni confiance, prit le parti d'attaquer les alliés sur la Tchernaïa.

Le 15 août, après avoir donné ses ordres pour la bataille qu'il allait livrer le lendemain, il écrivait au ministre de la guerre : « Il n'y a pas à s'abuser, j'aborde l'ennemi dans des conditions détestables. Sa position est très-forte : sur sa droite, la montagne de Hasfort, presque à pic et très-fortifiée ; sur sa gauche, les monts Fédioukhine devant lesquels court un canal profond, encaissé, rempli d'eau, et qu'on ne pourra franchir que sur des ponts qu'il faudra jeter sous le feu à bout portant de l'ennemi. Si les choses tournent mal, il n'y aura pas de ma faute. J'ai fait le possible, mais la donnée était trop

difficile depuis le moment de ma venue en Crimée. »

Au commencement du mois d'août, les généraux alliés avaient fait, de concert, couper les foins dans la vallée de Baïdar, puis, la récolte achevée, les différents détachements de fourrageurs étaient rentrés dans les campements de la Tchernaïa; mais la division de cavalerie du général d'Allonville, cuirassiers et dragons, avec quelques escadrons de hussards, deux bataillons d'infanterie et deux batteries à cheval, continuait d'occuper, comme elle faisait depuis un mois, le haut de la vallée, aux sources mêmes de la rivière. Elle avait ordre de faire tous les jours des reconnaissances et de tenir régulièrement le général en chef au courant des moindres mouvements de l'ennemi. Ce fut ainsi que, dans la nuit du 12 au 13 août, et dans la journée suivante, arrivèrent plusieurs avis qui annonçaient une attaque prochaine et générale.

Le 15, à dix heures du soir, les divisions russes, concentrées sur le plateau de Mackenzie, reçurent l'ordre de lever leurs bivouacs et de marcher de manière à surprendre l'ennemi à la pointe du jour. Dans cette nuit du 15 au 16, le général d'Allonville, tenu en éveil par un détachement envoyé devant lui pour faire diversion, se hâta d'avertir fortement le général Pélissier et d'abord le général Herbillon qui commandait les trois divisions françaises campées sur la rive gauche de la Tchernaïa.

III

Positions des alliés sur la Tchernaïa. — Mouvement de l'armée russe dans la nuit du 15 au 16 août. — Bataille de Traktir.

Ces trois divisions occupaient les monts Fédioukhine, la division Faucheux à droite, la division Camou à gauche, la division Herbillon en arrière. Sur la droite de la division Faucheux, au delà du vallon qui avait été le théâtre de la fameuse charge de Balaklava, l'armée sarde occupait le mont Hasfort, la division Durando à droite, la division Trotti à gauche, la brigade Giustiniani formant réserve en arrière. Les trois divisions françaises comptaient ensemble 17 858 hommes avec 48 bouches à feu, les Sardes 9100 hommes avec 36 pièces de campagne.

En face des monts Fédioukhine, de l'autre côté de la Tchernaïa, s'entr'ouvre une sorte de plaine ondulée, profonde de six kilomètres, de moitié moins large, limitée au nord par les hauteurs d'Inkermann, au nord-est par le plateau de Mackenzie, à l'est par les hauteurs qui encaissent la gorge étroite du Chouliou et tombent brusquement sur la Tchernaïa, vis-à-vis du mont Hasfort qu'elles dominent. Aussi le général de La Marmora avait-il établi sur la rive droite ses

grand'gardes et poussé ses avant-postes au-dessus et même au delà de Tchorgoune, avec de bons épaulements pour les couvrir. Un pont fixe sur la Tchernaïa les mettait en communication avec leur armée. A trois kilomètres plus bas, un autre pont, bien construit, donnait passage à la route qui, venant de Baktchisaraï, descendait du plateau de Mackenzie dans la plaine, et, après avoir franchi la rivière, traversait les monts Fédioukhine pour aboutir à Balaklava. C'était le pont de Traktir, ainsi nommé d'une hôtellerie ou *traktir* située dans le voisinage. Comme il débouchait au centre des positions françaises, le génie avait élevé en avant, sur la rive droite, un redan capable de contenir deux ou trois compagnies. La Tchernaïa, en été assez basse, était presque partout guéable; il n'en était pas ainsi de l'aqueduc qui se développait parallèlement en arrière, et donnait aux alliés la protection d'un fossé peu large, mais profond.

Le 15 août, à dix heures du soir, comme on vient de dire, le prince Gortchakof avait mis en mouvement ses troupes rassemblées au camp de Mackenzie. C'étaient les 4e, 5e, 6e, 7e, 12e et 17e divisions d'infanterie, soixante-quatorze escadrons de cavalerie régulière, trente-six sotnias de cosaques, et une artillerie très-nombreuse, plus de trois cents pièces de position ou de bataille. L'effectif de ces forces était de 70 000 hommes environ. A part les corps de flanqueurs, et particulièrement un détachement de cavalerie qui, après avoir donné l'alarme au général

d'Allonville, devait venir par Aï-Todor et couvrir l'armée sur sa gauche, la masse principale des forces russes ne formait qu'une seule colonne, cavalerie et artillerie en tête, sur la route de Mackenzie au pont de Traktir. Quoique la distance fût de six ou huit kilomètres au plus, la marche, à chaque moment coupée par des haltes, fut très-fatigante et dura toute la nuit.

Le projet du prince Gortchakof, assez peu déterminé, comprenait une double attaque, à droite sur les monts Fédioukhine, par le général Read avec les 7ᵉ et 12ᵉ divisions, à gauche, par le général Liprandi avec les 6ᵉ et 17ᵉ divisions, sur le mont Hasfort, la quatrième division et la cinquième, la cavalerie et une partie de l'artillerie demeurant au milieu de la plaine, en réserve. L'une et l'autre attaque ne devaient d'abord être qu'une sorte de forte reconnaissance d'après laquelle le général en chef aurait à décider et pousser à fond celle des deux qui lui offrirait les chances les plus favorables. Avant de traverser la Tchernaïa, le général Read, comme le général Liprandi, devait attendre l'ordre spécial du général en chef; mais dans les instructions du dernier rien n'était indiqué pour l'occupation ultérieure du mont Hasfort, tandis que dans les instructions du général Read l'occupation des monts Fédioukhine était explicitement prévue et réglée.

Le 16, avant le jour, une patrouille de chasseurs d'Afrique qui venait de battre la plaine, annonça

l'approche des Russes; peu de temps après, la fusillade éclata du côté de Tchorgoune. La nuit était d'autant plus sombre qu'un épais brouillard emplissait toute la vallée. Sauf la saison et la température qui étaient bien différentes, on aurait pu se croire au prologue de la journée d'Inkermann. Couverts par la brume, les pelotons de tête du corps Liprandi avaient essayé de surprendre sur les hauteurs du Chouliou les avant-postes occupés par les *bersaglieri;* mais ceux-ci, qui se gardaient bien, continrent l'ennemi assez longtemps, puis se replièrent avec méthode d'un retranchement sur l'autre, jusqu'au dernier qui s'élevait immédiatement au-dessus de la Tchernaïa. On le nommait *le rocher des Piémontais ;* c'était un bon poste, très-bien choisi, très-fort ; ils y furent bien soutenus et s'y maintinrent pendant toute la bataille. Satisfait d'avoir gagné les hauteurs de Tchorgoune, le général Liprandi les fit couronner par des batteries de position qui commencèrent à canonner dans la direction du mont Hasfort, tandis que des tirailleurs de la légion grecque et de la 6e division se glissaient, pour se rapprocher de la rivière, à travers les jardins de Tchorgoune et de Karlovka.

Le jour commençait à poindre, mais le brouillard demeurait impénétrable. Cependant, au bruit du canon, les divisions d'infanterie françaises et sardes s'étaient formées en avant de leurs campements : les compagnies de piquet étaient descendues sur les bords de la rivière pour soutenir les grand'gardes; l'artillerie

se plaçait en batterie, prête à faire feu dès qu'il lui serait possible de voir où diriger son tir; la division de cavalerie du général Morris, ayant à sa droite quelques escadrons sardes, derrière elle la division du général Scarlett, occupait, au second plan, le débouché du vallon entre le mont Hasfort et les monts Fédioukhine. Tout à coup, vers cinq heures, le soleil prenant de la force et la brise s'élevant, l'épais rideau qui voilait le panorama s'éclaircit et tout le décor apparut. Pour les spectateurs groupés sur les crêtes du mont Sapoune, le spectacle était admirable; il rappelait, mais avec plus de puissance et d'ampleur, la scène héroïque de Balaklava.

Sur leur gauche, à l'extrême droite des Russes, au point où commençait la vallée d'Inkermann, presque au bord de la rivière, ils voyaient un régiment de cosaques, puis un régiment de lanciers, puis la 7e division d'infanterie, la première brigade déployée, une partie de l'artillerie dans les intervalles, en arrière, la seconde brigade avec deux batteries en colonne; plus à droite, disposée à peu près de même, à cheval sur la route, en face du pont de Traktir, la 12e division; plus à droite encore, sur les hauteurs de Tchorgoune, la 17e division en deçà du Chouliou, la 6e au-delà; au fond, dans la plaine, au-dessous de la 17e division, la cavalerie; un peu plus loin, à deux kilomètres derrière la 12e division, la 4e et la 5e massées et l'artillerie de réserve.

A ce moment, il paraît que le prince Gortchakof

s'était porté sur les hauteurs au-dessus de Tchorgoune, et que, témoin des progrès de la colonne Liprandi, il avait résolu de faire de l'attaque du mont Hasfort sa principale affaire, lorsque de bruyants hourras attirèrent tout à coup son attention sur sa droite. Sans avoir reçu l'ordre spécial qu'il lui avait été prescrit d'attendre, le général Read traversait la Tchernaïa et lançait ses troupes sur les monts Fédioukhine. Dès lors c'étaient les monts Fédioukhine qui devenaient l'objectif principal de l'armée russe : mais comment le général Read prenait-il de lui-même une résolution aussi grave? Il s'y croyait autorisé, d'abord par ses instructions, et surtout par un ordre assez obscur, un ordre de « commencer l'action », apporté par un aide de camp du prince Gortchakof avant le premier coup de canon, et qui avait donné lieu à ce court dialogue : « Le général en chef veut-il que j'attaque? — Le général en chef a donné l'ordre seulement de commencer le combat. — C'est bien, je canonnerai l'ennemi. » En effet il s'était borné d'abord à canonner l'ennemi; puis, de plus en plus préoccupé de l'incident, il avait interprété ces mots, *commencer l'action ou le combat*, par ceux-ci, *commencer l'attaque*, et il avait attaqué.

Une forte ligne de tirailleurs s'était portée rapidement vers la Tchernaïa, suivie par les bataillons de première ligne, en colonnes de compagnie. Au centre, le redan qui formait tête de pont, assailli de front et de flanc, menacé en arrière par les tirailleurs qui

passaient la rivière à gué, ne pouvait pas opposer une longue résistance ; les 150 hommes qui l'occupaient l'évacuèrent en bon ordre, soutenus par une compagnie de zouaves, faisant le coup de fusil, et rentrèrent en deçà de l'aqueduc que bordaient les tirailleurs de la division Faucheux. Tandis que la 12ᵉ division prenait ainsi possession du pont de Traktir, la 7ᵉ traversait plus bas les gués de la Tchernaïa ; mais, comme de ce côté le canal, cessant de courir parallèlement à la rivière, faisait avec elle un angle d'une assez grande ouverture, le mouvement oblique et allongé que cette division fut obligée de décrire pour se rabattre vers la pente septentrionale des monts Fédioukhine, la mit de telle sorte sous les feux d'écharpe et de flanc dont l'écrasaient les zouaves et les turcos du général Camou, qu'on la vit bientôt ralentir sa marche, s'arrêter, hésiter, puis flotter, puis tourbillonner, puis enfin se précipiter en désordre vers la rivière, la repasser à la hâte et chercher un abri dans les fourrés, au pied des hauteurs d'Inkermann. Nouvelle en Crimée, cette division n'était point faite à ces grandes luttes ; elle eut quelque peine à se reformer sous la protection des lanciers et des cosaques, ne fut plus engagée dès lors et demeura simplement spectatrice du combat. Ainsi l'attaque de la droite russe contre la gauche française ne fut qu'une échauffourée sans suite.

Au centre il n'en allait pas de même. Les régiments d'Odessa, d'Azof, d'Ukraine, de la 12ᵉ division, s'é-

taient déployés le long du canal. Des ponts volants tout d'une pièce, dressés sur une rive, retombant sur l'autre, leur donnèrent de nombreux moyens de passage. L'obstacle franchi, les Russes commencèrent à gravir, des deux côtés de la route, les pentes couronnées par les campements de la division Faucheux. Cette division, très-réduite, disputait le terrain résolument, mais avec peine, lorsque le général Camou, assuré dans sa position, détacha trois de ses bataillons au soutien de leurs camarades. Une charge vigoureuse refoula l'ennemi au delà du canal, au delà de la rivière même, et permit à la brigade de Failly de reprendre la tête de pont, dont elle occupa fortement les abords. Il était six heures. Les Russes avaient fait de grandes pertes. Cependant le prince Gortchakof préparait une nouvelle attaque. A la place de la 12e division, retirée du feu, il appelait de la réserve générale la 5e, faisait avancer sa cavalerie dans la plaine, et renoncant à agir offensivement contre les Sardes sur sa gauche, il ordonnait au général Liprandi de descendre avec la 17e division du plateau de Tchorgoune sur la Tchernaïa, en amont du pont de Traktir. En voyant les nouvelles dispositions de l'ennemi, le général Herbillon tira de sa propre division la brigade Cler et l'envoya en seconde ligne derrière la division Faucheux.

Les nécessités du siége absorbaient de telle sorte le personnel de l'artillerie, que l'infanterie française établie sur les monts Fédioukhine n'avait avec

elle que trois batteries montées, une par division. Malgré leur infériorité numérique, ces dix-huit pièces avaient habilement profité du commandement que leur donnait l'avantage du terrain, mais il était temps qu'elles fussent soutenues. Elles le furent heureusement par les cinq batteries à cheval de la réserve que leur amena, juste au moment critique, le colonel Forgeot. Au lieu de répondre au feu dirigé sur elle par la nombreuse artillerie du prince Gortchakof, l'artillerie française concentra le sien sur les colonnes d'infanterie qui convergeaient en masses profondes vers le pont de Traktir. Sur ce point central, le choc fut terrible. La 5e division russe, soutenue par la 12e en réserve, tomba lourdement sur la tête de pont, poussa de son poids énorme les troupes qui la défendaient, les contraignit à rétrograder, franchit à leur suite la Tchernaïa, le canal, et commença à gravir, comme avait fait naguère la 12e division, le versant en face d'elle. Le résultat fut le même. A peine arrivée au tiers de la pente, elle vit descendre sur elle, comme une avalanche, et la brigade de Failly et la brigade Cler et les bataillons détachés de la division Camou. Il y eut là, pendant dix minutes, une mêlée sanglante; enfin les Russes reculèrent; dès qu'ils eurent commencé à céder du terrain, la pression d'en haut augmentant d'énergie, leur retraite se précipita de plus en plus; refoulés, renversés, culbutés, beaucoup se noyèrent au passage de l'aqueduc et de la Tchernaïa, tandis que les obus, éclatant dans la masse, y

ouvraient des trouées énormes. Le commandant de cette malheureuse division, le général Wranken, les généraux de Weymarn et Touloubief se retiraient blessés.

Tel était à peu près aussi le sort de la 17e division qui, descendue des hauteurs au-dessus de Tchorgoune, était venue passer la rivière devant le débouché du vallon entre le mont Hasfort et les monts Fédioukhine. Reçue par la 1re brigade de la division Faucheux, par la brigade Sencier de la division Herbillon et par une partie de la brigade Cler, menacée sur son flanc gauche par la division sarde du général Trotti, elle ne tarda pas à regagner dans la plus grande confusion la rive droite de la Tchernaïa. Le général Gribbé qui l'avait menée au combat était grièvement blessé. Le général Read était mort, la tête fracassée par un éclat d'obus. Peu de temps après, à côté du prince Gortchakof, le général Vrevsky eut le même sort : un boulet lui emporta la tête.

La seconde attaque des Russes avait échoué. Il était huit heures. Le général Pélissier venait d'arriver sur le champ de bataille ; les ordres à envoyer aux troupes du siége, soit pour se mettre en garde du côté de la place, soit pour diriger des renforts sur la Tchernaïa, l'avaient retenu d'abord au quartier général. La division Dulac, descendue par la route Voronzof, occupait déjà par l'une de ses brigades la tête de pont et soutenait par l'autre la division Faucheux ; on voyait déboucher par le col de Balaklava les têtes de colonne

de la Garde, et sur le plateau la division Levaillant accourait du vieux siége. En même temps six bataillons turcs, détachés par Osman-Pacha, le remplaçant intérimaire d'Omer-Pacha, venaient se placer en arrière des Sardes. Ni le général Pélissier, ni le prince Gortchakof n'avaient l'intention de recommencer la lutte. Le premier, satisfait du résultat de cette bataille défensive, ne voulait point se mettre au hasard d'une poursuite sous le feu de la grosse artillerie des redoutes d'Inkermann et de Mackenzie; le second avait fort à faire de rétablir un peu d'ordre dans son infanterie confondue.

Pendant que la canonnade continuait de part et d'autre, on vit, vers neuf heures, la cavalerie russe se porter, avec l'artillerie, en première ligne; derrière ce rideau, les bataillons, les régiments, les divisions essayaient de reprendre une formation suffisante au moins pour regagner leurs campements. La retraite fut laborieuse. Six heures s'écoulèrent avant que les dernières batteries, les derniers pelotons de cavaliers eussent fait demi-tour et disparu au dernier tournant de la route; mais lorsque, après trois heures du soir, on voulut secourir les nombreux blessés, ennemis ou amis, qui couvraient la rive droite de la Tchernaïa, deux pièces russes, placées au-dessous de la redoute Flageolet, empêchèrent jusqu'à la nuit, par un malentendu regrettable, l'accomplissement de ce pieux devoir. La suspension d'armes obligée pour le relèvement des morts eut lieu le 18 et fut prolongée

au lendemain, tant il y eut à faire. On rendit aux Russes plus de 2000 cadavres, et l'on ne compta pas ceux qu'ils relevèrent de leur côté. De même pour leurs blessés : les seules ambulances françaises en avaient recueilli 1664. De leur propre aveu, 8000 hommes, tués, blessés ou prisonniers, affaiblirent numériquement, sans parler de l'effet moral, l'armée du prince Gortchakof. Les pertes des Français ne dépassèrent pas 1500 hommes, celles des Sardes 250.

En retournant, le 16, à son quartier, le général Pélissier avait rencontré en chemin et renvoyé à leurs campements, bien désappointées, une partie des troupes qui accouraient pour prendre part à la bataille, et il avait donné à toutes celles qui appartenaient au siége l'ordre de remonter sur le plateau de Chersonèse. Après cette victoire et malgré les bruits que les déserteurs ou les espions rapportaient du contraire, il n'y avait plus à se préoccuper de l'armée de secours ; néanmoins, afin d'assurer la position contre un nouvel effort, le général en chef avait ordonné la construction de trois batteries, avec un armement de gros calibre, sur le versant des monts Fédioukhine qui regardait le pont de Traktir et la plaine au delà. On les nomma batterie Raglan, batterie Bizot, batterie La Boussinière.

IV

Compliment de l'empereur. — Reprise du feu, le 17 août. — Explosion sur le mamelon Vert. — Conférence du 3 septembre. — Dernier bombardement. — Dispositions pour l'assaut.

La bataille que le prince Gortchakof venait de livrer et de perdre n'était pas, comme la bataille d'Inkermann, le résultat d'une décision libre ; c'était un coup forcé, un coup de désespoir, exigé en quelque sorte par les défenseurs de Sébastopol, un sacrifice à l'opinion. L'eût-il gagnée, eût-il déposté les Français des monts Fédioukhine, il lui eût été difficile de s'y maintenir sous le feu des redoutes du mont Sapoune ; et quant à s'attaquer au mont Sapoune, il n'y aurait pas même pensé ; à Balaklava, pas davantage. Une victoire du prince Menchikof sur le plateau d'Inkermann eût été pour les alliés un désastre ; une victoire du prince Gortchakof sur la Tchernaïa n'aurait pas été pour eux plus qu'un mécompte, et il n'est pas très-probable que la chute de Sébastopol en eût été retardée de beaucoup. Quoi qu'il en soit, l'une et l'autre bataille avaient abouti à la défaite et toutes les deux fois ce furent des morts qui en portèrent la responsabilité suprême, après Inkermann le général Soïmonof, le général Read après Traktir. Le général Pélissier n'avait-il pas

lui-même rejeté sur les généraux Mayran et Brunet l'échec du 18 juin? Mais le 16 août reléguait dans l'ombre le souvenir de cette date fatale.

Des éloges très-mérités récompensèrent tous ceux qui avaient bien fait sur le champ de bataille, éloges venus de toute part, du quartier général anglais comme du quartier général français, de Londres comme de Paris. « Le commandant en chef, disait dans un ordre du jour à ses troupes le général Simpson, le commandant en chef félicite l'armée sur le brillant succès que les troupes françaises et sardes ont remporté sur l'ennemi. Nos courageux alliés, par leur intrépidité et leur audace, ont ajouté un nouveau lustre à nos armes, et dans cette occasion, la première où l'armée sarde ait rencontré l'ennemi, elle s'est montrée digne de combattre à côté de la plus grande nation militaire de l'Europe. » Les compliments de l'empereur ne se firent pas attendre; le 20 août, il les adressa au général Pélissier par ce télégramme, qui fut mis, le lendemain, à l'ordre de l'armée : « La nouvelle victoire remportée sur la Tchernaïa prouve, pour la troisième fois depuis le début de la guerre, la supériorité des alliés sur l'ennemi lorsqu'il est en rase campagne; mais si elle fait honneur au courage des troupes, elle ne témoigne pas moins des bonnes dispositions que vous aviez prises. Adressez mes félicitations à l'armée et recevez-les aussi pour votre part. »

Pour un petit nombre d'initiés, la première phrase

était significative : le reproche incessant de n'aller point chercher l'ennemi en campagne y était impliqué sous l'éloge. C'était bien d'accord avec la pensée impériale que le général Niel écrivait, le 18, au maréchal Vaillant : « Nous avons eu avant-hier un magnifique combat ; peut-être même l'appellera-t-on une bataille. Toute l'armée russe est venue donner contre trois ou quatre de nos régiments, qui l'ont tellement bien reçue qu'elle s'en est retournée avec une perte de quatre ou cinq mille hommes. J'espérais bien une bataille décisive, et j'aurais bien laissé prendre un ou deux camps à l'ennemi pour le faire avancer ; mais je m'abstiens de toute réflexion. Je me contente de dire que nos soldats sont admirables et qu'en rase campagne les Russes ne peuvent pas leur résister. En voilà, je crois, une preuve de plus. » Huit jours plus tard, il ne pouvait s'empêcher d'y revenir encore : « Nous avons, disait-il, beaucoup d'officiers malades; mais l'air est bon et on peut bien se remettre. Je ne disconviens pas que l'épreuve est rude : mais le pauvre soldat, c'est lui qui est admirable ! Avec quelle résignation la classe de 1847 fait son *rabiau* [1] ! On pouvait faire de grandes choses avec cette armée ! Mais je ne parle plus de ces questions. Je ne vous ai

[1] *Rabiau*, dans le langage familier du soldat, a le sens d'*excédant*. Quand, par suite des nécessités de la guerre, une classe qui, son temps fini, aurait dû être libérée du service, comme celle de 1817, est retenue sous les armes, elle fait du *rabiau*. Autre application : quand, après une distribution quelconque, vivres, vin, eau-de-vie, chacun ayant reçu sa part réglementaire, il reste un fond de sac ou de bidon, un *boni*, on dit encore : il y a du *rabiau*

pas convaincu : je n'ai qu'un désir, c'est de m'être trompé. »

Le commandant du génie n'en poussait d'ailleurs pas avec moins d'énergie les dernières approches et devant la Ville et devant le faubourg, également secondé ici par la fougue du général Frossard, là par le sang-froid du général Dalesme. « Le premier, disait-il, n'est pas toujours commode à mener, je vous assure, et, d'un autre côté, il est quelquefois bien dur pour ceux qui servent sous ses ordres. Quant au général Dalesme, je ne puis pas vous dire à quel point j'ai à me louer de mes relations avec lui. C'est l'homme du devoir par excellence. » C'était seulement du côté des Anglais que le général Niel regardait toujours avec un peu d'inquiétude. Leurs cheminements n'avançaient guère ; le général Harry Jones, fatigué, épuisé, ne pouvait plus quitter sa baraque. Cependant, depuis le 17 août, les batteries anglaises et françaises entretenaient de concert un feu vif, régulier, incessant, qui abîmait sans relâche les défenses de la Karabelnaïa et ses défenseurs. L'ordre permanent était d'empêcher, la nuit, l'assiégé de réparer ses ruines, le jour, de bouleverser les réparations qu'il aurait pu faire, et de permettre au contraire à l'assiégeant de pousser avec moins de difficulté ses approches. La lutte d'artillerie, ainsi conduite, ne tarda pas à donner aux alliés une supériorité telle, que, d'une part, les défenseurs renoncèrent à peu près à relever leurs parapets croulants, et que, de l'autre, les attaques purent mar-

cher devant le Petit Redan et devant Malakof, à la sape pleine, quelquefois même à la sape volante.

« Cette canonnade, a dit le prince Gortchakof, ne cessait d'agir de la manière la plus désastreuse contre nos ouvrages. Les merlons et les traverses, renouvelés chaque nuit sous un feu des plus violents, s'écroulaient après quelques coups ; les parapets s'affaissaient par masses dans les fossés, et des travaux qui avaient coûté des efforts et des sacrifices inouïs étaient anéantis de nouveau ; les remblais, formés de terre desséchée et friable, n'avaient plus aucune consistance. » Le Petit Redan était particulièrement écrasé ; dans leur langage familier, les soldats et les canonniers russes ne le nommaient plus que *le bastion d'enfer*, *la boucherie*, *le moulin à pilons*. Dans les premiers jours, le nombre des Russes mis hors de combat atteignit, de leur aveu, le chiffre de 1000 hommes par vingt-quatre heures ; puis, quand ils eurent trouvé le moyen d'abriter tant bien que mal leurs réserves, ces pertes énormes purent être réduites environ d'un tiers. Celles de l'assiégeant, beaucoup moindres, ne laissaient pas d'être encore douloureusement sensibles. A défaut de leur grosse artillerie à peu près réduite au silence, les Russes employaient des feux courbes qui faisaient dans les tranchées bien des victimes ; c'était, jour et nuit, une grêle de petites bombes, d'obus, de grenades, de balles tirées sous de grands angles ; chaque mètre de terrain conquis était trempé de sang.

Malgré tout, on avançait ; on amorçait devant le

Petit Redan une septième parallèle ; on entamait à ciel ouvert le glacis de Malakof, on le minait par-dessous ; on dépostait l'ennemi de ses dernières embuscades ; on repoussait énergiquement ses dernières tentatives de sortie. Dans une de ces affaires de nuit, un voltigeur du 86e, nommé Benazet, franchit d'un bond un tas de pierres et tombe au milieu des Russes : « N'avancez pas ! crie le brave soldat à son lieutenant qui est près de le suivre ; n'avancez pas, l'ennemi est en force ! » En citant ce beau trait dans son rapport, le général Bosquet ajoute : « C'est le cri du chevalier d'Assas ! Je voudrais bien apprendre qu'il a été épargné par l'ennemi. » Grâce à Dieu, l'héroïque voltigeur put rentrer sain et sauf en France après la guerre.

Dans la nuit du 28 au 29 août, vers une heure, une détonation effrayante éclata subitement par-dessus la canonnade. Pendant quelques secondes, le mamelon Vert parut être un volcan, une colonne de feu illumina toute la Chersonèse ; puis on entendit un sourd retentissement, comme de masses lourdes retombant pesamment sur le sol. Les deux grands magasins de la redoute Brancion venaient de sauter ; 7000 kilogrammes de poudre, 350 gros obus venaient de faire explosion à la fois. Abrités sous d'anciens blindages russes, sous des corps d'arbres, sous deux mètres de terre, comment avaient-ils pris feu ? On en fut toujours réduit aux conjectures. Quelle qu'eût été la cause, l'effet avait été terrible ; la re-

doute était bouleversée ; au centre, à la place des magasins disparus, s'ouvrait béant un entonnoir profond de quatre mètres, large de vingt, long de trente, entouré de décombres noircis, brûlés, calcinés. Des madriers, des troncs d'arbres avait été lancés jusque dans Karabelnaïa, par-dessus le ravin des Docks et les tranchées anglaises ; car c'était dans cette direction que la force de l'explosion s'était particulièrement fait sentir ; au delà encore, à plus de trois kilomètres de distance, dans le fort Paul et le fort Nicolas, des vitres avaient été brisées et des verrous arrachés par la violence du contre-coup. Trente et un hommes avaient été tués, cent dix-neuf blessés, quatre-vingts légèrement atteints ou contusionnés dans la redoute et les batteries adjacentes ; les Anglais aussi comptaient quelques victimes. Du haut de leurs remparts, les Russes poussaient des hourras de triomphe, lorsque, à leur grande stupéfaction, cette redoute qu'ils croyaient détruite répondit par des obus à leurs clameurs. Deux hommes de cœur, cités par le général Bosquet, les canonniers Gaubier et Bescat, de sang-froid au milieu de la stupeur générale, avaient eu la présence d'esprit de tirer, aussitôt après l'explosion, toutes les pièces encore en état dans la batterie opposée directement au front de Malakof. En quarante-huit heures, l'artillerie et le génie eurent fait disparaître les dernières traces de la catastrophe.

Au 1er septembre, les deux sections de la septième parallèle ouvertes devant le Petit Redan et devant

Malakof mettaient l'assiégeant à 40 mètres environ de son double objectif ; il n'était plus guère possible, à cause de la dureté du roc, de s'approcher du premier davantage ; vers le second, on pouvait gagner un peu de terrain ; on décida qu'on ne devait pas négliger de le faire. En face de la Ville, les attaques étaient à 50 mètres du bastion du Mât, à 70 à peu près du bastion Central. Les Anglais, plus attardés, avaient encore 200 mètres à franchir pour assaillir le Grand Redan.

L'expérience du 18 juin avait fortement agi sur le général Pélissier ; de l'extrême audace il était passé à la prudence extrême. Laisser au hasard le moins possible était devenu sa règle absolue ; à l'impatience des autres il opposait avec un calme résolu l'autorité du général en chef, et il avait l'opinion du maréchal Vaillant pour le soutenir. « J'ai écrit à votre prédécesseur, disait le ministre, que le général en chef était tout, aussi bien au siége que sur le champ de bataille. Artillerie, génie, ce sont vos yeux, vos bras ; mais les bras, sans la volonté supérieure, étreignent mal et les yeux peuvent voir de travers. C'est au général en chef à diriger tout cela. Nous ne sommes pas au temps où, lorsqu'il s'agissait d'un siége, le général en chef entrait dans sa tente et n'en ressortait que pour aller voir défiler la garnison sur les glacis. » L'empereur aurait voulu que l'attaque du fort de la Quarantaine, par l'action combinée de la flotte avec l'armée, fût comprise dans le programme général de l'assaut ; « mais, ajoutait avec une réserve judicieuse le maré-

chal Vaillant, l'inspection des lieux mêmes peut seule faire prononcer ». Le verdict unanime des généraux de Salles, Bosquet, Niel et Thiry prononça ; l'attaque de la Quarantaine fut écartée. Il y avait déjà tant à faire ! Les gouvernements de France et d'Angleterre avaient annoncé, au mois d'août, l'envoi de 400 mortiers avec un approvisionnement de 1000 coups par bouche à feu ; on avait préparé dans les tranchées des emplacements pour leur installation ; mais, au commencement de septembre, il n'en était arrivé qu'une faible partie et l'on ne pouvait plus attendre.

Le 3 septembre, une conférence réunit chez le général Pélissier les généraux en chef, les amiraux, les commandants du génie et de l'artillerie, les commandants de corps d'armée. Une note signée des généraux Niel, Harry Jones, Thiry et Dacres[1] y fut produite ; elle affirmait que les travaux étaient arrivés à un tel point, qu'un délai n'était plus possible ; elle réclamait un bombardement général pendant trois jours et l'assaut sur tous les points, en commençant par Malakof. La délibération fut grave, solennelle ; le bombardement fut décidé pour le 5, l'assaut pour le 8. « Je ne sais pas ce qui arrivera, écrivait au maréchal Vaillant le général Niel, mais j'ai confiance et je n'ai jamais espéré que l'assaut pût se donner dans de meilleures conditions. En conseillant et demandant cet assaut qui répugnait au général en chef, je sais

[1] Commandant de l'artillerie anglaise.

que j'ai encouru une grande responsabilité. Sans doute, selon les événements, ce conseil passera inaperçu ou sera rappelé; mais je ne m'en plaindrai pas. La note commune a été approuvée sans modifications par le général en chef, dont je n'ai eu qu'à me louer dans ces graves circonstances. »

Les batteries françaises étaient armées, devant la Ville, de 370 pièces, et de 239 devant le faubourg, en somme de 609 bouches à feu. Les Anglais en avaient 194. A ces 803 pièces des alliés les Russes en opposaient 1380. Le 5 septembre, suivant l'ordre donné, s'ouvrit le dernier bombardement, le bombardement *infernal*, ainsi que l'a nommé le prince Gortchakof. Par moments le feu diminuait, cessait presque, et lorsque l'ennemi, trompé par ces arrêts, inquiet, attendant l'assaut, sortait de ses abris pour border le rempart, alors les batteries alliées, tirant tout d'un coup par salves, l'écrasaient de bombes, de boulets et d'obus. Ce premier jour, l'assiégé fit, pour soutenir la lutte, des efforts désespérés, mais inutiles. La nuit n'interrompit point cet ouragan de fer et de feu; elle ne fit qu'ajouter à son déchaînement un accent plus terrible. Le spectacle de ce drame avait une majesté sinistre. Du sein de la grande rade, sous un ciel d'un rouge ardent, une colonne de flammes illuminait jusqu'aux confins de l'horizon les montagnes et la mer. Atteint par une bombe, un grand transport, le *Bérezane*, brûlait comme un fanal énorme pour éclairer la scène immense. Les deux journées et les deux nuits

suivantes achevèrent la ruine de ce qui avait été Sébastopol; quand les Russes, après la paix, y rentrèrent, il restait debout quatorze maisons, témoins isolés de son ancienne splendeur. Des fumées d'incendie s'élevaient de toutes parts et la nuit du 7 au 8 vit encore une frégate, puis un second vaisseau dessiner leur noire silhouette au milieu des flammes dévorantes. La frégate contenait deux cents tonneaux d'alcool; les jets de feu qui s'en échappaient projetaient sur le revers des bastions attaqués une teinte livide. Le spectacle, cette fois, était lugubre, et, selon l'aveu même des Russes, il produisit une pénible impression sur l'âme des défenseurs de Sébastopol.

L'enceinte de la place était bouleversée; tout ce que pouvait faire l'assiégé, c'était de remblayer les magasins à poudre, de consolider les blindages, de remplacer quelques-unes au moins des pièces démontées et de déblayer les embrasures; mais au prix de quels sacrifices! Dans la journée du 7, la mise en batterie d'une seule bouche à feu coûta 40 hommes tués ou blessés. Le soir, vers onze heures, au moment où deux embarcations, venant de la rive nord avec un gros chargement de poudre, accostaient au débarcadère de la Ville, une fusée s'abattit en sifflant sur l'une d'elles. L'explosion eut des effets terribles. Tout fut anéanti aux alentours. De lourds canons de trente-six, soulevés, lancés en l'air, écrasèrent en retombant un grand nombre de victimes. Les poudres ainsi détruites étaient destinées aux fourneaux de mine pratiqués

sous le saillant de Malakof. Du 17 août au 4 septembre, la garnison de Sébastopol avait perdu 12700 hommes; dans les trois jours qui précédèrent l'assaut, elle en perdit 7560. Pendant ces trois semaines, les troupes françaises eurent 3815 hommes hors de combat.

Le général Pélissier avait arrêté avec les commandants des corps et les chefs des armes spéciales les dispositions d'attaque. Du côté de la Ville, les conditions étant beaucoup moins favorables, les approches moins avancées, le succès plus douteux, le général en chef avait d'abord pensé qu'il serait peut-être sage de se borner à des démonstrations assez menaçantes pour retenir les Russes sur cette partie considérable de leur ligne de défense; mais le général Bosquet ayant déclaré, avec une certaine animation, que dans une telle crise tout le monde devait agir sans calculer le possible ou l'impossible, que la lutte devait être généralisée, armée contre armée, il avait été résolu qu'on donnerait, malgré l'inégalité des chances, l'assaut effectivement sur tous les points. Pour le 1er corps, l'affaire principale était l'attaque du bastion Central et de ses annexes, la lunette Bielkine et la redoute Schwartz, par les brigades Trochu et Couston de la division Levaillant. Le succès obtenu sur ce point, la division d'Autemarre aurait à pénétrer par le ravin de la Ville et à tourner par la gorge le bastion du Mât dont la face droite serait assaillie en même temps par la brigade sarde du général Cialdini. Derrière cette première ligne de combattants, la division Pâté serait

placée en soutien à gauche, la division Bouat à droite; enfin, la brigade Sol, qui était employée aux lignes de Kamiesch, aurait, le jour de l'assaut, à s'avancer de manière à couvrir l'extrême gauche des attaques du côté de la Quarantaine. Telles étaient les dispositions faites par le général de Salles et approuvées par le général en chef. Le commandant du 1er corps avait sous ses ordres cinquante-sept bataillons, d'un effectif réel de 20580 hommes.

Il y avait, du côté de Karabelnaïa, soixante et un bataillons et 25300 combattants. Le général Bosquet se proposait de les faire agir ainsi : contre Malakof, la division Mac-Mahon, immédiatement soutenue par la brigade Wimpffen et par les zouaves de la Garde; contre la courtine adjacente jusqu'au Petit Redan, la division La Motterouge, soutenue par les grenadiers et voltigeurs de la Garde sous les ordres du général Mellinet; contre le Petit Redan, la division Dulac, soutenue par la brigade Marolles et par les chasseurs de la Garde. A l'attaque de la Ville comme à celle de Karabelnaïa, les colonnes devaient être précédées de sapeurs du génie et d'artilleurs, avec les échelles, engins et outils nécessaires pour aider au franchissement des obstacles, ouvrir des passages, enclouer ou désenclouer les bouches à feu. En outre, deux batteries de campagne seraient prêtes à suivre la division La Motterouge, et deux batteries de la Garde à soutenir au besoin les premières. Il y avait de même quatre batteries commandées pour l'attaque de la

Ville. Enfin, le corps d'observation sur la Tchernaïa devait prendre les armes et le général d'Allonville quitter, dans la nuit du 7 au 8, la vallée de Baïdar pour rallier le général Herbillon et couvrir sa droite.

Le général Pélissier avait fait connaître ses plans aux commandants en chef de l'armée anglaise et de l'armée sarde, et c'était avec une sorte de reconnaissance que le général de La Marmora avait vu le général en chef de l'armée française lui demander le concours d'une de ses brigades.

L'attaque du Grand Redan, d'après le projet communiqué par le général Simpson à ses collègues, devait être faite, à gauche, par la division Markham, à droite par la division Codrington, soutenues l'une et l'autre par la division Eyre et par la brigade écossaise de sir Colin Campbell. L'effectif des colonnes anglaises était de 10 720 hommes. Il était bien entendu que l'assaut ne serait donné d'abord qu'à la droite, de Malakof au Petit Redan. Une fois Malakof occupé, le drapeau anglais, arboré à côté du drapeau français sur la redoute Brancion et la batterie Lancastre, devait servir de signal pour l'assaut du Grand Redan; après quoi, selon les éventualités, des fusées, tirées d'abord de la batterie Lancastre, puis de l'observatoire français, avertiraient le commandant du 1er corps d'avoir à lancer la division Levaillant sur le bastion Central.

L'affaire du 7 juin avait eu lieu le soir, l'affaire du 18 avant le jour : le général Pélissier choisit l'heure de midi pour l'assaut de Malakof. A midi sonnant, sans

aucun signal, les colonnes de droite devaient surgir des tranchées : le 8 au matin, tous les officiers généraux et les chefs d'état-major vinrent régler leurs montres sur l'heure du quartier général.

V

Le 8 septembre. — Répartition des forces russes. — L'assaut. — Attaque de Malakof. — Attaques du Petit Redan et de la Courtine. — Blessure du général Bosquet. — Attaque du Grand Redan.

Dès le point du jour, les troupes étaient venues occuper leurs emplacements, sous le couvert des nuages de fumée qu'amoncelaient les batteries d'attaque. Dans les parallèles et places d'armes avancées, le génie réparait les gradins de franchissement, ouvrait en arrière de larges coupures dans les parapets pour le passage des réserves et de l'artillerie, disposait tout enfin pour prévenir l'encombrement et les retards. En même temps, afin de donner à la fois inquiétude à l'ennemi et confiance à l'assaillant, il faisait jouer, d'une part, deux mines de projection qui allèrent éclater dans le bastion Central, et de l'autre trois fourneaux, de 500 kilogrammmes chacun, sous le glacis de Malakof. On avait, depuis quelques jours, entendu de ce côté le contre-mineur; mais ses travaux, lentement conduits dans un terrain difficile, étaient peu avancés encore, malgré le nombre des travailleurs employés, de sorte qu'au moment de l'assaut 200 Russes à peu près se trouvèrent cernés et faits prisonniers dans les galeries. De l'autre côté

du fossé, sous l'escarpe, il y avait bien eu des chambres préparées pour faire sauter le saillant du bastion; mais, de même que les contre-mines avancées, elles étaient encore vides; on a vu plus haut qu'une fusée française était venue tomber précisément sur les poudres qu'on transportait pour les remplir.

Dans la conférence décisive du 3 septembre, il avait été arrêté que les escadres viendraient seconder l'assaut par une attaque générale contre les défenses maritimes de la place; mais, le 8, la mer, fouettée par un vent violent du nord-ouest, était si mauvaise, que ni les vaisseaux ni même les frégates à vapeur ne purent quitter leur mouillage; il n'y eut que les bombardes, embossées dans la baie Streletzkaïa, qui furent à portée d'agir contre les ouvrages voisins de la Quarantaine. Soulevés par la rafale, des flots de poussière tourbillonnaient au-dessus des tranchées et couvraient comme d'un voile les troupes qui les remplissaient; cependant le grand mouvement d'hommes qui s'était fait depuis le matin n'avait pu être dérobé complétement à l'ennemi. Du phare supérieur d'Inkermann, le prince Gortchakof en avait assez vu pour être inquiet et donner l'ordre de faire des signaux d'alarme au comte Osten-Sacken, qui avait le commandement supérieur dans la place. La 12e division fut dirigée vers le grand pont flottant pour passer de la rive nord à la rive sud de la rade.

Après la bataille de Traktir, le prince Gortchakof

avait songé sérieusement à l'évacuation de Sébastopol; le 24 août, il écrivait au ministre de la guerre que, dans toute son armée, il ne se trouvait pas un seul homme qui n'eût taxé de folie toute idée de continuer plus longtemps la défense. Huit jours plus tard, un revirement absolu s'était fait dans son esprit. « Je suis résolu, écrivait-il au même ministre le 1er septembre, je suis résolu à continuer de défendre à outrance le côté sud et aussi longtemps que possible, car c'est la seule issue qui nous reste. » Le 8 septembre, la garnison de Sébastopol se composait de quatre-vingt-seize bataillons appartenant à quarante régiments d'infanterie de ligne, d'un bataillon de tirailleurs, de trois bataillons de sapeurs, de trois cohortes de milice et de 4000 canonniers de la flotte, seuls survivants des 18 000 vaillants marins qui avaient inauguré la défense. L'effectif réel de ces troupes était de 50 000 hommes environ.

Sous l'autorité supérieure du comte Osten-Sacken, chef de toute la garnison, le général Semiakine commandait dans la Ville; sous lui, le général Khroustchof était chargé de la défense de la première section, depuis la mer jusqu'au bastion Central inclusivement; la deuxième section, qui comprenait le bastion du Mât, avait pour chef le général Schultz. Dans Karabelnaïa commandait le général Khroulef; les trois sections du faubourg qui répondaient au Grand Redan, à Malakof et au Petit Redan, étaient sous les ordres, la 3e du général Pavlof, la 4e du général de Bussau, la 5e du

général Sabachinsky. La réserve spéciale de Malakof était commandée par le général Lisenko. Dans la grande redoute qui couronnait le mamelon, les troupes étaient ainsi disposées : sur le saillant, un bataillon du régiment de Modlin ; sur la face gauche, le régiment de Praga; sur la face droite, le régiment de Zamosc; il y avait en outre 500 artilleurs, sapeurs et carabiniers, 500 travailleurs du régiment de Varsovie avec une cohorte de milice. Les annexes étaient occupées, la batterie Gervais, à droite, par le régiment Grand-duc Michel, la batterie de la Poterne, à gauche, par le régiment de Mourom. Tous les matins, surtout depuis le 5 septembre, les Russes avaient attendu l'assaut; les heures s'écoulant sans d'autre crise que la violence habituelle du bombardement, ils s'imaginèrent que la journée du 8 se passera comme les précédentes, et, l'heure du repas approchant, ils se retirèrent généralement sous leurs blindages.

A onze heures, le général Pélissier vint prendre son poste au mamelon Vert, dans la redoute Brancion ; il avait avec lui les généraux Niel, Thiry, Martimprey, le colonel Jarras, tous les officiers de l'état-major général, le lieutenant-colonel Cassaigne, son premier aide de camp, et les autres officiers attachés particulièrement à sa personne. Le général Bosquet, accompagné des généraux Frossard, Beuret et de Cissey, se tenait dans la sixième parallèle, du côté du Petit Redan. Devant la Ville, le général de Salles avec les

généraux Dalesme, Lebœuf et Rivet, était dans la tranchée, vis-à-vis de la redoute Schwartz. De même, le général Simpson, avec les généraux Harry Jones, Dacres et Barnard, occupait une des batteries dominantes de l'attaque anglaise; le général Codrington se tenait en avant, prêt à diriger sur le Grand Redan les colonnes d'assaut. Vers neuf heures, les huit cents bouches à feu des alliés avaient diminué leur tir; à onze heures quarante minutes, elles le reprennent avec violence; vingt minutes après, il cesse tout d'un coup. Midi! En avant! les clairons sonnent, les tambours battent, les hommes courent.

Amenés, par les derniers travaux, à vingt-cinq mètres de Malakof, les zouaves du premier régiment, le colonel Collineau en tête, ont d'un bond franchi la distance. Le général de Mac-Mahon leur a donné pour objectif la face gauche du bastion, près de l'angle d'épaule. Ils n'ont besoin ni de ponts volants, ni d'échelles; à demi comblé par les débris de l'escarpe, le fossé n'est plus un obstacle: le talus est gravi; les uns s'élancent par-dessus le parapet, les autres par-dessous les portières de cordage, à travers les embrasures. Les Russes ont été surpris; sauf les canonniers qui, armés d'écouvillons, de leviers de pointage, soutiennent la lutte corps à corps et se font bravement tuer sur leurs pièces, le terre-plein en avant de la Tour n'a d'abord qu'un petit nombre de défenseurs. Les autres, les soldats du régiment de Modlin, sont demeurés jusqu'alors confinés par le bombardement

sous leurs blindages. Aux clameurs de l'assaut, ils s'empressent d'en sortir, mais confusément, par groupes sans cohésion, sans direction certaine. Pendant ce temps, le second bataillon du 1er zouaves, puis le 7e de ligne, conduit par le colonel Decaen, sont venus renforcer leurs camarades ; les Russes refoulés cèdent et vont essayer de se reformer derrière les premières traverses de l'ouvrage. Le général de Bussau, commandant de la redoute, le colonel et la plupart des officiers du régiment de Modlin ont été tués. Tout le saillant de Malakof est conquis, et sur le parapet flotte au vent, solidement planté, le drapeau de la France. Tandis que la première brigade de la division Mac-Mahon inaugure ainsi la victoire, le premier bataillon de chasseurs, de la brigade Vinoy, s'est porté à gauche, contre la batterie Gervais, et en a chassé le régiment Grand-duc Michel.

A droite, le combat s'est engagé d'abord avec un pareil succès. La brigade Saint-Pol, de la division Dulac, est entrée dans le Petit Redan, d'où elle a repoussé le régiment d'Olonetz. Enlevée en même temps par son chef, mais ayant une plus longue distance à franchir, la brigade Bourbaki, de la division La Motterouge, est arrivée quelques minutes plus tard sur la courtine qui relie le Petit Redan à Malakof ; elle l'a franchie, a culbuté le régiment de Mourom, et du même élan s'est portée vers la seconde enceinte qui est menacée plus à droite par la tête de

la colonne Saint-Pol. Déjà le retranchement est envahi, le régiment de Sievsk refoulé; quatre pièces de campagne sont prises; la brigade Bourbaki va se lancer dans le faubourg Karabelnaïa; mais les Russes ont massé, en arrière de leur ligne intérieure et dans le ravin Ouchakof, de fortes réserves. Trois régiments de la 8e division, soutenus par deux batteries de campagne, débouchent, sous la conduite du général Sabachinsky, contre la brigade Saint-Pol, la refoulent sur le Petit Redan et la suivent de près. Des travaux défensifs avaient été dès le premier moment entrepris par les officiers du génie français sur la ligne de gorge du bastion, mais ils ne pouvaient pas être assez avancés encore pour opposer un suffisant obstacle au retour offensif de l'ennemi; d'un autre côté, la brigade Bisson, qui, faute de place dans les tranchées, avait dû se former dans le ravin du Carénage, n'était pas placée de manière à soutenir d'assez près la brigade Saint-Pol. Celle-ci fut donc obligée d'abandonner sa conquête après avoir perdu son général, le chef d'état-major de la division et ses deux colonels. Ce mouvement de retraite, en découvrant le flanc droit de la brigade Bourbaki, ne pouvait manquer d'influer sur sa fortune; en effet, quoiqu'elle fût appuyée par l'autre brigade de la division La Motte-rouge, elle fut ramenée sur la courtine par les régiments de Schlüsselbourg et de Sievsk. Comme au 24 février, comme au 7 et au 18 juin, comme dans tous les combats voisins de la rade, les navires à va-

peur *Vladimir*, *Chersonèse* et *Odessa* étaient venus lancer des obus au milieu des colonnes d'attaque; mais au lieu de s'embosser, ainsi qu'ils faisaient naguère, avant la construction des batteries françaises sur la croupe du Carénage, ils se tenaient sans cesse en mouvement, courant des bordées devant l'embouchure de la baie, et perdant ainsi de la justesse de leur tir.

Confiant dans le succès de la division Mac-Mahon sur sa gauche, le général Bosquet ne voulut pas que la droite et le centre acceptassent sans protestation leur échec. Il fit avancer les réserves, la brigade Marolles et les chasseurs de la Garde derrière la division Dulac, les grenadiers et les voltigeurs derrière la division La Motterouge. Dans les tranchées, malheureusement remplies de blessés, l'encombrement rendait la circulation difficile, et les mouvements ne pouvaient plus se faire d'ensemble. Néanmoins, au son de la charge, le Petit Redan fut encore envahi, la courtine franchie de nouveau et l'attaque poussée sur la seconde enceinte; mais la mitraille des batteries de position et des pièces de campagne, la fusillade nourrie de l'infanterie russe abritée derrière les parapets de la ligne intérieure, les feux courbes des navires et du nord de la rade, brisèrent encore une fois l'élan des colonnes; le général de Marolles était tombé mort à la tête de sa brigade; le général de Pontevès était frappé mortellement au milieu des grenadiers de la Garde; les généraux Mellinet, Bisson et Bourbaki

étaient blessés. Il fallut rétrograder, évacuer le Petit Redan, mais on n'abandonna pas la courtine; bordée d'une ligne de tirailleurs qui se cramponnaient au talus extérieur, faisant le coup de feu par-dessus le parapet, elle fut désormais acquise à la division La Motterouge.

Afin de contre-battre l'artillerie russe qui persistait à la couvrir de mitraille, le général Bosquet fit appeler les deux batteries de campagne qui attendaient au-dessous de la redoute Victoria. On les vit accourir d'une allure superbe, traverser au grand trot les coupures des tranchées et se déployer à la voix du commandant Souty, en avant de la sixième parallèle. La lutte était inégale; elle fut héroïque. Ils étaient arrivés 150 hommes, ils se retirèrent 55; le commandant Souty était frappé à mort; des autres officiers, presque tous étaient tués ou grièvement blessés. Pour atteler douze pièces et douze caissons, il restait dix-neuf chevaux. Ce fut tout près de là et presque dans le même temps, vers deux heures et demie, qu'un éclat d'obus frappa le général Bosquet derrière l'épaule droite; on crut d'abord la blessure mortelle, et l'on s'efforça de cacher ce grand malheur aux troupes. Par ordre du général en chef, le commandement des attaques de droite passa au général Dulac.

Entre trois et quatre heures, un autre événement, l'explosion d'un magasin à poudre blindé dans l'ancienne batterie russe de la Poterne, au-dessous de Malakof, jeta un moment le trouble parmi les batail-

lons qui bordaient ce côté de la courtine. Un grand nombre d'hommes furent enlevés avec le parapet, atteints par les débris, ou ensevelis sous les terrassements bouleversés. Le drapeau du 91[e], enterré profondément, ne put être retrouvé que le lendemain, entre les mains crispées de l'officier qui, dans la mort, le gardait toujours. Le général de La Motterouge était en même temps blessé par un éclat d'obus. La division, entraînée par un mouvement de panique, s'était d'abord rejetée en arrière; mais, avant que le nuage de poussière soulevé par l'explosion fût dissipé, elle avait repris position et l'ennemi ne pouvait plus profiter de la surprise. De ce côté d'ailleurs, le bombardement avait été repris avec force contre la seconde enceinte et le Petit Redan par les batteries de l'attaque Victoria et du Carénage. Telles étaient les émouvantes péripéties qui avaient tour à tour changé la fortune des assaillants vers la droite de Malakof; il n'y en avait pas eu de moins dramatiques, pendant le même temps, vers la gauche.

Dès qu'on avait pu voir le drapeau français arboré au saillant du bastion Kornilof, les couleurs de France et d'Angleterre associées au-dessus du mamelon Vert et de la batterie Lancastre avaient donné le signal attendu par sir William Codrington. Sorties à la fois des tranchées, la division Markham à gauche, la division légère à droite, s'étaient portées sur le Grand Redan à travers les abatis, les trous-de-loup, les obstacles accumulés dans la zone de 170 mètres qui

séparait encore du bastion russe leurs approches. Malgré la violence de la fusillade, les deux têtes de colonne avaient planté les échelles des deux côtés du saillant, franchi le parapet et repoussé, après une lutte d'homme à homme, le régiment de Vladimir. Maîtres du terre-plein, les Anglais avaient devant eux une grande aire découverte, vide, sans abri, jusqu'aux traverses reculées en forme de retranchement, vers la gorge du bastion; mais de là partait une grêle de balles qui rasaient le sol, balayaient incessamment ce vaste espace et l'eurent bientôt jonché de blessés et de morts. Les bataillons de Kamtchatka, de Iakoutsk et de Souzdal étaient venus au soutien de Vladimir; de même qu'au Petit Redan, un retour offensif remit les Russes en possession de cet important ouvrage. Cependant le général Codrington appelait ses réserves; la division Eyre arrivait; mais, de son côté, le général Pavlof faisait arriver le régiment de Selenghinsk. Deux fois encore, les Anglais remirent le pied sur le terre-plein du Grand Redan; deux fois encore, ils durent reculer sous le même feu qui les avait fait céder d'abord. Les plus opiniâtres essayèrent de tenir dans le fossé du bastion, d'autres se jetèrent sur les batteries adjacentes; le régiment de Souzdal ne leur permit pas de s'y établir; il y eut même un bataillon de miliciens, la 47ᵉ cohorte, qui, en se portant contre eux, acquit l'honneur d'être cité par le prince Gortchakof dans son rapport. La brigade écossaise attendait, prête à donner à son tour; mais l'encombrement des tranchées

était tel que le général Simpson ne voulut pas, dans ces conditions-là, renouveler la tentative et décida de remettre au lendemain, autant du moins qu'il serait possible, un suprême effort.

VI

Attaque du bastion Central. — Progrès du général de Mac-Mahon dans Malakof. — Expulsion des Russes. — Leurs retours offensifs.

L'attaque du Grand Redan durait encore, quand, un peu avant deux heures, un bouquet de fusées tiré de l'observatoire français signala au commandant du 1er corps l'ordre d'assaillir le bastion Central. Précédée par une avant-garde de volontaires qui s'étaient disputé ce poste d'honneur, la brigade Trochu s'élança vers la lunette Bielkine et la face droite du bastion, tandis que la brigade Couston abordait la face gauche et la redoute Schwartz. Dans cette redoute, le régiment de Jitomir essaya vainement de contenir le flot des assaillants qui débordaient par-dessus le rempart; refoulé à travers le terre-plein, acculé au parapet opposé, il eut à subir un rude combat à l'arme blanche et ses débris mutilés eurent grand'peine à se retirer de cette mêlée terrible. Pendant un certain temps, la brigade Couston demeura maîtresse de la redoute Schwartz; une colonne même, débouchant par la gorge, pénétra jusqu'au grand magasin à poudre sur la berge du ravin de la Ville; mais, vers la gauche, après un vaillant effort, l'attaque du bastion Central

avait pris un mauvais tour. Surprise en pleine course par des fougasses qui éclataient sous ses pas, écrasée de flanc par les batteries hautes et basses de la Quarantaine, abîmée de front par la fusillade et la mitraille, la brigade Trochu, après avoir escaladé malgré tout la lunette Bielkine et le bastion, après avoir encloué une douzaine de pièces, n'avait pu se maintenir contre un retour offensif des régiments de Bielostok et de Podolie. Dès le début de l'assaut, sur le bord même du fossé, un boulet venu des batteries Schémiakine avait atteint grièvement le général Trochu. La brigade se retirait cruellement mutilée; sur un effectif de 2300 hommes lancés à l'attaque, 71 officiers, 900 hommes tués, blessés ou pris dans le bastion même, manquaient le soir à l'appel. Rassuré vers sa droite, le général Khroustchof tira de la redoute Tchesmé le régiment de Minsk, de la réserve du ravin le régiment d'Iécaterinebourg, les poussa de part et d'autre, soutenus par le feu des batteries intérieures, dans la redoute Schwartz, et par cette combinaison d'efforts, parvint à se remettre en possession de la redoute, comme il avait fait tout à l'heure du bastion Central.

Ainsi que le général Trochu, le général Couston était blessé. Lorsque cependant les troupes revenues dans les tranchées eurent repris un peu d'ordre, le général Levaillant fit de nouveau sonner la charge. Elles s'élancèrent encore, elles repassèrent sur leurs traces sanglantes, mais ce second élan vint se briser au pied

des parapets que bordait, plus nombreuse que la première fois, l'infanterie russe. Les batteries de la Ville, étagées, faisaient pleuvoir, les plus rapprochées la mitraille, les plus reculées les obus. Il fallut rentrer dans les places d'armes. Le général de Salles préparait néanmoins une troisième attaque. La division d'Autemarre, quittant les approches du bastion du Mât, marchait par sa gauche, suivant les parallèles qui la devaient conduire en face de la redoute Schwartz; mais l'artillerie russe, à qui ce mouvement ne pouvait échapper, avait concentré sur elle tout son feu. Ce fut ainsi que les généraux Rivet et Breton furent frappés à mort. En ce moment survint un ordre du général Pélissier qui, instruit du mauvais succès de l'attaque, prescrivit au commandant du 1er corps de ne pas s'opiniâtrer davantage. Dès lors le principal rôle fut rendu aux batteries de siége; devant la Ville, comme devant le Grand et le Petit Redan, le bombardement poursuivit la vengeance des assauts repoussés. Sur un seul point, il y avait un succès à soutenir, et s'il était jusqu'au bout bien soutenu, un succès capital.

Quel que fût partout ailleurs l'avantage des Russes, Malakof gardé contre eux, tout était gagné; Malakof repris par eux, tout était perdu. C'est pourquoi Français et Russes se disputaient avec acharnement ce monceau de terre. Le général Pélissier en a lui-même expliqué ainsi l'importance : « L'ouvrage de Malakof, qui est une sorte de citadelle en terre, de 350 mètres de longueur sur 150 de largeur, couronne un mamelon

qui domine tout l'intérieur du faubourg Karabelnaïa, prend de revers le Redan attaqué par les Anglais, n'est qu'à 1200 mètres du port sud, et menace non-seulement le seul mouillage laissé aux vaisseaux, mais encore la seule voie de retraite des Russes, le pont jeté par eux d'une rive de la rade à l'autre. » Le général Niel, à qui d'ailleurs le général en chef avait emprunté cette description, ajoute : « A l'intérieur de cet ouvrage, les Russes ont élevé une multitude de traverses sous lesquelles sont d'excellents blindages, où la garnison trouvait des abris et des couchettes disposées de chaque côté sur deux rangs de hauteur. » Cette « multitude de traverses », notons-le bien, c'est autre chose qu'un détail, c'est un trait essentiel. Au Petit Redan, au Grand Redan, au bastion Central, les traverses peu nombreuses et surtout reculées vers la ligne de gorge laissaient devant elles un terre-plein découvert, un vaste espace où l'assaillant, nécessairement en tumulte, ne trouvait ni appui pour se reformer, ni abri pour se couvrir, en sorte que de la fusillade et de la mitraille dirigées contre lui, comme en champ clos, par le défenseur rallié sur ses réserves, il n'y avait pas un coup, pas une balle, pas un biscaïen perdus. A Malakof, rien de pareil; le terre-plein, réduit au saillant, n'avait qu'une étendue restreinte; les traverses qu'on rencontrait tout de suite rétablissaient les chances entre l'attaque et la défense; l'une et l'autre pouvaient également s'en servir, et c'était à qui saurait en profiter le mieux que devait demeurer,

en fin de compte, l'avantage. Pour l'obtenir, il fallait du sang-froid, du coup d'œil, de l'agilité, de l'adresse, toutes les qualités en un mot qui faisaient particulièrement la renommée des zouaves. L'occasion était admirable, presque unique ; ils n'y faillirent pas.

Les Russes étaient braves : la première surprise passée, ils avaient fait face au péril ; mais ils étaient lourds, raides, embarrassés dans leurs longues capotes, et surtout il leur manquait l'esprit d'initiative ; par tous ces côtés, ils étaient notablement inférieurs à leurs adversaires. Ceux-ci se glissaient, rampaient, bondissaient, disparaissaient d'un côté, surgissaient de l'autre, et par ces allures extraordinaires ils gagnaient peu à peu de traverse en traverse, tournant, dépostant, débusquant le Russe étonné, inquiet, ahuri, n'entendant rien à cette manière de combattre. Cependant, vers le milieu de la redoute, à l'endroit où sa largeur était la plus grande, des traverses plus élevées, plus régulières, disposées suivant un plan plus méthodique, offraient à la défense une ligne plus étendue, plus forte, plus facile à soutenir. Les débris du régiment de Modlin, les régiments de Praga et de Zamosc s'étaient reformés derrière ce rempart. En effet, les progrès du 1er zouaves et du 7e de ligne y furent arrêtés d'abord ; mais la seconde brigade de la division Mac-Mahon, amenée par le général Vinoy, après avoir longé le fossé oriental du bastion et gravi le talus extérieur au delà des traverses défendues par l'ennemi, apparut tout à coup sur son flanc gauche et

le contraignit à évacuer cette position pour en aller occuper une autre presque aussi forte en arrière. Afin de vaincre une résistance qui, au lieu de faiblir, paraissait s'opiniâtrer au contraire, le général de Mac-Mahon appela dans l'ouvrage même ses réserves et renvoya dans la tranchée, à leur place, le 1er zouaves qui avait héroïquement fait, mais beaucoup souffert. Le 3e de la même arme, les tirailleurs algériens, le 50e de ligne, un bataillon de voltigeurs et les zouaves de la Garde arrivèrent successivement, pleins d'ardeur, au soutien du 7e, du 20e et du 27e, qui eurent l'honneur d'arriver les premiers aux abords de la gorge. Là, pressés, refoulés, tout près d'être jetés hors de la redoute, les Russes soutinrent énergiquement une lutte désespérée. Le général Lisenko était d'abord accouru avec les régiments d'Orel, de Briansk et d'Iéletz, puis le général Khroulef avec les quatre bataillons du régiment de Ladoga. Blessé d'un coup de feu, le général Khroulef était bientôt obligé de quitter le champ de bataille; après lui, le général Lisenko était frappé mortellement; un peu plus tard, le général Youferot, qui avait pris le commandement, tombait mort. Les bataillons russes, confondus, privés de leurs chefs, cédèrent enfin et sortirent de la redoute en désordre. Vers deux heures, le retranchement de gorge fut occupé par les Français; Malakof appartint tout entier au vainqueur.

Il y avait cependant une poignée d'hommes, soixante soldats ou matelots et cinq officiers qui, depuis

le commencement de l'action, tenaient ferme dans le réduit voûté, dernier reste de la tour Malakof. On essaya de les enfumer en allumant sous les créneaux de vieux gabions et des fascines; mais à peine y avait-on mis le feu qu'une réflexion inquiétante se produisit tout à coup : ne pouvait-il pas y avoir quelque fougasse, quelque amas de poudre caché dans le voisinage? Et tous à l'instant même de jeter des pelletées de terre sur les clayonnages embrasés. Dans ce travail, un coup de pioche mit à découvert des fils métalliques évidemment destinés à porter l'étincelle électrique au foyer d'une mine. On ne savait pas alors que les fourneaux du bastion étaient encore vides, on pouvait, on devait les croire chargés, et la rencontre des fils conducteurs fut saluée comme la plus heureuse et la plus inespérée des fortunes. Il fallait néanmoins en finir avec ce réduit d'où partait constamment une fusillade irritante. Pour achever cette manière de petit siége, on tira de plein fouet contre la porte un coup de mortier qui la fit voler en éclats. Les défenseurs de la tour furent alors obligés de se rendre. Au moment même où ils sortaient, l'un après l'autre, en déposant leurs armes, retentit soudain une détonation terrifiante. C'était la grande explosion de la Poterne qui fit tant de victimes dans la division La Motterouge. Elle en fit quelques-unes dans la division Mac-Mahon; on crut un moment que c'était Malakof même qui sautait et que le feu venait d'être mis par ces Russes qu'on voyait sortir de la tour; il s'éleva

contre eux d'abord quelques cris de vengeance, mais les officiers français eurent bientôt calmé l'exaspération naissante, et dès que le soldat eut reconnu son erreur, il la répara tout de suite en rendant à la petite garnison l'hommage légitime que, d'une armée à l'autre, les braves n'ont jamais refusé aux braves. Plus tard, après la guerre, sur le témoignage du général Pélissier, les officiers qui commandaient dans le réduit furent décorés par l'empereur Alexandre.

Tandis que se terminait ainsi, vers le saillant du bastion Kornilof, ce petit, mais remarquable épisode de la tour, à l'autre extrémité de la redoute, la lutte s'était engagée de nouveau avec une grandeur tragique. Dans l'attente d'un retour offensif des Russes, le général de Mac-Mahon avait pris les dispositions suivantes : le long de la gorge, dont le génie travaillait activement, sous l'énergique impulsion du général Frossard, à fermer ou du moins à obstruer provisoirement le passage, étaient rangés les tirailleurs algériens, soutenus par les zouaves de la Garde ; le 7e de ligne, le 3e zouaves et le 50e bordaient la longue face du côté de l'ouest ; le 20e, le 27e et le bataillon de voltigeurs de la Garde défendaient l'autre face, avec le concours d'un demi-bataillon du 1er chasseurs à pied, posté au dehors, dans le fossé même, à l'angle nord-est de la redoute. A peine ces différents corps avaient-ils reconnu et pris leurs emplacements, on vit les Russes gravir de trois côtés les pentes du mamelon en masses profondes. A la première nouvelle de

l'assaut, le prince Gortchakof était accouru des hauteurs d'Inkermann au fort Nicolas, et lorsqu'il avait appris la blessure du général Khroulef, il avait donné au général de Martinau le commandement dans Karabelnaïa, avec l'ordre de prendre les régiments d'Azof et d'Odessa, récemment arrivés du nord de la rade, d'appeler de droite et de gauche, du Grand et du Petit Redan, tous les bataillons disponibles, de recueillir les débris de ceux qui avaient combattu dans Malakof, et de tenter, avec toutes ces forces ensemble, un suprême effort pour reconquérir la redoute. Le mouvement commença bientôt.

Une colonne remontait le versant occidental du mamelon; prise d'écharpe par le feu d'un demi-bataillon de chasseurs qui bordait l'épaulement de la batterie Gervais, de haut par le feu du 7e de ligne, elle perdit beaucoup de monde, rebroussa chemin à mi-côte et se dispersa sans retour. Deux autres colonnes, venues du nord et du nord-est, parvenues jusqu'à la gorge de la redoute, multiplièrent, pour la forcer, les plus violents efforts. C'était une lutte corps à corps, dans un défilé, avec des clameurs, des imprécations, des insultes, comme aux temps héroïques; aux hourras des Russes répondaient les cris rauques des turcos. Cette houle humaine affluait, refluait, par poussées brusques, inégales, saccadées, à travers une passe étroite, que resserrait de plus en plus l'encombrement des blessés et des morts. Enfin le moment vint où le chenal entièrement comblé se ferma. Il

était quatre heures. Le général de Martinau avait eu le bras droit emporté par un boulet. Les débris mêlés des 4e, 5e, 9e, 12e et 15e divisions ne formaient plus qu'une agglomération confuse d'où partait une fusillade désordonnée. Les soldats brûlaient leurs dernières cartouches. A ce moment arriva le général Chépélef, avec l'ordre de faire cesser une lutte désormais inutile, de retirer les troupes et de les établir en arrière de la seconde enceinte, dans les ruines accumulées au-dessous du mamelon, vers le nord.

VII

Retraite des Russes. — Évacuation de Sébastopol. — Les incendies. — Le général Pélissier maréchal de France.

Malakof était définitivement conquis; à l'agression active, ardente, tumultueuse, il fallait faire succéder une organisation à peu près régulière. Dans l'intérieur, le désordre matériel aurait défié toute description; les abords de la gorge n'étaient qu'un charnier; il n'y avait pas dans toute la redoute un seul endroit qui ne portât la sinistre empreinte du fer ou du feu; les parapets, les embrasures, les blindages étaient bouleversés; des piles de boulets et de boîtes à mitraille avaient croulé autour des pièces jetées hors de leurs plates-formes; en arrière de la grande traverse centrale gisaient une trentaine de bouches à feu hors de service. Enfin dans le sol perforé de bombes s'ouvraient des trous profonds, des traces d'explosions se remarquaient de toute part. Comme c'était la grande préoccupation du soldat, comme la terreur des mines, une fois l'animation du combat passée, recommençait à hanter son esprit, le général de Mac-Mahon renvoya ses réserves, ne garda auprès de lui, dans Malakof, que sa seconde brigade et fit rentrer dans la tranchée

ce qui restait de la première, avec cette injonction précise que, si le bastion venait à sauter, elle eût à couronner, immédiatement après l'explosion, l'entonnoir. Quelle anxiété! Les batteries affaiblissaient graduellement leur tir; le crépitement de la fusillade n'éclatait plus que çà et là, de loin en loin, de moins en moins. Comparées aux premières heures du jour, pleines de fracas, d'emportement et de hâte, les dernières s'écoulaient lentement, presque dans le silence.

Que faisaient les Russes? Vers cinq heures, du terre-plein de la redoute Brancion, où il avait vu tomber mort, à côté de lui, son premier aide de camp, le lieutenant-colonel Cassaigne, le général Pélissier avait remarqué sur le grand pont flottant de la rade un mouvement notable; des files de voitures, des groupes d'hommes se suivaient sans interruption, toujours dans la direction du nord; étaient-ce des convois qui allaient chercher des munitions, des blessés, des malades, des non-combattants dont on débarrassait la place? La nuit vint. Tandis que, dans Malakof, sapeurs du génie et artilleurs s'empressaient activement, ceux-ci pour désenclouer les pièces, ceux-là pour consolider les défenses de la gorge, les Russes, dont on se préparait à soutenir encore une fois l'attaque au point du jour, les Russes évacuaient Sébastopol. Vers cinq heures, en effet, le prince Gortchakof avait donné l'ordre suprême. Accompagné de son chef d'état-major, le général de Kotzebue, le commandant en

chef était venu, au pied du versant nord de Malakof, examiner les dispositions faites par l'ennemi. Il les avait examinées longtemps, au milieu des balles ; à quelques pas de lui, un de ses officiers venait d'être tué raide ; enfin il avait prescrit au général Chépélef de faire commencer la retraite.

Derrière les lignes de barricades s'étaient rangés les régiments les moins éprouvés : dans la Ville, Tobolsk, Volhynie, Minsk ; dans Karabelnaïa, Azof, Odessa, Grand-duc Michel. Les autres se repliaient successivement : ceux de la Ville sur la place Nicolas pour défiler par le pont flottant, ceux du faubourg près du fort Paul pour être transportés sur les navires à vapeur et sur les embarcations de la flotte, par les soins du vice-amiral Novosilsky ; après eux, les blessés, après les blessés, l'artillerie de campagne, enfin, sur un dernier signal, les volontaires et les bataillons d'arrière-garde. A minuit, les barricades étaient abandonnées ; mais alors, à la fois pour assurer la retraite et pour ne laisser au vainqueur que des ruines, commença l'œuvre des incendiaires, souvenir de Moscou. Batteries, bastions, redoutes, magasins sautaient les uns après les autres, depuis la Pointe jusqu'au fort de l'Artillerie ; des colonnes de feu jaillissaient de toute part, les explosions confondaient leur fracas, et le sol frémissait comme secoué par les saccades violentes d'un tremblement de terre. Deux heures durant, les alliés, des hauteurs de la Chersonèse, les Russes, des hauteurs de Severnaïa, contemplèrent, muets d'horreur, l'anéantisse-

ment de Sébastopol, et lorsque cessèrent les coups de ce tonnerre humain, il resta, pour éclairer l'horizon jusqu'au jour, les carcasses flamboyantes de deux grands navires russes incendiés, sur l'ordre du général en chef, tandis que les autres étaient coulés par leurs propres équipages.

Jusque-là, le général Pélissier n'avait eu que la présomption de sa victoire : il en eut dès lors la certitude parfaite. « Les conséquences seront immenses, » s'était-il borné à dire en annonçant d'abord à Paris la prise de Malakof; les conséquences étaient désormais acquises, et, dès trois heures du matin, il pouvait les résumer exactement dans ce télégramme : « Karabelnaïa et la partie sud de Sébastopol n'existent plus. L'ennemi, voyant notre solide occupation à Malakof, s'est déterminé à évacuer la place, après en avoir ruiné et fait sauter par la mine presque toutes les défenses. » Quand le jour se fit, un nuage d'une fumée roussâtre, épaisse, nauséabonde, planait lourdement au-dessus de la cité détruite. Les Russes achevaient de replier sur la rive septentrionale de la rade leur grand pont flottant.

Des groupes de soldats français, s'échappant des tranchées, s'aventuraient à travers les ruines, les uns simplement par curiosité, les autres avec l'espoir de quelque butin. Ce que pouvait être le butin dans Sébastopol, depuis plus de dix mois déchiré par les obus, écrasé sous les bombes, *pilé*, suivant l'expression du maréchal Vaillant, il n'est pas aisé de le comprendre.

Cependant les Anglais s'émurent, et peu s'en fallut que ce germe de maraude ne devînt une très-grosse affaire. Le quartier-maître général de l'armée anglaise en écrivit sur-le-champ au général de Martimprey en ces termes excessifs : « Il y a une question qui est, je crois, urgente à traiter entre nous, parce que, en la passant sous silence, elle pourrait faire naître de regrettables conflits. Je veux parler d'une certaine tolérance de pillage que je vois admise parmi vos troupes et qu'un nombre considérable d'hommes met à profit, pour visiter Sébastopol et en rapporter des objets de toute espèce. Comme ce pillage n'est toléré à aucun degré dans nos troupes, les consignes à cet égard ont dû être mises en vigueur dans nos camps et aux postes du terrain qui est devant nous. Il s'ensuit que les soldats français qui traversent nos camps ou notre ligne de postes avec des produits du pillage peuvent être arrêtés par nos sentinelles, ce qui entraînerait de graves inconvénients. Je viens donc communiquer avec vous sur ce sujet et vous prier de me donner votre avis sur ce qu'il peut y avoir à faire. » Justifiée ou non, raisonnable ou non, l'irritation des assaillants malheureux du Grand Redan était un fait dont il fallait tenir compte. Le moyen de l'apaiser était de la partager, tout au moins d'en avoir l'air. Le général Pélissier écrivit donc tout de suite au général de Salles : « J'apprends que des hommes du 1er corps pénètrent dans la Ville. Je veux à tout prix arrêter le pillage et le désordre, même par les exemples les plus sévères,

et je vous invite à prendre toutes les mesures que vous jugerez nécessaires pour remplir ces intentions. »
A la marge, le général en chef avait écrit de sa main : « Urgent et *des plus sérieux,* » en soulignant ces derniers mots.

Un autre avertissement, des plus sérieux aussi, était donné d'ailleurs à ceux que la maraude aurait pu séduire ; pendant toute la journée du 9 septembre et sur tous les points, des explosions ne cessèrent pas d'éclater dans Sébastopol. Le feu couvait dans les caves effondrées, sous les épaulements bouleversés. Pendant plusieurs mois, les fascinages enterrés continuèrent de brûler sourdement ; ce fut ainsi que, le 1er novembre, une explosion terrible éventra le fort de mer de la Quarantaine. Au cœur même de l'hiver, on découvrait encore des amas de cordages, de menu bois, de poutres carbonisées, foyers souterrains d'où le contact de l'air faisait soudain jaillir des flammes.

Le 9 septembre, le prince Gortchakof avait demandé un armistice pour enlever des blessés qui gisaient encore sur l'embarcadère de Karabelnaïa, auprès du fort Paul. A peine l'opération était-elle achevée, à peine la dernière barque avait-elle accosté la rive nord de la rade, le fort Paul sautait ; c'était l'adieu des Russes à la rive sud.

Leurs pertes, dans la journée du 8, s'étaient élevées à 12913 hommes, dont 2972 morts. L'armée française comptait 145 officiers tués, 254 blessés, 1489 sous-officiers et soldats tués, 4259 blessés,

1400 disparus, au total 7547 hommes hors de combat; l'armée anglaise 385 tués, 1886 blessés, 176 disparus ; la brigade sarde 4 tués et 36 blessés. Les pertes des alliés étaient donc en somme de 10 034 hommes.

Le 10 septembre, à onze heures du soir, le général Pélissier envoyait ce télégramme au maréchal Vaillant: « J'ai parcouru aujourd'hui Sébastopol et ses lignes de défense. La pensée ne peut se faire un tableau exact de notre victoire. Demain les troupes alliées occuperont Karabelnaïa et la Ville ; sous leur protection, une commission anglo-française s'occupera de faire le recensement du matériel que l'ennemi a abandonné. »

Le 11, en effet, un détachement du 1er corps prenait possession de la Ville, un détachement de l'armée anglaise s'établissait dans Karabelnaïa. Des bouches à feu étaient immédiatement mises en batterie contre les navires à vapeur réfugiés dans les criques de la rive septentrionale; mais avant qu'elles eussent commencé leur tir, les Russes avaient consommé leur sacrifice. Le 12, *Vladimir*, l'orgueil des matelots, *Odessa*, *Chersonèse*, *Gromonossetz*, ses compagnons accoutumés, et les autres, *Krim*, *Bessarabia*, *Grosny*, *Dounaï*, *Elborouss*, *Tourock*, étaient livrés aux flammes ou s'abîmaient sous les flots. De la grande flotte de la mer Noire il ne restait plus rien que des tronçons de mâts émergeant çà et là, ou des épaves fumantes que la vague poussait au rivage et que les

soldats recueillaient pour alimenter leurs feux de bivouac.

Ce même jour, 12 septembre, un ordre général annonçait à l'armée française que, depuis la veille, le chef qui l'avait conduite à la victoire était un maréchal de France.

LIVRE DOUZIÈME

LE TRAITÉ DE PARIS

I

Lettres de l'empereur au comte Walewski et au maréchal Pélissier. — Lettre du maréchal Vaillant. — Nouvelle disposition de l'armée française. — Eupatoria. — Combat de Kanghil. — Expédition de Kinbourn — Voyage de l'empereur Alexandre II en Crimée.

Le 13 septembre, le maréchal Vaillant expédiait au maréchal Pélissier ce télégramme : « Que font les Russes ? Que faites-vous ? Allez-vous commencer cette campagne d'automne que vous nous avez promise et qui, d'après vous-même, ne doit pas être sans gloire ? Que pensez-vous d'une diversion par Eupatoria ? L'empereur désire que vos projets lui soient promptement indiqués, afin qu'on puisse s'entendre avec nos alliés et agir de concert et vigoureusement. J'ajoute encore, et par recommandation expresse de l'empereur, qu'il espère bien que vous ne vous heurterez pas de front contre la position fortifiée de Mackenzie, mais que vous manœuvrerez en général habile. » — « Je suis peu pour une diversion par Eupatoria, ré-

pondait le lendemain le maréchal Pélissier; si nous pouvons aborder les Russes sans recevoir la leçon donnée à Traktir, le mieux est d'aller à eux d'ensemble. » Cette réponse laconique n'engageait pas beaucoup son auteur; mais elle ne satisfaisait guère l'empereur, qui n'attendait pas moins que le développement d'un plan de campagne.

Ce jour-là même, 14 septembre, il écrivait au comte Walewski, son ministre des affaires étrangères, la lettre suivante : « Le succès que nous venons de remporter est immense. Grâce au courage de nos soldats et à la protection divine, nous sommes sortis d'une position très-critique; car, il faut le reconnaître, nous avons couru plusieurs fois le danger, depuis un an, de perdre en Crimée les deux plus belles armées de l'Europe, et cela faute d'entente préalable et de plan mûrement étudié et exécuté avec ensemble. Que cette expérience nous profite pour l'avenir! J'insiste sur ce point, parce que déjà, je m'en aperçois, on se prépare à opérer dans des sens différents, sans se concerter auparavant. D'un côté, le ministre de la guerre anglais écrit en Orient pour qu'on envoie les troupes turques en Asie, sans savoir si les forces russes, avec les renforts placés à Pérékop, ne sont pas encore plus nombreuses que les nôtres; d'un autre côté, on semble croire à Paris que tout est fini parce que Sébastopol est tombé. Enfin les généraux qui sont en Crimée écrivent qu'ils se préparent, en attendant naturellement des ordres de leurs gouvernements, à dé-

truire des docks magnifiques, de superbes casernes, les forts Nicolas et de la Quarantaine, qui existent encore. Or toutes ces mesures peuvent être bonnes ou mauvaises, suivant le but qu'on se propose. Il faut donc pour cela que les gouvernements anglais et français s'entendent bien aujourd'hui sur le but à obtenir et sur les moyens de l'atteindre. Je vais d'abord vous dire quelles sont mes idées, afin que vous appeliez sur elles l'attention et la discussion du gouvernement anglais. 1° Savoir exactement l'état des forces alliées qui pourraient entrer en campagne en Crimée; comparer ces forces à celles qu'on suppose aux Russes. 2° En supposant ces forces suffisantes, profiter du mois d'octobre pour faire avec toute l'armée un changement de front, l'aile droite en avant, afin de forcer les Russes, sans coup férir, d'abandonner leurs fortes positions de Mackenzie et le fort du Nord, puisqu'en occupant Simféropol ou Baktchisaraï et Eupatoria, on menace les derrières de l'ennemi et sa base d'opération. Prescrire aux généraux, en cas de chances favorables, de ne jamais poursuivre les Russes au delà de la ligne qui s'étend d'Eupatoria à Simféropol; car, une fois les Russes repoussés dans les steppes qui s'étendent au delà de cette ligne jusqu'à Pérékop, ils ne peuvent plus s'y maintenir pendant l'hiver, et ils sont obligés d'évacuer toute la Crimée, tandis qu'au contraire, si nous nous laissions entraîner à leur poursuite, nous pourrions nous trouver dans les positions les plus critiques et les plus défavorables. 3° Si ce plan

était adopté et réalisé, l'armée, maîtresse de la Crimée, s'occuperait à Sébastopol à combler nos tranchées, à rétablir les fortifications *de terre*, à conserver les casernes, les docks pour nos bâtiments, et à débarrasser la passe du port. 4° Cela fait, les armées alliées abandonneraient la Crimée, ne conservant que Sébastopol. Dans cette place on mettrait une garnison de 20 000 Turcs, 10 000 Français, 10000 Anglais; on laisserait dans la rade une flotte importante, de larges approvisionnements ; et comme il serait impossible aux Russes d'amener par terre le matériel de siége suffisant pour recommencer les travaux que nous avons eu tant de peine à exécuter, on peut dire que, sans grandes dépenses, sans presque rien risquer, on tiendrait la Russie en échec et on aurait un gage important qu'on conserverait jusqu'à ce que la Russie ait consenti à la paix. Certes il peut être tentant, une fois l'armée russe retirée des hauteurs de Mackenzie et du fort du Nord, de détruire tous les établissements, de combler le port et de se retirer ; mais alors que resterait-il d'une lutte si opiniâtre? Rien, sinon la gloire d'avoir détruit une place et une flotte aussi importantes. Mais nous n'aurions plus, pour la paix, dans nos mains aucun moyen d'échange ; par conséquent les conditions n'en pourraient plus être aussi avantageuses pour les puissances alliées. Conservant Sébastopol au contraire, c'est un boulevard que nous possédons *à l'extrémité* de l'empire russe, où, s'il veut le reconquérir, il épuisera ses forces, ses armées et ses richesses. De Sébas-

topol nous menaçons toutes les côtes de la mer Noire et nous pouvons porter, si nous le voulons, des coups décisifs, soit en Asie, soit en Bessarabie, avec la plus grande facilité. En résumé, il faut aujourd'hui, selon moi : 1° Menacer les derrières de l'armée russe, afin de la forcer à abandonner sans combat les formidables positions qu'elle occupe encore ; 2° au lieu d'achever la destruction de Sébastopol, rétablir ce qui a été détruit par notre feu. »

Les projets de l'empereur furent ou parurent être approuvés à Londres. « En me faisant connaître de vive voix cette résolution du conseil, écrivait au comte Walewski l'ambassadeur de France, M. de Persigny, lord Palmerston a qualifié d'admirable la lettre de Sa Majesté. Une seule observation a été faite au plan de l'empereur : on s'est demandé si un mouvement qui aurait pour objet de couper la retraite de l'armée russe ne serait pas plus simple et plus fécond en résultats partant d'Eupatoria que de la droite de notre armée. »

Quelques jours après, le 21 septembre, l'empereur écrivait au maréchal Pélissier : « Mon cher maréchal, je vous ai déjà fait mes félicitations par le télégraphe, mais je veux vous les renouveler par écrit. Je suis bien heureux de penser en effet que, grâce à votre énergie, vous soyez parvenu à un résultat que beaucoup de monde croyait impossible. Après l'échec du 18 juin, je vous l'avoue, j'avais été très-irrité contre vous, non à cause de l'échec en lui-même, mais parce que je

croyais que les précautions exigées en pareil cas et les principes invariables de la guerre avaient été négligés. Vous avez noblement racheté cette faute et je reconnais tout ce qu'il vous a fallu déployer de force de caractère pour résister à tous ceux qui commençaient à désespérer. Maintenant il faut profiter des derniers beaux jours pour refouler les Russes dans les steppes de la Crimée, et à cet effet je ne cesserai de vous répéter ce que je vous ai dit au commencement, c'est que si vous pouvez vous emparer de Simféropol, la Crimée est à vous. Vous pouvez alors pendant l'hiver évacuer toute la péninsule, en conservant seulement Sébastopol. Quant aux moyens d'occuper Simféropol, c'est à vous de choisir les meilleurs, mais, pour moi, je suis convaincu que les chemins qui y conduisent à votre extrême droite sont les meilleurs, ceux qui conviennent le mieux à notre armée composée en grande partie d'infanterie, et où, enfin, il y a moins à risquer, en cas de non-réussite. Pour cela il ne faut pas perdre de temps. Si ce résultat n'est pas obtenu à la fin d'octobre, non-seulement la campagne sera perdue pour cette année, mais le projet ci-dessus, que le maréchal Vaillant vous a développé, devient impossible, car, au printemps, les Russes reviendraient avec des forces doubles et la lutte serait à recommencer dans des conditions moins favorables. Pesez, je vous prie, mûrement ces considérations et recevez de nouveau l'assurance de mon estime et de mon amitié. »

Au texte impérial il convient d'ajouter les commen-

taires dont l'accompagnait le maréchal Vaillant : « Je vous envoie ci-jointe une lettre de l'empereur; je l'ai lue, d'après l'ordre de Sa Majesté. Ce que je vous ai écrit, après le 18 juin, vous fera comprendre pourquoi l'empereur a cru devoir revenir sur son mécontentement d'alors. Sa Majesté a jugé qu'il y avait un petit compte à régler avec vous, une petite confession à faire, qu'il ne fallait pas que le moindre nuage existât : elle s'est exécutée noblement. J'en suis heureux pour vous deux. L'empereur a écrit par le même courrier à Bosquet, Mac-Mahon et Niel. Il n'a pas eu le temps d'écrire à Thiry ; mais il m'a promis qu'il le ferait et que telle avait toujours été son intention. Dites-le, je vous prie, à Thiry pour éviter toute contrariété possible, dans le cas où Sa Majesté ne pourrait pas tout de suite faire ce qu'elle désire [1]. J'ai écrit au général Niel pour lui faire mon sincère compliment [2].

[1] Contre le général Thiry, de même que contre le général Bizot, l'empereur avait des préventions qui dataient des premières opérations du siége. Naturellement de bons courtisans ne manquaient pas d'envenimer les griefs. Le 2 septembre, le maréchal Vaillant avait écrit au général Pélissier : « J'ai vu plusieurs lettres dans lesquelles on émet l'opinion que l'artillerie ne fait pas ce qu'elle pourrait faire. On dit que le général Thiry manque d'initiative, d'idées d'ensemble, de plan. » A quoi le nouveau maréchal répondait, le 15 : « J'ai vu avec un regret profond votre paragraphe sur l'artillerie. Combien de faiseurs de lettres, qui s'en vont quêtant et ramassant des cancans pour semer de l'intérêt sur leur correspondance, seraient à bâtonner! Celui dont on médit avec une si coupable légèreté est digne au contraire de toute votre bienveillance, et ce sera avec justice et satisfaction que vous le ferez grand-officier de la Légion d'honneur. Son second au 1er corps, Lebœuf, est un officier général des plus recommandables. Il est d'un rare mérite, et je désire pour l'artillerie qu'il atteigne promptement la troisième étoile. »

[2] Le maréchal Vaillant au général Niel, 12 septembre. « Je ne vous ai pas

Veuillez être assez bon pour serrer la main de ma part à Bosquet, de Salles, Mac-Mahon et Thiry ; dites-leur que j'avais bien peur pour eux. Vous serez sans doute étonné comme moi de lire dans la lettre de l'empereur cette phrase : *le projet que le maréchal Vaillant vous a développé devient impossible*. Est-ce le projet de l'empereur lui-même, tel que je vous en ai donné l'idée au mois de mai? C'est bien ancien et vous n'êtes plus, je crois, en position de chercher à réaliser une semblable opération. L'empereur veut-il parler de la diversion par Eupatoria? Je ne crois pas. Ma pensée est plutôt celle-ci : l'empereur dictait; Mocquart, qui tenait la plume, aura mal entendu, et l'empereur aura peut-être dit : *le projet que vous avez expliqué au maréchal Vaillant*, voulant parler de ce que vous nous avez indiqué sommairement de vos intentions pour l'avenir. Peu importe, au surplus : l'essentiel était de ne pas vous laisser penser que je savais bien parfaite-

encore fait mon compliment, et cependant j'en ai un bien grand à vous adresser ! Vous avez pris votre belle part à tout ce qui s'est fait de vraiment important depuis que vous portez l'épaulette : Constantine, Rome, Bomarsund... et pour couronner ces siéges, celui de Sébastopol ! Je n'ai jamais désespéré, vous le savez : mais que mon espoir était faible parfois !... Je ne saurais trop vous remercier d'avoir su imposer silence à quelques sentiments de contrariété auxquels un homme moins supérieur se serait peut-être laissé aller. Vous avez eu le vrai courage, celui du devoir. Remerciez en mon nom, comme ministre et comme camarade, les officiers qui vous ont si bien secondé. Dites-leur que je suis fier de pouvoir me dire un des leurs. Je regrette bien ceux que nous avons perdus, Bizot surtout, qui avait une vraie valeur comme homme et comme militaire ! Ne m'oubliez pas auprès du sage Dalesme, de l'impétueux Frossard, de Renoux, de Rittier, de Tholer ; les autres sont bien dignes d'être nommés, mais il y en a trop. Je vous envoie mes compliments pour eux *in globo*. Adieu, adieu. Je vous embrasse bien. Votre ami. »

ment ce que signifie ledit passage. Le temps m'a manqué pour faire expliquer le sens par l'empereur. »

De même que l'empereur à Paris, le général Niel en Crimée persistait, après comme avant la chute de Sébastopol, à réclamer des opérations en campagne. « Nous nous trouvons ici, écrivait-il au maréchal Vaillant, devant les mêmes difficultés qui se sont produites au printemps dernier. La crainte qui me préoccupe aujourd'hui, c'est qu'on ne fasse pas au mois d'octobre ce qu'on n'a pas voulu faire au mois de mai, et que, par suite, après avoir fait éprouver à la Russie un immense échec, nous la laissions se relever aux yeux de l'Europe par le spectacle d'une grande armée anglo-française tenue emprisonnée dans un coin de la Crimée par une armée russe. »

De son côté, le maréchal Pélissier persistait dans ses idées d'observation attentive et de prudence. « Il y a, disait-il, à regarder de fort près avant d'agir. Nous agirons, mais à bonne enseigne. Qu'aucune impatience ne vienne nous entraîner à gâter nos succès. Notre ténacité tuera les Russes plus que des attaques hasardées. » Cependant, afin d'inquiéter l'ennemi sur sa ligne de retraite, il avait décidé d'envoyer à Eupatoria le général d'Allonville, avec un régiment de hussards, deux régiments de dragons et une batterie à cheval. En même temps, l'armée française se déployait le long de la Tchernaïa; le 1er corps, avec les chasseurs d'Afrique, occupait la vallée de Baïdar et se reliait par sa gauche aux Sardes, que joignait, au delà

du mont Hasfort, la droite du 2e corps, établi sur les monts Fédioukhine et placé, ainsi que deux divisions du corps de réserve campées en arrière, sous le commandement supérieur du général de Mac-Mahon. Il ne restait plus sur le plateau de Chersonèse, outre les Anglais, que le grand quartier général avec les parcs, une division d'infanterie pour le service de Sébastopol, et le camp de la Garde, près du col de Balaklava. L'effectif des troupes françaises, disponibles et indisponibles, combattants et non combattants, était, à la date du 8 septembre, de 126 000 hommes, celui des Sardes de 16 000; les Anglais évaluaient le leur à 47 000, les Turcs à 40 000 environ.

Vers la même époque, le prince Gortchakof recevait ses derniers renforts, deux divisions du corps des grenadiers et plusieurs cohortes de milice. Il pouvait alors disposer de 196 bataillons, 28 cohortes, 134 escadrons, 98 sotnias et 61 batteries de campagne. L'effectif général des forces russes était de 150 000 hommes, dont 115 000 concentrés aux environs de Sébastopol, de Baktchisaraï et de Simféropol. Les grenadiers gardaient, à Pérékop, la ligne de communication de l'armée. Le détachement qui observait Eupatoria, sous les ordres du général Schabelsky, se composait d'une division de lanciers, commandée par le général de Korff, d'une brigade de dragons, de dix-huit sotnias de cosaques et de deux batteries à cheval. La place que cette cavalerie bloquait à distance était occupée par 18 000 Turcs et Égyptiens, qui passèrent, avec leur

commandant Ahmed-Pacha, sous les ordres du général d'Allonville.

Le 21 septembre, le général mandait au maréchal Pélissier que, débarqué la veille, il s'était heurté, dès ses premiers rapports avec les autorités turques, au système d'Omer-Pacha, résistance inerte, obstination passive. Cependant il avait résolu d'agir. Le 25, il fit une première reconnaissance sur la route de Pérékop; le 29, il sortit en force avec l'infanterie turque, les trois régiments de cavalerie française et la batterie à cheval. Bien servi par ses éclaireurs, il apprit que le général de Korff se tenait, en grande sécurité, derrière un pli de terrain, près du village de Kanghil. Laissant l'infanterie en arrière, la cavalerie courut aussitôt à l'ennemi qu'elle mit tout de suite en désarroi par une attaque soudaine. Les cosaques ne tinrent pas; les lanciers firent mieux, ils essayèrent de se reformer à plusieurs reprises; mais, rompus chaque fois par une charge nouvelle, ils finirent par tourner décidément bride et furent poursuivis l'espace de cinq à six kilomètres. Leur artillerie avait à peine eu le temps de tirer deux coups de canon qu'elle était enveloppée. Six pièces, douze caissons, une forge de campagne, 160 hommes et 250 chevaux demeurèrent entre les mains des vainqueurs. La perte des Russes fut, en outre, de 38 morts et d'un nombre de blessés à peu près égal. Ce succès, qui fit beaucoup d'honneur au général d'Allonville, décida les généraux en chef à augmenter l'effectif de ses forces et l'importance de

son commandement. Une division d'infanterie française et une brigade de cavalerie anglaise furent embarquées pour Eupatoria et placées sous ses ordres. En même temps, sur un ordre exprès de Paris et de Londres, le maréchal Pélissier et le général Simpson envoyaient, de concert avec les amiraux Bruat [1] et Lyons, une expédition combinée contre la forteresse de Kinbourn.

Proportions gardées, Kinbourn était l'analogue de Kertch. Kertch fermait la mer d'Azof; Kinbourn fermait le *liman* du Dniepr, sorte de golfe intérieur qui reçoit les eaux de deux fleuves considérables, le Dniepr et le Boug. Sur le Boug, à onze kilomètres environ de son embouchure, s'élève, au confluent de l'Ingoul, Nikolaïef, siége d'une amirauté, grand arsenal de construction maritime; sur le Dniepr, Kherson, capitale du gouvernement de Tauride. La passe du liman était défendue, au nord par le fort d'Otchakof, au sud, sur une étroite langue de sable, par la forteresse de Kinbourn et des batteries avancées. L'armement de la forteresse et de ses annexes était de 88 pièces de différents calibres; la garnison, sous les ordres du général Kohanovitch, comptait près de 1500 hommes. Le 7 octobre, la brigade française du général de Wimpffen et la brigade anglaise du général Spencer, fortes ensemble de 8500 hommes et placées l'une et l'autre sous le commandement supérieur du général

[1] Le vice-amiral Bruat venait d'être nommé amiral.

Bazaine, s'embarquèrent à Kamiesch et à Balaklava. Les escadres, conduites par les amiraux Bruat et Lyons, se dirigèrent d'abord vers Odessa qu'elles effrayèrent; puis, après avoir laissé les Russes incertains sur leur véritable objectif, elles parurent, le 14, devant Kinbourn. Le débarquement, commencé le 15, ne put, à cause de l'état de la mer, être achevé que le surlendemain. On remarquait avec étonnement, dans l'escadre française, trois navires d'un modèle nouveau, la *Dévastation*, la *Lave*, la *Tonnante*, batteries flottantes revêtues de plaques de fer, le premier type, lourd et disgracieux, mais déjà puissant, des flottes cuirassées.

Le 17, vers neuf heures du matin, les batteries flottantes, les bombardes et les canonnières ouvrirent le feu contre la forteresse; bientôt les frégates y joignirent leurs bordées; à midi les vaisseaux tonnèrent à leur tour. En même temps, les troupes de terre avaient ouvert une parallèle; les balles des tirailleurs allaient frapper les canonniers russes autour de leurs pièces. Les maçonneries s'écroulaient; l'incendie dévorait les bâtiments intérieurs de la forteresse. Vers une heure et demie, l'artillerie de la défense était hors d'état de soutenir la lutte. Lorsqu'elle eut cessé de répondre, l'attaque fut suspendue; des parlementaires furent envoyés au général Kohanovitch qui se rendit prisonnier de guerre avec sa garnison. Le lendemain, les Russes firent sauter eux-mêmes le fort d'Otchakof. Après avoir réparé les brèches de Kin-

bourn et pourvu aux besoins d'un régiment français qui devait garder la forteresse avec le concours d'une station navale, les escadres ramenèrent les troupes expéditionnaires en Crimée.

Cette nouvelle perte était d'autant plus sensible aux Russes, que l'empereur Alexandre se trouvait, dans ce temps-là même, à Nikolaïef. Il avait voulu encourager par sa présence l'armée du Sud, que commandait le général Luders; au commencement de novembre, il alla visiter le prince Gortchakof et les troupes qui avaient défendu Sébastopol. Après son départ, le général en chef fit mettre à l'ordre de l'armée le rescrit suivant que lui avait adressé le tsar : « Prince Michel Dimitrievitch, lors de ma présence en Crimée, j'ai vu avec une satisfaction toute particulière que les soldats ont conservé un air martial et joyeux qui n'a pu être altéré par les fatigues inouïes qu'ils ont supportées durant la défense de Sébastopol, et que l'ordre et la discipline, base fondamentale de l'organisation d'une armée, n'ont point cessé de régner parmi les troupes. L'état excellent de l'armée soumise à votre commandement fait preuve de la sollicitude et des efforts persévérants à l'aide desquels vous avez pu atteindre ce but. Cela vous honore d'autant plus qu'en même temps toute votre intelligence et toute votre activité étaient concentrées dans le soin de combattre un ennemi redoutable, courageux, et qui ne reculait devant aucun sacrifice. »

II

Correspondance du maréchal Vaillant et du maréchal Pélissier. — Ordre de détruire les docks. — Nouveau projet de l'empereur. — Opinion du maréchal Pélissier. — Propositions de lord Clarendon. — Objections du maréchal Vaillant. — Rappel du général Simpson. — Le général Codrington. — Programme du maréchal Pélissier. — Propositions du duc de Cambridge. — Objections du maréchal Pélissier.

Cette sorte d'hommage rendu à l'ennemi par le tsar, après les éloges donnés à l'armée russe, était un signe. Évidemment l'empereur Alexandre revenait à Saint-Pétersbourg moins satisfait de ce qu'il avait vu de ses propres yeux qu'il ne voulait, qu'il ne devait paraître. Son langage adouci à l'égard de ses adversaires semblait les convier à lui tendre une main pacifique. La Russie était épuisée, à bout de forces; mais telle était l'opinion que le monde européen s'était faite de cette puissance, qu'il ne pouvait croire encore à son affaiblissement véritable. « Je crois qu'on se fait un peu illusion sur l'état des Russes, écrivait le maréchal Vaillant au général Niel, le 25 septembre; ils ont reçu un coup réel, mais ne seront que difficilement abattus. Si le mois d'octobre n'amène pas pour eux de grandes pertes, nous les retrouverons au printemps là où ils sont aujourd'hui. » Aussi pressait-il le maréchal Pélissier. « Les gouvernements alliés, lui man-

dait-il par un télégramme, le 12 octobre, se préoccupent sérieusement de ne rien apprendre, non pas du détail même de vos projets, mais des espérances que vous avez de pouvoir agir activement contre les Russes avant la mauvaise saison. A Londres et à Paris, on est persuadé que vous et Simpson avez pris la résolution d'attendre sans agir et que vous êtes décidés par avance à passer l'hiver dans vos positions, laissant les Russes dans les leurs. Répondez-moi sur-le-champ; dites tout ce que vous comptez faire. »

Deux jours après, le maréchal Pélissier répondait : « J'ai fait tâter sérieusement par de Salles le moyen de déboucher par la droite. Les Russes gardent leurs positions derrière cette ligne de rochers qui d'Inkermann s'étend au delà de Simféropol, et dont les brèches garnies d'artillerie sont plus difficiles à forcer que les remparts de Sébastopol. En s'y engageant dans des combats sanglants et sans résultats, on peut jouer la bonne position que nous nous sommes faite. J'attaquerai, si vous l'ordonnez. » Et comme le ministre avait recommandé à ses méditations le *Nil actum reputans si quid superesset agendum* : « Ce *Nil actum reputans* que vous me rappelez, je me garde bien de dire avec tant d'à-propos, répliquait-il, est une devise que je n'ai jamais perdue de vue et que je me rappellerai une fois de plus; mais *est modus in rebus*, et c'est cet axiome surtout qui ne doit pas être perdu de vue en cette circonstance. » A quoi le maréchal Vaillant répondait à son tour : « Votre *modus in rebus* est de

toute justesse. En vous écrivant d'ajouter encore à votre réputation, aux services que vous avez rendus au pays et à l'armée, je n'ai pas entendu vous pousser à courir les aventures. J'ai voulu seulement vous dire que votre tâche n'était pas finie, que vous aviez d'autres succès à ajouter à ceux qui sont déjà dus à votre constance et à votre habileté. Vous le savez, j'ai toujours cru que le *Fabius* était plus à propos en Crimée que le *Condé*. A cet égard nous pensons de même. Amitiés bien vives. »

Par-dessus les projets de campagne qui se discutaient entre Paris et Londres, et quoiqu'ils eussent paru d'abord adhérer au programme de l'empereur qui aurait voulu conserver Sébastopol, les Anglais plaçaient et réclamaient avant tout la destruction de tout ce qui pouvait y subsister encore d'établissements maritimes. Le principal secrétaire d'État pour les affaires étrangères, lord Clarendon, écrivait, le 10 octobre, à lord Cowley, ambassadeur de la reine à Paris : « A quelque point de vue que l'on se place, la destruction des docks serait une preuve de la résolution prise par les alliés de mettre un terme à la prépondérance russe dans la mer Noire, en même temps que la conservation des fortifications prouverait leur intention de continuer à occuper la Crimée. » Ni l'empereur, ni le maréchal Vaillant n'avaient cette fureur de détruire ; cependant, pour complaire au gouvernement britannique, ils cédèrent. « Sa Majesté consent, répondait le maréchal à lord Cowley ; je regrette cette

résolution, mais je m'incline devant la sagesse de l'empereur. » L'ordre d'exécution fut envoyé au maréchal Pélissier et au général Simpson. « Ce n'est qu'avec un sentiment de répugnance qui fait honneur à nos soldats que ces braves gens se sont mis à l'œuvre, » écrivait le général Niel ; et sur la marge de sa lettre, le maréchal Vaillant ajoutait en apostille : « Nos soldats sont moins barbares que nous ! » Trois des grands bassins de radoub, chefs-d'œuvre de construction hydraulique, devaient être détruits par les Anglais ; les Français avaient à faire sauter les deux autres.

Revenons aux plans de campagne. Il y en avait de chimériques ; telle était cette nouvelle imagination de l'empereur : prendre Kinbourn comme base d'opérations et s'emparer de la rive gauche du Dniepr ; pour cela porter 80 000 hommes à Kherson ; en laisser 60 000 à Sébastopol et 10 000 à Eupatoria. « On attendrait sur la rive gauche du Dniepr, disait l'auguste stratége, que les Russes eussent évacué la Crimée, ce qui ne manquerait pas d'arriver, et alors on se retirerait ou bien on s'emparerait de Nikolaïef. Enfin, dans cette position, on serait complétement maître de ses mouvements. Mais pour agir ainsi, ajoutait l'empereur, la saison n'est-elle pas trop avancée ? La presqu'île de Kinbourn est-elle une bonne base d'opérations ? Peut-on passer l'hiver sur la rive gauche du Dniepr ? Les approvisionnements pourraient-ils arriver par la rivière ? » Dans une note datée du 23 oc-

tobre, le maréchal Vaillant résumait ainsi ses réponses : « Je comprends une opération comme celle dont parle Sa Majesté entreprise au printemps; mais au mois de novembre, ce serait plus que de la témérité. Je vois donc bien des difficultés, bien des périls, j'ai presque dit une impossibilité dans une diversion par Kinbourn, et je n'en espère pas de résultat utile. » Il n'en fut plus parlé.

L'avis du maréchal Pélissier était bien contraire aux idées de l'empereur. « Qu'avons-nous à conquérir, écrivait-il au maréchal Vaillant, qu'avons-nous à conquérir en Crimée ou même dans la Russie méridionale? Des steppes, que les Russes abandonneront après des batailles où ils perdront quelques mille hommes sans que cette perte entraîne rien de décisif contre eux, tandis que les alliés, à chaque pas, au prix de grands sacrifices d'hommes et d'argent, sans avoir rien à gagner, risqueront chaque jour les destinées de l'Europe. Sébastopol solidement gardé comme gage par l'occupation de la Chersonèse, et le surplus de nos forces vives ramenées en France et en Angleterre, prêtes à appuyer l'Allemagne dans le blocus par terre et par mer de la Russie, me paraît une résolution tout autrement rationnelle et efficace. » Introduire l'Allemagne dans son thème, c'était beaucoup dire; en se réduisant au concours de l'Autriche, le maréchal Pélissier pouvait avoir raison; mais son opinion était vivement contestée en Angleterre. On y accordait bien qu'Omer-Pacha eût pu, comme il venait de faire,

emmener enfin une partie de l'armée turque en Asie, mais on ne consentait pas à laisser réduire l'effectif des forces anglo-françaises en Crimée. Tout le ministère, soutenu par l'opinion publique, voulait qu'on y restât fort et qu'on agît vite.

Le 31 octobre, lord Clarendon écrivait à lord Cowley : « Il importe de donner des ordres positifs aux généraux en chef, afin qu'ils s'efforcent de chasser les Russes de Crimée avant la mauvaise saison. Si c'est chose impossible, que du moins ils les harcèlent chaque jour pendant l'hiver, de manière à obtenir leur évacuation avant le printemps. L'honneur militaire et les intérêts politiques de la France et de l'Angleterre exigent ce triomphe et cette garantie : il faut que nous les ayons à tout prix. Même pendant l'hiver, nos flottes peuvent transporter nos troupes afin de menacer et de harceler les Russes de tous côtés ; mais toujours est-il qu'il y a quelque chose à faire pour augmenter leurs embarras et diminuer leur prestige. » Pour conclure, le gouvernement de la reine proposait à celui de l'empereur une descente à Kaffa et une opération rapide sur les magasins russes concentrés à Karasoubazar.

Avant d'examiner cette proposition, le maréchal Vaillant passait rapidement en revue toutes celles qui avaient antérieurement été faites. « Tous les efforts tentés jusqu'ici, disait-il, ont échoué. Nous ne saurions en ce moment, de notre position de Kinbourn, menacer sérieusement la ligne de communication des Russes. Sur leur droite, du côté d'Eupatoria, comme

sur leur gauche, du côté de Mackenzie, nos ennemis sont protégés par des obstacles naturels ou artificiels qui défendent tous les abords du vaste camp retranché qu'ils occupent au nord de Sébastopol. Partout et toujours ils se sont repliés derrière leurs formidables lignes sans risquer d'engagement, aussitôt que les alliés ont paru sur leurs positions avancées. La difficulté des routes, le manque d'eau et l'absence de ressources de tout genre ont forcé le général d'Allonville à rentrer à Eupatoria, comme elles ont forcé le maréchal Pélissier à rétrograder dans la vallée de Baïdar, après s'être avancé jusque vers Albat, sur la route de Baktchisaraï. » Selon l'opinion du maréchal Vaillant, l'opération sur Karasoubazar ne serait pas plus praticable. « Nous ne voyons dans ce projet, disait-il, qu'incertitudes, difficultés et périls. Mieux vaut rester inactif que de s'aventurer dans une entreprise aussi hasardeuse. Il faut harceler les Russes, dit-on ; nous ne croyons pas que cela soit possible dans la situation relative des deux armées, avant le retour de la belle saison. Dans cette situation, la majeure partie de nos forces devient inutile, et le projet de retirer de Crimée tout ce qui peut en être retiré, sans compromettre la position acquise, nous paraît rationnel. En tout cas, si le gouvernement de Sa Majesté Britannique ne croit pas être en mesure de l'adopter, dans la crainte de le voir réprouvé par l'opinion publique en Angleterre, le gouvernement français peut à la rigueur renoncer à ce projet; mais, en maintenant sans réduc-

tion toutes ses forces en Crimée, il doit tenir à ce qu'elles prennent leurs quartiers d'hiver dans la Chersonèse, sans s'épuiser dans d'inutiles et peut-être périlleuses tentatives, que l'hiver d'ailleurs doit rendre à peu près impraticables. » Sur la minute originale de cette réponse, on lit cette apostille de la main de l'empereur : « Je trouve cette note parfaite. » En Crimée, l'opération sur Kaffa fut discutée dans une conférence provoquée, d'après les ordres de son gouvernement, par le général Simpson, et à laquelle prirent part avec lui le maréchal Pélissier et les amiraux Bruat et Lyons. La déclaration unanime fut que la saison était trop avancée.

Quelques jours après, le 10 novembre, le général Codrington prit le commandement de l'armée anglaise. Depuis le 8 septembre, depuis l'heure où le *Times* avait reproduit cette dépêche du général Simpson, si belle, si grande dans son laconisme : « Les forces alliées ont attaqué les défenses de Sébastopol aujourd'hui à midi ; l'assaut contre Malakof a réussi et cet ouvrage est au pouvoir des Français ; l'attaque des Anglais contre le Redan n'a pas réussi ; » depuis cette heure-là, le général Simpson avait été abandonné par le gouvernement aux rancunes de la presse et du public. Le général Simpson avait de grandes qualités, l'âme haute, le cœur ferme : qu'importe ? Il n'avait pas eu le succès, et l'orgueil national blessé demandait une victime. Il fut sacrifié. Les généraux malheureux ont toujours tort ; c'est un de ces arrêts injustes que

l'opinion trop souvent se laisse dicter par la fortune.

Le 19, le maréchal Pélissier adressait au maréchal Vaillant un long télégramme en ces termes : « Je persiste dans tout ce que je vous ai dit précédemment. La conquête dispendieuse de la Crimée serait sans avantage. Si la Russie y laisse une armée, elle lui sera très-onéreuse et elle restera impuissante contre la Chersonèse et Kertch fortement occupées. Eupatoria doit être évacuée. Kinbourn, appuyé par des batteries flottantes, est imprenable. Deux ou trois vieux navires, coulés par nous dans le Boug, enfermeront dans ce fleuve ce qu'il peut y avoir de bâtiments de guerre à Nikolaïef. Je repousse la pensée d'une campagne dont cette place serait l'objectif; elle serait ruineuse et bien autrement difficile que notre entreprise sur Sébastopol. Il faudrait constituer une première base sur la langue de sable de Kinbourn, qui est sans bois, sans eaux vives et d'une salubrité douteuse. Une flottille spéciale de bateaux plats à vapeur serait nécessaire pour opérer les mouvements de troupes et de matériel sur les eaux rapides et peu profondes du Liman. Il faudrait ensuite débarquer vers Stanislav, en présence d'une armée constituée, sous des berges élevées, y former une grande place d'armes, enfin organiser 100 000 hommes au moins pour marcher en avant. Après une ou plusieurs batailles que l'on devrait gagner, sous peine d'un désastre, il y aurait à faire le siége de deux places, Nikolaïef et Kherson, d'un investissement presque impossible. Dans cette

campagne, l'ennemi aurait l'avantage des grands cours d'eau qui, descendant du nord, lui apporteraient du cœur de la Russie tous ses renforts, tandis que nous opérerions dans un pays abandonné et sans ressources. Nous ne pourrions pas même utiliser le Boug, à moins de nous diviser pour en occuper les deux rives. Si encore la paix était à Nikolaïef? Mais un rude hiver nous surprendrait devant cette place ou sur ses ruines, avant d'avoir rien conclu. Telle serait pourtant la campagne la plus favorable qu'il nous soit permis d'espérer dans la Russie méridionale. Voici ce que je crois sage et utile : la Chersonèse, Kinbourn et Kertch bien gardés, et la Russie bloquée sur ses rivages, il faut insurger la Circassie, couvrir la frontière de la Turquie d'Asie et menacer les possessions russes qui débordent vers la Perse. Dans ce programme, il ne faut pas être arrêté par la considération d'intérêts particuliers à telle ou telle nation, lorsque la nécessité de l'alliance domine tout. L'intérêt de cette alliance réclame d'ailleurs que les rôles des armées soient désormais distincts. La France occupera la Chersonèse avec quatre divisions d'infanterie et une division de chasseurs d'Afrique. Elle tiendra Kinbourn ; elle aura pour réserve deux divisions d'infanterie à Maslak [près de Constantinople]. Les forces maritimes nécessaires compléteront cet ensemble. Les Sardes couvriront Balaklava, base de l'armée anglaise qui, avec les Turcs, occupera Kertch et opérera vers Koutaïs et Tiflis. Avant le mois d'avril, six divisions d'infanterie,

les brigades Sol et Bousquet, trois brigades de cavalerie, les excédants en artillerie, génie, administration, devront avoir regagné la France, où il est important d'être en garde contre un changement de front de la Russie pour peser sur l'Allemagne, tandis que la Crimée absorbe nos principales forces. N'oublions pas que les chemins de fer ont changé les conditions anciennes de concentration des armées. »

De Londres, le duc de Cambridge était venu conférer avec l'empereur, qui lui avait offert un appartement aux Tuileries. Les conférences étaient longues et fréquentes. Le prince anglais proposait de faire venir de Crimée à Paris les commandants en chef des armées et des flottes : là, on traiterait les différents projets en connaissance de cause, on les discuterait à loisir, enfin on pourrait prendre une résolution décisive. L'empereur avait d'abord trouvé la proposition singulière ; puis il s'y était à peu près rallié. Quant au maréchal Vaillant, il s'y opposait de toutes ses forces. « Quoi ! laisser pendant cinq ou six semaines les flottes et les armées sans chefs ! Et quel spectacle à donner aux ennemis, aux amis, aux nations alliées même ! Comment ! après deux ans de guerre, et alors que les communications sont si faciles, si promptes, on ne sait que résoudre ! Il faut traiter les questions militaires dans une espèce de congrès, comme des questions de diplomatie ! Je crains, ajoutait le maréchal, que le prestige de nos armes n'en soit considérablement affaibli et que la Russie ne tire grand parti de ce

déplacement des généraux en chef. » Le duc de Cambridge ne contredisait pas, mais il demandait ce qu'il y avait de mieux à faire. « J'ai répondu, écrivait au maréchal Pélissier le maréchal Vaillant, que j'enverrais un personnage important à Sébastopol pour traiter avec les généraux en chef et les amiraux des résolutions qui seraient à prendre. Ce personnage, ai-je dit au prince, il faut que ce soit vous. Votre rang fera disparaître toute jalousie, et les souvenirs que vous avez laissés en Crimée vous rendront cette tâche facile. » La proposition parut flatter le duc de Cambridge, mais le maréchal Vaillant avait pris sur lui de la faire sans l'aveu de l'empereur, qui ne la goûta pas.

Il fallut donc chercher autre chose. Survint dans l'entrefaite le programme du maréchal Pélissier. « Vous croyez, lui répondit le ministre de la guerre, qu'il est bon que les armées des deux nations se séparent ! Jamais vous ne ferez comprendre cela aux Anglais ; jamais ils ne consentiront à vous laisser en Crimée et à marcher avec les Turcs sur Tiflis ! L'Angleterre veut une revanche, elle la veut en Crimée ; cela est clair comme le jour, et si c'est évident pour moi, c'est que je me suis demandé ce que je voudrais si j'étais à leur place. Eh bien ! oui, je voudrais une grande victoire, je la voudrais gagnée par moi seule, Angleterre, si c'était possible, et je la voudrais gagnée en Crimée. Je crois donc que toute séparation des deux armées sera par là même un obstacle à toute entente pour les projets à venir. » En revanche, le

maréchal Pélissier était en défiance contre les projets qu'on paraissait vouloir lui envoyer tout faits de Paris et de Londres, et cependant il était de l'avis du maréchal Vaillant contre le duc de Cambridge : il ne lui semblait pas admissible que les généraux en chef et les amiraux fussent distraits de leur commandement. Le général de Martimprey, chef d'état-major général de l'armée, était en congé à Paris ; le général Bosquet s'était embarqué, le 18 octobre, avec deux autres blessés du 8 septembre, les généraux Mellinet et Trochu ; l'amiral Bruat rentrait en France [1] ; le général Niel allait y rentrer ; que l'empereur et le maréchal Vaillant fissent appeler l'amiral, surtout les généraux Bosquet et Martimprey ; ils seraient parfaitement en mesure de répondre à toutes les questions.

Quant à de grandes opérations à faire en Crimée ou dans la Russie méridionale, en partant soit d'Eupatoria, soit de Kinbourn, soit de tout autre point du littoral, le maréchal Pélissier les déclarait encore une fois à peu près impossibles. « A Dieu ne plaise, disait-il, que les difficultés m'effraient ! La prise et la chute de Sébastopol, — dont tant de chefs de cette armée, et des plus grands, doutaient encore le 7 septembre, — ont prouvé que je savais les affronter quand j'entrevoyais le succès comme dernier résultat ; mais ici la situation n'est plus la même. Je vois les obstacles et je n'aperçois pas le succès, ni même ce qui permet de

[1] L'amiral Bruat mourut pendant la traversée.

l'espérer. Vous jugerez dès lors, monsieur le maréchal, que mon embarras serait extrême, si j'avais à formuler un plan de campagne. Cet embarras serait plus grand encore, si j'avais à appliquer un plan tout conçu, car j'estime que le premier devoir d'un général en chef est de croire à l'œuvre qu'il poursuit, s'il veut inspirer à ses soldats cette confiance dans la victoire, sans laquelle ils hésitent à faire le sacrifice de leur vie. Si donc il naissait de l'entente des deux gouvernements alliés des combinaisons rentrant dans l'ordre de celles que je viens de faire passer sous vos yeux, ce serait me placer dans la plus dure des obligations, celle de décliner, à mon éternel regret, l'honneur de les diriger. Il me reste à exprimer le regret que ma récente proposition, relative à l'action séparée des deux armées dans l'avenir, ne paraisse pas de nature à être acceptée. Avec elle disparaissaient ces comparaisons nées de la juxtaposition et qui ont été parfois blessantes pour la susceptibilité de nos alliés. Avec elle surtout cessait cette nécessité de l'entente sur toutes choses dans la préparation de la moindre opération de guerre. Ce n'était pas là un médiocre avantage, si l'on considère en outre que cette séparation rétablissait le commandement unique et absolu sur le champ de bataille. Il ne suffit pas que le gouvernement anglais dise : Nous voulons rester en Crimée ! Il faut encore qu'il se rende compte de ce qu'on y peut faire. »

Cette dépêche était datée du 6 décembre ; deux

jours après, le maréchal Pélissier, comprenant que la menace de sa démission était un peu vive, s'empressa d'y ajouter un correctif : il ne doutait pas que les généraux Bosquet, Niel et Martimprey, consultés par l'empereur et le ministre de la guerre, ne fussent de son opinion; « mais, ajoutait-il, si, par impossible, il sortait de ces avis divers une combinaison qui fût pratique, je m'estimerais bien heureux d'avoir à la conduire à bonne fin. Malheureusement je ne crois pas qu'il en puisse être ainsi. Qu'était-ce que le 18 juin? Un insuccès partiel qui ne compromettait pas l'armée et la laissait le lendemain, après avoir causé à l'ennemi un mal immense, ce qu'elle était la veille. Il a suffi, selon moi, pour donner la mesure de l'impression que produirait, non-seulement en France, mais dans l'Europe entière, une entreprise faite dans les conditions que j'ai indiquées et qui échouerait. Évitons ces mauvaises chances. »

III

Fin de la campagne de 1855 en Crimée. — Explosion du Moulin. — Lettres du colonel Langlois. — Destruction du fort Nicolas. — La Russie prête à traiter. — Prise de Kars.

Pendant que ces préoccupations d'avenir agitaient les gouvernements et les quartiers généraux, la campagne de 1855, en Crimée, s'achevait lentement, sans incidents bien notables. De temps en temps, le général de Salles poussait des reconnaissances vers les hauteurs qui séparent la vallée de la Tchernaïa de la vallée du Belbek; on se fusillait d'un avant-poste à l'autre; les éclaireurs escarmouchaient. A l'autre extrémité de la ligne, on se canonnait à travers la rade, mais avec si peu d'effet qu'à dater du 26 octobre le maréchal Pélissier donna l'ordre de suspendre le feu, de sorte que si les Russes n'avaient pas persisté à continuer le leur, on aurait pu se croire par avance en état d'armistice. Autour de Sébastopol, des milliers de travailleurs s'occupaient à combler les tranchées qui, mises bout à bout, auraient eu quelque quatre-vingts kilomètres de développement; d'autres poursuivaient activement l'œuvre cyclopéenne des lignes de Kamiesch et de Kazatch. Loin de s'affaiblir, l'effectif des troupes de France et d'Angleterre allait croissant tous les jours;

vers la fin d'octobre, une douzième division fut ajoutée à l'armée française qui comptait alors près de 147000 hommes. La saison commençant à devenir rigoureuse, le maréchal Pélissier rappela de la vallée de Baïdar le 1er corps, sauf la division d'Autemarre qui continua d'occuper les postes avancés de l'extrême droite. L'armée reçut alors une organisation nouvelle en trois corps, composés chacun de quatre divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie [1]. Les tirailleurs algériens retournaient en Afrique. La Garde impériale, quatre régiments d'infanterie, de ceux qui étaient depuis le commencement de la guerre en Orient, les 20e, 39e, 50e, 97e, et le 3e bataillon de chasseurs retournaient en France. La réception triomphale qui leur fut faite, le 29 décembre, à Paris est restée légendaire. « Nous avons vu dans les journaux l'entrée des deux divisions et nous en avons été touchés, » écrivait le maréchal Pélissier au maréchal Vaillant.

Les demandes de rapatriement commençaient d'ailleurs à être nombreuses; comme autrefois le général Canrobert et le général Forey, le maréchal Pélissier mettait le ministre de la guerre en garde contre les sollicitations qui n'allaient pas manquer de l'assaillir. « Il y a deci delà dans l'armée, disait-il, quelques tendances à ce que les Arabes définissent si bien par ce mot *fantasia*. Je ne suis pas plus ému des boutades tant soit peu orgueilleuses des uns que des

[1] Le troisième corps n'avait toutefois qu'une brigade de cuirassiers.

jérémiades des autres. La réclame gagne trop l'armée, et je considérerai toujours comme un devoir de m'opposer à ce débordement. Maintenant que la mort ne moissonne plus en grand comme devant, il surgit de tous côtés une série de petits héros que personne n'avait jamais remarqués et dont il faut se garer. »

Le 15 novembre, une explosion, beaucoup plus terrible et destructive qu'aucune de celles qui avaient marqué dans les péripéties du siége, faisait trembler la Chersonèse. Le parc du Moulin sautait tout d'un coup, sans cause connue, avec 50 000 kilogrammes de poudre, 600 000 cartouches, 4000 bombes et obus chargés, une énorme quantité d'étoupilles fulminantes, des grenades, des fusées de guerre. L'incendie gagna le parc anglais qui était voisin; les détonations éclataient comme un feu de tirailleurs. Heureusement la vieille tour du Moulin, solidement construite, put être préservée; elle contenait deux fois plus de poudre que tous les magasins du parc ensemble, 100 000 kilogrammes. Un militaire artiste, l'ancien colonel d'état-major Langlois, le créateur des panoramas militaires à grand rayon, était débarqué de l'avant-veille en Crimée. Pour un observateur de cet ordre, la catastrophe était saisissante; elle l'est encore pour nous dans cette description qu'il en a faite : « En plein jour, vers trois heures et demie, nous vîmes s'élever comme d'un cratère une masse de feu comprimé, de la couleur que l'on donne à la lave pendant

la nuit d'une éruption de l'Etna[1]. De cette masse sortaient des gerbes d'obus, de bombes et de grenades qui couvrirent [jusqu'à 1200 mètres de distance] les camps d'éclats et de débris. C'était un horrible et sublime spectacle. La terre en avait tremblé. Cette masse, s'enroulant sur elle-même, s'était élevée presque perpendiculairement en prenant une teinte de plus en plus sombre; bientôt sa hauteur était devenue prodigieuse et se mêlait avec les nuages. Cependant les bombes avaient percé le toit d'un magasin à poudre anglais tout rempli de munitions et avaient mis le feu aux maisons qui l'environnaient. La terreur était grande. Une nouvelle explosion [celle de la tour] aurait été plus terrible que la première, parce que les murs du Moulin étaient fort épais. Ce n'était pas tout : le feu était au camp français et au camp anglais tout à la fois, et là aussi étaient un magasin à poudre et un parc d'artillerie. Un moment il y eut un sauve-qui-peut qui ressemblait à une affreuse déroute; cependant l'ordre, le devoir et le dévouement se sont montrés à leur tour. L'un des magasins anglais a sauté et a augmenté le nombre des victimes. Le feu était partout dans les deux camps ; on n'a eu rien autre chose à faire que de lui laisser sa part et de sauver le reste. Si un semblable spectacle ne faisait pas de victimes, ce serait la plus admirable chose du monde. » Malheu-

[1] Ceux qui ont vu les incendies allumés par la Commune, surtout l'incendie de l'ancien Grenier d'abondance et celui des Magasins généraux de la Villette, peuvent se rendre compte de cet étrange effet.

reusement il y avait beaucoup de victimes; chez les Français, 38 morts dont 4 officiers et 108 blessés; chez les Anglais, 21 morts et 116 blessés.

Le colonel Langlois était venu prendre des croquis et des vues photographiques pour le grand panorama de Sébastopol qu'il voulait faire; il lui fallait se hâter, car, d'aventure ou de dessein formé, l'œuvre de destruction marchait vite. Il vit sauter les docks, la darse, les écluses; il vit, selon l'expression du poëte, périr même les ruines. « Il y a bien une carcasse de Sébastopol, disait-il; mais de cette ville si jeune, si coquette et si blanche, il n'y a plus rien. Les Russes la voulaient détruire : ils sont servis à souhait; nos corvées par régiment l'ont achevée avec une régularité parfaite. Nous voyons tous les matins de longues files d'hommes y entrer par toutes les issues, et en sortir chargés de portes, de fenêtres, de solives, de planches, de tout ce qu'on peut y prendre pour orner ou chauffer les camps. » L'enceinte même de la place, ses bastions héroïques étaient menacés de disparaître. C'est encore le colonel Langlois qui parle : « De nombreuses corvées allaient chercher du bois à Malakof, c'est-à-dire enlever le reste des gabions et des fascines, attaquer les nombreux blindages sous lesquels les soldats russes trouvaient un abri à l'épreuve de nos bombes. En arrivant, j'ai fait suspendre la destruction de ce que je n'avais pas encore achevé de reproduire; c'étaient trois batteries près de la tour Malakof; je les ai faites toutes les trois. A mesure que l'une d'elles

était finie, les démolisseurs s'en emparaient et l'opération était bientôt terminée. Les canons roulaient hors de leurs énormes affûts et ceux-ci étaient dépecés en morceaux pour faire la soupe ou réchauffer les hommes engourdis par le froid si rigoureux. Je me suis senti étonné, ému d'une destruction si prompte et si complète de ces fortifications naguère encore si formidables. On en suivait les détours avec étonnement; c'est avec peine qu'on en escaladait les rampes, et avec admiration que l'on contemplait cet amoncellement d'obstacles créés par les Russes et que nos soldats avaient enlevés! Eh bien! il n'y a plus de détours, plus de rampes, plus d'obstacles. Ce n'est pas même le squelette d'un grand cadavre, des ossements épars et brisés; c'est moins que cela : c'est quelque chose d'informe, d'éboulé, quelque chose de profondément triste comme la Thébaïde, de plus mort encore. Quand j'ai eu terminé la troisième batterie, la plus délabrée, la grande corvée était déjà hors de vue; les derniers soldats ont enlevé les débris que j'achevais de dessiner et se sont hâtés de la rejoindre. J'ai eu autant de hâte de partir. »

Jusqu'au dernier moment cependant on avait conservé dans Sébastopol, pour loger les troupes, quelques grandes constructions que les Russes, en se retirant, n'avaient pas eu le temps de détruire ou qui n'étaient qu'incomplétement ruinées : le fort Nicolas, le fort Alexandre, les grandes casernes de la marine. Tout à coup, le 20 janvier 1856, le maréchal

Pélissier reçut du maréchal Vaillant ce télégramme : « Si, comme je le crois, tout a été préparé pour la destruction du fort Nicolas, faites-le sauter sur-le-champ. » Le général Codrington recevait en même temps de Londres un ordre analogue pour les casernes. Rien n'avait été préparé, mais on se mit promptement à l'œuvre. Le fort Nicolas, le fort Alexandre, les grandes casernes sautèrent. Le fort Nicolas avait 500 mètres de développement; il fallut 50 000 kilogrammes de poudre pour le détruire. Écoutons encore le colonel Langlois décrivant « le plus grand, le plus terrible et aussi le plus magnifique spectacle que l'on puisse imaginer. Cette masse gigantesque qui semblait indestructible, nous la vîmes se déraciner, se soulever avec effort, puis ses formes tout à l'heure si belles se confondre dans un horrible chaos. Tous ses éléments disjoints, broyés, confondus, étaient traversés par des jets d'un feu sombre, accompagné de tonnerre. Tout semblait s'avancer vers nous, poussé par le vent, à travers les nuages de fumée et de poussière les plus gigantesques, les plus compactes qui se puissent imaginer. L'oreille au guet, nous écoutions le fracas de cette avalanche qui tombait. En une minute tout fut fini, et il ne resta plus de cet immense fort Nicolas qu'un vaste tumulus informe où pas une pierre, pas un débris ne pouvait servir à la plus chétive habitation. »

Cette destruction *in extremis* était le dernier coup

de l'état de guerre. La Russie traitait. Plus de quatre mois durant, elle avait hésité, sans pouvoir se résigner à sa défaite. Quand la prise de Malakof avait été connue à Vienne, le prince Alexandre Gortchakof s'était enfermé dans son hôtel pendant quarante-huit heures ; puis il avait reparu dans le monde et il avait dit : « Les événements nous condamnent à être muets ; mais ils ne nous ont pas rendus sourds. » En dépit du mot, la Russie ne laissait pas d'avoir l'oreille dure ; si elle écoutait, elle ne paraissait pas bien entendre. En revanche, elle regardait de tous côtés, surtout du côté de la Prusse et de l'Allemagne ; mais depuis la chute de Sébastopol, l'Allemagne, la Prusse étaient moins sympathiques dans leurs démonstrations, plus circonspectes, plus tristes. Dans le Nord, la destruction de Sveaborg, au mois d'août, avait porté un coup fatal au prestige de la puissance russe. Après un voyage officiel du général Canrobert à Stockholm, la Suède avait conclu un traité d'alliance avec la France et l'Angleterre. En Asie, le gouvernement du tsar avait fait, pour réveiller l'hostilité traditionnelle de la Perse contre la Turquie, des efforts victorieusement combattus par le ministre d'Angleterre à Téhéran, M. Murray, et par le ministre de France, M. Bourée.

C'était en Asie néanmoins que, réduite à elle-même, la Russie avait obtenu un succès assez important pour donner quelque consolation à son amour-propre et lui fournir un gage, un moyen d'échange dans les négociations que, bon gré mal gré, elle comprenait

bien qu'il lui faudrait prochainement subir. Les hostilités qui, depuis le commencement de la guerre, s'étaient poursuivies avec des chances diverses sur les confins de l'Arménie turque et de la Géorgie, avaient pris, à dater du mois de juin 1855, un caractère plus favorable aux Russes. Le général Mouravief, qui les commandait, avait fait une pointe hardie sur Erzeroum ; mais, comme cette grande ville était à l'abri d'un coup de main, il s'était décidé à faire le siége de Kars. Un Anglais, le colonel d'artillerie Williams, général au service de la Porte, s'était jeté dans cette forteresse ; il y soutint un long siége dont il eut tout le poids et tout l'honneur. Le 29 septembre, le général Mouravief tenta un grand assaut qui fut énergiquement repoussé ; mais la place demeurait étroitement bloquée, et la famine était un puissant auxiliaire pour les Russes. L'armée turque d'Anatolie était faible, mal composée, mal organisée. Avec une partie des troupes de Crimée et le contingent de Tunis, Omer-Pacha en forma une autre ; mais, au lieu de marcher droit pour sauver Kars, le généralissime ottoman imagina de faire une diversion sur Koutaïs. Le 5 novembre, après un combat de cinq heures, il réussit à forcer le passage de l'Ingour ; après ce premier succès il perdit du temps ; le général Mouravief ne se laissa point distraire, et enfin, réduit à la dernière détresse, le général Williams capitula le 25 novembre. Ce fut alors que la Russie commença d'entendre et de dialoguer même dans le sens du rétablissement de la paix.

IV

Négociations. — Ultimatum accepté par la Russie. — État de l'opinion en Angleterre. — Plan de campagne concerté entre l'empereur et le duc de Cambridge. — Débats dans le Parlement. — La paix l'emporte. — Délibérations du Congrès de Paris. — Signature de la paix. — Séance du 8 avril. — Le comte de Cavour.

Le succès des alliés à Sébastopol avait réchauffé la tiédeur platonique de l'Autriche et réveillé son zèle. Elle s'était offerte, dès le mois d'octobre, à porter en Russie, non pas encore ses armes, mais ses propositions, ses avertissements, presque ses menaces. Ni la négociation, ni le négociateur ne plaisaient au gouvernement anglais, qui voulait continuer la guerre. Sans être plus satisfait de l'Autriche, l'empereur Napoléon III, qui désirait un accommodement, se montra plus touché de ses offres; mais, en l'autorisant à négocier officiellement à Saint-Pétersbourg, il prenait soin d'y faire passer, par une voie plus discrète, plus directe et plus sûre, l'expression de ses intentions conciliantes. Le représentant du roi de Saxe à Paris, le baron de Seebach, se trouvait être le propre gendre du comte de Nesselrode; d'autre part, le premier ministre de Saxe, le baron de Beust, politique habile, était désireux de marquer son influence dans les grandes affaires de l'Europe. Après être venu

à Paris sous le prétexte de visiter les splendeurs de l'Exposition universelle, il s'en retournait à Dresde avec l'idée flatteuse de contribuer efficacement au rapprochement de la Russie et de la France, tandis que le baron de Seebach s'en allait de Paris à Saint-Pétersbourg. Cependant les propositions de l'Autriche, recommandées par l'empereur Napoléon, avaient fini par être agréées à Londres, et, le 16 décembre, le comte Esterhazy partait de Vienne pour Saint-Pétersbourg, porteur d'une note qui contenait les quatre garanties, revues, corrigées, augmentées, aggravées, et surtout présentées comme un tout irréductible, sous la forme menaçante d'un *ultimatum*. La neutralisation de la mer Noire, l'interdiction de créer ou de conserver des arsenaux maritimes sur ses côtes, enfin une rectification de frontière en Bessarabie, de manière à écarter tout à fait les Russes du Danube, en étaient les principaux points. Le comte de Nesselrode essaya d'abord d'y opposer un contre-projet. La rectification de frontière, c'est-à-dire en fait la cession d'une partie du territoire russe, déplaisait particulièrement à Saint-Pétersbourg. Depuis la prise de Kars, on s'était flatté de faire accepter aux alliés la restitution de cette place, en échange de Sébastopol, d'Eupatoria, de Kinbourn et de Kertch ; mais l'équivalent était trop loin d'avoir à leurs yeux cette importance, et d'ailleurs ils étaient irrévocablement résolus à ne céder sur aucun point de leur ultimatum.

Le 14 janvier 1856, le bruit courut dans toute l'Europe que le comte Esterhazy, n'ayant pu vaincre la résistance du gouvernement russe, était prêt à rompre avec lui ; mais, le 19, M. Thouvenel s'empressait d'envoyer de Péra au maréchal Pélissier une tout autre nouvelle : « La scène a changé bien brusquement à Saint-Pétersbourg, et le lendemain du jour où l'on croyait tout perdu, tout était gagné. La Russie adhère sans réserve aux propositions de l'Autriche. C'est le texte même du programme concerté entre les gouvernements de France, d'Autriche et d'Angleterre que M. le comte de Nesselrode a accepté par écrit au nom de l'empereur Alexandre. Il offre de signer, sur cette base, des préliminaires de paix. Il restera d'immenses difficultés à résoudre ; mais j'espère que leur règlement fera couler plus d'encre que de sang. » C'était le 16 janvier que le tsar s'était résigné au sacrifice ; le 1er février, un protocole signé à Vienne consacra officiellement l'adhésion de la France et de l'Angleterre aux propositions de l'Autriche acceptées par la Russie. Il était dit dans le même acte que Paris serait le siége du congrès destiné à régler les articles du traité définitif.

L'opinion en Angletere était vivement excitée. Les partisans de la paix, nombreux, ardents, n'étaient plus le petit groupe que dirigeaient d'abord des hommes systématiquement hostiles à la guerre, comme M. Bright, M. Cobden, M. Milner Gibson ; ils voyaient à leur tête d'autres chefs venus de divers points pour

appuyer leur cause : M. Gladstone et M. Disraeli, sir James Graham, M. Sidney Herbert et lord John Russell lui-même. Toutefois si les *meetings* pacifiques se multipliaient, les *meetings* belliqueux avaient l'avantage encore. La majorité, dans le Parlement comme dans le public, paraissait être avec le gouvernement; elle aurait voulu poursuivre la guerre. L'amour-propre anglais souffrait; il n'avait eu de satisfaction ni sur terre ni sur mer, ni en Crimée ni dans la Baltique, pas plus du général Simpson que de lord Raglan, de l'amiral Dundas que de sir Charles Napier. Qu'était-ce que Bomarsund en 1854, Sveaborg en 1855, lorsqu'on lui avait d'abord promis Cronstadt? Les Anglais avaient été inhabiles à se préparer, lents à sortir de l'ornière; mais, le mouvement une fois donné, ils avaient marché vite et fait des pas énormes. L'armée, par exemple, refaite par les soins de lord Palmerston et de lord Panmure, était dans un état magnifique. Au moyen des milices, des recrues attirées par de grosses primes, des régiments qu'on avait fait venir de l'Inde, l'effectif des troupes anglaises en Crimée avait été porté à 50 000 hommes, et il allait s'élever encore. « Les Anglais, écrivait au mois de février 1856 un bon observateur, les Anglais ont passé une grande revue à laquelle j'étais invité et qui a causé de l'étonnement au maréchal. Ils étaient près de 40 000 hommes sous les armes. Le gouvernement de la reine est passé d'un excès dans un autre : à un dénûment complet qui a puissamment contribué à la

perte de leur armée l'année dernière, a succédé une abondance, une profusion de toutes choses qui la rendrait lourde et difficile à mouvoir loin de ses magasins et de sa base d'opération. Quoi qu'il en soit, l'Angleterre a prouvé qu'elle pouvait, en moins d'un an, lever, instruire, discipliner une armée de 50 000 hommes, presque l'égale des meilleures troupes du monde. Si la guerre recommence, ils prendront une éclatante revanche de leur insuccès dans le dernier assaut de Sébastopol, car leur supériorité sur ce qu'ils étaient alors est immense, autant par le nombre que par leur désir de se mesurer avec les Russes. Ils ont immensément progressé. » Pour la marine, l'Angleterre n'avait à surpasser qu'elle-même : elle s'était surpassée.

Dans ces conditions, avant que la Russie eût accepté l'ultimatum de l'Autriche, et sans doute avec le désir qu'elle ne l'acceptât pas, le gouvernement de la reine avait pressé celui de l'empereur de régler définitivement le programme de la future campagne. Le maréchal Pélissier ayant refusé de s'éloigner de son commandement, lord Palmerston avait renoncé à faire venir le général Codrington ; mais il avait mandé sir Edmund Lyons et le gouvernement sarde avait envoyé au général de La Marmora l'ordre de se rendre à Paris. Le 10 janvier, un conseil de guerre s'était assemblé aux Tuileries sous la présidence de l'empereur ; le duc de Cambridge et plusieurs officiers généraux de terre et de mer qui avaient servi tous

devant Sébastopol y assistaient. Il résulta de ces délibérations un plan de campagne qui fut réglé définitivement, le 20 janvier, entre l'empereur et le duc de Cambridge, et dont les détails furent portés au maréchal Pélissier par le général de Martimprey, son chef d'état-major général. Le gouvernement de la reine se faisait fort d'avoir en Crimée, au printemps, 46 000 hommes d'infanterie, 5000 cavaliers, 9000 artilleurs, 1000 hommes du génie, tous Anglais, une légion étrangère de 10 000 hommes et 3000 cavaliers turcs, au total 74 000 hommes à la solde de l'Angleterre, et 90 000 en y joignant l'armée sarde. La France y aurait au moins 130 000 hommes, la Turquie 12 000. Ces 12 000 Turcs seraient affectés à la garde de Kertch et d'Iénikalé. Il serait formé du reste deux grandes armées, sous des chefs distincts et indépendants. Le général Codrington avec 80 000 hommes, dont 32 000 Français et 48 000 Anglais ou soldés par l'Angleterre, garderait les lignes de la Tchernaïa, Sébastopol et la Chersonèse. Le maréchal Pélissier, avec 80 000 Français, 25 000 Anglais et 15 000 Sardes, transportés par mer à Eupatoria, en déboucherait pour marcher sur Simféropol, tandis que 15 000 Français portés d'avance à Alouschta donneraient de l'inquiétude aux Russes sur leur flanc gauche. Simféropol pris, le maréchal aurait à décider s'il conviendrait mieux de poursuivre l'ennemi vers Pérékop ou de se rabattre sur Baktchisaraï et Sébastopol pour en finir avec le fort du Nord.

Le 16 février, le maréchal Vaillant écrivait au maréchal Pélissier : « La paix est possible ; elle est probable pour tout le monde ou presque tout le monde ; mais tenez pour assuré qu'il y a bien des difficultés sur le tapis, déjà connues, et bien d'autres qui se révéleront certainement pendant les conférences. A moins que la Russie ne veuille *absolument* cette paix tant désirée chez nous aussi, il y aura bien du *tirage*. Je ne saurais m'aveugler à cet égard. Si la Russie était moins malade qu'on la représente, si elle a moins souffert qu'on le dit, si ses ressources sont moins près d'être épuisées, le seul moyen de l'amener à composition, c'est de battre décidément et complétement ses armées en Crimée et de lui porter un coup terrible dans le Nord, un de ces coups dont il faut cent ans à un pays pauvre pour se relever. Je voudrais qu'il entrât dans vos arrangements d'avoir Mac-Mahon avec vous à Eupatoria et Camou à Kamiesch sous le commandement de Codrington. » Ce coup terrible qu'il fallait porter dans le Nord, c'était sur Cronstadt que l'Angleterre était résolue à le frapper.

Le 31 janvier, la reine avait ouvert le Parlement. « Des préparatifs pour la campagne prochaine ont nécessairement occupé ma sérieuse attention, avait-elle dit ; mais, décidée à ne négliger aucun effort qui puisse donner de la vigueur aux opérations de la guerre, j'ai cru de mon devoir de ne pas rejeter des ouvertures qui pourraient donner lieu à l'espérance d'une paix

sûre et honorable. Des négociations s'ouvriront prochainement à Paris. En m'y associant, j'aurai soin de ne pas perdre de vue le but pour lequel la guerre a été entreprise, et je ne suspendrai pas un instant les préparatifs militaires jusqu'à ce qu'un traité de paix satisfaisant soit conclu. » Dans le débat sur l'Adresse, à la Chambre des communes, l'avantage, contrairement à l'opinion générale, fut acquis aux partisans de la paix. « Je regrette profondément, dit avec netteté M. Disraeli, je regrette profondément de voir des personnes pour lesquelles j'ai la plus grande considération, tant dans le Parlement qu'au dehors, se laisser aller à je ne sais quelle hallucination et dire qu'il faudrait continuer la guerre, bien que le but de la guerre soit atteint. On nous représente que la guerre est encore nécessaire pour le lustre des armes britanniques : dans mon opinion, il est très-contestable, en principe, qu'une nation ait le droit de continuer une guerre sans autre motif que celui de satisfaire sa vanité ou de soutenir sa renommée militaire. Du reste, je nie qu'un pareil principe soit applicable aux circonstances actuelles. L'honneur de nos armes n'a pas souffert. » Lord Palmerston fut lui-même plus pacifique qu'on ne s'y attendait. « Je suis, dit-il, tout à fait d'avis que notre devoir n'est pas de presser ce pays à continuer les sacrifices de la guerre, si nous pouvons obtenir satisfaction par une autre voie. Sans doute, les ressources de l'Angleterre sont aujourd'hui formidables. Les préparatifs que nous avons faits pendant ces douze

derniers mois, tant sur terre que sur mer, nous ont mis dans une situation toute nouvelle et que nous n'avions pu avoir encore depuis le commencement de la guerre. Nous serions donc fondés à espérer qu'une nouvelle campagne nous assurerait des succès tels, qu'ils nous donneraient le droit d'exiger des conditions meilleures que celles qui nous sont aujourd'hui offertes. Pourtant, si ces conditions sont de nature à donner satisfaction au pays, nous encourrions une grave responsabilité en les rejetant par ce seul motif que la prochaine campagne aurait pour nous des chances de gloire toutes particulières. » Vainement M. Roebuck s'élança-t-il pour relever le drapeau de la guerre qui s'abaissait évidemment entre les mains du ministre ; vainement il se récria : « Que signifie notre présence ici ? On nous a engagés imprudemment dans la guerre ; on l'a déplorablement conduite, et maintenant on prépare une paix dont il ne nous est pas permis de débattre les stipulations ! » Vainement il protesta contre la réunion du congrès de Paris, dont il demanda formellement la dissolution par avance ; vainement il réclama une campagne décisive pour chasser les Russes de toute la Crimée et de la Bessarabie même. La grande majorité de la Chambre refusa de le suivre et se confia, pour la conduite des négociations, au patriotisme du ministère.

C'était lord Clarendon, assisté de lord Cowley, qui devait représenter l'Angleterre au congrès. Le comte Walewski et le baron de Bourqueney étaient nommés

pour la France, le comte Buol et le baron de Hübner pour l'Autriche, le grand-vizir Aali-Pacha et Djemil-Bey pour la Turquie, le comte de Cavour et le marquis de Villamarina pour la Sardaigne. L'empereur de Russie avait désigné le comte Orlof et le baron de Brunnow. Le congrès s'ouvrit, au ministère des affaires étrangères, le 25 février. Sur la proposition du comte Buol, et de l'aveu unanime des plénipotentiaires, le comte Walewski prit la présidence ; M. Benedetti, admis aux séances, fut chargé des fonctions de secrétaire. On décida que le protocole signé à Vienne, le 1er février, tiendrait lieu de préliminaires de paix. Dès la première séance, les plénipotentiaires furent d'accord pour arrêter les termes d'un armistice, qui fut immédiatement notifié par télégramme aux commandants en chef des forces belligérantes ; il devait durer jusqu'au 31 mars et pouvait être renouvelé d'ailleurs.

Comme c'était sur le troisième point qu'avait échoué la conférence de Vienne, le comte Walewski proposa de le mettre en discussion tout d'abord. La Russie ayant adhéré à la neutralisation de la mer Noire, il ne pouvait y avoir de difficulté qu'au sujet des arsenaux qu'il ne serait permis aux puissances souveraines du littoral de créer ni de conserver à l'avenir. L'arsenal de Nikolaïef devrait-il donc être détruit? Lord Clarendon ne l'exigeait pas absolument; il reconnaissait que Nikolaïef n'était pas sur les bords mêmes de la mer Noire; mais il soutenait que l'im-

portance de ses chantiers de construction navale était en contradiction avec le principe établi dans les préliminaires. D'autre part, comme il était admis que la Russie, de même que la Porte, pourrait avoir un certain nombre de bâtiments légers dans la mer Noire, le comte Orlof n'eut pas de peine à faire remarquer que si ces bâtiments n'étaient plus construits à Nikolaïef, il faudrait les construire sur un autre point du littoral, et lorsqu'il eut promis, par un engagement formel, au nom du tsar, que les chantiers du Boug ne seraient plus désormais employés à des travaux plus considérables, lord Clarendon et les autres plénipotentiaires s'étant déclarés satisfaits, la première des grosses difficultés qui pouvaient embarrasser le congrès se trouva écartée de la sorte. C'était heureusement débuter.

Le second point, relatif à la navigation du Danube, et sur lequel tout le monde était d'accord, amenait cependant, sous forme incidente et comme accessoire, la plus importante des aggravations ajoutées par les alliés du 2 décembre aux quatre garanties primitives, la cession de territoire exigée de la Russie, mais déguisée par euphémisme sous les mots de rectification de frontière. En échange de Sébastopol, de Balaklava, de Kamiesch, d'Eupatoria, de Kertch, d'Iénikalé, de Kinbourn, la restitution de Kars ne pouvait pas suffire; une compensation plus considérable devait être fournie par le tsar sur le bas Danube, depuis le Pruth jusqu'à la mer Noire, aux dépens de la

Bessarabie, au profit de la Moldavie. La bande de territoire à distraire de l'empire russe comprenait les importantes positions d'Ismaïl et de Reni. Plus que la France et que l'Angleterre, plus que la Turquie même, l'Autriche tenait opiniâtrément à éloigner la Russie du Danube, à biffer le nom de la Russie sur la liste des États riverains du grand fleuve. Dans le congrès, la discussion, nous pouvons dire la lutte dont la rive gauche du bas Danube était l'enjeu, se concentra donc entre la Russie et l'Autriche. Ce fut un duel. Prête à céder la partie occidentale du terrain disputé, la Russie s'efforçait de conserver la partie orientale, limitrophe du fleuve et de la mer, sauf à se retirer des îles du delta et à raser les fortifications d'Ismaïl. La discussion remplit deux séances. Enfin l'Autriche, appuyée plus modérément par l'Angleterre et la France, l'emporta. Après le triomphe obtenu par le comte Buol, le comte Orlof se penchant vers M. de Cavour, son voisin, lui dit : « Il ne sait pas, M. le plénipotentiaire d'Autriche, combien de larmes et de sang cette rectification de frontière coûtera à son pays ! » Déjà, pendant le débat sur la neutralisation de la mer Noire, le premier représentant du tsar, mécontent de l'attitude raide et cassante des plénipotentiaires autrichiens, avait dit entre haut et bas : « Le comte Buol parle comme si l'Autriche avait pris Sébastopol. » A propos de l'extension du territoire moldave jusqu'à la mer, une question d'avenir, la réunion de la Moldavie et de la Valachie fut soulevée

incidemment. La France, l'Angleterre, la Russie et la Sardaigne s'y montrèrent favorables, l'Autriche et la Turquie contraires. Le congrès, sans résoudre immédiatement le problème, se contenta de décider que les vœux des populations relativement à l'organisation définitive des Principautés seraient recueillis par les soins des puissances contractantes.

Les séances du congrès se succédaient ordinairement de deux jours en deux jours; du 14 au 18 mars, il n'y eut pas de réunion : le 16, les plénipotentiaires avaient porté aux Tuileries leurs félicitations au sujet d'un événement considérable pour l'empereur Napoléon III, la naissance d'un fils.

Reprises le 18, les délibérations recommencèrent avec la participation de deux nouveaux plénipotentiaires, le baron de Manteuffel, premier ministre du roi de Prusse, et le comte de Hatzfeld. En refusant non-seulement de participer à la guerre, mais d'entrer même diplomatiquement dans l'alliance du 2 décembre qui jusqu'au bout lui était demeurée ouverte, la Prusse s'était virtuellement exclue du congrès. Cependant, comme elle avait été, en 1841, partie contractante dans l'acte relatif à la fermeture des Dardanelles et du Bosphore, le comte Walewski, dès le 28 février, avait proposé aux plénipotentiaires d'inviter le gouvernement prussien à se faire représenter parmi eux, afin de concourir au renouvellement obligé de la Convention des détroits. Appuyée par le comte Orlof et le comte Buol, cette proposition avait

été admise par lord Clarendon, mais pour n'avoir d'effet que lorsque les principales clauses du traité général auraient été arrêtées d'abord. Elles l'étaient le 18 mars. Il ne restait plus qu'à déterminer, par une rédaction assez claire, les rapports de l'empire ottoman avec l'Europe et la difficile question, d'où avait jailli la guerre, des populations chrétiennes soumises à l'autorité du sultan.

Après un débat prolongé, auquel les plénipotentiaires russes prirent naturellement une grande part, puisqu'il s'agissait pour eux de sauver, s'il était possible, quelque épave du fameux traité de Kaïnardji, ils furent obligés de consentir à la rédaction suivante, proposée par le comte Walewski et approuvée par tous les autres membres du congrès : « L'empereur des Français, l'empereur d'Autriche, la reine de la Grande-Bretagne, le roi de Prusse, l'empereur de Russie et le roi de Sardaigne déclarent la Sublime-Porte admise à participer aux avantages du droit public et du concert européens. Leurs Majestés s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire ottoman, garantissent en commun la stricte observation de cet engagement, et considéreront en conséquence tout acte de nature à y porter atteinte comme une question d'intérêt général... Sa Majesté le sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets, ayant octroyé un firman qui, en améliorant leur sort, sans distinction de religion ni de race, consacre ses généreuses inten-

tions envers les populations chrétiennes de son empire, et voulant donner un nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu de communiquer aux puissances contractantes ledit firman, spontanément émané de sa volonté souveraine. Les puissances contractantes constatent la haute valeur de cette communication. Il est bien entendu qu'elle ne saurait, en aucun cas, donner le droit auxdites puissances de s'immiscer, soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de Sa Majesté le sultan avec ses sujets, ni dans l'administration intérieure de son empire. »

Le 30 mars, à midi, dans une séance d'apparat, les plénipotentiaires en grand costume apposèrent sur les instruments collationnés du traité général de paix et sur ses annexes leur signature et le sceau de leurs armes; après quoi, sur la proposition du comte de Clarendon, ils se rendirent tous ensemble aux Tuileries pour informer l'empereur que le congrès venait de terminer l'œuvre de pacification attendue par l'Europe avec une si vive impatience.

Tout était donc fini, tout paraissait au moins l'être; mais l'empereur Napoléon III et le comte de Cavour en avaient décidé autrement. Dès le 27 mars, les plénipotentiaires sardes avaient présenté aux ministres des affaires étrangères de France et d'Angleterre une note relative à la situation de l'Italie et surtout à l'état des Légations occupées depuis 1849 par les troupes autrichiennes. A la suite de cette communication, le

comte de Cavour avait eu de longs et fréquents entretiens avec l'empereur d'abord, puis avec lord Clarendon et lord Cowley, et aussi avec le comte Orlof. Tout à coup, dans une séance tenue le 8 avril, les plénipotentiaires entendirent avec plus ou moins de surprise le comte Walewski leur proposer un échange d'idées « sur différents sujets qui demandaient des solutions et dont il pourrait être utile de s'occuper afin de prévenir des complications nouvelles, » et tout de suite parler de la situation déplorable de la Grèce, de la situation non moins fâcheuse des États pontificaux et du royaume de Naples, de la licence effrénée de la presse belge, enfin d'une réforme du droit maritime en temps de guerre par l'abolition de la course et le respect de la marchandise neutre ou même ennemie sous pavillon neutre. Il s'éleva aussitôt une discussion vive, un peu confuse, dans laquelle le comte de Cavour, soutenu par lord Clarendon, batailla énergiquement contre les plénipotentiaires d'Autriche. Elle n'eut pas de conclusion, mais, avec la connivence des gouvernements de France et d'Angleterre, la situation des affaires italiennes avait été traduite solennellement à la barre de l'Europe. « Nous pouvons nous applaudir d'un grand résultat, disait cinq semaines plus tard le comte de Cavour devant le Parlement de Turin : la question italienne est désormais entrée dans l'ordre des questions européennes. La cause de l'Italie n'a pas été soutenue par des démagogues, des révolutionnaires,

des hommes de parti; elle a été portée devant le congrès par les plénipotentiaires des grandes puissances de l'Europe, de l'Angleterre et de la France. Du congrès elle a passé maintenant devant le tribunal de l'opinion publique, de cette puissance à laquelle, selon les paroles mémorables de l'empereur des Français, appartient en définitive le jugement, et qui en définitive obtiendra la victoire. »

Des divers problèmes soulevés par le comte Walewski un seul fut immédiatement résolu. Le 16 avril, le congrès adopta la déclaration suivante : « 1° La course est et demeure abolie. 2° Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre. 3° La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi. 4° Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs. » Ce fut le dernier acte du congrès de Paris.

V

Ravages du scorbut et du typhus dans l'armée française. — Offres généreuses de miss Florence Nightingale et du général Storks. — Nécrologe de la guerre. — Revues. — Évacuation de la Crimée. — Rapatriement.

Pendant cette campagne diplomatique, les troupes françaises luttaient douloureusement en Crimée contre un ennemi cent fois plus redoutable que le canon et la mitraille; elles étaient ravagées, abattues, atterrées par un mal terrible, le mal qui avait achevé, à la fin de 1813, la destruction des malheureux débris échappés au désastre de Leipzig, *le typhus des armées*. L'automne avait été magnifique, le mois d'octobre superbe, et jusque vers la fin de novembre le beau temps avait persisté; mais tout de suite avaient succédé les vents, les tempêtes, la pluie, la neige, la gelée, les froids excessifs. Dans les derniers jours de novembre, le docteur Baudens, qui venait de faire en Crimée l'inspection du service de santé, terminait ainsi l'un de ses rapports : « Les conditions actuelles sont bonnes; il est possible que cette situation se conserve, sans trop de pertes, presque aussi favorable qu'aujourd'hui; mais ce n'est pas chose certaine, si la mauvaise saison est rigoureuse. Nos soldats sont

placés sur une longue ligne de défense, de cinquante kilomètres à peu près; ils sont abrités, non par des baraques en bois, mais par des tentes dont le fond a été creusé profondément, ou bien par des gourbis en torchis, étroits et peu salubres. Ajoutons à cela l'usure complète de la constitution des vieux soldats, la faiblesse remarquable des jeunes recrues, et l'absence pour tous des émouvantes péripéties du siége qui, l'hiver précédent, galvanisaient les courages des soldats. Il y a, dans cette énumération, beaucoup de causes morbides puissantes qui menacent notre armée. »

Le pronostic du docteur Baudens devait se réaliser malheureusement. Tandis que les soldats anglais, bien vêtus, bien nourris, bien chauffés, dans de solides baraques dont le plancher était soigneusement isolé de terre, appelés rarement au dehors par les obligations très-réduites d'un service très-facile, se conservaient florissants de santé, de vigueur et de bonne mine, les soldats français commençaient à encombrer les ambulances. Dans la nuit du 19 au 20 décembre, le thermomètre descendit à 22 degrés sur le plateau de Chersonèse, 5 degrés plus bas à Eupatoria et à Kinbourn. Outre les affections de poitrine et la dyssenterie, le scorbut exerçait ses ravages, puis le typhus apparut. En décembre, il toucha 734 hommes, 1523 en janvier. On évacuait tous les jours des malades sur Constantinople, et déjà les hôpitaux de Constantinople ne suffisaient plus. En février, les seuls

typhiques atteignirent le nombre de 3400; il y eut, pendant ce mois, en Crimée, 2400 morts, plus de 2500 pendant le mois de mars. A Constantinople, la moyenne des décès, qui était de 43 au 31 janvier, était huit jours après de 58, de 87 au 21 février, de 90 au 25, de 98 au 3 mars. Les médecins, de leur propre aveu, ne pouvaient que constater leur impuissance; ils tombaient eux-mêmes, à côté des malades, atteints par l'épidémie. Le corps du service de santé perdit ainsi 58 de ses membres, tués par le typhus, victimes héroïques du devoir, comme les 13 aumôniers et les sœurs de charité que leurs fatigues évangéliques avaient préparés de même au fléau.

Si ce grand malheur réveilla dans le cœur de certains Anglais, par la comparaison qu'ils pouvaient faire à l'avantage de leurs troupes, un sentiment d'orgueil britannique, il excita chez d'autres une sympathie généreuse. Le 8 mars, miss Florence Nightingale écrivait de Scutari au maréchal Pélissier : « Pardonnez, monsieur le maréchal, à une femme si, en osant s'adresser à vous, elle se hasarde à faire une indiscrétion trop grande. Je prends la liberté de vous prier de faire une faible offrande de ma part à vos braves malades. Vous ne m'en voudrez pas, je l'espère; car c'est pour tous les malades que je suis ici; et les troupes alliées, n'est-ce pas la même chose? D'ailleurs, nous avons une dette de reconnaissance aux Français que nous ne payerons jamais. Daignez donc m'excuser, monsieur le maréchal, si j'ai pensé pouvoir

profiter de votre indulgence pour vous offrir en preuve bien insignifiante, il est vrai, de reconnaissance, et au titre de sœur, les objets qui seront embarqués aujourd'hui à votre adresse à bord du *Tage* en partance pour la Crimée. » Nous n'avons pas la réponse du maréchal à ce chef-d'œuvre de compassion attendrie, de bonté ingénieuse, de délicatesse, de charme et de grâce touchante. Après la femme si admirablement inspirée, voici ce qu'un militaire, le général Storks, commandant des troupes anglaises à Scutari, écrivait au général Larchey : « J'ai appris avec peine que vous avez dans vos hôpitaux de Péra le même fléau que nous avons eu parmi nous l'année passée. Vous avez été très-bons pour nous, et j'espère que vous voudrez bien me pardonner si je vous offre, en bon camarade et sans façon, nos médecins et tout ce que nous avons, si cela peut vous être utile. Vous avez visité nos magasins et vous en connaissez le contenu. Or je vous écris en pleine confiance que vous ne m'en voudrez pas si je mets tout à votre disposition. » Cette offre généreuse fut portée par le général Larchey à la connaissance du maréchal Vaillant, qui la fit connaître lui-même à lord Clarendon. « Je m'empresse, lui répondit le ministre de la reine, de vous témoigner toute la reconnaissance que j'éprouve de la lettre que vous avez bien voulu m'adresser au sujet de l'aide que M. le général Storks a pu mettre à la disposition de M. le général Larchey pour les malades de l'armée française en Orient. Il ne me serait pas nécessaire, monsieur le

maréchal, de vous assurer de la satisfaction qu'a causée à Sa Majesté la reine et à son gouvernement cette proposition du général Storks, proposition dictée également par les bonnes relations qui existent si heureusement entre les deux armées, et par la reconnaissance pour les offres de semblables services de la part des généraux français à l'armée anglaise. J'ai l'honneur de vous informer que lord Panmure n'a pas tardé à communiquer au général Storks, par une dépêche télégraphique, l'approbation entière de sa conduite. »
Le même jour, 15 mars, le général Storks écrivait au général Larchey : « J'ai reçu avec un vif sentiment de satisfaction la lettre que vous avez eu l'obligeance de m'écrire hier. Veuillez avoir l'extrême bonté d'exprimer à Son Excellence M. le maréchal Vaillant toute ma reconnaissance de sa dépêche télégraphique. Assurément, je ne la mérite pas. Je n'ai fait que mon devoir en voulant rendre en partie ce que nous devons à l'armée française pour tant de services et pour tant d'assistance l'année passée. » Pour le bien de l'alliance anglo-française, quel était le vrai représentant de l'Angleterre à Constantinople? Lord Stratford de Redcliffe ou le général Storks? Enfin, vers la fin de mars, le typhus devint stationnaire; puis peu à peu il recula. Cependant la température était toujours bien rigoureuse : la moyenne des premières nuits d'avril était encore de 10 degrés au-dessous de zéro. Quoi qu'il en soit, la crise dévastatrice allait cesser et la paix était faite.

Le moment est venu de relever le bilan funèbre des diverses armées que la guerre avait depuis deux ans rassemblées autour de la mer Noire. La France y comptait pour 80 000 morts[1], dont 10 240 seulement tués à l'ennemi. La part de l'Angleterre était de 22 000, dont 2800 sur le champ de bataille ; celle des Piémontais de 2200. Quant aux Turcs, leur perte était évaluée, mais sans données positives, à 35 000 morts. Pour ce qui est de l'armée russe, le travail récemment publié du docteur Hubbeneth donne, par approximation, le chiffre de 110 000 morts sur le Danube et en Crimée, mais seulement jusqu'au 13 novembre 1855, et il ajoute : « C'est en 1856 que le typhus sévit le plus cruellement parmi les recrues et les hommes de la milice. La maladie fit tant de victimes, à cette époque, que le chiffre de 110 000 morts pourrait bien ne former qu'une partie de notre perte totale. » Qui pourra d'ailleurs jamais dire — les Russes ne le savent pas eux-mêmes — combien de milliers et de milliers d'hommes, tirés des profondeurs de cet immense empire, des bords de la Baltique et de la mer Blanche, des sources du Volga ou de l'Oural, ont jalonné de leurs cadavres la route de Kherson ou de Pérékop?

Plus les Russes avaient souffert, plus ils s'efforçaient de dissimuler leurs souffrances. Le 13 janvier, le prince Gortchakof avait quitté la Crimée pour

[1] Il faudrait ajouter, d'après le docteur Chenu, 15 000 morts en France, après l'évacuation des hôpitaux d'Orient, jusqu'au 31 décembre 1857.

prendre le commandement de l'armée de l'Ouest. C'était avec son successeur, le général Luders, que les généraux alliés avaient signé la convention d'armistice. Entre les alliés et les Russes la Tchernaïa formait limite; on ne la franchissait pas, mais la paix était si prochaine qu'on ne se faisait pas scrupule de converser familièrement d'un bord à l'autre. Il y eut même sur la rive gauche une course de chevaux dont les officiers français donnèrent le spectacle à leurs voisins de la rive droite. Enfin, le 2 avril, 101 coups de canon annoncèrent dans tous les camps la conclusion de la paix : il n'y avait plus d'ennemis en Crimée. Le 13, les généraux en chef, réunis au pont de Traktir, furent reçus par le général Luders qui les conduisit à Mackenzie et leur présenta une magnifique division de 10 000 hommes choisis, triés, soignés et parés. Les visiteurs étaient trop discrets pour demander à voir les autres. Un *lunch* suivit cette ingénieuse exhibition. Deux jours après, le maréchal Pélissier offrit au général Luders un carrousel couru par les chasseurs d'Afrique. Le 17, la fête fut plus complète et plus grandiose. Le général en chef de l'armée russe vit défiler devant lui 55 000 Français et 30 000 Anglais. Les jours suivants furent les plus beaux jours de Kamiesch, les derniers. Les officiers russes s'empressaient dans cette ville étrange, improvisée de la veille, et qui allait disparaître.

L'évacuation commençait; les garnisons étaient rappelées de Kinbourn, d'Eupatoria, de Kertch. Les

amateurs d'antiquités se hâtaient de faire leurs dernières fouilles dans cette Tauride si riche en souvenirs des anciens âges; mais en vérité ils étaient les seuls qui la regrettassent. « Quel vilain pays que ce terrain nivelé de la main des hommes, s'écriait le colonel Langlois, ces tranchées comblées, ces batteries éboulées et informes! Partout un aspect sec, aride, où de place en place on voit encore de la neige oubliée et de la poussière soulevée par le vent. L'œil le plus exercé ne reconnaîtrait, ne concevrait même pas ces moyens prodigieux d'attaque et de défense, ces montagnes de terre et de pierre remuées et transportées. Comme les passions qui les bouleversaient, elles se sont affaissées, elles ont disparu. Nous partirons demain, ajoutait-il le 12 mai; ce pays était ingrat, aride, détestable par la mobilité, la dureté de sa température, et par la violence presque continuelle des vents qui s'y croisent en tous sens. Maintenant qu'ils cessent leurs sifflements, que la terre se revêt d'une verdure fraîche, que les quelques arbres échappés à la dévastation se couvrent de bourgeons et de fleurs, elle est cent fois plus triste là où les camps sont abandonnés. C'est la vie faisant place au désert, aux débris, aux lambeaux, aux haillons épars et aux tombeaux qui les avoisinent. Ceux qui restent sont à plaindre : mes regrets sont avec eux. »

A cette date, vers le milieu de mai, presque tous les Anglais, les Sardes et 100 000 Français avaient déjà quitté cette terre glorieuse et désolée. La marine avait

repris la tâche ingrate, plus pénible et plus difficile que jamais, des transports. Il fallait ramener d'une seule fois en quelque sorte le matériel accumulé pendant plus d'un an autour de Sébastopol et dans Sébastopol même, le matériel français et le matériel russe. Les obus et les bombes servaient de lest aux navires, même aux pacifiques bâtiments de commerce. Les chevaux de trait seuls étaient condamnés à rester en Orient; les uns furent vendus aux Tatars de Crimée, les autres transportés à Constantinople et cédés au gouvernement turc.

Vers la fin de mai, le maréchal Vaillant avait écrit au maréchal Pélissier : « A mon avis, une seule chose peut augmenter votre réputation, votre gloire; c'est de laisser tout le monde rentrer avant vous, et de revenir comme le véritable *bouquet* de cette grande armée, avec les derniers soldats, le dernier canon. Nous nous comprenons, n'est-ce pas? A vous de cœur. » C'était un point sur lequel le maréchal Pélissier n'avait pas besoin d'être averti. « Vous serez obéi et sans effort, croyez-le bien, répondait-il au ministre de la guerre; car je suis dans vos idées. Vous aurez ce *bouquet* désiré, mais un bouquet dépouillé d'artifice. » Le 1er juillet, il alla visiter le champ de bataille de l'Alma; le 4, il télégraphiait au maréchal Vaillant: « Il ne restera plus rien de l'armée française demain, 5 juillet, en Crimée. » Il allait y rester du moins ceux qu'elle avait perdus. Le maréchal avait

pris soin que les cimetières où dormaient ces morts héroïques fussent entourés de murs, et il les avait recommandés avec confiance à la piété du général Luders. Enfin, le 7 juillet, il pouvait écrire de Thérapia : « Ma tâche est accomplie. J'ai rapatrié dans le meilleur état cette belle armée, l'orgueil de ses concitoyens. Je me suis embarqué le 5 à Kamiesch, avec mes derniers soldats, mon dernier canon. A mon tour, je puis songer aux joies de la patrie. »

La patrie l'accueillit avec enthousiasme ; l'empereur lui donna le titre de duc de Malakof. Tout était fêtes, faveurs, distinctions, récompenses. Déjà les généraux Canrobert et Bosquet avaient été faits maréchaux de France. Des décorations étaient échangées entre la France et l'Angleterre, l'ordre du Bain contre la Légion d'honneur, et la reine Victoria créait la médaille de Crimée pour tous ceux qui avaient paru devant Sébastopol.

Au-dessus de tous triomphait Napoléon III. Il avait donné à la France la gloire des armes et rendu la paix à l'Europe. Un fils lui était né : tout lui souriait. L'oracle, qu'on cherchait naguère à Saint-Pétersbourg, on venait le consulter à Paris. Il est vrai, l'empereur a tenu dans ses mains les fils de la politique européenne, mais ce sont d'autres qui les ont fait le plus souvent mouvoir. En ce temps-là, quand

finissait la guerre de Crimée, ç'a été l'habile homme qui, plus soucieux naturellement de son pays que de la France, a fait faire l'Italie par Napoléon III : ç'a été Cavour.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME SECOND

LIVRE SIXIÈME.

L'HIVER.

LIVRE SEPTIÈME.

LES CONTRE-APPROCHES.

LIVRE HUITIÈME.

LES CONTRADICTIONS.

LIVRE NEUVIÈME.

LE MAMELON VERT.

LIVRE DIXIÈME.

LE DIX-HUIT JUIN.

LIVRE ONZIÈME.

TRAKTIR ET MALAKOF.

LIVRE DOUZIÈME.

LE TRAITÉ DE PARIS.

FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND.

PARIS. — IMPRIMERIE DE E. MARTINET, RUE MIGNON, 2.

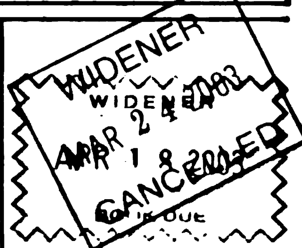



3 2044 018 181 131

The borrower must return this item on or before the last date stamped below. If another user places a recall for this item, the borrower will be notified of the need for an earlier return.

Non-receipt of overdue notices does not exempt the borrower from overdue fines.

Harvard College Widener Library
Cambridge, MA 02138 617-495-2413



Please handle with care.
Thank you for helping to preserve library collections at Harvard.

